

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

AUTONOMIE DE L'ASSURANCE

ENQUÊTE SUR LA PROFESSION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC POUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le 9 décembre 1942 à 14 heures

PAR

André CHALLE

Président : M. M. PICARD, *professeur.*

Suffragants } MM. AMIAUD, *professeur.*
L. MAZEAUD, *professeur.*

P A R I S
LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS
20, Rue Soufflot, 20
1942

THÈSE POUR LE DOCTORAT

La Faculté entend ne donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTE DE DROIT

Nom du candidat : Challe.

Prénom : André.

Date de la soutenance : 9 décembre 1942.

Numéro d'ordre : 80.

1

CHALLE (André). — Autonomie de l'assurance. Enquête sur la profession. — *Paris*, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 1942, in-8°, 260 pages.

(Thèse de Droit. Paris, 1942, n° 80).

2

CHALLE (André). — Autonomie de l'assurance. Enquête sur la profession. — *Paris*, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 1942, in-8°, 260 pages.

(Thèse de Droit. Paris, 1942, n° 80).

3

CHALLE (André). — Autonomie de l'assurance. Enquête sur la profession. — *Paris*, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 1942, in-8°, 260 pages.

(Thèse de Droit. Paris, 1942, n° 80).

4

CHALLE (André). — Autonomie de l'assurance. Enquête sur la profession. — *Paris*, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 1942, in-8°, 260 pages.

(Thèse de Droit. Paris, 1942, n° 80).

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

AUTONOMIE DE L'ASSURANCE

ENQUÊTE SUR LA PROFESSION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC POUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

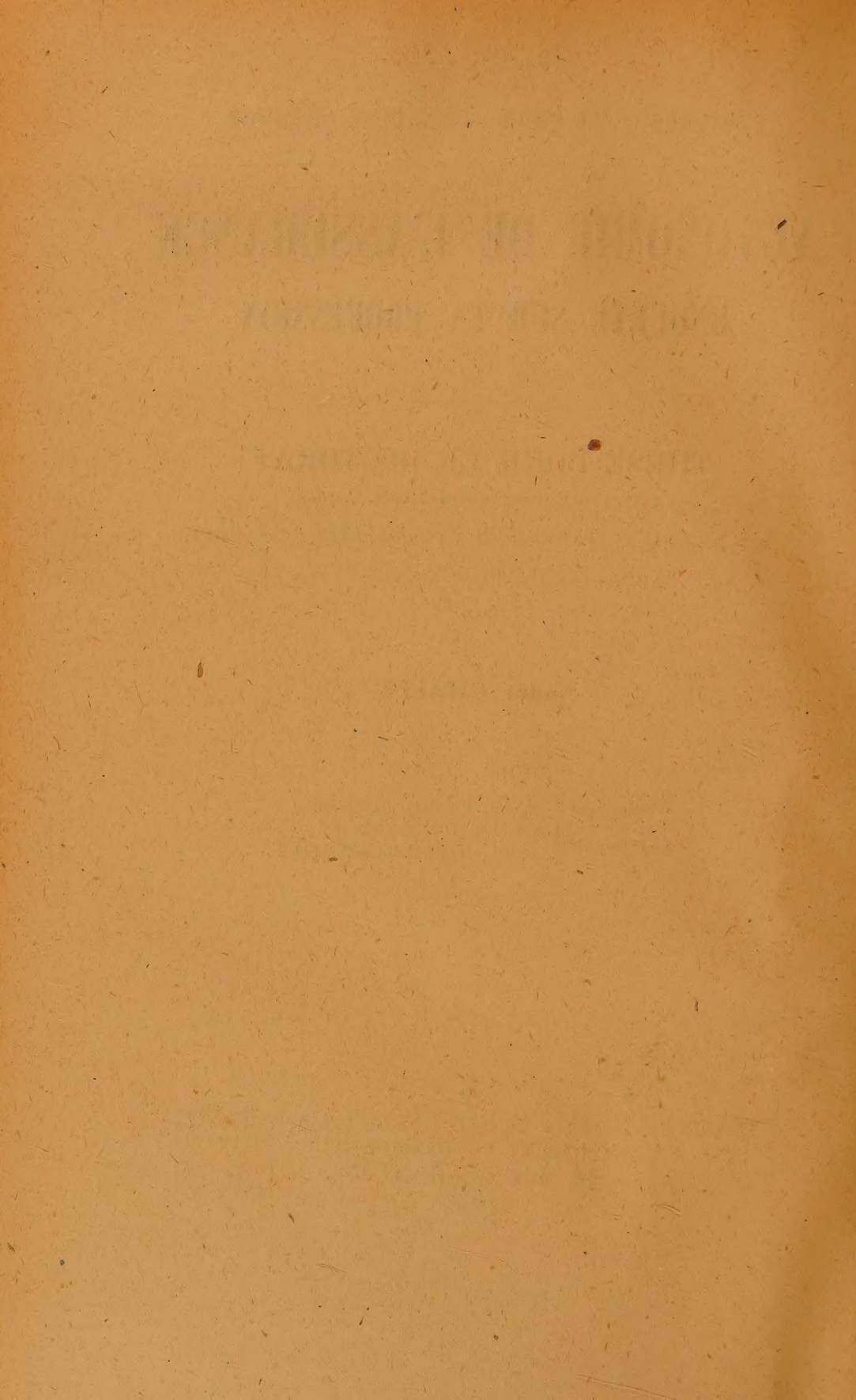
Sera présenté et soutenu le 9 décembre 1942 à 14 heures

PAR

André CHALLE

Président : M. M. PICARD, *professeur.*
Suffragants { MM. AMIAUD, *professeur.*
L. MAZEAUD, *professeur.*

P A R I S
LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS
20, Rue Soufflot, 20
1942



PRÉFACE

Une industrie ne peut vivre que si elle répond à quelque besoin.

Durkheim (*Division du Travail*, p. 301).

Avec le développement des sciences, la spécialisation devient une nécessité. Leibnitz fut, dit-on, le dernier esprit universel. A notre époque, le champ des connaissances est trop vaste pour qu'une vie humaine soit suffisante pour en connaître tous les détours.

La spécialisation ne s'est pas arrêtée aux grandes divisions ; à l'intérieur de chacune d'elles, elle se continue. Il se fait une division du travail qui est la loi de la vie en société.

Le choix d'un sujet de thèse doit être guidé par l'orientation des affinités naturelles vers les points plus précis que chacun peut étudier avec une méthode plus complète.

Dans la partie du Droit qui concerne l'Assurance, nous avons pensé qu'une étude actuelle ne devait pas se restreindre au domaine de l'abstraction mais aborder également le concret. A l'heure où cette partie de la science juridique est menacée de disparition, il convient dans la Doctrine comme dans la Pratique d'étudier le problème qui est celui de l'existence même de l'Assurance.

La spécialisation scientifique nous oblige à étudier un problème très précis mais à chaque instant nous devons nous occuper des relations de ce problème avec des phénomènes d'un ordre plus général. Nous ne devons jamais perdre de

vue que le cas particulier qui nous occupe doit s'intégrer dans un tout, qu'en dernière analyse l'étude d'un problème spécial d'ordre économique doit être lié à la conception générale de la vie en société.

Auguste Comte avait déjà exprimé la crainte que les études de détail nous fassent perdre de vue l'ensemble des connaissances humaines. Il voulait qu'une nouvelle classe de savants, préparés par une éducation convenable, s'occupe de déterminer l'esprit de chacune des sciences positives et de découvrir leur enchaînement.

Cependant le danger d'une grande synthèse est de réaliser des généralisations prématurées et de réduire la philosophie à une connaissance superficielle.

Nous nous efforcerons de maintenir notre recherche spéciale dans un cadre plus général et nous devons aborder, sans toutefois insister, certains problèmes qui peuvent paraître en dehors de notre sujet, tels que ceux du Corporatisme et de la Division du Travail.

Nous pensons qu'une thèse pour être vivante doit s'inspirer des exigences de l'époque où elle a été conçue. Comment pourrait-on dissenter sur un sujet essentiellement abstrait de la science de l'assurance quand la question est posée de la valeur de cette science ?

La question actuelle que nous aurons à étudier est en effet celle de l'existence de la science de l'Assurance. Le problème se présente de la façon suivante :

A une époque où chaque profession s'organise en corporation, n'est-il pas préférable pour la satisfaction des besoins de chaque profession que l'assurance devienne un service annexe créé et géré par chaque corporation pour son propre compte.

La conséquence immédiate et indiscutable serait la suppression de toute discipline de l'Assurance ; chaque profession

organisant l'assurance pour ses besoins propres, l'unité de la science disparaissant, on arriverait rapidement à la fin de toute spécialisation.

La Doctrine serait vouée à une suppression certaine puisque la Pratique divisée ne permettrait plus la présence de techniciens.

Tous les efforts intellectuels qui en cent ans ont permis à l'Assurance de se développer et de devenir autonome n'aurait plus qu'une valeur historique contestable.

La question peut se concentrer dans la formule suivante :

Il importe de savoir si le fait pour l'Assurance de se spécialiser est nécessaire pour les besoins de la société.

Ce sera l'objet de notre étude. Nous devons, après un retour indispensable sur l'évolution historique de la Corporation, étudier la conception des adversaires de cette spécialisation ainsi que les critiques qui fortifient la position prise par ceux-ci.

Nous devons aussi examiner les raisons qui imposent le maintien d'une division du travail qui fut à l'origine indispensable et qui, sous réserve de quelques modifications d'une importance certaine, doit encore donner une valeur indiscutable dans la société actuelle à la fonction sociale chargée de la réparation des sinistres et de la prévention des risques.

Notre choix d'un sujet dont l'objet est l'étude de ce problème spécial concernant l'Assurance de préférence à tout autre relatif à une partie quelconque de la science juridique pourrait trouver une justification suffisante dans cette remarque de Durkheim : « Il est certain que pour avoir d'une science une idée un peu exacte, il faut l'avoir pratiquée et pour ainsi dire vécue ».

INTRODUCTION

Au cours du xix^e siècle, la notion d'assurance, par une évolution rapide dans tous les pays civilisés, s'est développée considérablement au triple point de vue : économique, juridique et social. La vigueur de ce développement, la complexité technique de son objet ont provoqué la constitution d'une science de l'assurance. La Doctrine comme la pratique, par la littérature professionnelle, les travaux des Congrès et des sociétés scientifiques, l'action et le dynamisme des Compagnies et de leurs Agents ont permis la diffusion de cette science dans toutes les classes de la société et parmi toutes les nations du monde.

Les créateurs de l'industrie de l'Assurance se sont efforcés d'éliminer l'idée de jeu qui en avait paralysé la croissance dans les siècles antérieurs. Grâce à leur formation scientifique, les fondateurs des Compagnies et des Mutuelles qui ont commencé leurs opérations sous la Restauration se sont attachés à dégager la notion prépondérante de la prime *prix du risque*.

Il ne s'agit plus d'un aléa, d'un pari, d'un jeu comme l'était le *nauticum fœnus* « je stipule que vous me donnerez 100 si tel navire n'arrive pas d'Asie ». Il convient de rechercher scientifiquement, à l'aide de la statistique, quelle est la probabilité du sinistre pour un risque déterminé et par le système de la mutualité, aboutir à la compensation des sinistres.

Cette compensation devra s'opérer par le versement d'une indemnité qui est le produit de toutes les contributions versées par chaque assuré. Cette contribution dans le langage technique porte le nom de prime; la base scientifique qui en permet le calcul doit représenter le juste prix du risque.

Le législateur ne s'est jamais désintéressé de ces opérations, nous étudierons, au cours de notre enquête, comment son action a suivi le développement de cette industrie — soit pour interdire certaines formes d'assurances comme le fit l'Ordonnance de 1681, soit pour contrôler la gestion des sociétés ou donner une base légale au contrat d'assurance. D'autre part la question de l'exploitation de l'assurance a souvent attiré son attention et l'idée de confier à l'Etat ce nouveau service public a été discutée à différentes reprises.

En France il y a bientôt cent ans, plusieurs partis politiques inscrivaient à leur programme l'étatisation de l'Assurance. En 1848, MM. Garnier Pagès et Duclos présentèrent à la Chambre un projet d'assurance contre l'incendie confié à l'Etat qui fut retiré quelque temps après. Un nouveau projet fut présenté par M. Huguenin en 1851. L'opinion publique s'en préoccupa et les discussions furent passionnées. Depuis cette époque, la transformation de l'assurance est restée à l'ordre du jour, les oscillations de la politique ramenaient périodiquement la question au premier plan, les critiques étaient adressées davantage à l'organisation de l'Assurance qu'à l'existence de cette profession; les adversaires de l'industrie privée n'étaient pas les moins enthousiastes sur le rôle de l'assurance. Certains y voyaient l'unique moyen d'extinction du paupérisme. Napoléon III avait, à plusieurs reprises, manifesté son intérêt pour l'extension de l'assurance et ses efforts sont connus pour en répandre l'idée dans les classes les plus pauvres de la société; dans les dernières années du

siècle les projets de transformation devinrent plus nombreux et à l'époque du vote de la loi de 1898 on put penser que la garantie du nouveau risque professionnel serait confiée à l'Etat.

Les années ont passé, le souvenir des luttes passionnées est resté dans les vieux livres, l'enthousiasme a disparu et la menace d'étatisation est restée sans commencement d'exécution ; nous étudierons rapidement les causes de cet échec. Il convient cependant de diviser dès maintenant les partisans de l'assurance d'Etat en deux catégories : les Utopistes partisans de l'Etat-Providence, les Scientifiques partisans d'un organisme semblable à celui créé par l'industrie privée mais géré comme service public.

Les idées des premiers étaient vouées à l'insuccès. Emile de Girardin en restera pour nous le type achevé, lui qui voulait élever l'Etat à la hauteur d'une vaste assurance générale mutuelle ? Le journal *La Presse*, dans son numéro du 5 février 1855, explique ainsi le but de cette assurance nationale : « Liberté et responsabilité individuelle absolue — assurance générale et universelle contre les risques — et par risque, il faut entendre tous les faits dommageables quelconques, soit pour l'individu, soit pour la société — plus simplement encore individualisme et réciprocité » (1).

Toutes ces théories furent précisées par des dépôts de projets de décrets ou de projets de lois. Les discussions véhémentes se sont éteintes, les arguments pleins de logique des vieux auteurs l'ont emporté.

Le succès ne couronna pas davantage les efforts des Etatistes scientifiques — nous en examinerons les raisons dans notre conclusion, mais en ce qui les concerne les critiques étaient adressées à l'organisation de l'Assurance mais non à l'existence de cette profession.

(1) Hamon. *Histoire de l'Assurance*.

L'institution était indiscutée. La question à résoudre était de savoir si l'exploitation de cette industrie serait laissée à l'initiative privée ou confiée à l'Etat.

Le contrôle exercé par l'Etat, chaque année plus sévère et plus efficace, semblait atténuer la séparation des deux doctrines ; grâce à l'action de ce contrôle, les critiques perdaient en importance. Les intérêts de l'usager étaient sauvegardés — nous examinerons, au cours de notre enquête, les résultats remarquables obtenus par la Direction des Assurances privées dans cette fonction de surveillance et d'organisation de la profession.

Mais avec l'Evolution économique, la pensée et l'action du Législateur ont évolué surtout depuis la crise mondiale de 1930 vers le corporatisme. Dans chaque nation, avec plus ou moins de rigueur, la discipline de l'organisation professionnelle s'est imposée.

En France, les travaux de la Doctrine avaient préparé la voie à l'organisation corporative. Dès 1934 quelques professions ont vu leur activité limitée et précisée par différentes lois et par la procédure des décrets-lois ; nous ne citerons comme exemple que les transports routiers dont le décret-loi de 1934, portant coordination du rail et de la route, a défini le champ d'expansion ; pour l'assurance, en juin 1938, le rapport, qui a présenté au Président de la République le décret-loi d'unification du contrôle, mentionne des mesures qui sont propres à tendre à l'organisation de l'industrie des Assurances, il précise que « ces mesures s'inspirent toutes de la nécessité de préparer une organisation rationnelle des assurances en garantissant la prédominance de l'intérêt général sur les intérêts particuliers (1) ». « Cette discipline interne,

(1) Décret-loi du 14 juin 1938 sur le Contrôle des Entreprises d'Assurances. Rapport au Président de la République.

que l'industrie des assurances aura désormais les moyens de s'imposer à elle-même, devra jouer dans le cadre d'une surveillance renforcée des pouvoirs publics ».

La loi du 16 août 1940, en créant les comités d'Organisation, a été le résultat normal de cette évolution.

Depuis quelques années la critique à l'égard de l'Assurance a pris une forme nouvelle, les arguments sont devenus plus pertinents. La question posée est celle même de l'existence de l'assurance : Dans l'organisation économique de la France par corporations, l'Assurance a-t-elle sa place ?

Cette grave question préoccupe tous ceux qui, à un titre quelconque, constituent les techniciens de l'Assurance. Elle intéresse aussi tous ceux qui étudient l'organisation économique du pays. Elle ne peut enfin laisser indifférente l'opinion publique, puisque les usagers, sous la dénomination d'assurés, représentent la totalité de la nation. Il semble même que, dans le débat, l'opinion de l'assuré doit être prépondérante.

Actuellement, et en vertu de cette même loi du 16 août 1940, un comité d'Organisation de l'Assurance a été créé, mais la question n'est pas réglée pour autant. Plus récemment un décret du 24 février 1942, rendu en application de la Charte du Travail, a permis au Législateur de reconnaître l'existence d'une famille de l'Assurance.

Nous verrons, dans la partie consacrée à la position du problème, que toute cette législation ne constitue qu'un cadre qui ne resterait qu'un cadre vide, si elle devait heurter les règles économiques naturelles.

L'intérêt général doit guider le Législateur. Il importe de savoir quel est l'intérêt général. Ce sera le but de notre enquête. Cette satisfaction de l'intérêt général est la raison d'être de la profession ; l'importance de la question n'a pas

échappé aux sociétés qui pratiquent l'assurance, elle a été étudiée, avec un soin tout particulier, par les Compagnies américaines.

Nous citerons à ce sujet la préface d'un cours d'élèves assureurs-vie fait dans le Connecticut en 1938 : « Le succès et l'existence même d'une entreprise dépend de l'utilité de sa production, de l'usage qu'on en peut faire et de ce qu'elle pourra faire pour ses acheteurs ou ses usagers ».

Aussi la première question qui se pose dans quelque entreprise que ce soit, est-elle la suivante : Y a-t-il une demande pour le produit que je vends et ce produit correspond-il à un besoin.

Par conséquent il est très important que chaque vendeur ait une connaissance parfaite des besoins des individus et de la façon dont l'assurance est utilisée pour satisfaire ses besoins.

Ces besoins qui sont l'objet de l'assurance existent. Chacun les connaît, peut en peser l'importance qui justifie le développement de cette industrie. Dès le début d'une étude approfondie sur l'Assurance nous rencontrons ces besoins. Le Professeur Hémard dans son *Traité des Assurances* précise, dès son introduction, cette notion de besoin : « L'homme est le jouet du hasard autant qu'il est l'artisan de sa destinée. Il est menacé dans sa personne et dans ses biens ; il court des risques... Un besoin naît du désir d'éviter les conséquences d'un risque en tout ou en partie, du désir de sécurité... L'importance et l'étendue de ces besoins varient dans le temps comme dans l'espace suivant les individus de même que d'après leur milieu. Le degré de civilisation se mesure à la diversité et à l'étendue des besoins futurs ou éventuels ».

Mais la satisfaction de ces besoins peut être obtenue par plusieurs méthodes. C'est précisément sur cette méthode que

les partisans de la profession et les adversaires s'affrontent actuellement.

Chaque corporation veut étendre son domaine. Celui-ci se divise en domaine économique et domaine social. Si le Législateur a défini avec précision le point de vue économique, il n'en est pas de même de l'activité sociale et les organisateurs de certaines professions veulent faire entrer l'assurance dans le domaine social de la corporation, sans tenir compte que l'assurance peut et doit avoir un rôle économique. Certains projets qui ont été soumis à la ratification prévoient comme annexe de la section sociale de la Corporation, des commissions de qualification, d'entr'aide, d'enseignement professionnel, d'assurances, de sports.

Nous examinerons les arguments de la Doctrine, en faveur de cette absorption de l'Assurance par les autres corporations. Nous reportant à l'intérêt général, nous verrons si le dynamisme passé de l'Assurance ne peut renaître, si l'évolution doit être considérée comme terminée, et, si, pour vaincre l'état statique, peut-être plus apparent que réel, il convient de supprimer la profession.

Avec toute l'impartialité que nous désirons observer, si la cause que nous examinons nous paraît perdue, nous n'hésiterons pas à accepter la décision rendue par la dure loi économique. Nous rappellerons à ce sujet la vibrante protestation faite par les employés d'assurances en 1848 demandant à vivre de leur travail, à la Chambre qui examinait un projet de nationalisation. Les conditions sont devenues différentes. Il ne convient pas de chercher à émouvoir en montrant les membres de la profession disparue réduits au chômage ou à la misère; ils devront diriger leur activité vers une nouvelle fonction sociale. En tout état de cause, il paraît préférable de supprimer, sans pitié, toute organisation qui a répondu dans

le passé à un besoin, mais qui ne resterait plus à nos yeux qu'un témoignage d'une époque disparue. Il importe de ne pas sacrifier l'intérêt général à des pratiques surannées.

Au contraire, nous pensons que, si l'économie nationale exige le maintien d'une profession transformée, tous les autres intérêts doivent se soumettre et le champ d'action de cette profession doit être précisé sans laisser subsister aucune incertitude.

Plutôt que de continuer une lutte sourde qui amènera très lentement un résultat, il nous semble indispensable de vider le débat et de prendre une décision que les circonstances réclament.

En étudiant les projets d'organisation professionnelle, l'observateur attentif est arrêté par une question préliminaire : celle contre laquelle les vieilles corporations de l'Ancien Régime se sont heurtées pendant des siècles et qui finalement a contribué à les faire mourir, la question des frontières de chaque profession.

L'histoire des Communautés de métiers est pleine de procès interminables, il faut se rappeler l'exemple des tailleurs et des fripiers qui avaient engagé en 1427 un procès qui durait encore en 1766 après plus de trois siècles.

La qualification d'une profession ayant une autonomie suffisante et un intérêt pour le public justifie la reconnaissance par le législateur d'une organisation indépendante des autres professions.

Cette reconnaissance par le législateur, qui comporte des droits, n'est pas exempte de devoirs.

Il importe qu'une grande souplesse permette le développement de toutes les innovations.

C'est encore ce manque de souplesse, cette fixité dans la tradition, ou plus exactement cet état statique rebelle à toute

évolution qui a conduit à la suppression des vieilles communautés de métiers.

La qualité dominante d'une organisation par corporation doit être le *dynamisme* ; sans elle, les règles fixées par le législateur risquent de prendre un caractère immuable qui fait de l'organisation une cuirasse à l'abri de laquelle les esprits faibles sont exempts de toute inquiétude et contre laquelle les novateurs usent, en vain, leur ardeur et leur enthousiasme.

Pour cette raison, nous nous attacherons, avec le plus grand soin à examiner cette question du dynamisme et son développement dans chacune des deux méthodes qui luttent, l'une pour le maintien de la profession, l'autre pour son abolition en faisant de l'assurance un service annexe des autres corporations.

Cette question, qui a pris une importance indiscutable, ne s'est présentée que récemment avec acuité. Son origine contemporaine remonte à la loi de 1884 sur les syndicats professionnels qui a rendu licites les assemblées où sont discutés les intérêts communs des membres d'une même profession. Il en est résulté une renaissance de l'esprit d'assistance professionnelle. Depuis cinquante ans la solution du problème a été détournée par des procédés empiriques, il semble difficile et préjudiciable à l'intérêt général de continuer à retarder une décision qui s'impose. La solution présente un caractère d'urgence.

Les adversaires de la corporation ont trouvé leurs principaux arguments dans l'état de l'Assurance en France, au moment où le problème se pose dans toute son ampleur.

Nous étudierons les critiques formulées et nous nous efforcerons d'en reconnaître le bien-fondé.

Les défenseurs de la corporation, dans une forte propor-

tion, n'ont jamais cherché à dissimuler tous les défauts qui se sont implantés avec les années et pourraient anéantir toute autonomie de l'assurance. Nous suivrons dans notre dernier chapitre leurs efforts pour une amélioration de l'institution.

Au terme de notre enquête, nous nous efforcerons de sortir du dilemme qui apparaît à tout observateur impartial : *Suppression ou Réforme.*

Nous donnerons les raisons qui nous font opter pour la réforme complète de la profession.

Dans cette œuvre de construction, chacun, doctrinaire ou technicien, doit apporter sa contribution, faire connaître l'expérience qu'il a pu recueillir.

Notre désir est d'apporter, à cette œuvre commune de formation d'une corporation, une modeste participation.

HISTORIQUE

CHAPITRE PREMIER

LA NAISSANCE D'UNE CORPORATION

Le contrat d'assurance est celui par lequel l'assureur garantit à l'assuré ou bénéficiaire la réparation du dommage qu'il a causé ou qu'il a subi moyennant le versement préalable d'une prime qui, calculée scientifiquement, représente le prix du risque, tel que l'a défini la loi des grands nombres et le principe de la mutualité appliqué à ce genre de risque. Dans certains cas en assurance sur la vie, par exemple, la question du dommage n'intervient pas. L'assureur verse alors un capital si l'événement appelé sinistre se produit dans les conditions prévues.

Si l'on s'attache à la réparation des dommages par répartition des pertes sur un grand nombre d'individus, on peut dire que l'assurance est très ancienne. D'après certains passages du *Talmud*, chez les Hébreux, les âniers réunis en caravane, avaient coutume, quand l'un des leurs perdait un animal, sans avoir commis de faute ni de négligence, de lui remplacer en nature aux frais de la communauté (1).

A vrai dire, il s'agissait plutôt d'assistance que d'assurance.

(1) Hamon. *Histoire de l'Assurance*, p. 17.

L'assistance, nous dit Hémard, est l'œuvre d'autrui (1). Elle suppose un caractère d'infériorité pour celui qui reçoit.

Dans toutes les sociétés primitives, les hommes ont formé des associations pour supporter les effets des fléaux.

Il y a probablement dans ce fait l'origine de l'assurance, mais l'évolution a transformé le procédé de réparation en faisant intervenir les bases scientifiques de la statistique et en remplaçant un acte de solidarité par l'exécution d'un contrat.

Nous pensons qu'il importe de connaître cette évolution pour nous permettre de savoir comment l'assurance est devenue une industrie autonome. Nous devons puiser dans le passé les raisons qui doivent décider, en fin de compte, du maintien ou de la suppression de la Corporation.

SECTION I. — La formation de la notion d'Assurance.

De nombreux historiens ont cherché des formes primitives d'assurance dans l'Antiquité, elles apparaissent à peu près inexistantes. L'assurance n'est pas dégagée de l'assistance.

Des œuvres originales ont été faites, par des associations, dans le but de soulager des infortunes, mais on ne peut trouver aucun vestige d'une organisation de la réparation.

Il est cependant intéressant de noter que les Romains avaient coutume de pratiquer les rentes viagères, cette opération étant basée sur les probabilités de la vie humaine, il fallut évaluer la durée moyenne de la vie. Le *Digeste* mentionne les rentes viagères et traite de leur valeur. Ulpien, préfet du prétoire sous Héliogabale, donna une table permettant de calculer une rente viagère sur une tête.

Mais c'est surtout en Assurances Maritimes, qu'il est

(1) Hémard. *Traité des Assurances*, p. 3.

d'usage de rechercher une origine aussi lointaine. Le prêt à la grosse est généralement considéré comme l'ancêtre de notre contrat d'assurance maritime.

Il est certain que la perte du navire est compensée par le versement d'une somme, mais il s'agit uniquement d'un pari qui n'a aucune base scientifique. Il semble acquis que l'assurance, dans sa forme véritable, ne pouvait exister avant que la civilisation n'eut atteint un degré avancé et que l'application des mathématiques à la statistique n'ait permis d'établir le calcul des probabilités d'après des bases scientifiques.

Il est d'ailleurs curieux de constater, qu'actuellement encore, les frontières de l'assurance et de l'assistance ne sont pas toujours nettement définies. Nous pensons que la difficulté tient avant tout, à une question de définition imprécise et à une confusion de la mutualité et du système mutualiste. En Economie politique comme en Philosophie, on s'attache trop souvent à un mot, et pourtant, toute discussion est impossible si les deux parties ne s'accordent dès le début, sur un certain nombre de définitions. En ce qui concerne notre sujet, nous pourrions dire que l'assurance est basée sur le principe de la mutualité de même que l'adversaire nous dira, qu'il voit une application du système mutualiste dans la société de secours mutuel.

Sans insister, outre mesure, sur une discussion logomachique, il faut convenir que l'évolution dut être délicate pour dégager l'assurance de l'assistance d'une part et du jeu ou de la spéculation d'autre part.

Dans toute société troublée, l'instinct de groupe pousse les individus à s'associer. Isolé, vivant dans un monde en proie aux guerres perpétuelles, ayant à lutter contre les abus de la fiscalité, l'individu ne pouvait rien. Des époques les plus obscures et les plus lointaines du Moyen Age nous voyons

surgir l'association sous la forme de guildes d'origine germanique ou de confrérie d'origine religieuse. A partir du ^x^e siècle l'essor de l'esprit d'association est un des faits les plus remarquables de l'évolution historique.

Au début l'association est tolérée parce qu'elle a un caractère religieux. L'assistance était considérée comme un devoir et remplaçait l'assurance pour les membres d'une même confrérie.

Certaines guildes avaient un fonds pour aider les membres qui avaient à supporter la maladie ou l'incendie ou d'autres calamités.

Peu à peu les villes commençant à se développer, le commerce s'organise ; de grandes foires permettent de s'approvisionner, tout naturellement les marchands ont l'idée de se grouper et de former des organisations de défense pour lutter contre l'insécurité des communications et pour se prêter entraide dans tous les cas.

Le rôle historique de la guilde a été la lutte pour les libertés municipales, mais elle reste une confrérie où, nous dit Augustin Thierry dans ses *Considérations sur l'Histoire de France*, « tous les co-sacrifiants se promettaient par serment de se défendre l'un l'autre... il y avait assistance mutuelle contre les voies de fait, contre l'incendie et le naufrage ».

Au début du ^{xii}^e siècle, elle devient un instrument de politique constructive, mais nous ne pouvons suivre, à nouveau, Augustin Thierry quand il déclare dans son *Histoire du Tiers Etat* que les guildes eurent pour objet : non seulement d'établir la paix dans les villes, mais aussi « d'y reconstituer la société par sa base, de fonder une assurance mutuelle pour tous les intérêts et tous les droits ».

Il y a encore une confusion dans les termes et le mot

assurance est pris pour celui d'assistance. Mais cette confusion est dangereuse car les apôtres de l'assurance corporative y trouvent l'origine du concept entièrement nouveau qu'ils veulent défendre.

Les guildes comme les corporations par la suite ne purent connaître l'assurance professionnelle, pour la simple raison qu'à cette époque l'assurance n'existait pas. Elles formaient des sociétés d'assistance et de secours mutuels. Ce fait nous autorise à penser, que nous sommes dans la tradition quand nous soutenons que l'assistance est du domaine de chaque profession alors que l'assurance appartient à une corporation autonome.

Cependant, lentement, l'assurance se dégage de l'assistance, sans toutefois la remplacer, puisque de nos jours, le rôle de l'assistance conserve toute son importance.

Il est indiscutable que c'est au Moyen-Âge que nous voyons apparaître, pour la première fois, le contrat d'assurance.

On était arrivé à dégager la notion du risque, à lui donner une valeur, à en faire l'objet d'un contrat. C'est en Assurance Maritime que l'on trouve ces premiers contrats. Le commerce prenait une grande extension grâce aux transports par mer, mais les dangers de la navigation restaient l'obstacle à vaincre.

Les commerçants d'Italie et des Flandres dont les conceptions audacieuses contribuèrent à la Renaissance ont pratiqué les premiers la compensation des pertes par la mutualité.

Au ^{xiv}^e siècle, il est déjà question d'une Chambre d'assurances dans la chronique de Bruges et dans la coutume d'Amsterdam. Mais c'est en 1435 qu'est rédigée la première loi mentionnant le contrat d'assurance. Cette Ordonnance rendue à Barcelone est connue, nous dit Hamon, sous le nom de « Las Capítulas de Barcelona ». Dès cette époque, la garantie du

risque de mer fait l'objet d'un *contrat distinct* de ceux concernant l'affrètement ou d'autres conventions commerciales.

En France, c'est à Rouen que paraît le premier ouvrage juridique traitant des assurances : *Le Guidon de la Mer*. Il date du début du xvi^e siècle, vers l'an 1500 ; ses auteurs et son origine sont inconnus, nous dit Hamon. En 1556, le roi Henri II ayant établi à Rouen, un tribunal chargé des affaires commerciales, il est fait mention des contestations d'assurances dans les attributions de ce tribunal.

Le *Guidon de la Mer* servira de modèle à l'ordonnance célèbre de 1681. Vers la même époque, dans toute l'Europe, nous voyons la législation des assurances maritimes se développer.

En 1523, c'est à Florence que paraît l'ordonnance pour la réglementation des assurances. En 1560, à Bilbao l'ordonnance relative à l'assurance. En 1563, à Anvers, l'Ordonnance de la Cité d'Anvers sur les assurances. Le mouvement pour le développement des assurances paraît général. La réassurance elle-même est signalée dans le *Guidon de la Mer*. Peu à peu l'assurance étend son domaine. C'est de 1583, nous dit encore Hamon (1), que date la plus vieille police dont l'objet est l'assurance sur la vie d'un certain William Gibbons ; le bénéficiaire de la garantie qui s'élevait à 10.582 fr. 90 étant Richard Martin. Mais cette assurance dont le taux était de 8 o/o tenait beaucoup plus au pari qu'à l'assurance scientifique moderne.

Enfin en 1601, vers la fin du règne de la Reine Elisabeth, l'Angleterre rédige ses Statuts sur la Législation des Assurances. On lit dans une sorte d'exposé des motifs, une reconnaissance explicite du rôle créateur de l'assurance dans l'éco-

(1) Hamon. *Op. cit.*, p. 27.

nomie d'une nation : « la police d'assurance fait que la perte d'un navire n'est suivie de la déconfiture de personne, cette perte pesant beaucoup moins sur plusieurs que sur un petit nombre, et beaucoup moins encore sur ceux qui ne font pas d'entreprises, que sur ceux qui en font. D'où il résulte que tous les marchands et surtout ceux qui commencent cette profession, forment plus volontiers et plus hardiment des entreprises ».

Ces considérants sont aussi très instructifs pour montrer que, dès cette époque, on admet que l'assurance doit être faite de préférence en dehors des entrepreneurs, c'est-à-dire en dehors de la profession par des personnes spécialisées. C'est le premier argument historique en faveur d'une profession de l'assurance.

D'ailleurs, vers la même époque, des sociétés se forment pour exercer le commerce des assurances. À Gênes, en 1434, il existe officiellement sept courtiers faisant profession d'assureurs. L'assurance ne se limite plus à la garantie du risque de mer, une société formée à Gênes en 1424, devait traiter toutes sortes d'assurances *Tam in mari quam in terra*; il s'agissait alors en assurance terrestre de garantie de transport ou d'assurances sur la vie et de rentes viagères, mais l'esprit de jeu était à la base de toutes ces opérations.

C'est au xvii^e siècle que l'Assurance entre dans une nouvelle phase et qu'elle commence à devenir une véritable industrie. L'assurance maritime était déjà en plein développement. De nouvelles dispositions légales vinrent la codifier et tout particulièrement l'Ordonnance française de 1681 dont Colbert dota si heureusement l'économie nationale. Cette œuvre magistrale devait inspirer, en 1808, les rédacteurs de notre Code de Commerce qui reprirent, pour la plupart, les articles qui traitent des assurances maritimes.

Vers la même époque, en 1688, en Angleterre, les armateurs et les assureurs avaient coutume de se réunir dans le café fondé par Edward Lloyd, les plus importantes affaires d'assurances y étaient traitées.

L'assurance-incendie date également de cette époque. En Angleterre, elle se répandit après le grand incendie de Londres en 1666 qui détruisit (1) : « 13.200 maisons, la cathédrale Saint-Paul et 89 églises »...

En France, le roi Louis XIV signa, en 1686, un édit établissant à Paris une « Compagnie générale des assurances et grosses aventures ». Ce document contient une réglementation très étudiée de la police d'assurances. Cette société qui devait former la première corporation d'assurances avait un privilège d'exclusivité pour Paris. Dans toute l'Europe, les progrès de l'assurance sont remarquables. A Hambourg, à Copenhague des compagnies terrestres sont formées.

L'assurance sur la vie humaine devient plus scientifique, grâce aux travaux de Pascal, qui en 1654 traita quelques problèmes de probabilité, à ceux de Huygens et de de Witt. En 1656 Christian Huygens, après un voyage en France au cours duquel il fut promu Docteur en Droit à Angers, écrivit à La Haye son traité intitulé *Du calcul dans les jeux de hasard* qui lui valut le titre de fondateur de la théorie des probabilités. Quelques années plus tard, en 1671, le Grand Pensionnaire de Hollande, Jean de Witt, publia son mémoire : *Valeur des rentes viagères en proportion des rentes amortissables*. Cet ouvrage, fruit de ses efforts pour restaurer les finances de son pays, contient un projet d'une table de mortalité, faisant application du calcul des probabilités.

Ces différents traités, d'apparence purement mathématique eurent les effets les plus importants sur le développement et les progrès de l'assurance-vie. Les actuaires des sociétés

d'assurances modernes sont les descendants de ces fondateurs.

Quelques années plus tôt, en 1653, le Napolitain Lorenzo Tonti, protégé du Cardinal Mazarin, avait lancé, en France, une opération destinée à aider les finances de l'Etat et qui devait prendre le nom de tontine. M. Hémard nous définit ainsi cette opération : la tontine consistait en la formation d'un fonds commun constitué par les contributions des participants et dont les intérêts étaient répartis entre les survivants jusqu'au dernier décès (1).

La tontine facilitait les emprunts, en constituant une sorte de loterie, avantageuse pour les derniers survivants mais surtout pour l'Etat, gérant du fonds commun, à qui restait le capital. Cette opération n'appartient pas à l'assurance, cependant l'enregistrement des décès, qui en résultait, permit à Deparcieux au XVIII^e siècle d'établir sa table de mortalité sur une statistique récente.

Alors que l'ordonnance de 1681 défendit de faire des assurances-vie en France, les tontines continuèrent à être permises. Les historiens ont d'ailleurs discuté sur l'interdiction de l'assurance-vie. Les uns estiment qu'elle était générale, d'autres qu'elle s'appliquait aux assurances sur la vie de capitaines de navire, dont le décès ne pouvait guère être prouvé avec les moyens d'information très restreints de cette époque. Il faut aussi reconnaître que jusqu'alors, les opérations d'assurance-vie étaient faites sans aucune base scientifique, puisque les statistiques n'existaient pas. Elles ressemblaient davantage à un pari qu'aux contrats actuels.

Au XVIII^e siècle, l'évolution de l'assurance reste très lente, pendant la plus grande partie du siècle. L'assurance se dégage

(1) Hémard. *Op. cit.*, t. I, p. 162.

difficilement des deux conceptions qui lui ont donné naissance : la spéculation et l'assistance.

L'assistance est encore triomphante dans l'organisation de bureaux des incendiés, à Paris en 1717, à Troyes en 1768, à Châlons-sur-Marne en 1774, à Soissons en 1779. Il s'agissait de Caisses de secours qui percevaient des cotisations et répartissaient les fonds aux victimes des incendies. Ces bureaux vivaient de la charité privée et plus tard de la charité officielle, le roi affectant le produit de certains impôts à la réparation des dommages.

La spéculation apparaît, à nouveau, dans la création de la Chambre Générale des Assurances de Paris fondée en 1750 par M. de Maisonneuve, avec l'autorisation du roi.

Cependant la technique fait des progrès et nous voyons apparaître des tarifs contenant une première classification des risques et des précisions sur le règlement des sinistres qui, en cas de litige, étaient soumis à un arbitrage.

Quelques années avant la Révolution, les frères Périer, créateurs de la Compagnie des Eaux, obtinrent l'autorisation de fonder une nouvelle compagnie. Cette fondation fut accompagnée d'une spéculation effrénée sur le placement des actions. Mirabeau entreprit une violente campagne contre cette spéculation. Elle se termina à la Révolution par un décret de suppression ainsi rédigé : « Les associations connues sous le nom de Comptoir d'Escompte, de Compagnies d'assurance-vie, et généralement celles dont le fonds social repose sur des actions au porteur ou sur des effets négociables ou sur inscriptions sur un livre, transmissibles à volonté, sont supprimées. A l'avenir, il ne pourra être établi, formé et consacré de pareilles associations sans une autorisation du Corps Législatif ». Pendant la Révolution toute l'organisation antérieure disparut.

A l'étranger, le XVIII^e siècle avait vu un développement plus important de l'assurance.

En Angleterre, dès 1762, la première compagnie d'assurance-vie : L'Equitable est constituée sur des bases scientifiques, avec des tarifs variables suivant l'âge et les occupations. La table qui servait de base à ses opérations, était celle du Docteur Price. Avant cette société on peut considérer que toutes les assurances-vie, celles faites par l'Amicable fondée en 1706 comme celles établies par The London Assurance Corporation et par The Royal Exchange Corporation fondée en 1720 étaient à base de spéculation. De grandes Compagnies d'assurances-incendie se fondèrent également dans le courant de ce siècle, certaines existent toujours, telles The Sun qui date de 1710.

Aux Etats-Unis ce fut l'assurance contre l'incendie qui se répandit la première. L'assurance-vie ne réussit à se développer que beaucoup plus tard.

En Allemagne, l'assurance-incendie revêtit rapidement un caractère public et obligatoire ; elle ne s'appliquait qu'aux dommages immobiliers. Les assurances agricoles se sont répandues, en suivant le développement de l'agriculture. L'assurance du bétail devint une institution bien établie et l'assurance-grêle fit également ses débuts à cette époque.

Enfin en Suède, une loi de 1734 rendit obligatoire, la mutualité contre l'incendie des immeubles de même qu'en Norvège, le décret royal de 1767 eut le même objet.

SECTION II. — L'Epoque Contemporaine.

A la fin de cette longue histoire, l'assurance est très peu connue. A l'examen, il apparaît que la faiblesse de ce développement tient à l'absence de technique. L'assurance est à

peine dégagée de la spéculation et de l'assistance. Nous avons vu que dans chaque pays, ces deux formes d'activité occupent le premier plan à tour de rôle. Quelques essais pleins d'originalité, laissent cependant entrevoir le développement futur de l'industrie ; mais l'opération reste dangereuse. L'assuré peut craindre l'insolvabilité de l'assureur et celui-ci n'ayant aucune statistique joue sa chance sur des risques qu'il connaît mal.

En France, à l'aube du XIX^e siècle, l'essor de l'assurance paraît très compromis. Cependant la Révolution, en établissant la prépondérance de l'individu sur le groupe devait être le point de départ d'une extension considérable de cette industrie.

La Révolution avait proclamé son désir de supprimer tout intermédiaire entre l'individu et l'Etat et comme conséquence de ce principe avait prononcé l'interdiction de toutes les associations. L'assistance, qui triomphe dans les périodes où l'instinct de groupement s'impose, devint impossible puisqu'elle exige un esprit d'association. L'individu, livré à lui-même, sans aucun soutien, est amené tout naturellement, à la conception d'une protection contractuelle qui assurera à lui-même ou à sa famille, la réparation des sinistres qui le menacent. D'autre part la Révolution, en proclamant la primauté de l'individu défendit également la propriété qu'elle voulut établir sur des bases solides ; or l'assurance est une des charges obligatoires de l'exercice du droit de propriété.

Mais la raison décisive qui devait entraîner l'Assurance vers les sommets qu'elle a pu atteindre a été le développement prodigieux du capitalisme individualiste. A l'esprit de spéculation et de jeu qui avait été prépondérant dans les siècles passés, le capitalisme substitua une notion de profit qui cherchait à éliminer le hasard ; d'où la nécessité d'une

technique poussée à un degré de perfectionnement inconnu jusqu'alors.

La Banque dominera pendant toute l'histoire de ce siècle. La puissance du capital en fait le véritable souverain. L'argent est le seul maître, la vie économique n'est qu'un immense appel à la production. Les économistes, comme J.-B. Say, s'attachent à dépeindre l'homme nouveau, produit de l'époque, l'*entrepreneur*.

C'est lui qui dans un monde statique crée l'évolution. Le circuit d'une vie monotone est bouleversé par le dynamisme de l'industriel.

Saint-Simon voit dans la classe industrielle, l'élite de la nation, elle détient le pouvoir économique et doit avoir la puissance politique : « elle doit continuer à gagner et à envahir la société toute entière ; c'est là que vont les choses, c'est là que nous allons » (1).

L'une des idées les plus fécondes de la doctrine saint-simonienne est l'importance du rôle des banques, chargées de la distribution des fonds nécessaires au financement de l'économie. Proudhon dira plus tard : « La banque est le véritable gouvernement de l'Economie ».

L'essor de l'industrie ne pouvait se produire sans la banque, et dès les premières années du XIX^e siècle, les sociétés industrielles pour éviter de passer par des intermédiaires, en vinrent à fonder des banques. Les premiers administrateurs de banque furent presque tous des industriels. Mais la banque, pour se fournir les capitaux nécessaires, imagina la création de sociétés d'assurances qui permettraient, en toutes circonstances, d'obtenir rapidement les fonds en abondance. Les banquiers devinrent fondateurs de compagnies d'assu-

(1) Saint-Simon. *Lettres à un Américain*.

rances. C'est la première forme d'intégration, avant les Konzerns allemands ou les trusts américains.

Aussi nous ne pouvons être surpris de voir, au lendemain de l'Empire, de puissants groupes financiers entreprendre la création de compagnies d'assurances dont la gestion financière devait défier les révolutions, les guerres et les crises économiques.

Dès 1816, deux banquiers Delessert et Laffite créent la Compagnie Royale d'Assurances Maritimes. En 1819, Laffite devint encore l'un des fondateurs de la Société d'assurances mutuelles de Seine et Seine-et-Oise.

Une ordonnance royale du 14 février 1819 autorisait la Compagnie d'Assurances Générales contre l'incendie, fondée par M. de Gourcuff, à commencer ses opérations; quelques mois plus tard, le 22 décembre de la même année, la Compagnie d'Assurances Générales sur la vie des hommes, était elle-même autorisée. Il a fallu toute l'influence des fondateurs auprès du gouvernement pour obtenir la décision du ministre qui exprimait la crainte que « les assurances ne multiplient les accidents d'incendie, soit à raison de la négligence que la sécurité inspire aux assurés, soit en fournissant à des propriétaires de mauvaise foi, l'occasion de brûler leurs maisons pour obtenir une indemnité supérieure à leurs pertes, à la faveur d'évaluations exagérées » (1).

L'autorisation obtenue, la Compagnie, dont l'organisation avait été préparée méthodiquement, s'élança à la conquête de la clientèle. Des bureaux furent ouverts à Paris et des Agences Générales furent créées en province dans le but de faire connaître la nouvelle société d'assurances, de répandre la

(1) Cent ans d'Assurance et de sagesse financière, centenaire de la Compagnie d'Assurances générales.

confiance en appréciant son crédit et enfin de faire adopter l'idée nouvelle de l'assurance à prime fixe. Les premiers tarifs étaient très élevés. Une maison d'habitation dans l'agglomération parisienne payait, pour la première classe et premier risque, un taux de 1 à 1 fr. 20 0/00 alors que le taux est actuellement pour la même maison 0,20 ou 0,25 0/00.

Le mobilier, en maison ordinaire, était assuré au taux variant de 1,50 à 2,50 0/00 alors qu'il est généralement garanti à notre époque pour une prime allant de 0,60 à 0,75 0/00.

Les premières primes étaient payées contre quittance et les suivantes par billets à ordre.

Il n'existait alors aucune statistique permettant d'établir un tarif scientifique donnant le prix du risque ; par suite la prime avait été fixée à un niveau élevé pour éviter tout aléa. En un siècle la baisse du taux a été continue. Elle est due à cette expérience de la statistique et à la classification des risques qui s'est développée sans cesse.

La diffusion dans le public était rendue très difficile en raison de l'insouciance et de la négligence qui ne peuvent être vaincues que par l'habitude. Les premiers agents généraux, en province, s'attachèrent à gagner la confiance des principaux propriétaires pour répandre par imitation l'esprit de prévoyance. Dès 1820 M. Vassal, administrateur de la Compagnie d'Assurances Générales expliquait, dans son rapport, la situation : « Partout l'insouciance opposait son inertie aux conseils de la prévoyante raison. Ce n'est que lorsque quelques incendies sont venus démentir une fausse sécurité, lorsque l'on a vu les citoyens les plus éclairés, les plus recommandables, faire assurer leurs propriétés, que, de proche en proche, l'on a cédé autant à l'empire de l'exemple qu'à celui de la conviction ».

Rapidement de nouvelles compagnies furent créées. La concurrence aboutit à répandre dans toutes les classes de la société l'esprit de prévoyance. Les premières sociétés comprenaient toutes une branche incendie et une branche vie qui formaient deux sociétés distinctes. Ce furent après la Compagnie d'Assurances Générales, la Royale fondée en 1820 qui devint la Nationale, puis l'Union en 1828, le Soleil en 1829, la France en 1837, l'Urbaine, la Providence en 1838 puis chaque année le nombre s'accrut ; en même temps de nouvelles mutuelles s'établissaient créées pour la plupart, par de grands propriétaires fonciers ; elles avaient à l'origine des attaches régionales précises.

Les sociétés d'assurances contre les accidents se développèrent plus tard ; la première était de 1830, la Seine qui devait devenir l'Urbaine et la Seine puis la Préservatrice en 1861 mais c'est surtout dans le dernier quart du siècle que les créations de sociétés accidents devinrent régulières et nombreuses. Elles se bornaient, à l'origine, à la garantie des accidents causés par les chevaux et voitures, toutefois certaines sociétés s'étaient spécialisées dans l'assurance contre le bris des glaces, telle la Parisienne en 1829.

Pendant toute cette période, il n'y avait aucune lutte entre les sociétés, le champ d'expansion était immense ; d'autre part, les administrateurs avaient souvent des intérêts communs dans d'autres affaires industrielles. Dans certains cas les mêmes administrateurs se retrouvaient dans d'autres compagnies ; c'est ainsi que l'Union comptait à sa fondation parmi ses principaux actionnaires, trois fondateurs de la Compagnie d'Assurances Générales Vie du groupe Gourcuff et sept fondateurs de la Nationale du groupe Jacques Laffite.

Dès le début de cette période d'expansion, des accords sur le minimum de taux et sur l'uniformité des conditions géné-

rales avaient été signés en 1820 et en 1834 pour la branche incendie.

Le champ d'activité des agents des Compagnies était immense mais les débuts furent difficiles. En Assurance-vie jusqu'en 1860 les progrès furent insignifiants. De 1819 à 1859 le capital souscrit par les compagnies d'assurances n'avait été que de 354 millions pour 40.258 contrats.

Les principales causes de ce retard étaient l'ignorance du public et le développement des tontines qui, favorisant l'esprit de jeu et de spéculation de la clientèle, continuaient à connaître un grand succès. Mais à partir de 1860, sous l'influence d'une meilleure organisation, d'une technique plus développée, d'une publicité intelligente et surtout grâce aux qualités d'une presse et d'une littérature pleines d'enthousiasme, les résultats deviennent remarquables. En dix ans les capitaux, souscrits annuellement, furent quadruplés; le nombre des compagnies continua à s'accroître et la progression conserva le rythme de sa marche ascendante.

En assurance-incendie le développement avait été plus rapide et les résultats plus réguliers, les fondations de sociétés ou de mutuelles étaient fréquentes. De bonne heure, l'idée d'un monopole d'Etat devait entraîner des discussions passionnées. Dès 1848 les socialistes avaient proposé la réalisation d'un plan d'assurance-incendie par l'Etat. Depuis cette époque la menace d'une étatisation est restée toujours vivante. Cette perpétuelle question a toujours été résolue, temporairement, par des procédés obscurs. Des influences mystérieuses ont joué au moment où la solution devenait proche. Le mécanisme semble être le suivant : le monopole était recherché, non pour des raisons techniques ou économiques mais par appât du gain. Dès que le gain se trouve réalisé

par un autre procédé, sous forme de souscription importante, par exemple, l'idée de monopole n'existe plus.

Malgré les précédents historiques nombreux, il est indispensable que cette instabilité soit résolue par une décision ferme qui permettrait une organisation plus rationnelle.

A la fin de cette histoire succincte, il faut constater que l'assurance a pris, au cours du xix^e siècle un développement considérable qui est lié à la prospérité de l'Economie en général. La technique, grâce à un perfectionnement constant, est arrivée à des résultats remarquables. Sa diffusion, grâce aux magnifiques efforts des agents d'assurances, est générale dans toutes les classes de la société, dans toutes les villes et villages de France. Cependant l'Assurance traverse une crise dont le dénouement incertain peut être fatal à cette industrie.

Cette crise tient à la nature même de l'assurance. Nous avons vu que cette notion, dans le passé, s'est dégagée lentement de deux notions qui lui ont donné naissance : la spéculation et l'assistance. A l'époque moderne les financiers puissants, les grandes banques qui s'intéressent à l'assurance sont les héritiers directs des spéculateurs audacieux des siècles passés. Pour eux l'assurance est un moyen de réaliser des bénéfices substantiels et d'obtenir des capitaux dont la masse imposante permettra une domination de l'Economie.

Mais à l'opposé, les mutualistes professionnels, les apôtres de la mutualité agricole sont dans la lignée des membres de confréries ; ils veulent un retour vers l'assistance devenue officielle, la technique passe au second plan, il faut une réparation obligatoire, garantie le cas échéant par des subventions de l'Etat et ainsi ces partisans pourront obtenir un procédé efficace de domination dans la corporation.

Malgré ce sombre tableau, nous pensons que l'effet de cette lutte est salubre. Elle doit permettre de sortir de la confu-

sion, de ne plus vivre sur un malentendu, de réaliser brutalement l'organisation d'une profession autonome ou la suppression d'une existence perpétuellement menacée.

SECTION III. — Evolution de l'Assurance à l'Etranger.

Nous étudierons dans cette section l'évolution de l'assurance à l'étranger pendant l'époque contemporaine, nous bornerons notre examen à l'histoire de la profession dans trois grands pays : l'Angleterre, l'Allemagne et les Etats-Unis.

Nous avons vu dans notre première section que l'Angleterre avait été l'un des premiers pays où les assurances s'étaient développées au ^{xvii}^e siècle et surtout au ^{xviii}^e siècle. Toutes les branches y faisaient de grands progrès. Dans la première moitié du ^{xix}^e siècle l'assurance-vie connut dans ce pays, une grande prospérité. Mais vers 1844 une crise éclata, résultant des excès de la spéculation et même des entreprises d'escroqueries habilement lancées par une abondante publicité. Des faillites retentissantes étaient enregistrées, la plus célèbre fut celle de la société The European qui par un procédé de fusions dit « amalgamation » avait absorbé en dix-sept ans, trente-trois compagnies.

L'assurance-vie se répandait pourtant dans les classes populaires grâce à un paiement des primes, hebdomadaire ou mensuel.

Ce n'est qu'en 1862, par le Companies Act, que le législateur intervint pour protéger assurés et actionnaires, en évitant les fondations frauduleuses de sociétés. La situation ne put s'améliorer aussitôt. Pendant quelques années, les sociétés les plus faibles de la période antérieure disparurent tour à

tour. En 1869, il y eut une recrudescence de faillites ; les sociétés The Hercules, The Albert qui en quatorze ans avait absorbé vingt et une compagnies sur le point de succomber, The Progress, The Assurance Bank en disparaissant simultanément entraînèrent une nouvelle intervention : Le Life Assurance Companies Act de 1870 complété par les acts de 1871 et 1872 qui organisa le fonctionnement des compagnies d'assurance-vie en réglementant les fondations, en empêchant les fusions, en rendant obligatoire la publicité des comptes rendus.

Les Compagnies incendie et accidents connurent une prospérité moins mouvementée. En assurances-incendie, la création du Fire Office Comittee, formée en 1858, eut une importance décisive sur le développement de cette branche. Ce bureau chargé de l'étude et de la classification des risques établissait des tarifs basés sur l'expérience des sociétés. Il s'occupait également de prévention. Son autorité était grande parmi toutes les sociétés. Il y eut également des fusions mais les faillites furent beaucoup moins nombreuses qu'en assurance-vie.

En assurances-accidents, la première forme de garantie fut celle donnée par une police garantissant les accidents de chemin de fer, proposée par The Railway Passengers Assurance Company, puis vinrent des polices individuelles, des assurances vol et détournements.

Mais ce fut particulièrement en assurance maritime, que l'assurance anglaise obtint une prépondérance mondiale. Le caractère international de cette assurance s'accommodait de l'organisation d'un commerce qui s'exerçait dans toutes les parties du monde.

C'est par l'assurance maritime que le Lloyd's de Londres s'établit sur tous les marchés et étendit son exploitation aux

autres branches d'assurance. Un grand nombre de compagnies suivirent cet exemple et établirent des agences dans toutes les nations.

En Allemagne l'évolution de l'assurance fut toute différente. Primitivement la garantie des immeubles était réservée à des caisses publiques. Ce n'est qu'à partir de 1820 que les Compagnies purent assurer meubles et immeubles. Mais les caisses publiques subsistèrent. Les premières compagnies datent de 1812 La Berlinische et de 1821 la Banque de Gotha qui créa en 1828 une branche-vie. Dans le courant du *xix^e* siècle, par une propagande active, les entreprises d'assurances obtinrent de brillants résultats particulièrement en assurance-vie. Dans la branche incendie la lutte continua, aussi ardente, entre les sociétés privées et les caisses publiques, la technique ne souffrit pas de cette opposition.

En assurances-accidents, une série de lois, entre 1871 et 1884, établit la responsabilité du patron à l'égard de ses ouvriers puis organisa l'assurance des ouvriers contre les accidents. L'assurance-maladie était créée par une mutuelle à Leipzig en 1854, elle devait devenir une des branches les plus importantes de l'assurance allemande.

Les assurances agricoles s'étaient répandues, très rapidement. Dès 1830, nous trouvons de grandes entreprises pratiquant la garantie de la mortalité du bétail et de la grêle. Alors qu'en France ces deux assurances ne donnèrent pendant longtemps que des résultats médiocres ou même, en certains cas, désastreux, en Allemagne les risques de calamités agricoles étaient garantis dans de bonnes conditions et les sociétés qui pratiquaient cette garantie réalisaient des bénéfices techniques suffisants pour maintenir leur existence.

Enfin l'assurance populaire s'est développée à partir de

1890, sous l'impulsion de deux sociétés : la Friedrich Wilhelm et la Victoria.

Aux Etats-Unis ce fut à partir de 1842, avec la fondation de la société The Mutual Life Insurance Company of New York, que commença le développement de l'assurance-vie. Le système des mutuelles eut toujours plus de succès, dans ce pays, que celui des compagnies par actions. La guerre de Sécession ne ralentit pas l'accroissement des affaires ; le risque décès par suite de fait de guerre était garanti moyennant une surprime ne dépassant pas 5 o/o du capital.

Il est à retenir que le contrôle des sociétés d'assurances-vie fut organisé dans certains Etats dès le milieu du xix^e siècle. En 1852, dans l'Etat de Massachusetts, on publia un rapport officiel sur les opérations des compagnies. En 1859, une loi de l'Etat de New-York établit une surveillance des opérations des sociétés d'assurances-vie. Un certain nombre d'Etats suivirent la même politique. Mais à partir de 1870 une crise violente secoua l'organisation, un grand nombre de mutuelles disparurent, des compagnies furent déclarées en faillites. Les difficultés venaient de la concurrence des tarifs et de la négligence des surintendants chargés de surveiller les opérations d'assurance.

En 1878, un scandale se produisit dans l'Etat de New-York. Le gouverneur de cet Etat, prit l'initiative de suspendre le contrôleur des assurances, un certain Smith, pour avoir reçu des compagnies, des sommes importantes qu'elles étaient obligées de payer pour pouvoir continuer à fonctionner. La question du contrôle fut étudiée à nouveau, et les pouvoirs du surintendant devinrent plus restreints. Vers la fin du siècle, le développement des assurances-vie devint prodigieux. La crise avait été surmontée grâce aux efforts des agents d'assurances dont l'activité débordante répandit l'idée de pré-

voyance dans toute la clientèle, grâce aussi au dynamisme des compagnies qui surent trouver les formes d'assurances correspondant au besoin du public.

En assurance-incendie, les débuts furent difficiles, les sinistres étant nombreux et importants. Un incendie, à New-York avait entraîné la faillite de trente-trois sociétés sur trente-six qui existaient dans cet Etat. La prévention fut organisée avec efficacité, les sociétés se sont groupées et en 1866 ont formé un trust de l'assurance : The National Board of Fire Underwriter.

Pour la branche accidents, le développement date de la fin du xix^e siècle. Rapidement tous les risques furent garantis, mais les assureurs entreprirent une guerre de tarifs qui devait amener, tôt ou tard, la disparition de l'assurance privée.

La première loi sur les accidents du travail ne date que de 1912. A cette époque les Compagnies ne voulurent pas s'intéresser à ce nouveau risque. Il fut donc créé dans l'Etat de New-York, un organisme d'Etat : The State Fund pour garantir les accidents du travail. Ce n'est qu'en 1917 que les compagnies ont abordé le nouveau risque en conservant leur procédé de lutte de tarifs.

En 1920, la crise de l'assurance américaine était à son point culminant. Dans chaque Etat les sociétés étaient en déficit ; la production était ralentie. La réaction fut différente dans chacun des quarante-huit Etats. L'expérience est très instructive, car elle groupe en fait quarante-huit expériences diverses.

En 1938, nous dit M. Poisson dans son *Etude sur l'assurance aux Etats-Unis* (1), l'organisation de l'Etat de New-York est celle de vingt des principaux Etats ; on peut donc

(1) Poisson. *Etudes sur l'Assurance aux Etats-Unis*, C. 2.

penser que l'expérience est terminée et que, peu à peu, les autres Etats adopteront les résultats qui donnent satisfaction. Nous étudierons les diverses formes d'assurance :

En accidents du travail, la Workmen's compensation law date de 1913, elle ne s'appliqua pas à l'agriculture pour des raisons politiques. Les tarifs sont rendus obligatoires d'après les statistiques et par ordre de chaque Etat. Le bureau de tarification : « Compensation Insurance Rating Board » fait la statistique des accidents de toutes les industries dans chaque Etat ; il calcule le taux sur l'ensemble des risques pour chaque classe d'industrie sauf pour les affaires dont la prime est supérieure à cinq cents dollars.

Ces taux sont obligatoires mais peuvent varier tous les ans. La statistique est établie sur les résultats des cinq dernières années. Il y a environ mille tarifications.

La prime est affectée dans la proportion de 60 o/o à la couverture du risque (1) et 40 o/o aux frais généraux qui sont répartis ainsi :

Acquisition	15 o/o
Frais de justice	8 o/o
Taxes d'Etat	2,5 o/o
Retraites	2,5 o/o
Inspections et Prévention	2,5 o/o
Administration	7,5 o/o
Contrôle	2 o/o
Soit.	40 o/o

Chaque Etat possède un Rating Bureau. C'est en principe un organisme privé, sans concurrence, créé par les compagnies et fonctionnant sous le contrôle de l'Etat.

(1) Chiffres cités par M. Poisson. *Op. cit.*, C. 4.

Dans l'Etat de New-York les soixante-six compagnies font partie du Rating Bureau, elles se divisent en :

Stock Compagnies, qui ne donnent pas de participation ;

Mutual qui donnent une participation mais dont l'intérêt est insignifiant puisque les tarifs sont révisés chaque année ;

State Fund créé par l'Etat en 1913.

Pendant de nombreuses années le State Fund attirait la plupart des assurés, mais, peu à peu, grâce à la prévention, organisée avec méthode par les compagnies, ceux-ci ont préféré la garantie de ces dernières. En effet, les primes étant calculées d'après les résultats et les sinistres diminuant du fait de la prévention, les industriels recherchent les sociétés qui pratiquent la prévention. Le State Fund, dirigé par des fonctionnaires, fait peu de prévention.

Le Rating Bureau est dirigé par un comité de cinq membres, deux représentants des Stock Compagnies, deux pour les Mutual et un délégué de l'Etat. En 1938 il avait ouvert plus d'un million de dossiers. Il reçoit une copie de chaque police et de chaque déclaration de salaires.

Le National Council est un organisme officiel qui contrôle le travail des Rating Bureau de tous les Etats. C'est à lui que s'adressent les assurés qui protestent contre les décisions d'un Rating Bureau. Il est composé de sept membres : trois des Stock Compagnies, trois des Mutual, un délégué de l'Etat ; il possède un certain nombre d'inspecteurs.

A l'échelon supérieur, le Department of Insurance, organisme de l'Etat, correspond au Contrôle des Assurances en France. C'est lui qui homologue les tarifs calculés par les Rating Bureaux et qui contrôle les opérations financières des compagnies.

Le groupe des assurances « automobiles » et « responsabilité civile » comprend tout ce qui est réuni en France sous

la dénomination Droit commun à l'exception des assurances individuelles qui font partie du groupe-vie.

Les statistiques des sociétés sont réparties entre deux organismes :

a) Mutual Casualty insurance Rating Bureau pour les sociétés mutuelles ;

b) National Bureau of casualty and surety pour les compagnies.

Ces statistiques sont groupées pour obtenir un tarif exact. Il est curieux de constater que l'assurance illimitée, introduite en France par les compagnies anglaises, n'est pas pratiquée aux Etats-Unis. Le taux de prime calculé tous les ans est basé sur la moyenne des deux dernières années. Grâce à cette organisation et à la prévention le taux des primes baisse depuis quelques années. Seul l'Etat de Massachusetts a rendu l'assurance obligatoire. Dans la totalité des quarante-huit Etats il y avait encore, en 1938, 66 o/o des automobilistes qui n'étaient pas assurés (1).

Comme pour les assurances d'accidents du travail le contrôle des tarifications est fait par le Department of Insurance.

En assurance-vie, il y a trois sortes de sociétés : Les Stock Compagnies qui ont des primes fixes. Les compagnies mixtes qui partagent les bénéfices entre actionnaires 4,5 o/o et assurés 95,5 o/o et les Mutual qui répartissent les bénéfices entre les assurés.

Les plus grandes sociétés la Metropolitan et l'Equitable sont des mutual et l'Aetna est une compagnie mixte.

Les assurances-groupes ont une très grande importance, elles sont pratiquées depuis 1912. Alors qu'en France elles sont

(1) Poisson, *Op. cit.*, B. 16.

considérées comme un obstacle à la production, on estime généralement aux Etats-Unis qu'elles constituent un excellent moyen de diffusion.

Les assurances populaires appelées assurances industrielles furent pratiquées dès 1875 par The Prudential; actuellement la Metropolitan avec ses dix-huit mille agents assure pour plus de trois milliards de dollars.

L'une des caractéristiques de l'assurance-vie dans ce pays est de varier ses formes à l'infini, pour donner satisfaction aux besoins les plus divers des assurés. Le tarif minimum est rarement appliqué. Les compagnies préfèrent augmenter la prime et offrir des garanties plus complètes. Grâce à ce dynamisme, les progrès sont continuels.

Nous examinerons dans notre conclusion les enseignements de cette expérience, qui a permis, après quinze ans de recherches, de rétablir la situation des assurances et d'en faire une des corporations prospères de l'économie américaine.

SECTION IV. — Le Contrôle des Assurances en France.

On a toujours considéré, en France, que l'Etat possède une mission de surveillance dans la pratique des assurances. Traditionnellement la puissance publique est intervenue soit pour interdire soit pour autoriser les diverses opérations des sociétés d'assurances.

L'Ordonnance célèbre de 1681, rendue par Louis XIV sur la proposition de Colbert portait en son article 10, titre VI du livre III : « Défendons de faire aucune assurance sur la vie des personnes ».

Au XVIII^e siècle la société d'Assurances Générales fondée par de Maisonneuve fut autorisée par le Roi; il en fut de même de la compagnie des frères Pénier.

Après la publication du Code de Commerce de 1808, une compagnie en tant que société anonyme ne pouvait être instituée que par acte public. Elle ne pouvait exister qu'après autorisation du Roi, le Conseil d'Etat entendu. Cette surveillance concernait alors toutes les sociétés quel que soit leur objet. Pendant la plus grande partie du siècle, cette autorisation de fondation était la seule manifestation du contrôle de l'Etat, il n'y avait aucune surveillance sur les opérations des sociétés.

En 1867, la loi du 24 juillet dans son article 66, précise que : « les associations de la nature des tontines, les sociétés d'assurance sur la vie, mutuelles ou à primes, restent soumises à l'autorisation et à la surveillance du gouvernement. Les autres sociétés pourront se former sans autorisation. Un règlement d'administration publique déterminera les conditions sous lesquelles elles pourront être constituées ». Ce règlement a été rendu le 22 janvier 1868. A partir de cette date, seules les sociétés d'assurances-vie ont été surveillées, et encore la surveillance s'exerçait-elle, d'une façon sommaire : « la société sera tenue de remettre, tous les six mois, un extrait de son état de situation au Ministre de l'Agriculture et du Commerce, au Préfet du département de la Seine, au Préfet de police, à la Chambre de Commerce de Paris et au greffe du Tribunal de Commerce de la Seine ». Le gouvernement, d'autre part, en cas d'infraction aux statuts, se réservait le droit de révoquer l'approbation.

Cependant depuis 1842, le contrôle de l'Etat avait été établi d'une façon plus sévère, sur les tontines, en plaçant ces sociétés sous la surveillance d'une commission de cinq membres dite « Commission des tontines ».

A partir de 1875, la question du contrôle fut posée par une circulaire du Ministre de l'Agriculture et du Commerce qui

voulait appliquer aux sociétés d'assurances-vie, la même surveillance qu'aux tontines. Malgré une vive opposition, par une lettre du 15 mai 1877 complétée par les arrêtés du 29 juin, il était créé une commission de surveillance des compagnies d'assurances sur la vie à primes fixes. Mais à la suite d'un recours pour excès de pouvoir le Conseil d'Etat rendit un arrêt annulant les décisions prises.

Une décision par voie législative était attendue et même réclamée par la Doctrine (1). Cependant la première loi organisant le contrôle effectif fut celle de 1898 concernant les assurances contre les accidents du travail. L'article 27 introduisait un nouveau régime qui fut complété par un décret du 28 février 1899 et modifié à diverses reprises. Le but de ce contrôle était de protéger les ouvriers, victimes d'accidents du travail et d'éviter le recours au Fonds de Garantie institué pour les cas d'insolvabilité du patron non assuré ou des sociétés chargées du paiement des rentes.

En 1902, un certain nombre de propositions et de projets de lois étaient présentés pour instituer le contrôle des sociétés d'assurances-vie. Ce fut l'objet de la loi fondamentale de 1905. A partir de cette loi et pour cette catégorie de sociétés, le régime de l'autorisation préalable fut remplacé par celui de l'enregistrement, et un contrôle permanent fut organisé. D'autres lois ont eu pour but d'étendre ce régime aux sociétés de capitalisation et d'épargne. Une loi de 1917 organisa le contrôle des sociétés de réassurances. Enfin un décret de 1923 vint assujettir les Mutuelles agricoles à la surveillance de l'Inspection des associations agricoles et des institutions de crédit.

Mais ce fut surtout à partir de 1938 que, grâce à l'énergique

(1) Chaufton. *Op. cit.*, p. 776.

impulsion de son organisateur, le contrôle fut repris et unifié (1). Un décret loi du 14 juin 1938 porte modification du contrôle de l'Etat sur les sociétés d'assurances de toute nature et de capitalisation et tend à l'organisation de l'industrie des assurances.

L'importance de ce décret est considérable. Il constitue la première reconnaissance officielle de la corporation formant une unité. Dans un rapport préliminaire, le Ministre expose quelle place l'industrie de l'assurance occupe dans l'économie nationale : « Les sociétés privées qui exploitent ces branches d'activité détiennent, en effet, près de vingt-cinq milliards de capitaux, elles encaissent chaque année plus de dix milliards de primes, elles jouent donc un rôle primordial dans la formation, la conservation et l'utilisation de l'épargne publique ».

Le gouvernement voulut permettre aux sociétés de pouvoir s'imposer une discipline interne dans le cadre d'une surveillance renforcée des pouvoirs publics. Le contrôle qui était uniquement répressif deviendra préventif. Il confère à l'action administrative plus de souplesse et d'efficacité.

L'évolution de la législation nous conduit d'un régime de droit commun, celui du décret du 22 janvier 1868, à un régime autonome, celui organisé par le décret-loi du 14 juin 1938. Ce dernier texte prévoit bien que les sociétés d'assurances demeurent soumises à la loi du 24 juillet 1867 mais seulement dans la mesure où des dispositions spéciales ne sont pas instituées par le présent projet de règlement. Or, comme le fait remarquer M. Sumien, ces dispositions (2) ne

(1) Pendant sept ans M. Chéneaux de Leyritz, Directeur du Contrôle concentra toute son activité sur la question de la formation de la nouvelle corporation.

(2) Sumien. *Gazette du Palais*, 11 janvier 1942.

laissent pour ainsi dire plus rien des dispositions générales essentielles de la loi de 1867.

Le législateur n'a pas parlé de législation autonome, cependant l'ensemble de la Doctrine et les auteurs les plus qualifiés pour leur influence, dans l'évolution de la législation des assurances, ont tous affirmé ce caractère d'autonomie. Nous avons cité M. Sumien, mentionnons également MM. Ancey et Sicot (1). M. Fourastié (2) déclare que le nouveau régime est défini par une législation unique et autonome organiquement instituée en tenant compte à la fois de l'existence du contrôle et de la nature des opérations d'assurances. M. le professeur Maurice Picard admet également cette autonomie.

L'importance de cette question ne peut être négligée pour la suite de notre enquête. En effet le législateur qui, dès 1938, a admis l'existence d'une corporation de l'Assurance, suffisamment évoluée pour lui consacrer une réglementation exorbitante du droit commun, ne peut manquer d'être influencé par ses décisions antérieures. Il semble même que pour lui le jugement a déjà été rendu. Nous pourrions en quelque sorte nous prévaloir de l'autorité de la chose jugée.

Il convient d'examiner avec attention les principaux points de cette autonomie législative.

L'article 17 précise que la faillite d'une société régie par le décret-loi de 1938 ne peut être prononcée qu'à la requête du ministre. Les pouvoirs du liquidateur sont réglés par les articles 18 et suivants. La nullité ne peut être demandée que par le ministre (article 28). Les droits des créanciers et des assurés sont restreints.

(1) Ancey et Sicot: *Les Sociétés d'assurances, Législation et Réglementation*.

(2) Fourastié. *Le nouveau régime juridique et technique de l'assurance en France*.

D'autre part, le système antérieur, celui de l'enregistrement était un régime de liberté. Dès qu'une société réunissait les conditions légales requises, l'enregistrement était un droit qui ne pouvait lui être retiré qu'après avis conforme du comité consultatif. Le pourvoi formé contre la décision de retrait était suspensif. Le ministre était lié par l'avis du comité consultatif. Le recours au Conseil d'Etat constituait une garantie contre l'arbitraire.

Le nouveau système, celui de l'agrément, donne tout pouvoir à l'administration. Le ministre n'est plus lié par l'avis du Conseil Supérieur des Assurances et enfin le pourvoi n'est plus suspensif. D'autre part le caractère préventif du contrôle est accentué par la faculté pour l'administration de provoquer le transfert d'un portefeuille d'une société à une autre.

Cependant une évolution en sens contraire, en réaction contre l'étatisme, se dessine depuis peu. Sous l'empire du décret-loi de 1938 le ministre pouvait provoquer des accords professionnels et homologuer ces accords pour les rendre obligatoires. C'était une intervention directe de l'Etat dans l'organisation de la Corporation. Depuis la loi du 16 août 1941 le contrôle a été dessaisi de ces pouvoirs qui appartiennent désormais au Comité d'organisation de l'Assurance créé par la loi d'août 1940.

Nous concluons, en rappelant l'appréciation du Professeur Picard dans la *Revue Générale des Assurances Terrestres* (1938). Il n'est pas exagéré de penser que si la corporation parvient à se discipliner et à se contrôler elle-même, le contrôle de l'Etat s'exercera surtout sous la forme d'une collaboration constante entre l'administration et les représentants de la corporation.

Grâce à la politique, pleine de sagesse, de la Direction des Assurances privées au ministère, nous sommes arrivés par

une lente évolution, à une reconnaissance officielle de l'existence de la corporation. Et cependant ce résultat remarquable risque d'être anéanti par la brèche laissée ouverte dans le corps de l'édifice. C'est l'article 4 du décret-loi de 1938 qui porte en lui le ferment de désagrégation de la profession devenue autonome (1).

Des modifications sont indispensables pour déterminer les frontières de la corporation. L'importance de ces frontières nettement définies est en effet primordiale, car malgré le travail complexe qui a été effectué depuis 1938 nous risquons de voir cette corporation vidée de sa substance et disparaître rapidement de l'Economie Nationale comme un organisme désuet dont l'existence n'est plus qu'un vestige du passé.

(1) Article 4 du décret-loi de 1938 : « Les sociétés ou caisses d'assurances ou de réassurances mutuelles agricoles restent régies pour leur constitution par la loi du 4 juillet 1900 ».

CHAPITRE II

LE PROBLÈME ACTUEL

SECTION I. — Le problème tel qu'il doit être posé.

L'Assurance doit-elle être l'objet d'une profession autonome ? Nous entendons par cette question examiner la nécessité de maintenir ou de créer une corporation de l'Assurance.

Il ne s'agit pas de la suppression de l'assurance en tant que procédé de réparation, ce serait une discussion vide de sens ; l'économie évoluée, qui est la nôtre, doit comprendre un système de réparation. Mais cette réparation peut être technique et appartenir à une corporation, celle-ci peut aussi bien exister sous forme d'industrie privée que constituer un organisme d'Etat.

Cette réparation peut également être effectuée par un service annexe dans chacune des autres corporations ; elle perd alors son caractère technique pour prendre un visage différent suivant le genre de corporation.

Sur le terrain nouveau, qui est celui de la discussion en cours, les deux solutions qui s'opposent — corporation ou service annexe — ne laissent place à aucune solution moyenne.

Au point de vue juridique et même plus récemment au point de vue législatif, la question paraît résolue dans le sens de l'existence d'une profession de l'Assurance. Mais au point de vue économique, quelle méthode doit l'emporter ? Ce sera l'objet de notre enquête. Il semble en effet que ce point de

vue est prépondérant. La législation n'est qu'un cadre, si ce cadre heurte les règles économiques, une législation parfaite n'est qu'un cadre vide.

Il convient d'ailleurs de remarquer que la législation actuelle n'est pas parfaite, si elle semble prendre parti pour l'adoption d'une Corporation de l'Assurance, comme le montrent la création d'un Comité d'Organisation et la reconnaissance d'une Famille Professionnelle, elle ne se prononce pas définitivement sur les principes. Elle laisse subsister les premiers essais d'assurance service annexe que nous rencontrons dans un grand nombre de corporations : mutuelles de médecins, de boulangers, de charcutiers, syndicat de garantie qui existent dans certaines professions et surtout mutualité agricole qui reste la tentative la plus complète d'organisation d'assurance par la profession.

Nous avons vu dans notre chapitre précédent que dès le décret-loi du 14 juin 1938 le Législateur n'a pas voulu prendre parti et s'est dérobé devant l'obstacle à franchir en laissant subsister par l'article 4 les mutuelles formées dans les conditions prévues par la Loi de 1900.

Il est incontestable que l'assurance, au stade actuel de l'évolution, est très différente de ce qu'elle était, il y a cent ans ou même cinquante ans. Il est impossible de figer dans un état statistique indéfini, le rôle de la prévoyance. Le problème qui s'est posé pendant de longues années fut celui d'une assurance d'Etat opposée à l'assurance privée. Il semble admis, avec le recul du passé, qu'il s'agissait surtout d'une menace ayant un caractère concret d'expédient financier. Malgré les engagements les plus formels, il n'y a jamais eu de commencement d'exécution. En 1932, un parti politique, dans une déclaration appelée « charte Huygens », avait envisagé sa participation au gouvernement sous certaines conditions et

notamment l'établissement immédiat d'un Monopole d'Etat des assurances. Quand, quatre ans plus tard, ce même parti prit le pouvoir, la nationalisation des assurances resta une fois de plus à l'état de projet. Il est à remarquer, que les projets de monopole établis sérieusement, en tenant compte des réalités, prévoyaient le maintien d'une corporation composée non plus d'entreprises privées mais d'un seul organisme confié à tous les degrés à des professionnels qui seraient devenus fonctionnaires au lieu d'être indépendants.

Le problème qui se pose actuellement, avec tant d'acuité, est le résultat d'une évolution, qui a son point de départ dans l'organisation de l'assurance accidents du travail et de l'assurance agricole.

En Allemagne, en 1884, quand la législation sociale entra en vigueur, le législateur décida de confier l'assurance contre les accidents à des mutualités professionnelles. Les charges de l'assurance furent supportées entièrement par les chefs d'entreprise qui participaient seuls à la gestion des corporations sous le contrôle de l'Office Impérial. Les mutualités professionnelles ne s'occupaient pas seulement de la réparation des accidents mais aussi de la prévention.

En France, ayant le vote de la loi de 1898, un grand nombre de projets de loi avaient été soumis au Parlement. La question de la garantie donnée aux ouvriers, pour qu'ils puissent avoir la certitude de recevoir l'indemnité à laquelle ils ont droit était liée à celle de la détermination de cette indemnité. Plusieurs systèmes avaient été proposés dans le but évident de réduire les charges nouvelles imposées à l'industrie. La loi du 21 mars 1884 parut donner à certains, la solution, en utilisant en vue de l'assurance, les syndicats créés dans les formes autorisées par cette loi. On proposa donc l'assurance obligatoire, monopolisée par les différentes corporations. La

loi de 1898 fut, comme beaucoup de nos lois, le résultat d'une transaction entre le Sénat et la Chambre des Députés et entre partisans de plusieurs solutions opposées. Elle ne prend pas parti, et se borne à prévoir l'assurance par les Compagnies et par les syndicats de garantie. Cette dernière formule était susceptible de donner satisfaction à ceux qui proposaient l'assurance par corporation. Cependant le syndicat de garantie n'est pas une société d'assurances mutuelles. Sachet, dans son *Traité de la Législation des accidents du Travail* précise les deux différences qui les séparent (1) : l'étendue des obligations est plus importante dans le syndicat de garantie puisque l'article 20 du décret du 28 février 1899 stipule que « les syndicats de garantie lient solidairement tous leurs adhérents pour le paiement des rentes et indemnités attribuables à la suite d'accidents avant entraîné la mort ou une incapacité permanente ». D'autre part le but du syndicat de garantie est de rendre certaine, l'exécution des obligations résultant de la législation sur les accidents du travail. Il n'intervient qu'au cas où l'un des membres ne peut régler l'indemnité dont il est devenu débiteur. Selon l'expression de Sachet « au lieu d'assurer le risque d'accidents, il garantit seulement le risque d'insolvabilité. Il convient toutefois de remarquer, que dans la pratique, le syndicat de garantie prend à sa charge le risque d'accident qu'il répartit entre ses adhérents au moyen de cotisations.

Mais plus que dans le syndicat de garantie, la première forme, en France, de l'assurance corporative, se trouve dans les mutuelles agricoles. Nous étudierons dans notre chapitre suivant l'évolution de la mutualité agricole qui nous conduit,

(1) Sachet. *Traité de la Législation des accidents du Travail*, t. II, p. 382.

à travers quarante ans d'histoire, de la loi de 1900 aux problèmes que pose le régime des corporations.

Pour bien situer la question à résoudre, il est à remarquer que, dès 1900, le législateur a voulu organiser une assurance spéciale à une corporation, qu'il a voulu favoriser par tous les moyens l'extension de cette forme d'assurance en prévoyant notamment des facilités de constitution, des exonérations fiscales et même des subventions. Enfin le législateur a insisté sur le caractère corporatif de la nouvelle loi en limitant strictement ses frontières à celle de la corporation et cet essai apparaît d'autant plus instructif qu'il s'agit de la corporation la plus importante, celle sur laquelle repose l'Economie française : l'Agriculture.

L'un des techniciens les plus compétents de la Mutualité Agricole, dans son remarquable ouvrage sur l'assurance mutuelle agricole (1), nous propose d'amplifier le débat et termine son essai sur l'assurance corporative par cette phrase lapidaire, qui résonne comme un cri de guerre : Ni assurance capitaliste, ni monopole d'Etat mais une assurance mutuelle et professionnelle. Nous pourrions répondre ni assurance capitaliste, héritière de la spéculation, ni assurance mutuelle et professionnelle héritière de l'assistance, mais une *corporation de l'Assurance vivant de sa technique propre*. Cependant nous nous défendrons de juger avant l'examen complet des pièces du procès. Le problème à résoudre reste le suivant : ou corporation de l'Assurance, ou service annexe de chaque corporation.

(1) Blanchoin. *L'Assurance Mutuelle Agricole*.

SECTION II. — Le Corporatisme.

Nous avons insisté dans notre introduction sur le fait que notre étude devait se placer dans le cadre de la pensée économique contemporaine.

Or l'évolution, accentuée par la crise de 1930, semble dirigée vers le corporatisme. Depuis la loi de 1884, de nombreux auteurs ont vu, dans l'organisation par corporation, l'idéal économique; mais depuis une dizaine d'années le mouvement s'est amplifié. Chacun, partisan ou adversaire, se penche sur le système corporatif pour chercher la solution de l'avenir.

Il nous semble que cet état d'esprit se justifie quand on étudie d'une part les abus et les injustices d'un système libéral que la concurrence peut rendre inhumain et, d'autre part, quand on veut éviter de confier à l'Etat, la tâche trop lourde de gérer toutes les entreprises.

A égale distance du libéralisme et de l'étatisme, tel est l'idéal pour ceux qui veulent instaurer le régime corporatif.

Le libéralisme à l'état pur pouvait se concevoir à l'époque du capitalisme atomique suivant l'expression du Professeur Perroux mais la doctrine du « laisser faire » à l'âge du capitalisme de grandes unités n'est plus à défendre. L'Etat ne peut se désintéresser du sort d'une grande banque dont la faillite entraînera la ruine d'un nombre considérable d'épargnants. Il ne peut davantage abandonner à la liquidation une usine qui, employant trente mille ouvriers, donne la nourriture à cent mille personnes. Il en est de même pour une grande compagnie d'assurances, qui emporterait dans sa chute, les économies et la garantie de sécurité de la foule de ses assurés. L'intervention de l'Etat en faveur de certaines entreprises appelle l'étatisation. La puissante politique tend, pour des

raisons sociales, à devenir la puissance économique. En face de l'individu isolé, l'Etat, tout puissant, semble écraser toute initiative.

Le but du Corporatisme est de grouper les individus pour des fins économiques et de créer des collectivités qui les protégeront. Déjà la loi de 1884 était une réaction contre l'individualisme sans frein qui résultait de la Révolution. Les organisations syndicales ont dû tout leur succès au besoin de défense des individus mais dès l'origine le législateur avait reconnu que ces groupements devaient se former entre membres d'une même profession.

Le retour à l'idée de corporation n'est qu'une conséquence de ce principe que dans chaque profession il existe un intérêt collectif qui doit être défendu par chaque membre de cette profession.

Nous emprunterons la définition du Corporatisme à un ouvrage du Professeur Pirou (1) : « L'essentiel du Corporatisme est l'idée que tous ceux qui participent à l'exercice d'une profession déterminée forment un corps auquel il convient de reconnaître le caractère d'une institution de droit public ».

Pour certains qui rêvent d'un corporatisme d'Etat, le corporatisme est un moyen d'arriver plus rapidement à une domination complète de l'Etat. Dans cette organisation, la corporation n'est qu'un cadre qui facilite la soumission de l'économie à la politique.

Mais la majorité de la Doctrine est en faveur d'un corporatisme d'association qui est à l'opposé de l'Etatisme. Nous pensons que la formation de ce concept procède de la façon suivante :

A l'origine l'individu qui exerce une profession remarque

(1) G. Pirou. *Néo-Libéralisme, Néo-Corporatisme*, p. 77.

l'utilité d'une association entre tous les membres de cette profession pour défendre les intérêts communs. Ce stade a été marqué, en France, par la création de confréries au Moyen-Age et par celle de syndicats à l'époque contemporaine. Nous en trouvons l'exposé condensé avec une remarquable clarté dans la phrase de Pie XII : « De même que ceux que rapprochent des relations de voisinage en viennent à constituer des cités, ainsi la nature incline les membres d'un même métier ou d'une même profession quelle qu'elle soit à créer des groupements corporatifs ».

L'évolution des esprits tend à faire des différents syndicats qui se sont créés un organisme unitaire qui va personnifier la profession. Les individus seront désormais classés d'après leur fonction sociale. M. Baudin dans son étude sur le Corporatisme (1) propose de remplacer le qualificatif professionnel par celui de fonctionnel. La nuance est appréciable mais l'habitude du langage continue à prévaloir.

L'aboutissement de l'évolution est enfin la reconnaissance officielle qui fait de la corporation une institution de droit public possédant un pouvoir réglementaire concernant les membres qui exercent la profession. La Corporation devient alors un intermédiaire entre l'Individu et l'Etat.

L'Etat est formé par l'ensemble des corporations. Il s'agit d'une construction harmonieuse qui doit, pour avoir toute sa valeur, se former elle-même. Cependant quelques exemples récents en Italie et surtout au Portugal nous ont montré que les partisans d'un corporatisme d'association sont obligés pour vaincre les résistances de créer de toutes pièces un corporatisme d'état qui devra préparer la voie au corporatisme véritable. Le docteur Costa Leite Lumbrals déclare, à ce

(1) Baudin. *Le Corporatisme*, p. 6.

sujet, dans un ouvrage sur le Portugal de Salazar : « Dans la première période, celle où nous sommes, il faut user de l'autorité de l'Etat pour contraindre d'abord les entreprises à entrer dans la corporation ». Ce système provisoire paraît peu efficace, la contrainte ne peut briser les vieilles lois économiques et dans la plupart des cas, il faut bien constater, que sans l'autorité de l'Etat, l'échec paraît probable.

D'ailleurs le Corporatisme d'association n'est pas sans danger, la lutte entre les entreprises est remplacée par la lutte entre les groupes. Il peut en résulter les mêmes effets que les adversaires du libéralisme reprochent à ce système : l'écrasement du plus faible par le plus fort économiquement. Le but à atteindre, en remplaçant l'ancien régime économique par le corporatisme n'est pas satisfait. Le monopole est plus puissant, l'élimination est plus brutale.

Les corporations les plus fortes cherchent sans cesse à s'étendre. L'exemple des anciennes corporations, avec les interminables procès entre les différents corps de métiers nous rappellent le plus grave danger du système. C'est l'exemple contemporain de la corporation agricole qui, forte de sa prépondérance incontestable dans la nation, veut accroître sans limite son immense domaine.

La complexité du problème apparaît si l'on envisage qu'il n'existe que trois solutions : le Libéralisme, l'Etatisme ou le Corporatisme. Chacun des trois systèmes porte en lui les germes de sa propre destruction.

Le Libéralisme voit, en économie, deux principes d'activité : la concurrence et l'intérêt personnel. Mais sans l'intervention de l'Etat, le second des deux moteurs l'emporte. Les entrepreneurs après les âpres luttes du début cherchent à discipliner la production, à supprimer la concurrence par la création d'ententes qui entraînent rapidement la naissance de

« trusts ». L'intérêt personnel c'est d'abord l'instinct de conservation, donc tôt ou tard la lutte contre la concurrence qui tend à la disparition de l'espèce. On conçoit qu'à ce stade le corporatisme puisse facilement s'implanter, mais l'application d'un pouvoir réglementaire strict risque d'amener l'habitude, la routine négation de l'intérêt personnel d'autant plus que celui-ci doit être soumis à l'intérêt général, sans quoi l'intervention de l'Etat est nécessaire pour arbitrer la lutte entre les groupes.

Nous trouvons là l'une des principales critiques que l'on puisse adresser au corporatisme : l'intérêt particulier de chaque profession n'est pas obligatoirement conforme à l'intérêt général.

Il est certain que dans l'organisation de chaque profession nous retrouvons sans cesse, dans les déclarations officielles, l'hommage à « l'intérêt général » qui doit être le but suprême de toute action de la profession. Mais quel est-il ce fameux intérêt général ?

N'est-ce pas l'harmonie de tous les intérêts particuliers et n'est-il pas plus sage pour harmoniser les intérêts particuliers de ne pas prendre l'ensemble en un seul bloc mais de créer des catégories : les corporations au sein desquelles l'harmonie étant faite, il sera plus efficace et moins complexe d'harmoniser alors les diverses catégories.

Nous croyons que « l'intérêt général » consiste à ne rien faire qui soit contraire aux autres ou à mettre en pratique les principes moraux dont nous ne pouvons pas discuter le fondement métaphysique mais dont il faut reconnaître la pérennité à travers toutes les sociétés. En dernière analyse le fondement de l'intérêt général se confond avec le fondement de la morale et il apparaît que le corporatisme ne peut réussir que fortement teinté d'une nuance confessionnelle ou morale. Cette

conclusion est à retenir car pour être efficace, une réforme dans le sens corporatif ne peut être neutre sur les principes qui doivent constituer la fin de toute action; elle est aussi très grave pour les partisans de cette solution car ils sont dans l'obligation d'opprimer la minorité, peut-être importante, qui n'admet pas les mêmes postulats à la base de l'action.

Nous abordons une question plus élevée, d'ordre philosophique. Pourquoi l'homme agit-il? Dans l'impossibilité de se mettre d'accord sur un principe d'action et devant la faille certaine à plus ou moins longue échéance de tout système d'oppression et de contrainte, il ne reste que l'intérêt personnel; si on supprime l'intérêt personnel, avec sa part incontestable d'injustice, on doit aboutir à des principes de non agir, toute idée de lutte étant disparue. Les mêmes objections valent contre l'Etatisme.

On ne peut supprimer l'intérêt personnel comme moteur de l'Economie; ceux qui veulent rattacher l'assurance en service annexe aux autres corporations raisonnent sur une extension de la vocation d'apôtres. Ils s'étonnent avec Proud'hon : « Comment se fait-il que l'assurance mutuelle n'ait pas, depuis longtemps, remplacé toutes les autres? Ah! c'est qu'il est bien peu de particuliers qui veuillent s'occuper des choses qui intéressent tout le monde mais ne rapportent rien à personne ».

Le mobile de l'intérêt personnel est tellement naturel à l'esprit humain comme principe d'activité, que lorsqu'un individu agit dans un but désintéressé poussé par un dévouement quelconque à la chose commune, les autres hommes cherchent involontairement quel est l'intérêt qui le fait agir.

Nous reconnaissons cependant qu'il est impossible de laisser l'intérêt personnel agir sans frein. La discipline du cor-

poratisme devrait pouvoir corriger les injustices du système libéral, mais en conservant dans l'organisation sociale nouvelle une large part à l'intérêt personnel et à l'initiative privée.

La corporation, pour vivre, doit s'écarter de la routine, empêcher la naissance d'un état statique, favoriser le dynamisme de quelques individus.

Le corporatisme ne peut d'autre part méconnaître l'existence de lois économiques immuables. Il ne peut s'établir que sur des bases solides, éprouvées par une expérience de plusieurs milliers d'années. M. Poisson dans un de ses ouvrages nous rappelle que « l'Economie Politique est la plus vieille science du monde. Les grandes lois économiques ont été connues avant la plupart des grandes lois physiques. Les grandes lois économiques sont peu nombreuses, elles sont très vieilles et sont intangibles » (1).

La tradition, au cours des siècles, a pu se perdre ou abandonner sa pureté primitive. L'expérience doit nous la faire retrouver. La théorie de la valeur et le mécanisme des prix sont les fondements de l'Economie Politique que nous devons respecter. En économie corporative, le problème des prix est très complexe. Peut-on dire qu'il existe vraiment un prix. Le prix étant déterminé, comme la théorie marginaliste de la valeur, l'a définitivement établi, par la loi de l'offre et de la demande, en considérant la primauté de la demande qui tient compte du désir de l'acheteur, des choix du sujet et de ses moyens d'achat, l'offre n'intervenant que comme une limite, celle du coût de production. Le prix ne peut se former comme dans une économie de marché puisque celui-ci n'existe plus. Il semble qu'on se heurte à une difficulté économique insur-

(1) Poisson. *La leçon du Chellah*, p. 13.

montable. Mais dans certaines branches de l'activité et notamment dans l'Assurance, il se trouve que l'établissement d'un prix, au sens économique du mot, n'est pas souhaitable. La prime ne doit être que le coût de production scientifiquement calculé, la garantie ne peut s'acheter par un marché.

Il y a toujours à la base, un esprit de monopole, la prime est fixée techniquement et unilatéralement par l'assureur. Le choix ou les désirs ne peuvent ni ne doivent influencer le montant de la prime c'est pourquoi la corporation de l'assurance est économiquement possible à réaliser quand bien même le système corporatif ne pourrait être généralisé et que les autres professions resteraient sous un régime libéral.

Nous pensons que le corporatisme doit être d'une application modérée, la limite nous paraissant fixée par la notion de prix résultant du marché en économie normale. Dans toutes les branches d'activité où cette notion n'intervient pas ainsi que pour toutes les industries dont l'utilité est telle que si l'initiative privée ne réussit pas, l'Etat doit s'y substituer, en d'autres termes, pour toutes les entreprises qui ne peuvent vivre qu'en économie de monopole, le corporatisme paraît non seulement souhaitable mais nécessaire.

Au terme de cette section, nous nous interdirons de prendre parti sur les bienfaits de l'organisation par corporation, un jugement d'ensemble serait en dehors du cadre de notre enquête.

Nous rappellerons cependant pour en faire notre conclusion, la phrase du Professeur Baudin : « Cette association n'a en elle-même aucune vertu propre de redressement ; elle est une forme, et nous sommes obligés de constater une fois de plus que tout dépend de l'esprit qui l'anime » (1).

(1) Baudin. *Op. cit.*, p. 43.

SECTION III. — L'état de l'Assurance en France à l'époque où le problème est posé.

Nous avons vu, dans notre précédente section, que l'assurance était une des industries qui, non seulement peuvent s'accommoder de l'organisation corporative, mais en réclament les bienfaits.

Or, à la faveur de cette organisation décidée par la loi du 16 août 1940, certains pensent détruire la Corporation de l'Assurance pour en faire un service annexe des autres corporations. Nous examinerons l'état de l'assurance en France au moment où se pose le problème dont les données ont été étudiées dans la première section du présent chapitre.

L'Assurance, née de l'Assistance et de la Spéculation s'est lentement développée et transformée ; dans la plupart des cas, elle n'a pas su se dégager complètement de ses origines dont les caractéristiques continuent à imprégner son activité.

Cependant, au point de vue législatif, nous avons vu que, par l'action énergique et persévérante du Contrôle, l'Assurance a conquis son autonomie. Elle s'est dégagée peu à peu de la loi de 1867 qui reste le droit commun pour les autres sociétés et depuis le décret-loi du 14 juin 1938, elle possède une législation qui lui est propre.

Sur le terrain juridique, la notion de contrat d'assurance, bien que n'étant pas nettement définie, a trouvé sa consécration officielle dans la loi de juillet 1930. Il nous paraît utile de rechercher l'origine de cette loi venue si tardivement réglementer le contrat d'assurance mais dont l'effet bienfaisant est attesté par le nouveau développement intellectuel qui a suivi sa promulgation.

A l'époque où apparurent les différents Codes français,

sous le premier Empire, les textes consacrés à l'assurance furent très peu nombreux. Le Code civil, dans un article 1964 classe le contrat d'assurance parmi les contrats aléatoires. Le Code de commerce consacre le titre dixième du livre II aux Assurances, mais les deux codes n'ont en vue que l'assurance maritime.

L'assurance terrestre est volontairement passée sous silence, puisqu'à cette époque l'assurance sur la vie était considérée comme immorale. Portalis, l'un des auteurs du Code civil, déclarait même que « ces espèces de pactes sur la vie ou sur la mort d'un homme sont odieux et ils peuvent n'être pas sans danger... s'assurer sur la vie est un acte vicieux en soi et n'offre aucun objet réel d'utilité qui puisse compenser les vices et les abus dont il est susceptible ».

L'assurance-incendie était d'autre part très peu répandue. Mais dès 1818, la question de la validité du contrat d'assurance-vie était posée à nouveau au ministère de l'Intérieur qui décidait de soumettre au Conseil d'Etat la demande ainsi posée : « Y a-t-il lieu d'autoriser les sociétés anonymes à s'engager à payer une somme déterminée au décès d'un individu moyennant une prestation annuelle à payer par cet individu? »

Le Conseil d'Etat « considérant que ce genre de contrat peut être assimilé aux contrats aléatoires que permet le Code civil admit la validité de l'engagement et reconnut officiellement l'assurance-vie pour laquelle les Fondateurs de la Compagnie d'Assurances Générales avaient demandé l'autorisation.

Il faut avouer qu'au point de vue juridique, les membres du Conseil d'Etat, dans l'impossibilité de trouver un texte concernant les assurances terrestres ont utilisé avec subtilité l'article 1964 du Code civil qui ne concernait que les assu-

rances maritimes. Mais le contrat d'assurance-incendie restait sans fondement juridique.

Les assureurs et les assurés ne tardèrent pas, après le premier essor de cette branche qui suivit la création des premières grandes compagnies après 1819, à demander au législateur français le règlement de leurs obligations respectives.

En 1834, le premier projet de loi sur les assurances fut présenté au Conseil d'Etat (1). Il contient déjà dans son article 3 les principales mentions qui doivent actuellement figurer dans le contrat.

Dans les articles 9 et 10 des restrictions sont prévues comme conséquences au dol, à la fraude, et aux fausses déclarations.

Dans les articles 11 et 12 des précisions sont données sur le bénéfice de l'assurance; et enfin, dans les articles 18 et suivants il est traité de la réglementation de la durée et de l'expiration du contrat.

Ce projet vivement critiqué fut abandonné. Les années passèrent, les assurances terrestres connurent le développement considérable que nous avons relaté dans notre historique mais aucune loi ne vint étudier le contrat d'assurance.

La Doctrine, les assureurs et les assurés ne sont pourtant pas restés inactifs. Des vœux furent fréquemment émis pour demander une loi spéciale fixant les obligations des parties.

La Chambre de commerce de Bordeaux, en 1873, adressa une lettre officielle sur ce sujet au Ministre compétent. Cette lettre, dès les premiers mots, met l'accent sur les difficultés qui résultent de la carence législative : « Nous venons appeler votre attention sur un fait dont les conséquences se révèlent

(1) Voir Chaufton. *Op. cit.*, t. II, p. 5, le texte intégral du projet.

chaque jour, d'une manière fâcheuse pour les intérêts les plus sérieux, nous voulons parler de l'absence de stipulations légales concernant les assurances terrestres... la préservation est devenue un devoir social, il est certainement regrettable de ne pas trouver inscrits dans notre législation les bases parfaitement arrêtées de la convention à l'aide de laquelle on peut sauvegarder des intérêts aussi précieux... Devant les incertitudes de la jurisprudence, devant les terribles éventualités d'une position que la Loi n'a pas sauvegardée, quelle sécurité peuvent avoir les assurés ; quelles garanties ont les Compagnies elles-mêmes de n'être jamais tenues autrement qu'elles ne l'avaient prévu par convention ».

Cette demande éloquente ne reçut pas satisfaction. Alors que la plupart des pays étrangers votaient des lois générales sur le contrat d'assurance, on restait en France au stade des projets.

En 1902, le Ministre du Commerce avait nommé une commission extra-parlementaire pour étudier les dispositions législatives auxquelles pourrait être soumis le contrat d'assurance. Le rapporteur, le professeur Lyon-Caen, établit un projet adopté par la commission en 1904. Il fut déposé à plusieurs reprises à la Chambre des Députés, notamment en 1906 et en 1920 mais ne fut jamais discuté.

Enfin en 1925, un projet de loi relatif au contrat d'assurance fut présenté par M. Justin Godard, Ministre du Travail. Il avait été précédé par les études préparatoires d'une commission instituée en 1924 présidée par le Professeur Capitant. Les rapporteurs en furent MM. Joseph Hémard et César Ancey. Ce projet fut voté par les Chambres et devint la loi du 13 juillet 1930 sur le contrat d'assurance. L'évolution commencée en 1834 avait duré près de cent ans.

Le texte ne comprend aucune définition du contrat d'assu-

rance mais précise les dispositions importantes qu'il doit contenir. Il constitue la base législative de l'activité des sociétés d'assurances et l'élément le plus efficace de sauvegarde des assurés.

M. César Ancy déclare dans son ouvrage sur l'Assurance (1) : « que la tâche s'imposait au législateur de rendre obligatoires, sans que les conventions puissent s'en écarter :

1° Certaines conditions qui constituent l'essence même du contrat d'assurance ;

2° Certaines dispositions correspondant au minimum des garanties auxquelles tout assuré peut prétendre sans avoir à les discuter avec l'assureur. »

En certains cas le texte ne fit que codifier les usages existants. Dans l'ensemble il donna satisfaction et réussit à mettre fin aux incertitudes des usages comme aux variations de la jurisprudence. Il n'a pas toutefois imposé de règles trop impératives dans les détails. Le fait de ne pas avoir figé la doctrine et la jurisprudence dans une attitude définitive est certes une qualité de cette loi.

La plupart des articles ont été soumis aux dissertations des auteurs et comportent dix ans après leur vote une abondante jurisprudence.

La loi de 1930, après avoir posé les principes fondamentaux, a conservé à l'institution des Assurances toute sa souplesse.

Malgré cette base solide, l'Assurance française continue à subir une crise qui est avant tout d'ordre moral. Au point de vue économique, nous étudierons dans notre chapitre V les principales critiques formulées, qui ont toutes pour base le manque de dynamisme d'une industrie qui s'est stabilisée et

(1) César Ancy. *L'Assurance, sa technique, son mécanisme*, p. 267.

pour laquelle le rôle de la concurrence paraît s'être détourné de son champ d'activité désirable.

Nous verrons combien la mauvaise réputation et le manque de publicité dans le meilleur sens du mot, ont préparé la voie aux adversaires de la Corporation.

Nous trouverons encore dans le rapport qui précède le décret-loi du 14 juin 1938, les échos de ces difficultés. « La crise économique n'a pas épargné l'assurance française, elle a mis en relief les défauts et les faiblesses de son organisation actuelle..... des erreurs de gestion ont été commises dont les conséquences ont été accusées par les circonstances économiques..... Des mesures s'imposent..... elles s'inspirent toutes de la nécessité de préparer une organisation rationnelle des assurances en garantissant la prédominance de l'intérêt général sur les intérêts particuliers ».

C'est dans ces conditions que le Comité d'organisation de la profession créé par la loi du 16 août 1940 dut envisager la formation de la Corporation. Il s'est attaqué, dès sa création, à la solution des problèmes urgents : réassurance et extension des attributions de l'Etat en ce qui concerne l'assurance maritime et les assurances-accidents du travail (1).

Cette action, bien que limitée, était indispensable, mais cependant il semble que le problème n'ait pas été étudié dans son ensemble, avec toute l'ampleur que commandent les circonstances. Les principes généraux ont été laissés de côté

(1) Exposé de M. Guérard, Président du Comité d'Organisation Argus, 22 février 1942. Cet exposé contient une partie intéressante intitulée les Grandes Lignes de l'organisation définitive; mais la question primordiale à notre sens n'est pas traitée : il s'agit du principe de respect du domaine propre de chaque corporation que certains syndicalistes ont condensé dans la formule « l'assurance aux assureurs ». Voir exposé de M. Vallée, Président du Syndicat des Agents d'Assurances de Rennes sur « Les Mutuelles Agricoles ».

pour résoudre les détails qui présentaient un caractère d'urgence. Une partie des membres de la Corporation a été tenue à l'écart, la représentation des parties en cause n'a pas donné satisfaction, l'accord ne règne pas au sein de la corporation en formation.

Mais avant tout, le problème n'a pas été posé dans toute sa simplicité. Ce problème est celui de l'existence même de la corporation. Une corporation ne peut exister que si ses frontières sont nettement définies. Les menaces perpétuelles de l'Etatisme et celles nouvelles mais plus dangereuses des partisans de l'assurance service-annexe ne peuvent continuer à peser sur la profession. Une décision définitive s'impose. Il est préférable de choisir la suppression de la corporation, le néant, plutôt qu'une existence toujours remise en question, plutôt qu'une incertitude continuelle qui contribue à donner à la profession un esprit étroit et un rôle sans grandeur.

CHAPITRE III

L'ASSURANCE SERVICE-ANNEXE DE LA PROFESSION

SECTION I. — Les origines de l'Assurance professionnelle.

Nous avons étudié dans notre chapitre premier les origines de l'assurance dans le monde, et plus particulièrement en France.

Nous devons nous rappeler que pendant de longs siècles le rôle de l'association fut tout puissant. L'homme seul, dans les premiers temps de notre civilisation ne pouvait vivre. Pour faire face aux pillages, aux guerres perpétuelles, aux exigences fiscales de la féodalité, l'individu, privé de liberté, trouvait dans l'association le soutien indispensable. Très naturellement les membres d'une même profession se prêtaient une assistance fraternelle.

Nous avons vu que les origines de la Mutualité sont tellement lointaines, qu'on a pu soutenir que l'élément primitif n'était pas l'individu mais le groupe.

Toutes les premières formes d'assurance retrouvées par les érudits dans l'Antiquité sont en réalité des formes diverses de l'assistance ou du jeu. Il est certain qu'au point de vue moral, le fondement de l'Assurance apparaît plus élevé dans l'Assistance.

Les apôtres de l'assurance mutuelle rêvent d'instaurer cette charité fraternelle dont l'image est pleine de grandeur.

Nous ne reprendrons pas l'étude de l'histoire de la mutuelle professionnelle, qui nous conduit de la guilde primitive à la corporation de métier.

Nous rappellerons cependant que l'une des conséquences de la Révolution et plus exactement de la loi Le Chapelier fut l'impossibilité de groupements professionnels puisque l'article 2 de cette loi porte :

« Les citoyens d'un même état ou profession, les entrepreneurs, ceux qui ont boutique ouverte, les ouvriers et les compagnons d'un art quelconque, ne pourront, lorsqu'ils se trouvent ensemble, se nommer ni présidents, ni secrétaires, ni syndics, tenir des registres, prendre des arrêtés ou délibérations, former des règlements sur leurs prétendus intérêts communs. »

Jusqu'à la loi de 1884, qui autorisa la formation de groupements de membres d'une même profession en syndicat, la mutuelle professionnelle ne pouvait exister.

C'est précisément à cette époque, qu'apparaît en Allemagne, le système d'assurances par corporation pour garantir les accidents du travail. La loi sur les accidents du travail avait été votée, dans ce pays, alors que les assurances contre les accidents étaient très peu répandues. Il n'existait aucune statistique exacte et complète.

Il n'y avait aucune base sérieuse pour permettre aux actuaires de calculer scientifiquement le prix du risque et d'un risque considérable puisque toute l'industrie allemande était soumise sans transition au nouveau régime concernant les accidents du travail.

L'initiative prise par le législateur avait l'allure d'une révolution économique. Il était indispensable pour le gouvernement de réussir dès la première année.

D'autre part, en présence d'un risque inconnu, les compa-

gnies représentant l'assurance privée ne refusaient pas leur concours, mais devaient, pour des raisons de prudence financière bien compréhensibles, fixer des taux de prime très élevés, qui auraient pu être revisables par la suite.

Or l'une des conditions de la réussite immédiate qu'exigeaient les besoins politiques était de présenter une charge aussi faible que possible pour l'industrie, dès la première année.

Il fut donc résolu d'adopter un système de répartition des indemnités annuelles qui ne pouvait pas entraîner de déficit. Sachet nous décrit ainsi l'opération (1) : « A la fin de la première année on fait le compte des dépenses et on les répartit entre les assurés suivant une proportion qui peut être plus ou moins équitable mais qui est susceptible de corrections et qui, dans tous les cas, est sans influence sur le succès de l'assurance. »

Le législateur confia cette assurance à des associations de professionnels auxquelles il donna une grande autonomie tout en rendant l'assurance obligatoire. L'obligation est d'ailleurs le complément indispensable de l'assurance professionnelle.

En France, à la suite de la loi de 1898 sur les accidents du travail, un certain nombre de syndicats de garantie et de mutuelles professionnelles furent créés. Les grandes industries, de nombreux commerces, quelques professions libérales ont fondé des caisses d'assurances mutuelles, mais il nous semble que le type le plus pur d'assurance corporative reste la Mutualité Agricole, c'est aussi l'exemple le plus important en considération de la corporation à laquelle il s'applique et des résultats obtenus. Il nous servira de modèle pour l'étude de ce système.

(1) Sachet. *Op. cit.*, t. II, p. 175.

Les origines de la Mutualité Agricole remontent au début du XIX^e siècle, à la fondation en 1802, de la Société d'Assurances Réciproques de Toulouse qui s'adressait à une clientèle d'agriculteurs pour les garantir contre l'incendie, la grêle et la mortalité des animaux. D'autres mutuelles suivirent l'exemple, celle de Bergerac en 1804 et celle de Mont-de-Marsan en 1807. Mais le Conseil d'Etat s'étant prononcé sur la nécessité d'une autorisation pour que ces mutuelles puissent légalement fonctionner, l'élan fut brisé, et il faut attendre le Second Empire pour voir poser avec ampleur la question de l'assurance agricole.

Il convient de remarquer que les compagnies françaises s'étaient peu aventurées dans la garantie de ces risques qui menacent les cultivateurs à l'exception de l'incendie qui était, à cette époque, couvert par toutes les sociétés. Au contraire pour la garantie des dommages causés par la grêle, nous ne trouvons que deux grandes sociétés : l'Abeille et la Compagnie d'Assurances générales. Quant à la mortalité du bétail seules de petites mutuelles acceptaient de la garantir et les résultats étaient peu encourageants.

On a pu soutenir que la question de la mutualité professionnelle s'était posée en Agriculture, par suite de la carence des grandes sociétés.

Une grande partie de la Doctrine estimait que, seul, l'Etat pouvait organiser l'assurance agricole. L'essai en fut tenté par Napoléon III lui-même qui avait été séduit par les exposés de M. Dubroca, qui était d'ailleurs directeur d'une société d'assurances : Le Palladium.

Le 15 juin 1857 le *Moniteur* annonça que le Ministre de l'Agriculture avait soumis aux délibérations du Conseil d'Etat un projet de décret tendant à établir : Une Caisse Générale des Assurances Agricoles.

Le but de cette institution était d'indemniser les agriculteurs, moyennant une cotisation annuelle fixe et volontaire, des ravages causés par la grêle, la gelée, la mortalité du bétail et l'inondation. Le principe de l'obligation avait été abandonné pour faciliter l'opération.

Cependant le Conseil d'Etat, ébranlé par les arguments des défenseurs de l'industrie de l'assurance et notamment par les ouvrages de M. de Courcy (1) repoussa le projet dans sa séance solennelle du 27 décembre 1857 « parce que, dit-il, il a reconnu qu'un danger immense accompagnait toute immixtion officielle dans l'industrie des Assurances ».

Mais l'Empereur qui tenait à son idée ne s'inclina pas et autorisa la création d'une Caisse Générale des Assurances Agricoles par décret du 30 décembre 1858. Il avait même placé à la tête du Conseil d'administration, son cousin, le Prince Murat. Cette société présentait un caractère officiel. Une circulaire du Ministre de l'Instruction Publique autorisa les instituteurs à recueillir les adhésions.

Malgré tous les appuis et les efforts des agents de l'administration les résultats furent très médiocres, la Caisse d'assurances du bétail entra en liquidation à la fin de 1866, la caisse grêle, un an plus tard, et la caisse contre l'incendie termina une existence misérable au 31 décembre 1869.

En réalité l'essai était prématuré, d'autre part il n'y avait pas une volonté de réussir un plan d'ensemble d'une assurance corporative mais le but à atteindre était surtout de garantir les agriculteurs contre les risques dont la garantie était peu répandue : la grêle et la mortalité du bétail. L'effort de l'organisation de l'assurance professionnelle ne pouvait résulter que d'une reconnaissance officielle des groupements

(1) De Courcy. *Des Assurances Agricoles*.

corporatifs, ce fut l'effet de la Loi de 1884 sur les syndicats.

Cinq ans après la promulgation de la loi, d'après les documents produits par le Ministre du Commerce à l'Exposition d'Economie Sociale, les syndicats étaient au nombre de 2.385 dont 1.000 syndicats agricoles.

Les statuts, quoique très divers, avaient pour but l'étude et la défense des intérêts communs des agriculteurs et généralement : le crédit agricole et mutuel, le secours mutuel, le développement de l'agriculture par la propagande et enfin l'assurance mutuelle limitée à l'origine à la garantie de la grêle et de la mortalité du bétail.

La question de la légalité des opérations d'assurances faites par les syndicats agricoles fut posée dès le début de leur fonctionnement car les petites mutuelles qu'ils avaient créées ne se soumettaient pas à la réglementation du décret du 22 janvier 1868.

L'idée de l'assurance corporative naquit en agriculture d'un malentendu et d'une carence de la corporation de l'Assurance.

Le malentendu résultait d'une définition inexacte des assurances agricoles. On voulait grouper, dans ce chapitre, toutes les calamités qui frappent l'agriculture. Si nous reprenons l'exposé de M. Thomereau paru en 1894 dans le *Moniteur des assurances* (1) les fléaux sont les suivants : la sécheresse, l'humidité, l'inondation, la gelée, la mortalité des bestiaux, la grêle, et nous pourrions ajouter l'incendie. Seuls les trois derniers constituent un risque assurable puisque le danger est incertain, qu'il présente un caractère fortuit et accidentel et qu'il exerce inégalement ses ravages.

(1) A. Thomereau. Les Assurances Agricoles. *Moniteur*, du 15 mars 1894.

Les autres calamités sont du domaine de l'Assistance et comme tels appartiennent au domaine propre de la profession agricole.

La seconde raison qui entraîna la naissance du concept d'assurance corporative fut la carence des sociétés d'assurance. Seul le risque d'incendie était à cette époque correctement garanti. Mais il en va différemment pour les deux autres risques.

La mortalité du bétail n'avait jamais obtenu les faveurs des techniciens de l'assurance. Les grandes compagnies avaient prudemment laissé à l'écart ce risque important ; les dangers résultant des variations de nourriture, les possibilités de fraude, les mauvais traitements difficiles à réprimer, l'absence de service vétérinaire et les épidémies peuvent expliquer l'éloignement des sociétés capitalistes mais ne justifie pas la carence de la corporation dans un point de vue plus élevé.

Des excuses furent trouvées, la plus célèbre était l'opinion de M. Magne, Directeur de l'Ecole d'Alfort, qui, dans un mémoire présenté en 1877 à la Société Nationale d'Agriculture de France, déclarait impossible l'assurance des animaux de ferme. Il est à remarquer qu'en 1894, aucune compagnie à primes fixes n'acceptait la garantie de la mortalité du bétail ; seules quatorze mutuelles réparties sur tout le territoire se partageaient des résultats insignifiants. La valeur assurable étant évaluée à plus de sept milliards de francs l'assurance ne couvrait pas 39 millions, soit un demi pour cent du total.

Pour la grêle, les résultats bien que légèrement supérieurs étaient cependant très médiocres. Trois compagnies à primes fixes continuaient en 1894 à couvrir ce risque. Deux importantes sociétés, la Compagnie d'Assurances Générales et le Soleil avaient cessé leurs opérations. Il faut y ajouter dix-sept mutuelles réparties sur neuf départements.

En présence de ces résultats, il n'y a pas lieu de s'étonner que la pensée de confier l'assurance de ces risques soit à l'Etat, soit à la corporation agricole elle-même, soit venue à l'esprit d'un grand nombre. Nous trouvons le reflet de cette préoccupation dans l'abondance des dépôts de projets de lois soumis au législateur sur la question des assurances agricoles pendant les vingt années qui ont précédé la loi de 1900. En voici l'énumération succincte :

Proposition Vacher	29 juillet	1879
» Langlois	février	1882
» Quintaa	17 mai	1890
» de Cassagnac	janvier	1893
» Jonnart	mars	1893
» Rey	mai	1893
» Philippon	mai	1893
» Chollet		1894
» Rivet		1894
» Dagnaud		1894

Enfin la même année 1894 le ministre de l'agriculture M. Viger déposait un projet de loi, qu'il devait reprendre en le modifiant cinq ans plus tard. Ce projet fut alors adopté par les Chambres et devint la loi du 4 juillet 1900.

Pendant ces vingt années d'hésitations, on était à la recherche d'une formule satisfaisante ; la majorité se prononçait en faveur d'une caisse gérée et administrée par l'Etat. Comme le remarque M. Blanchoin, l'un des partisans déterminés de l'assurance corporative, « à chaque instant, dans cette discussion, on confond les procédés techniques d'assurance et ceux infiniment moins précis d'assistance » (1).

On a confondu et on confond encore le rôle de l'assurance

(1) Blanchoin. *Op. cit.*, p. 117.

et celui de l'assistance. La distinction ne fut jamais faite entre les risques assurables et ceux qui ne l'étaient pas. Dans la plupart des projets on trouve aucune détermination de la prime prix du risque, mais toujours des procédés budgétaires et des subventions pour financer les opérations de la caisse proposée.

Les Compagnies d'assurances, pour des raisons que nous donnerons dans notre chapitre V, parurent se désintéresser de la question importante. Leur seule action se bornait à s'opposer à la création d'un monopole d'Etat. La question de l'assurance professionnelle les laissait indifférentes. D'ailleurs la plupart des auteurs de proposition laissaient les risques accidents et incendie aux sociétés spécialisées. Au premier Congrès National des Syndicats Agricoles, à Lyon, en août 1894, M. de Rocquigny déclarait : « On a proposé aux syndicats agricoles d'organiser eux-mêmes l'assurance contre l'incendie à l'aide de la mutualité professionnelle. Cette entreprise paraît chimérique, le personnel nécessaire, la compétence spéciale leur font défaut. Les mutuelles syndicales ne sauraient entrer en lutte contre les compagnies et les anciennes mutuelles si fortement établies. Obligées d'adopter des tarifs très bas, recueillant surtout des risques dangereux, elles marcheraient à des catastrophes presque inévitables ».

La Corporation de l'Assurance ne s'émut pas du danger qui se précisait. En 1898, la Loi de finances, à la demande de M. Mélines, président du Conseil, Ministre de l'Agriculture, indiquait dans son article 80 que le « Ministre de l'Agriculture est autorisé à subventionner à l'aide des ressources inscrites au chapitre 38 du budget de son département, les sociétés d'assurances mutuelles contre la grêle et la mortalité du bétail ».

Cependant les discussions continuaient au sujet de l'appli-

cation de la loi de 1867. Deux ans plus tard, la loi de juillet 1900 donnait une existence légale aux petites mutuelles professionnelles agricoles. Cette loi, dont les répercussions furent si considérables, ne comporte qu'un article :

Article unique. — Les Sociétés ou Caisses d'assurances mutuelles agricoles qui sont gérées et administrées gratuitement, qui n'ont en vue et qui en fait ne réalisent aucun bénéfice, sont affranchies des formalités prescrites par la loi du 24 juillet 1867 et le décret du 22 janvier 1868 relatif aux sociétés d'assurances.

Elles pourront se constituer en se soumettant aux prescriptions de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels.

Les sociétés ou caisses d'assurances mutuelles agricoles ainsi créées seront exemptes de tous droits de timbre et d'enregistrement autres que le droit de timbre de dix centimes prévu par le paragraphe I de l'article 18 de la loi des 23 et 25 août 1871 ».

Le texte, à première lecture, paraît bien anodin. Il ne fait que consacrer l'interprétation de la loi de 1884 donnée par une circulaire de Waldeck-Rousseau prévoyant que l'activité des syndicats agricoles peut s'étendre à l'assurance contre la mortalité du bétail et, d'une façon plus large, contre les événements qui menacent la profession.

Quant au dernier paragraphe qui stipule l'exemption des droits de timbre et d'enregistrement, il est conforme aux demandes exprimées à plusieurs reprises pendant la période antérieure.

En 1894, M. Thomereau dans son article précédemment cité estime (1) : « qu'il conviendrait d'exonérer des droits de

(1) Thomereau. Les Assurances Agricoles. *Moniteur*, 1894, p. 107.

timbre et d'enregistrement tous les contrats d'assurances agricoles proprement dits ». Cette mesure fiscale, ajoutait-il, serait un encouragement puissant. En 1898 un député M. Mougeot, en 1899 M. Fernand David proposaient également d'affranchir les sociétés d'assurances mutuelles d'une fiscalité oppressive.

SECTION II. — La Mutualité Agricole.

A la suite de la loi de 1900, les petites mutuelles appelées jusqu'alors « mélinettes » puisqu'elles avaient vécu grâce à la protection du Ministre de l'Agriculture, vont se développer sans arrêt. Nous étudierons, dans la présente section, les résultats d'un essor remarquable qui s'est poursuivi pendant quarante ans.

Au début de cette étude, il est d'usage, pour les apôtres de la mutualité, de s'étonner d'un tel épanouissement qui est presque un triomphe pour leur cause. M. Blanchoin, dans son ouvrage que nous avons déjà cité, décrit ce succès qui lui paraît paradoxal, « car, dit-il, les petites locales paraissent toutes faibles, toutes nues, démunies d'argent et d'expérience en face d'une puissance considérable : les grandes compagnies. Lutte démesurée en apparence : David contre Goliath » (1). Ce lyrisme impressionnant pour le profane apparaît pour le professionnel bien éloigné de la réalité. La mutuelle locale est en effet patronnée dans la plupart des cas par les principaux propriétaires du village ; elle est l'objet de soutien politique ou confessionnel qui lui confère la prépondérance. Enfin la cause principale du succès est, à notre sens, dans le fait qu'il s'agit d'un service annexe d'une corpora-

(1) Blanchoin. *Op. cit.*, p. 131.

tion et de la corporation la plus puissante en France, celle de l'Agriculture. Toutes les autres raisons, invoquées, à tort, n'auraient jamais pu entraîner le développement que nous avons pu constater. On a insisté sur le fait que les Mutuelles sont gérées gratuitement et surtout qu'elles sont exonérées de tous droits de timbre et d'enregistrement; nous croyons que ces arguments sont d'une valeur insignifiante.

En ce qui concerne la gratuité de gestion, on peut admettre, bien que la vérification ne soit pas certaine, que sur le plan strictement local il n'y a pas de commissions, mais il faut reconnaître que la gestion est aussi coûteuse que dans les sociétés anonymes; les bureaux sont aussi bien entretenus que ceux des compagnies commerciales et le personnel, y compris le secrétaire et les inspecteurs, a sensiblement les mêmes traitements.

Quant à l'exonération fiscale, personne ne peut ignorer que les mutualistes, eux-mêmes, en demandent la suppression. M. Blanchoin (1) pense que les exonérations devraient progressivement disparaître ou du moins se voir apporter des limitations et il ajoute que ce sacrifice apporterait à la Mutualité l'immense avantage de la liberté.

Quand les compagnies et leurs agents réclament la suppression de cette exonération, elles semblent oublier, qu'après ce retour au droit commun, tous les risques annexes de la profession qui actuellement ne sont pas considérés comme agricoles pourraient être garantis par les mutuelles locales.

Il nous reste à examiner l'argument qui est le résumé ou plus exactement la conséquence des deux autres : la prime moins chère. On peut juger de sa valeur quand on sait que la question prix n'intervient nullement pour décider un

(1) Blanchoin. *Op. cit.*, p. 353.

client à s'assurer aux Mutuelles. Alors que pendant longtemps, les compagnies pratiquaient un tarif plus élevé, elles n'en conservaient pas moins toutes les faveurs des agriculteurs. Actuellement nous pouvons citer de nombreux cas, où les tarifs des mutuelles sont égaux ou même plus élevés que celui pratiqué par les compagnies et cependant l'assuré, dans un but de discipline corporative, s'adresse de préférence au syndicat local. Nous avons vu dans les périodes de majoration de primes, certains cultivateurs discuter et refuser les conditions d'une majoration alors qu'un vicaire de village ou un instituteur, secrétaires de mutuelles locales, faisaient accepter, sans objection, une augmentation uniforme pour tous les adhérents locaux réunis en assemblée.

L'unique cause qui donne à la mutuelle agricole, son caractère et ses résultats, vient du fait qu'elle est une mutuelle professionnelle à laquelle l'adhérent est lié accessoirement comme membre de la corporation.

Ce caractère corporatif apparaît dans le critérium donné par M. Caillaux, alors ministre des finances, à qui l'on demandait de préciser le domaine d'application de la loi de 1900 au point de vue fiscal : il faut que les opérations des mutuelles concernent « les personnes s'adonnant habituellement aux travaux des champs ».

Nous ne nous étendrons pas longuement sur l'extension des mutuelles agricoles après le vote de la loi de 1900. Les premières mutuelles connurent des difficultés considérables, elles portaient en elles le vice inhérent à leur nature : l'impossibilité d'application de la loi des grands nombres ; puisque celle-ci repose sur le principe de la division des risques et que dans la mutualité locale, la compensation ne se fait que sur un nombre restreint d'adhérents. De plus, il fallut constater l'absence complète de techniciens. La science de

l'assurance dont la complexité apparaît constamment, exige une formation que les apôtres de la mutualité n'avaient pas.

Il restait la possibilité de copier les tarifs et les procédés des grandes compagnies, mais l'application n'est pas aisée si on veut la faire dans de bonnes conditions.

Pendant cette première période, la technique fut sacrifiée à la solidarité, l'assurance laissa le champ libre à l'assistance, les subventions de l'Etat y apportaient une contribution importante.

Mais dès 1905, les dirigeants mutualistes se sont orientés vers le principe de la réassurance et de la fédération des petites mutuelles. Avec les années le procédé s'est perfectionné, dans certains cas les mutuelles locales ne conservent que 5 o/o des primes et le reste est assuré par la Mutuelle Régionale qui, elle-même, se réassure sur le plan national. Si la gratuité subsiste à l'échelon inférieur, encore que le secrétaire soit appointé, il en va différemment dans les degrés supérieurs de la hiérarchie. Les frais des Mutuelles Régionales sont très importants, leurs cadres et leurs techniciens sont souvent d'anciens membres de la Corporation de l'Assurance, l'autonomie de la gestion des caisses locales n'est plus défendue. Les méthodes commerciales ont succédé au dévouement des apôtres du début. La mystique mutualiste n'est plus que prétexte pour couvrir les pratiques des secrétaires rémunérés agissant avec un blanc-seing du Conseil d'administration comme un agent commercial de la Mutuelle Régionale.

On peut soutenir que la mutuelle agricole ne s'est sauvée qu'en perdant son âme. La réassurance a pu permettre l'établissement d'organisme technique. M. Blanchoin reconnaît que souvent « l'unité, l'entité de base c'est la Régionale...

la locale est quelque peu sacrifiée, elle n'a même pas des droits de mineurs, seulement d'interdit ».

Les résultats vinrent couronner de succès la nouvelle orientation : des milliers de caisses locales sont répandues dans toute la France. Une législation récente unifie le régime des Caisses Régionales n'en laissant subsister qu'une seule par Région.

La loi de 1922 qui a étendu la législation des accidents du travail à l'agriculture est venue fournir un aliment incomparable aux mutuelles agricoles. L'article 11 de cette loi prévoit, en effet, que les mutuelles sont admises à couvrir le nouveau risque. Un décret portant règlement d'administration publique, en date du 22 août 1923, donna des précisions sur le fonctionnement de l'assurance par les mutuelles agricoles, instituant un contrôle du ministère du travail sur ces opérations et prévoyant le versement d'un cautionnement et la constitution de réserves ordinaires et de réserves mathématiques.

Pour couvrir la mort et l'incapacité permanente les caisses mutuelles doivent demander à être habilitées au Ministère du Travail et le versement du cautionnement est une des conditions de cette habilitation. En ce qui concerne la constitution des réserves, des règles très strictes sont prévues pour le placement en valeurs mobilières et en immeubles. De même une comptabilité doit être faite spécialement pour la nouvelle branche.

L'extension des opérations des caisses mutuelles au risque incendie d'abord, puis au risque accidents du travail eut pour résultat de diminuer l'activité de ces organismes dans les deux branches pour lesquelles ils avaient été créés : l'assurance contre la grêle et contre la mortalité du bétail.

Trente ans après le vote de la loi de 1900 le nombre des

caisses pratiquant l'assurance-grêle n'était que de 421. Quant à celles qui ont pour objet la mortalité du bétail, leur nombre est allé sans cesse en décroissant.

L'observation de ce fait est très instructive, elle montre, tout d'abord que les caisses mutuelles trouvent plus facile le recrutement d'adhérents pour la branche incendie, avec laquelle les clients se sont familiarisés par cent ans de pratique dans les grandes sociétés.

D'autre part, si les meilleurs résultats donnés par les caisses mutuelles sont en assurance contre l'incendie, n'est-ce pas précisément parce que ce risque est le plus étudié techniquement par les professionnels de l'Assurance ?

Dès les premières années de la loi la lutte s'est engagée, pleine d'âpreté, entre les compagnies et leurs agents d'une part, et les mutuelles agricoles d'autre part.

M. Blanchoin voit dans ce combat l'un des épisodes les plus significatifs de la lutte menée par le Capitalisme contre l'esprit de mutualité et de coopération (1). Nous croyons qu'il s'agit plutôt du combat d'une corporation contre les éléments désagrégeants, dissolvants qui l'attaquent. Combat souvent inconscient, lutte en ordre dispersé car la question véritable n'était pas posée.

La première prise de contact eut lieu en 1901 sur la question de la durée de l'engagement, les attaquants faisaient ressortir que la loi de 1884 avait tenu à laisser toute liberté aux adhérents pour qu'ils puissent se retirer en tout temps. Ils en déduisaient que les assurés des caisses mutuelles pouvaient résilier leurs contrats chaque année, or le Ministre de l'Agriculture, dans sa réponse du 7 août 1901 admettait que « s'il n'est pas douteux que la faculté de retrait est possible

(1) Blanchoin. *Op. cit.*, p. 176.

pour les membres d'un syndicat, il ne saurait en être de même pour les membres d'une société d'assurances mutuelles basée sur la solidarité et dont les opérations ont pour principales garanties : la fixité et la durée des engagements contractés. Si les sociétaires pouvaient se retirer à tout moment, l'équilibre du budget de la société serait constamment rompu et les adhérents demeurés fidèles se trouveraient ainsi à la merci des dissidents ».

Nous n'insisterons pas sur le caractère spécieux de l'incident mais nous ne manquerons pas de faire remarquer que cette obligation de s'engager pour une longue durée n'a pas de rapport avec le caractère technique de l'assurance. Nous sommes habitués à voir de plus en plus la majorité de la clientèle se prononcer en faveur des contrats résiliables annuellement et les opérations des sociétés d'assurances ne s'en trouvent aucunement gênées. Nous pensons même que cette faculté peut avoir un effet moral salubre si le public n'abuse pas de son droit de résiliation.

En certains pays étrangers, en Angleterre notamment, tous les contrats sont résiliables annuellement, l'assuré n'a pas l'impression d'être tenu comme dans certains contrats français et cependant les polices ont une durée aussi longue. D'ailleurs, l'Assurance française commence à s'engager dans cette voie, puisqu'à la suite d'une disposition légale récente les contrats d'assurance garantissant la responsabilité civile des automobilistes doivent contenir la clause résolutoire annuelle. On peut estimer que la persistance de l'engagement de longue durée dans les mutuelles agricoles traduit la pensée des dirigeants mutualistes qui n'ont toujours eu qu'une confiance limitée dans l'attachement des assurés au principe anti-corporatif de l'assurance service-annexe.

La question de la gratuité de gestion fut aussi invoquée

comme moyen de lutte contre la mutualité agricole. Ce fut elle qui servit de base à l'accusation contre la Mutuelle d'Illiers dans le procès célèbre de 1932. Elle présente un intérêt très restreint puisqu'il ne s'agit que d'une question d'organisation intérieure, le secrétaire ne devant pas donner l'apparence d'un administrateur délégué et le Conseil d'administration devant conserver ses pouvoirs de gestion. Il est possible, avec un peu d'habileté, de maintenir les apparences exigées par la loi, tout en laissant en fait les pouvoirs les plus étendus au secrétaire appointé.

Mais le fondement de la plupart des procès, si nombreux, engagés contre les caisses d'assurances agricoles doit être recherché dans le statut fiscal de ces organismes. Certains se sont indignés de l'exonération, d'autres l'ont réclamée pour toutes les assurances agricoles aussi bien pour celles qui sont faites par les mutuelles que pour les polices des sociétés commerciales, enfin certains ont vu dans cette question le moyen de limiter l'action des mutuelles agricoles en interprétant d'une façon restrictive la notion de risques agricoles. Dans cette importante collection de jugements les deux parties ont tour à tour triomphé, suivant les cas d'espèce. Pour nous le résultat paraît très négligeable puisque partisans et défenseurs de la mutualité agricole ont préconisé, avec une logique irréfutable, le sacrifice de cette exonération pour acquérir une liberté plus grande comme service-annexe de la grande corporation de l'Agriculture.

Pour montrer l'inanité de tous ces procès de tendance, nous reprendrons volontiers la thèse de M. Blanchoin (1) : Tant que le seul argument des mutualistes sera l'économie

(1) Blanchoin. *Op. cit.*, p. 350.

faite sur le coût des polices, il n'y aura pas de mutualité agricole.

« Le syndicalisme, la coopération, la mutualité, c'est autre chose qu'une « question de sous ». Le syndicalisme instrument de lutte et de progrès social, la coopération et la mutualité instruments positifs d'édification, se résolvent en définitive en une mystique, en un élan — élan vital — vers une conception différente du système économique et de l'équilibre social.

Nous abordons le fond du débat. Ces considérations montrent l'attitude mesquine des grandes sociétés et l'erreur fondamentale d'une action qui, malgré une énergie soutenue pendant quarante ans, a toujours échoué puisque le problème n'est pas résolu.

Le problème ne pouvait être résolu puisqu'il n'était pas posé dans une grande simplicité.

Nous concevons aisément que le paysan ait besoin d'enthousiasme, que le conférencier du syndicat doit tenir des propos séduisants, mais les questions purement agricoles n'auraient-elles pas le don d'enthousiasmer un auditoire et la science si souvent aride des assurances présente-t-elle donc une séduction irrésistible pour entraîner l'adhésion spontanée du public, le don de soi que tout propagandiste cherche à obtenir?

Nous pensons que la corporation agricole doit être la plus importante dans un pays comme la France mais l'esprit corporatif des paysans, le zèle si ardent des apôtres n'ont que faire du stimulant de l'assurance mutuelle. L'édification de l'individu doit être trouvée dans un attachement plus grand à son rôle, la mission de l'agriculteur est suffisamment noble pour éviter de lui adjoindre celle d'assureur. Si les défenseurs du syndicalisme agricole ont conscience de la nécessité d'une organisation économique par corporation, ils sauront limiter

leur action et favoriser le développement des autres corporations qui, bien que d'une importance moindre, ont cependant le désir de satisfaire les besoins sociaux et économiques de la nation.

SECTION III. — La Mutualité agricole. Les résultats.

L'examen critique de la Mutualité agricole nous montre tout d'abord les résultats remarquables obtenus. Les statistiques sont malheureusement très rares. Nous sommes obligés de prendre une évaluation déjà ancienne, celle établie par M. Blanchoin à la fin de l'année 1933.

Statistique des Caisses Nationales et Centrales d'Assurances Mutuelles agricoles au 31 décembre 1933.

1° *Risque Accidents.*

Nombre de caisses régionales	53
» » locales	14.000
Salaires assurés Fr.	2.600.000.000
Cotisations encaissées pour les accidents du travail Fr.	45.000.000
Cotisations encaissées pour le droit commun Fr.	30.000.000

2° *Risque Incendie.*

Nombre de caisses régionales	64
» » locales	17.757
Capitaux assurés Fr.	40.695.229.379
Cotisations encaissées Fr.	40.024.684

3° Risque Grêle.

Nombre de caisses régionales	29
» » locales	1.200
Capitaux assurés Fr.	250.000.000

4° Risque Mortalité du Bétail.

Nombre de caisses régionales.	58
» » locales	2.884
» d'animaux assurés	191.633
Capitaux assurés Fr.	473.195.658
Cotisations encaissées Fr.	2.551.658

Depuis les chiffres n'ont fait que progresser et cependant les partisans sincères de l'assurance mutuelle agricole ne sont pas satisfaits. Tous ceux qu'une passion partisane n'aveugle pas, ont senti que la mutualité avec son cadre de dévouement admirable — le zèle de ses propagandistes — l'ardeur de ses pionniers de la première heure — cédait peu à peu la place à une technique plus sûre — qu'en un mot on faisait de l'assurance et non plus de l'assurance mutualiste.

Récemment, depuis juillet 1941, les sociétés mutuelles agricoles sont représentées au sein du Comité d'Organisation de l'Assurance. A la base de la création d'une corporation, il ne convient pas de rester sur des équivoques. Cette acceptation par la mutualité agricole d'une place dans la Corporation de l'Assurance constitue une duperie dont les effets peuvent devenir néfastes. Il faut que les mutuelles professionnelles appartiennent à la corporation qui les a fait naître ; la mutualité agricole ne peut avoir une existence hybride et être rattachée suivant les besoins soit à la corporation agricole soit à

celle de l'Assurance. La même conclusion s'impose pour toutes les mutuelles professionnelles.

Malgré l'éloquence des chiffres tels qu'il résulte des statistiques que nous avons examinées précédemment, nous pouvons considérer que la mutuelle agricole en tant que service annexe d'une corporation a échoué. On constate actuellement :

1° qu'à tous les échelons de l'organisation mutualiste, chacun est rémunéré, sauf le Conseil d'administration qui, dans la caisse locale tout au moins, n'est utilisé que dans un but de propagande et dont la responsabilité est dans tous les cas insignifiante.

Cette rémunération est d'ailleurs absolument juste. Le désintéressement est trop rare pour que les caisses mutuelles puissent abandonner leur développement à des individus n'ayant aucun intérêt personnel à leur prospérité.

2° que pour réussir les mutuelles agricoles ont été obligées d'emprunter les procédés commerciaux des compagnies d'assurances. Ce n'est pas le résultat d'une évolution qui a endormi le zèle des pionniers ni une lassitude des dirigeants qui les a fait glisser vers un conformisme plus efficace.

Si les assurés ont l'impression de s'adresser aux caisses locales comme ils s'adresseraient à une agence de société commerciale c'est que le besoin de vivre a dirigé inconsciemment l'assurance mutuelle vers la seule voie de salut qui existe. Elle n'a pu violer les lois naturelles et il lui a fallu se résoudre à adopter les méthodes qui, seules, pouvaient lui permettre de réussir. Elle a abandonné les préoccupations idéologiques pour chercher dans la technique la satisfaction des besoins de la clientèle ;

3° que les mutuelles agricoles n'ont vraiment obtenu un succès appréciable que dans les branches, pratiquées de longue date par les sociétés commerciales ou pour lesquelles la

statistique avait été calculée, par la Corporation de l'Assurance, d'une façon scientifique.

Si nous reprenons les statistiques, nous voyons qu'en 1933 le risque d'incendie était assuré par 17.757 caisses locales et le risque accidents par 14.000 alors que la garantie de la grêle n'intéressait que 1.200 caisses locales et celle de la mortalité du bétail 2.884. Pourtant en 1900 seuls ces deux derniers risques étaient couverts par les petites mutuelles. Il y a eu progression en assurance-incendie et accidents et régression en assurance-grêle et mortalité du bétail.

Si nous examinons le cas de cette dernière branche, nous voyons que pendant longtemps les grandes sociétés ont délaissé ce risque et que pendant la même période les résultats de la branche pratiquée par la mutuelle agricole étaient peu encourageants, les procédés étaient très empiriques et se rapportaient plutôt à l'Assistance qu'à l'Assurance. Seules quelques petites sociétés à forme mutuelle s'y intéressaient, elles étaient au nombre de 19 en 1913. Vingt ans plus tard, quand les grandes compagnies ont commencé à rechercher le risque mortalité des animaux, elles ont apporté leurs méthodes d'organisation et de technique. Les chiffres des capitaux assurés ont passé de 158 millions de francs à un milliard 400 millions. Cet exemple montre mieux qu'un commentaire que l'assurance est une science trop complexe pour être abordée avec des moyens empiriques.

4° On ne trouve dans les contrats des caisses mutuelles aucune trace de dynamisme réel, aucune innovation qui mérite d'être signalée. Les conditions générales et particulières sont pour la plupart les copies des polices des grandes compagnies.

Mieux que par tous les procès sans cesse renouvelés, la Corporation de l'Assurance a été défendue par la technique.

Les attendus d'un jugement très favorable à la cause de l'Assurance Privée ne seraient d'aucun secours pour soutenir notre point de vue sans les exigences de la technique auxquelles ont dû se plier les mutuelles locales qui voulaient, avec une belle audace, renouveler l'assurance en la faisant devenir un service annexe de la corporation.

L'échec de cette tentative a seul pu sauver la Corporation de l'Assurance du sort définitif qui lui était réservé.

SECTION IV. — La Législation.

Les difficultés techniques.

L'exemple de la Mutualité Agricole nous a servi à étudier, dans les détails, les principes de l'assurance corporative, mais nous ne devons pas oublier que ce principe, s'il est admis dans un cas, a une vocation à l'universalisme.

Il n'y a aucune raison valable de penser que l'assurance ne sera un service-annexe que dans quelques professions nettement déterminées.

En l'espèce le législateur a pris position dans le décret du 30 décembre 1938 quand il a défini les sociétés mutuelles par opposition aux sociétés à forme mutuelle. Dans le rapport au Président de la République qui précède ce décret, le législateur paraît conserver toutes ses illusions quant aux caractères de la mutualité.

Il est dit en effet : « Les sociétés mutuelles d'assurance (par opposition aux sociétés à forme mutuelle) pourront se constituer dans des conditions analogues à celles que prévoyait le décret du 8 mars 1922. Mais elles doivent appliquer les principes de la véritable mutualité, en s'interdisant d'attribuer aucune rémunération à leurs gérants et administrateurs et de

rémunérer aucun intermédiaire pour l'acquisition des contrats ; leurs frais de gestion seront limités au minimum indispensable pour assurer leur fonctionnement ; elles doivent avoir une circonscription territoriale limitée et un *caractère professionnel défini* ».

Nous retrouvons dans ces quelques lignes tous les arguments idéologiques des défenseurs de l'assurance corporative, tous les principes que la mutualité agricole a dû abandonner pour réussir.

Tout d'abord la notion de corporation est spécifiée puisque ces mutuelles ont un caractère professionnel défini, en outre la loi des grands nombres est abandonnée puisque la circonscription territoriale est limitée. Enfin toutes les idées de gratuité de gestion, de prescription des intermédiaires sont respectées. Mais nous avons vu comment à l'usage, il a fallu s'incliner devant les lois immuables de l'Economie politique.

Il faut reconnaître qu'au cas où ces sociétés mutuelles auraient pu réussir dans l'esprit de la définition que nous venons de reprendre, nous ne voyons pas l'utilité pour le Législateur de s'occuper des sociétés à forme mutuelle ou des sociétés anonymes. Pourquoi ne pas les supprimer sans détours puisqu'elles devraient disparaître rapidement devant les avantages de gratuité et d'entraide corporative présentés par les mutuelles professionnelles.

Quoiqu'il en soit, sans se soucier des conséquences le Décret-Loi du 30 décembre 1938 traite des sociétés mutuelles dans son titre III et dans son titre V des syndicats de garantie. Il prévoit des mesures de sécurité financière et des règlements de protection pour les adhérents.

Nous envisagerons quelques-unes des difficultés techniques auxquelles se heurtent les mutuelles corporatives. Nous étu-

dierons plus spécialement les questions de tarification, d'obligation et de sinistre.

La tarification est certainement la partie la plus délicate de l'Assurance. Il convient pour que l'assurance ne présente aucun aléa, pour qu'elle ne soit pas un simple pari, pour donner une garantie à l'assuré comme à l'assureur de déterminer le *prix du risqué*.

Les statistiques sont à cet égard d'une nécessité absolue et si actuellement, comme nous le verrons dans un prochain chapitre, elles laissent beaucoup à désirer, on peut s'imaginer aisément combien des profanes membres d'une autre corporation auront de plus grandes difficultés à surmonter pour calculer une prime.

On a reproché aux compagnies de faire payer par les bons risques les dommages des mauvais, en entendant par ces mots envisager des risques de classes différentes. On a soutenu, par exemple, que le risque agricole payait pour certains risques industriels. Cette affirmation n'est peut-être pas dénuée de tout fondement et nous étudierons une proposition qui devrait permettre plus de justice dans la détermination du prix du risque : l'Institution du taux d'Etat telle qu'elle existe aux Etats-Unis.

Si on envisage dans le détail le travail de tarification de l'Assemblée plénière des Compagnies d'assurance-incendie, il apparaît que les mutuelles se contentent actuellement de reprendre un tarif qui a reçu la consécration du temps. Mais l'histoire nous enseigne la continuité de l'évolution et il n'est pas exagéré de penser que si ce travail complexe de mise à jour des tarifs devait être abandonné, les tarifs actuellement en vigueur paraîtraient rapidement d'une application difficile pour des circonstances nouvelles.

L'Obligation est la conséquence naturelle de toute organi-

sation mutuelle corporative. On conçoit difficilement une corporation ayant un service-annexe de l'assurance et laissant à ses membres la faculté d'y adhérer ou non, d'autant plus que la suppression de tout intermédiaire entraînerait une absence progressive d'éducation du public qui aurait pour résultat une indifférence générale des assurés.

Il faut en effet se rappeler que la prévoyance n'a gagné les esprits que par l'effort d'une propagande intensive et quotidienne, que chaque jour dans toutes les villes et dans tous les villages, les agents d'assurances vont de famille en famille, s'efforçant de convaincre et d'amener aux bienfaits de l'assurance toutes les classes de la Nation.

Ces discussions, ces visites si souvent répétées obligent chaque individu à examiner la question et à résoudre les problèmes qu'elle pose. Consciemment ou inconsciemment les esprits se forment à la pratique de la prévoyance. La seule possibilité d'éviter cette présence des intermédiaires est l'obligation, mais le principe paraît néfaste au point de vue moral comme au point de vue intellectuel.

Au point de vue intellectuel, il entraîne une paresse d'esprit, l'homme n'a plus à réfléchir sur les bienfaits de la prévoyance, les dirigeants corporatifs ont pensé pour lui. La liberté d'esprit est inutile, il suffit de se conformer aux décisions supérieures de la collectivité professionnelle mais comme cette collectivité ne pense pas, tout repose sur l'intelligence d'un seul ou de quelques-uns.

Au point de vue moral, l'assurance obligatoire est loin d'avoir la vertu éducatrice de l'assurance volontaire. La morale est exclusive de toute contrainte. L'acte de prévoyance n'a de valeur au point de vue moral que lorsqu'il est accompli en pleine indépendance, dans la liberté d'esprit et de con-

science qu'a l'individu connaissant ses responsabilités et ses devoirs d'homme.

Le règlement des sinistres est toujours précédé par la détermination des dommages qui est un débat contradictoire. C'est que la prestation éventuelle de l'assureur n'est pas établie à l'avance, sauf en assurance sur la vie. L'assurance ne doit pas être une cause de bénéfice. L'article 28 de la loi du 13 juillet 1930 sur le contrat d'assurance stipule : « L'assurance relative aux biens est un contrat d'indemnité ; l'indemnité due par l'assureur à l'assuré ne peut pas dépasser le montant de la valeur de la chose assurée au moment du sinistre ».

Dans la pratique, chaque partie prend un expert et ceux-ci nomment quelquefois un arbitre en cas de désaccord. Dans la plupart des cas il intervient une transaction mais il arrive cependant que l'affaire soit portée devant les tribunaux en cas de litige trop important. Comment les difficultés seront-elles alors résolues ? Comment l'exécution d'un contrat pourra-t-elle être poursuivie si l'assuré est adhérent obligatoire de la seule mutuelle professionnelle de la Corporation à laquelle il appartient ? Il devra citer devant les tribunaux sa corporation ou tout au moins le service annexe qui est chargé des assurances. La Corporation y perdra une partie de son autorité sur ses membres et ceux-ci mécontents d'une mauvaise transaction ne pourront juger avec sérénité l'organisation économique dont ils sont victimes.

Dans un ordre corporatif, l'intérêt du paysan peut être aussi celui du fabricant de machines agricoles comme celui de l'assureur. Rien ne doit s'opposer à l'harmonie des intérêts en présence mais à condition que chaque corporation soit suffisamment déterminée, et que ses dirigeants aient la volonté

de respecter les frontières qui la relie aux autres corporations.

Le système de l'intégration doit être proscrit de l'organisation corporative. La décision du législateur qui doit intervenir doit être générale, elle doit concerner aussi bien l'assurance que les autres branches de l'activité humaine, et dans l'assurance toutes les mutuelles professionnelles doivent disparaître à la suite de la même loi. Il est en effet surprenant de constater que les membres des Conseils d'Administration des grandes compagnies qui luttèrent contre les mutuelles agricoles n'ont jamais protesté contre l'existence de mutuelles professionnelles telles que la Société Mutuelle d'assurances des Maîtres de Forges ou la Mutuelle des Industries du Textile et bien d'autres mutuelles que nous ne pouvons énumérer. Il est même permis de penser que les mêmes administrateurs de compagnies d'assurances en tant qu'administrateurs de ces autres sociétés ont favorisé la naissance de ces mutuelles corporatives.

Pour les théoriciens de l'assurance corporative il s'agit de trouver l'équilibre entre l'individu et l'Etat. La protection de l'individu contre tous les périls est l'un des objets de la Corporation. Nous sommes donc en complet accord avec eux quand nous disons que la corporation a un rôle d'assistance à jouer pour défendre ses membres, mais nous voulons éviter la confusion que, dans leur ardeur, ces partisans font entre l'assurance et l'assistance. Si la corporation agricole doit intervenir pour que ses membres puissent acheter des machines agricoles solides et d'un prix abordable, il ne s'ensuit pas que cette corporation soit autorisée à faire elle-même la construction de ces machines.

Si les nouvelles corporations doivent être dans la tradition de celles qui, au temps d'Etienne Marcel, créèrent la commune

et devinrent un instrument de libération pour le peuple, il ne faut pas oublier l'évolution de l'Economie depuis le XIII^e siècle.

L'industrie de l'Assurance dégagée si péniblement de l'assistance et du jeu doit conserver sa vie propre.

Le système scientifique de l'assurance qui a fait de la prime, le prix du risque doit être maintenu.

L'institution d'un ordre corporatif n'exige pas un recul au stade dépassé des confréries qui existaient au Moyen Age, et qui contribuaient à la réparation par l'association.

La conclusion des partisans de l'assurance service annexe est suffisamment explicite pour ne laisser aucun doute à cet égard, sur leur opinion à ce sujet :

« L'assurance corporative de demain sera tout naturellement l'héritière de l'assistance corporative des temps où la mutualité était charité fraternelle » (1).

L'étude de l'histoire comme l'examen des expériences contemporaines peuvent nous permettre d'affirmer que l'assurance mutuelle et professionnelle telle qu'elle serait pratiquée dans un système corporatif intégral, après la suppression totale des compagnies commerciales entraînerait rapidement l'abandon de la technique.

Ce serait en quelques années, le retour à un système d'assistance, à une institution de secours mutuel.

(1) Blanchoin. *Op. cit.*, p. 430.

CHAPITRE IV

LE DYNAMISME PASSÉ DE L'ASSURANCE

Dans le dernier tiers du XIX^e siècle, l'Assurance a atteint dans tous les pays et spécialement en France, un développement considérable. L'extension de son domaine l'entraîne à garantir tous les risques qui peuvent atteindre l'homme.

Sans cesse, les perfectionnements s'accroissent, et chaque année voit apparaître une forme nouvelle d'assurance correspondant à un besoin nouveau ou améliorer une forme ancienne pour la satisfaction de l'assuré. Pour garantir les accidents de nouveaux contrats d'assurance sont créés, ainsi que de nouvelles compagnies ; en assurance-incendie et en assurance-vie, le développement se fait en profondeur, la garantie s'étend aussi à des risques considérés comme inassurables tel que l'explosion pour les assurances de choses ou le suicide ou le risque de guerre pour les assurances de personne.

Dans chaque branche, le dynamisme, suivant la formule consacrée en Economie, se manifeste par l'exécution de nouvelles combinaisons. Ce dynamisme est dû aux efforts des Compagnies et de leurs agents ainsi qu'aux mérites d'une littérature professionnelle florissante.

Parallèlement, le perfectionnement de la technique s'opère dans toutes les branches. Les affaires qui avaient pu paraître aléatoires jusqu'alors deviennent scientifiques grâce à une statistique éprouvée et présentent une sécurité aussi favorable pour l'assuré que pour l'assureur.

Le rôle social et économique de l'Assurance gagne en importance et le vote à la fin du siècle de la Loi sur les accidents du travail marque la consécration de toute une série d'efforts réalisés par la Corporation.

Au cours de trois sections différentes, nous examinerons les différentes branches accidents, incendie et vie et une dernière section nous permettra d'étudier les influences sensibles de la littérature professionnelle dans un domaine qui s'accroît progressivement.

SECTION I. — Le Dynamisme en Assurance-Accidents.

L'assurance contre les accidents est historiquement la moins ancienne; son développement n'a commencé qu'après la guerre de 1870. Elle existait cependant antérieurement et concentrait toute son activité dans la catégorie des assurances contre les accidents des chevaux et voitures. La première compagnie qui ait garanti ce risque en France, fut l'Automédon fondée en 1825.

La police de l'Automédon fut la première formule d'une combinaison qui devait prendre une extension considérable avec le développement de la circulation et plus particulièrement avec la diffusion de l'automobile.

Nous pourrions juger du dynamisme créateur de la Corporation dans l'exécution de cette nouvelle combinaison quand nous remarquerons que la validité même de l'assurance contre les accidents causés aux tiers était, à cette époque, très contestée.

La question fut soulevée en 1844 à la suite d'un accident survenu dans les circonstances suivantes :

Un assuré avait confié à l'un de ses préposés deux voitures, l'une attelée, l'autre attachée à la première; un passant fut

renversé par la seconde voiture et succomba des suites de la blessure. L'assuré réclamait à la Compagnie le remboursement de l'indemnité qu'il avait dû payer à la famille de la victime. La Compagnie opposa une fin de non-recevoir prétextant que l'accident n'était pas garanti aux termes de la police puisque la voiture n'était ni conduite ni attelée et que seuls ces deux derniers cas étaient prévus dans le contrat.

Le Tribunal de Commerce de la Seine qui avait à juger l'affaire porta son examen sur la validité du contrat d'assurance et le déclara nul par un jugement du 21 août 1844 avec les motifs suivants :

« Attendu qu'il s'agit d'une assurance contractée pour garantir l'assuré du préjudice à éprouver par suite des accidents qu'il peut occasionner;

« Qu'aux termes de l'article 1131 du Code civil l'obligation sur une cause illicite ne peut avoir aucun effet;

« Qu'aux termes de l'article 1113 du même Code, la cause est illicite quand elle est contraire aux bonnes mœurs et à l'ordre public;

« Attendu que s'il peut être permis de faire assurer les accidents qui peuvent arriver aux assurés, il est contraire à l'ordre public d'admettre une assurance pour les quasi-délits qui peuvent être commis par l'assuré ou par ceux qu'il emploie;

« Qu'il en résulte une excitation à l'incurie et que le Tribunal ne saurait sanctionner un contrat de cette nature. »

La Compagnie l'Automédon n'hésita pas à interjeter appel de cette décision qui aurait pu rendre impossible l'assurance directe contre les accidents causés aux tiers.

Pour se présenter en appel avec toutes les chances de succès elle demanda une consultation écrite à quelques-uns des jurisconsultes les plus réputés de l'époque. Ceux-ci rédigèrent un

mémoire dans lequel après avoir mentionné l'intérêt moral et social de l'assurance-accidents qui donne aux victimes la certitude d'être indemnisées sans retard, ils étudièrent le point de vue juridique de la validité du contrat. Trouvant un argument d'analogie dans l'article 353 du Code de Commerce qui autorise en assurance maritime l'armateur à se garantir par convention spéciale du fait de la baraterie de patron et faisant valoir que le Code de Commerce n'avait pas étudié les assurances terrestres, les auteurs du mémoire concluent à la validité d'un contrat garantissant les conséquences pécuniaires des quasi-délits.

L'argument principal à combattre était celui concernant l'ordre public qui ne peut admettre des assurances pouvant provoquer les assurés à commettre des délits et des quasi-délits. Aussi, n'est-il pas étonnant de voir les Compagnies, pour donner un caractère moral à leurs opérations, utiliser des procédés qui paraîtront actuellement difficiles à concevoir.

C'est ainsi par exemple, qu'en cas d'accidents causés aux tiers, le cocher ou le charretier était obligé de payer à titre de pénalité une somme de 5 à 20 francs suivant l'accident.

Enfin la garantie était limitée à un chiffre volontairement peu élevé pour faire craindre à l'assuré de supporter personnellement l'excédent.

La deuxième Chambre de la Cour de Paris a infirmé le jugement précité par un arrêt du 1^{er} juillet 1845 (1) considérant :

« Que les assurances ne peuvent être prohibées sur le fondement qu'en certains cas elles pourraient provoquer les assurés à commettre des délits ou des quasi-délits ;

« Que d'autre part la sûreté publique trouve une garantie suffisante, dans les dispositions du Code pénal dont l'appli-

(1) Dalloz. *Recueil périodique*, 1845, 2^e partie, p. 126.

cation ne cesse d'avoir lieu indépendamment de tout contrat d'assurance. »

L'assurance contre les accidents causés aux tiers était ainsi reconnue officiellement valable. La garantie devait s'améliorer par une progression lente mais tenace. A l'origine les clauses restrictives étaient nombreuses et l'assuré était souvent obligé de payer les sinistres par suite de sévérité excessive des conditions générales. Ainsi que nous l'avons vu, dans le cas de l'Automédon précédemment cité, la garantie n'avait lieu qu'au cas où la voiture était attelée et conduite. La garantie ne s'appliquait pas, quand, pour un motif quelconque, les chevaux ne sont pas conduits par l'assuré ou ses préposés. Si, par exemple, un cocher abandonne son cheval attelé ou non, soit par négligence, soit même pour les besoins de son service, et que le cheval, partant tout seul, cause un accident, la Compagnie n'était pas responsable.

Un grand nombre de jugements condamnèrent l'assuré à payer s'appuyant sur le fait que le cocher n'était plus occupé à conduire le cheval et que l'attelage devait être considéré comme abandonné parce que le conducteur était entré dans un café.

En matière d'accidents de voiture, c'est, disait-on, la conduite qui crée la responsabilité et l'assureur garantit les conséquences de la responsabilité civile qui peut être mise en cause, à raison de ces accidents.

Les restrictions concernaient également le cas où la voiture était conduite par une femme ; bien qu'aucune loi n'interdisait aux femmes de conduire une voiture, l'article 16 des conditions générales excluait de la garantie les voitures conduites par les femmes.

Étaient aussi exclus les accidents causés aux personnes transportées ou ceux résultant de la chute d'objet ou du ver-

sement de la voiture. Enfin les polices stipulaient que l'assureur ne garantit pas les accidents résultant d'infractions.

Le Tribunal civil de la Seine dans un jugement du 4 novembre 1893 a déclaré parfaitement licite la clause d'une police d'assurance contre les chevaux et voitures stipulant que la garantie n'est pas due pour les accidents provenant d'infractions aux lois et règlements de police.

L'amélioration de ces clauses et la suppression de la plupart des restrictions furent l'objet de tous les perfectionnements, de même qu'une action parallèle aboutissait à la création d'une statistique en matière d'accidents.

En 1879 le total des primes encaissées en assurance-accidents pour toutes les catégories de cette branche était de l'ordre de 700.000 francs de primes. En vingt ans l'extension est considérable puisqu'en 1899 les primes encaissées s'élèvent au total à 39.891.073 fr. 37.

Les nouvelles compagnies qui se sont fondées pendant cette période cherchent à garantir tous les accidents qui peuvent survenir. Après avoir commencé par la responsabilité des accidents causés par les chevaux et voitures et le bris des glaces, les sociétés garantirent l'assurance individuelle des voyageurs contre les accidents de chemin de fer. Cet essai fut d'une durée éphémère par suite de l'amélioration de la circulation ferroviaire. Nous voyons enfin apparaître l'assurance collective pour garantir les ouvriers et l'assurance contre le vol qui fut longtemps considérée comme impossible.

En 1884, à l'époque où Chaufton écrivit son célèbre *Traité sur l'Assurance*, il constate que l'assurance contre les accidents est encore dans l'enfance (1). Elle est cependant animée par un dynamisme incontestable dont les résultats seront chaque année plus appréciables jusqu'à la fin du siècle.

(1) Chaufton, t. II, p. 313.

Nous voyons apparaître de nouvelles garanties pour couvrir la responsabilité des chasseurs, des notaires, des médecins, des cyclistes, des instituteurs, des propriétaires d'immeubles. Sans nous arrêter aux détails concernant la naissance de toutes ces garanties nouvelles nous pensons que, d'un point de vue général, il faut retenir le résultat du dynamisme dont furent animés les représentants de l'Assurance à la fin du xix^e siècle. Ce résultat fut l'élaboration patiente de la notion de risque qui vient se développer à côté de la notion traditionnelle de faute.

Peu à peu l'évolution consacra les conceptions de risque professionnel et celles de risque social.

Nous étudierons le risque professionnel dans la section suivante concernant les accidents du travail.

Le développement de l'assurance de responsabilité permit la conception d'un risque social. Nous avons vu qu'à l'origine la police garantissant les accidents causés aux tiers par les chevaux et voitures cherchait timidement sa voie en s'entourant de toutes les exclusions que nous avons mentionnées. A l'époque le principe était de laisser au responsable d'une infraction les conséquences pénales et civiles de ses actes ; la question de l'indemnisation du blessé n'était même pas discutée.

Comment quelques années plus tard l'état d'esprit avait-il pu changer ? puisque la question importante était devenue celle de la protection de la victime, pour lui faire obtenir avec certitude la réparation civile à laquelle elle a droit.

L'examen de ce chemin parcouru nous montre toute l'influence de l'Assurance au point de vue social, car s'il est bon que toute infraction, toute faute soit punie, il est non moins équitable que le blessé ne soit pas victime une seconde fois en ne pouvant recevoir la réparation du préjudice subi.

Il s'agit d'abord de réparer les conséquences de l'accident et c'est le rôle de l'Assurance. La punition de la faute n'en sera pas moins sévère et les tribunaux conservent tout leur pouvoir d'appréciation pour appliquer la pénalité qui convient. Grâce à l'Assurance le point de vue social se dégage de la conception individualiste de la société.

SECTION II. — La création du risque professionnel.

Le rôle social de l'Assurance et son dynamisme apparaissent peut-être avec plus d'éclat dans la création du risque professionnel, qui, en transformant la législation, permet l'amélioration du sort de l'ouvrier. Grâce à cette révolution juridique le respect de la personnalité humaine devint une réalité. Théoriquement avant la loi de 1898, l'ouvrier blessé au cours de son travail était réduit à la misère et ne pouvait compter que sur la charité pour terminer une vie difficile. Pratiquement, grâce à la diffusion des assurances collectives, la notion de risque professionnel apparut et se répandit en France, depuis la fin du Second Empire.

D'après les articles 1382 et suivants du Code civil l'idée de faute était à la base de toute responsabilité. Un ouvrier blessé au cours de son travail, devait donc prouver une faute de son patron car en l'absence de toute faute il n'était fondé à faire aucune réclamation.

Le développement de la grande industrie, la liberté absolue et la concurrence acharnée, l'accroissement de la population urbaine avaient eu pour conséquence, dans la première moitié du siècle, la situation misérable de la vie ouvrière. Les descriptions du docteur Villermé dans son enquête sur la région du Nord et celles du docteur Guépin dans la région de Nantes sont restées célèbres.

Dès 1840, après les mouvements corporatifs, le journal

l'Atelier qui présentait les revendications des classes laborieuses avait prévu dans son programme la réparation des accidents du travail.

La réalisation, en l'état de la législation à cette époque, était très délicate, elle fut tentée avec succès en 1861, sous forme de mutualité, par la fondation de la *Préservatrice*. L'assurance était collective, « c'est-à-dire qu'elle était souscrite par le chef d'entreprise au profit de tout son personnel et pour garantir sa responsabilité » (1).

Cette formule permettait de concilier les intérêts du patron et ceux de l'ouvrier.

L'assurance portait sur tout le personnel des deux sexes employés dans les travaux précisés au contrat. Comme on ne pouvait songer à désigner par leurs noms les personnes garanties, en raison des changements d'ouvriers, le souscripteur fut tenu, sous peine de déchéance en cas de sinistre, d'inscrire régulièrement jour par jour sur un registre les nom, prénoms, âge, profession et domicile des personnes travaillant pour son compte ainsi que le nombre des journées de dix heures de travail et le montant des salaires payés.

Cependant les difficultés étaient considérables, et lorsqu'en 1867 le Ministre du Commerce fut chargé d'élaborer un projet de loi relatif à l'assurance par l'Etat, au profit des classes ouvrières, des accidents entraînant une incapacité absolue et définitive de travail, il invita le bureau de la Statistique de France à faire des recherches sur le nombre de ces accidents. Mais toutes ces recherches restèrent infructueuses et il fallut prendre comme base générale, le relevé des accidents survenus pendant dix ans dans les mines.

De nouvelles compagnies furent créées ayant pour objet

(1) Rapport de M. Marestaing, Directeur fondateur de la *Préservatrice* au Jury de l'Exposition Universelle de 1900.

l'assurance des accidents ; par une propagande inlassable la plupart des industries furent sollicitées et prirent l'habitude de garantir leurs ouvriers contre les accidents du travail par une police collective.

Le développement des assurances collectives permit à la doctrine d'ébaucher la théorie du risque professionnel qui devait donner une base juridique aux exigences de la vie industrielle.

On estima indispensable de considérer l'accident comme un fait inévitable, comme un risque attaché à l'exercice de toute profession. Or les conséquences de l'accident doivent être supportées par le patron car, suivant la remarque de M. Saleilles, « c'est parce que le chef d'exploitation profite des bonnes chances que la loi met à sa charge les mauvaises chances, les risques de l'industrie, de la profession. Le risque professionnel, tel est le fondement de l'obligation qui pèse sur l'industriel, l'entrepreneur ».

La loi de 1898, qui avait un objet assez restreint puisqu'elle ne s'appliquait qu'à certaines industries était cependant le résultat de vingt années d'efforts législatifs.

On peut affirmer qu'elle ne fut possible qu'en raison de l'existence des garanties collectives pratiquées par les Compagnies d'assurance depuis plus de trente ans.

Les essais d'assurance par l'Etat n'avaient abouti qu'à des échecs. Une Caisse avait été fondée en 1868 mais les débuts avaient été tellement difficiles que le résultat de 1869 ne s'élevait qu'à 5.281 francs de primes représentant 808 cotisations. Lors du rapport fait en 1870 à la Commission des caisses d'assurances d'Etat pour les accidents agricoles et industriels il était demandé à l'administration supérieure de s'inspirer des méthodes qui sont aptes à répandre dans les masses une lumière utile sur les fondations d'intérêt général

qui risquent de faire un long stage dans une regrettable stérilité.

Les mesures propres à répandre l'organisation de la prévoyance doivent utiliser les prodiges de la publicité et les fécondes activités du courtage.

Le succès devait, au contraire, couronner les essais des premières compagnies d'assurance contre les accidents. On pourrait donc penser qu'en 1898 le vote de la loi était réclamé par ces sociétés et que sa promulgation devait leur donner satisfaction. Il faut cependant constater qu'il n'en fut rien. Pendant de nombreuses années tout essai législatif en cette matière rencontrait l'opposition brutale de la Corporation. Ce comportement paraît, avec le recul du temps, impossible à comprendre.

Nous croyons pouvoir l'expliquer pour deux raisons d'une valeur très inégale. Il faut d'abord mentionner la crainte d'une dépossession, d'une emprise par l'Etat dont la hantise a toujours paralysé la profession. La plupart des projets à la Chambre des Députés prévoyait en effet l'assurance obligatoire et réservait l'exploitation de cette assurance à l'Etat. Le premier projet fut déposé en 1884 et à partir de cette époque il y eut chaque année une discussion sur cette question, le Sénat repoussant toutes les propositions de la Chambre qui avaient tendance à constituer un monopole pour l'Etat.

Il faut d'autre part reconnaître que des raisons politiques accentuaient cette opposition à la loi en préparation. En effet, comme nous le constaterons dans le chapitre suivant, la corporation n'était pas absolument indépendante : les Conseils d'administration des compagnies étaient composés de financiers ou d'industriels qui dirigeaient aussi un grand nombre d'affaires et avaient des intérêts particuliers bien différents des intérêts professionnels de l'Assurance et étaient obligés de

s'opposer à toute intervention de l'Etat dans le domaine social par opposition politique aux doctrines du Socialisme d'Etat.

Le Législateur a cependant reconnu impartialement et implicitement le rôle social qu'avaient assumé les compagnies privées en organisant depuis trente ans l'assurance collective.

Il a laissé aux industriels la liberté de continuer à s'assurer auprès des compagnies privées. Cette mesure était accompagnée d'une réglementation étroite concernant les sociétés pratiquant l'assurance contre les accidents de travail.

Il apparaît incontestable à l'examen des faits que ce résultat est dû à l'activité et au dynamisme des compagnies d'assurances qui ont pu sauvegarder le rôle de la Corporation.

L'exemple des pays étrangers nous montre que cette question d'assurance contre les accidents du travail fut résolue différemment suivant les cas : En Allemagne, en 1884, lors de la première loi sur les accidents du travail l'initiative privée était inexistante, aussi apparut-il naturel de soustraire la garantie de ce risque du champ d'activité des sociétés commerciales d'assurances.

Aux Etats-Unis la loi de Workmen's Compensation, en 1911, entraîna la création du State Fund Insurance par suite de l'indifférence à peu près totale des grandes compagnies.

Dès la promulgation de la loi les compagnies modifièrent l'exploitation de leur industrie pour se conformer aux nouvelles prescriptions mais l'élan qu'elles avaient donné aux assurances contre les accidents du travail et l'expérience de statistiques anciennes leur permirent de s'adapter rapidement à la nouvelle situation.

SECTION III. — Le Dynamisme en Assurance-Vie.

Nous ne reprendrons pas l'étude de l'historique de cette branche, notre but étant de rechercher comment après une période stable d'exploitation, le dynamisme entraîna dans une nouvelle évolution les opérations d'assurances sur la Vie.

Il faut constater que jusqu'en 1860 les résultats étaient insignifiants puisque de 1819 à 1859 le nombre des contrats souscrits pour les assurances en cas de décès n'était que de 35.874 pour un capital total de 322.800.000 francs. Dès 1865 les opérations prennent plus d'extension et dans le *Moniteur des Assurances* de 1869 il est signalé que l'ensemble des années 1867 et 1868 produit un résultat supérieur à celui des quarante premières années.

La première amélioration aux conditions du contrat fut apportée en 1829 par l'Union et en 1830 par la Compagnie d'Assurances Générales et la Nationale qui adoptèrent le principe de la participation des assurés aux bénéfices provenant des assurances sur la vie. En effet, l'emploi par les premières compagnies de la table Duvillard donnait des résultats favorables puisque cette table était basée sur un ensemble de personnes prises au hasard et que les compagnies opèrent une sélection médicale à la souscription des contrats.

Mais l'activité des compagnies se concentra sur la question technique et plus spécialement sur celle de la tarification. Désireuses d'évaluer scientifiquement le prix du risque elles résolurent d'améliorer la table Duvillard dont l'insuffisance était reconnue. En 1874 M. de Kertanguy, actuaire de la Compagnie d'Assurances Générales publia dans le *Journal des Actuaires* une « Table de la Mortalité déduite de l'Expérience », résultat de l'examen de la mortalité des assurés en

cas de décès de la compagnie à laquelle il était attaché. La méthode qu'il utilisa allait servir de modèle à la construction d'une table exacte qui fut décidé par un certain nombre de compagnies.

Il fut créé un Comité composé de six compagnies : Assurances Générales, Nationale, Union, Phénix, Paternelle et Urbaine qui s'était donné pour mission de dresser une table de mortalité des rentiers viagers ; plus tard, le même Comité d'où s'étaient retirés les deux dernières sociétés décida d'établir pour l'Exposition de 1889 une table des assurés en cas de décès. La base était constituée par l'expérience recueillie dans les diverses compagnies de 1819 à 1887. Ces deux tables figurèrent à l'Exposition Universelle de 1889, elles restent connues sous le nom de table A. F. (mortalité des assurés français) et table R. F. (mortalité des rentiers français).

Les tarifs obtenus avec ces tables furent calculés en admettant un intérêt de 3 1/2 0/0 et présentés à l'homologation du Gouvernement en 1892. Les compagnies reçurent des félicitations officielles pour le travail considérable qu'elles avaient effectué.

Le nouveau tarif constituait un grand progrès, il était scientifiquement construit et faisait disparaître un empirisme qui avait régné en maître pendant plus de soixante-dix ans. Le calcul plus exact des tables de mortalité était accompagné d'une modification du taux d'intérêt et de l'adoption d'un nouveau barème de chargement. Il en résultait un calcul plus juste des réserves et un tarif de rachat qui devait donner une satisfaction plus complète aux assurés puisqu'il leur permettait de récupérer presque intégralement leur réserve.

L'effort des Compagnies fut aussi dirigé vers une amélioration des conditions générales des polices.

Les premiers contrats prévoyaient que : « la prime doit être

acquittée d'avance, au domicile de la Compagnie, aux échéances convenues ou au plus tard dans les trente jours suivants; à défaut de paiement dans ce délai, la police est annulée de plein droit ».

La prime était donc portable et de plus la police pouvait être annulée sans aucun avis de la part de la Compagnie. La rigueur d'une telle clause devait entraîner des abus nuisibles à la bonne réputation de la profession. Après 1870 la prime devint quérable et l'annulation du contrat ne put résulter que d'une lettre recommandée constituant une mise en demeure.

Dans le chapitre des exclusions, nous trouvons alors une clause qui prévoyait que la garantie ne s'applique pas en cas de décès par suite de suicide, de duel, et de condamnations judiciaires, actuellement les polices ne contiennent plus aucune exclusion, la seule restriction ne concerne que le suicide qui est garanti deux ans après la souscription du contrat.

L'exclusion du suicide était basée sur des raisons techniques qui le faisaient considérer comme inassurable et sur des raisons morales et d'ordre public pour en empêcher le développement.

Nous ne reviendrons pas sur l'étude de cette question qui est maintenant résolue dans un sens qui donne satisfaction à l'assureur comme à l'assuré mais qui a donné lieu à des discussions passionnées.

Enfin les compagnies ne répondaient pas des décès survenus pendant un voyage hors de l'Europe ou de l'Afrique du Nord. Il fallait une convention spéciale avec paiement d'une surprime pour cette extension de garantie. Cette réserve est également supprimée dans les polices actuelles.

Dans le même but d'amélioration des conditions générales, des études spéciales furent faites sur quelques cas particuliers

notamment l'assurance des femmes pour lesquelles le risque de grossesse était, à l'époque, considéré comme particulièrement dangereux. Les solutions variaient à l'infini suivant les sociétés allant du refus complet à l'acceptation sans condition. Il semble établi que la mortalité des femmes est jusqu'à quarante-cinq ans plus élevée que celle des hommes.

Cependant le tarif est resté le même et le risque de grossesse a été finalement accepté sans surprime pour les femmes déjà assurées, la solution restant variable pour celles qui contractent en état de grossesse.

Jusqu'en 1870, la question du risque de guerre n'a pas été étudiée mais brusquement à l'époque de la guerre franco-allemande de nombreux techniciens ont voulu résoudre le problème. L'état permanent de l'Europe vivant dans la pensée d'une nouvelle guerre appelait sur cette question l'attention de tous ceux qui s'intéressaient à l'assurance-vie.

C'est en Allemagne que les premiers travaux ont été faits pour régler cette situation.

Une brochure du Professeur Karup, parue à Leipzig en 1869, traite de l'assurance-vie appliquée à ceux qui sont appelés à faire un service actif dans l'armée. Dans tous les pays, les compagnies ont commencé par exclure le risque de guerre qui présente l'aspect d'un fléau pour lequel aucune statistique n'est possible.

Plus tard certaines sociétés acceptèrent la garantie de ce risque moyennant une surprime fixée arbitrairement.

En France, la question avant 1870 ne semblait pas d'actualité ; le risque de guerre n'était pas couvert et si l'assuré décédait par suite de guerre le contrat était annulé.

Pendant la guerre de 1870 et plus exactement pendant le siège de Paris des mutuelles se sont formées pour garantir les combattants. Quatre sociétés furent créées :

La Société d'Assurances mutuelles en cas de décès entre les gardes nationaux de la Seine.

L'Assurance Mutuelle de guerre de la Garde Nationale sédentaire.

La Défense mutuelle de Paris, assurance en cas de décès par le fait de guerre.

L'Association mutuelle de la Garde Nationale de la Seine.

Les cotisations furent peu importantes et les résultats n'eurent pas assez d'ampleur pour permettre un examen intéressant.

Jusqu'alors, avec le mode de recrutement en vigueur, les compagnies ne comptaient que quelques clients pouvant être mobilisés, mais après 1870 quand une nouvelle organisation eut soumis au service militaire tous les hommes valides jusqu'à l'âge de quarante ans, les compagnies françaises s'émurent à juste titre, de la situation qui serait faite, en cas de guerre, à une grande partie de la clientèle.

Elles résolurent de combler la lacune qui existait et admirèrent la possibilité de couvrir le risque de guerre moyennant une surprime de 5 à 10 0/0 du capital selon la catégorie militaire ou le genre de service auquel l'assuré était astreint. Cette surprime était valable pour une guerre d'un an ; si la guerre dure plus d'une année une nouvelle surprime devait être payée ou la police était résiliée.

Ces dispositions avaient l'avantage de permettre la couverture du risque de guerre mais elles avaient aussi l'inconvénient de résilier la police au cas où l'assuré n'acceptait pas de payer une surprime assez onéreuse.

Cet accord des compagnies françaises ne pouvait être considéré comme définitif.

La corporation suivait, avec attention, les variations de la conjoncture ; quelques années plus tard, en 1887, à la suite

d'incidents de frontières, la guerre parut probable, de nouvelles conférences eurent lieu entre les directeurs des principales compagnies et la plupart adoptèrent une nouvelle formule : en cas de guerre les effets du contrat sont suspendus, en cas de décès pendant la guerre et pendant une période de huit mois suivant la fin des hostilités, le règlement ne portera que sur les réserves du contrat ; après ce délai, si l'assuré est vivant le contrat reprend. Quant au risque de guerre lui-même il était reconnu, une nouvelle fois, inassurable à la suite des études particulières parues à cette époque et notamment celle de M. de Courcy qui estimait que l'assurance étant impossible, l'assistance devait reprendre son rôle sous forme de mutuelle. Il fut donc décidé de former un fonds spécial alimenté par le versement de prime devant engendrer un capital variable selon la spécialité militaire. A la fin de la guerre les capitaux devaient être payés au moyen de ce fonds. En cas d'excédents, ceux-ci devaient être répartis entre les assurés ; en cas d'insuffisance il était prévu une réduction des capitaux, proportionnelle aux sommes souscrites.

Le principe était pour chaque compagnie de former une caisse spéciale pour garantir le risque de décès en cas de guerre en s'interdisant tout bénéfice sur cette catégorie d'opérations. Les primes étaient considérées comme un dépôt recevant un intérêt de 2 o/o.

Un autre exemple des recherches faites par les techniciens pour donner une satisfaction plus complète à la clientèle nous est donné par la création de l'Assurance Complémentaire.

Parmi toutes les raisons qui encouragent l'individu à la prévoyance pour sa famille et pour lui-même une objection se dressait qui ne pouvait manquer de retenir l'attention de la Corporation dans son désir de donner satisfaction au public. En effet, si la souscription d'une police d'assurance-vie garan-

tit la famille contre la mort de son chef ou permet à celui-ci de recevoir un capital à l'approche de la vieillesse, il faut cependant envisager le cas où le souscripteur par suite d'accidents ou de maladie est dans l'impossibilité provisoire ou définitive de gagner sa vie. La famille doit alors supporter non seulement la perte de travail de son chef mais aussi assumer la charge de le nourrir ; d'autre part, les primes d'assurance-vie deviennent trop lourdes pour que le paiement puisse en être continué.

Les compagnies ont donc imaginé le système de l'Assurance Complémentaire. Ce fut à l'origine, en 1885, les Compagnies l'Urbaine-Vie et l'Urbaine et la Seine qui présentèrent un contrat garantissant le service de la prime en cas d'incapacité temporaire et donnant droit au paiement anticipé du capital en cas d'incapacité définitive de travail par suite d'accidents ou de maladie.

Le succès ne fut d'ailleurs pas complet à cette époque et bien que la plupart des compagnies se soient engagées dans la même voie, M. Hémard constate dans son *Traité* paru en 1924 (1) que ce genre de garantie est peu répandu. Depuis il semble que le nombre de contrats de cette catégorie s'accroît rapidement.

Dès 1881, dans le *Moniteur des Assurances*, le problème était abordé et la doctrine demandait que l'assurance garantissant le capital humain soit complète, qu'elle ne se borne pas à assurer le décès mais aussi toutes les formes de destruction de ce capital. En quelques années la question avait été résolue d'une façon pratique.

L'essor considérable de l'Assurance sur la vie en France,

(1) Hémard. *Op. cit.*, t. I, p. 318.

vers la fin de ce siècle, peut s'expliquer par cet effort continu des techniciens pour donner une satisfaction plus complète aux exigences naturelles des assurés.

SECTION IV. — Le dynamisme en assurance-incendie.

Il semble qu'en matière d'assurances contre l'incendie tout dynamisme soit impossible, toute la question de perfectionnement étant basée sur une statistique plus juste.

L'examen de l'évolution nous apprend cependant que cette branche peut progresser d'une façon continue non seulement dans l'extension des garanties et l'amélioration des conditions générales, mais surtout dans la classification des risques et l'application des statistiques à la recherche scientifique de la prime prix du risque.

L'extension des opérations concerne certains risques annexes dont la garantie a été admise progressivement par les Compagnies françaises. En 1843, par exemple, l'éclairage par le gaz était assez répandu pour permettre une appréciation du danger pouvant en résulter, les sociétés d'assurances se mirent d'accord pour garantir l'explosion du gaz sans incendie moyennant une surprime de 0,05 0/00 sur les bâtiments.

En 1858 l'explosion de la foudre fut également acceptée moyennant une surprime de 0,10 0/00, vers 1880 la même garantie fut accordée sans surprime.

De même en 1892 le Syndicat Général des compagnies d'assurances contre l'incendie décida d'assurer les propriétaires contre la perte des loyers et les locataires contre le recours que les propriétaires pourraient exercer contre eux en raison de la perte des loyers occasionnée par un incendie.

Nous pourrions encore citer l'explosion de la dynamite qui

est considérée en 1892 (1) comme impossible à assurer et dont la garantie est acceptée quelques années plus tard.

En assurance de risques locatifs, il faut mentionner la décision des compagnies qui, ne voulant pas obliger chaque locataire à assurer la valeur totale de l'immeuble dans lequel il occupe un appartement, acceptent de renoncer à la règle proportionnelle pour une garantie évaluée forfaitairement à quinze fois le montant du loyer (2).

Enfin la protection fut toujours encouragée et l'extension de l'usage des extincteurs est due en partie aux initiatives des sociétés d'assurances qui en ont favorisé la diffusion. Le *Moniteur des Assurances* du 15 juin 1897 publiait déjà une étude sur cette question ; il rappelle que les compagnies n'ont jamais été indifférentes à l'amélioration des risques et qu'elles ont pu donner des indications précieuses quant au mode de construction, aux méthodes de magasinage et aux autres dispositions pouvant diminuer le risque d'incendie, comme conclusion il demande une décision générale reconnaissant l'utilité des extincteurs ; quelques années plus tard la bonification pour installation d'extincteurs était accordée par toutes les compagnies.

Cependant c'est en assurance contre l'incendie que la Corporation a atteint le plus rapidement la période statique. C'est que le risque étant en effet très rapidement délimité toute l'évolution devait se concentrer dans la recherche d'une tarification exacte.

La seule méthode pouvant être utilisée fut la méthode statistique et celle des rapports.

Le tarif a été établi en sériant la matière assurable par

(1) *Moniteur des Assurances*, 15 octobre 1892.

(2) Clause validée par la jurisprudence dès les débuts de l'industrie de l'assurance. Paris, 3 janvier 1850. Bonneville de Marsangy.

localités, par genre de construction et par nature de risque. Le grand principe est donc la classification des risques qui a donné de bons résultats en risque simple. En matière de risques industriels, une enquête de M. Candiani, publiée à la fin du siècle dernier (1), montre que les statistiques ne sont pas absolument complètes : si le chiffre des sinistres et leur importance sont bien connus, d'autres éléments non négligeables ont été fréquemment laissés de côté, par exemple les procédés de fabrication, l'importance de l'établissement, son agglomération et la rapidité des secours.

L'auteur de l'enquête pense que cette carence a son fondement dans la transformation continuelle, dans les moyens d'exécution et dans la longueur du processus de production.

On ne peut reprocher, dit-il en substance, à l'assureur de ne pas avoir suivi pas à pas les progrès incessants de l'industrie.

Mais peu à peu la majorité des industries chimiques et mécaniques ayant définitivement trouvé leur voie, le moment parut opportun pour modifier la tarification.

M. Candiani recommande de s'enquérir des conditions nouvelles de la production manufacturière et d'apporter dans les recherches statistiques servant à la tarification de ces risques les mêmes connaissances scientifiques qui ont présidé à cette révolution industrielle. « De cette manière, ajoute-t-il, on aurait pu évaluer dans la grande famille des fabriques et usines des degrés infinis de risques suivant une foule de facteurs nouveaux et créer ainsi l'assurance rationnelle ».

Il lui fallut constater que rien n'avait été fait dans cet ordre d'idées et que le tarif industriel, l'expression la plus haute de l'assurance-incendie, parce qu'il gouverne les risques les plus

(1) *Moniteur des Assurances*, 1893, p. 534.

sujets à brûler, est resté une œuvre incomplète contenant des anachronismes, des anomalies et quelquefois des injustices (1).

Nous n'anticiperons pas sur notre conclusion en ajoutant que des progrès ont été réalisés depuis le début du siècle, notamment dans la classification des risques, dans les bonifications pour constructions incombustibles et dans l'organisation des moyens de protection. Mais il n'en reste pas moins vrai que dans une même catégorie deux risques ont souvent une qualité bien différente. Or le tarif sera le même pour les deux affaires. La création toute récente d'un bureau de vérification devrait donner satisfaction aux remarques de M. Candiani, mais il peut paraître regrettable d'avoir attendu quarante ans pour organiser la vérification des risques.

Il faut enfin signaler qu'avec un tarif minimum obligatoire tel qu'il existe actuellement, les compagnies ont la faculté de prendre un taux plus élevé pour les mauvais risques mais elles ne peuvent rien faire pour encourager les bons risques — la bonification de 20 o/o prévue par la décision d'août 1941 étant accordée à la généralité des risques moyens.

La loi de l'évolution exige de la Corporation un dynamisme dirigé vers les nécessités scientifiques de l'assurance.

SECTION V. — L'effort de la littérature professionnelle au XIX^e siècle.

La marque d'une époque, le dynamisme qui entraîne vers des horizons nouveaux se retrouvent avec le recul des années non seulement dans les conceptions mais aussi dans les hommes.

(1) *Moniteur des Assurances*, 15 octobre 1897.

Pour les observateurs d'une société passée, la construction spirituelle de la vie de cette société ne peut se faire qu'à l'aide des documents de l'époque.

Il nous semble, quand nous voulons revivre la période historique de l'élévation de l'Assurance qu'une passion pleine de fougue animait les premiers membres de la Corporation.

Un esprit sceptique pourrait rechercher l'influence de l'argent dans l'extension de la littérature professionnelle. Il est certainement indiscutable qu'un grand nombre de brochures furent écrites sur demande des compagnies moyennant une large rémunération et le Professeur Hémard classe dans une même catégorie à dédaigner la littérature stipendiée comme les conférences et les polémiques qui furent publiées après 1866.

Nous pensons qu'il convient de faire une différence entre les ouvrages des profanes dont la valeur littéraire, assez discutable, fut mise au service de l'Assurance pour des fins lucratives et les travaux des professionnels qui s'efforçaient de diriger l'assurance vers une voie scientifique. M. Hémard nous parle « des écrivains, comme Edmond About et Francisque Sarcey, qui, l'argent des compagnies aidant, avaient découvert les bienfaits de l'assurance » (1).

Nous négligeons le rôle sans intérêt des plumitifs, nous devons également pour des raisons toutes différentes, nous borner à étudier l'effort de la littérature professionnelle en France seulement puisque notre enquête a pour objet un problème national.

Il se dégage de la lecture des livres et des journaux pendant cette époque allant de 1870 à 1900 une ardeur passionnée pour entraîner la Corporation vers le dynamisme.

(1) Hémard, t. I, p. 636.

La valeur scientifique des ouvrages peut sembler actuellement contestable mais l'importance de l'élan de cette littérature ne peut être méconnue, car elle caractérise cette période. L'idée de prévoyance n'est pas inhérente à la nature humaine. Il était nécessaire de vulgariser cette notion pour permettre à la profession de jouer son rôle moral et social.

Ce rôle de diffusion dans toute la France appartenait en premier lieu aux agents d'assurances qui sont arrivés peu à peu à habituer les esprits à prendre conscience de leur responsabilité.

Il faut reconnaître les difficultés de cette mission. Peut-on se représenter les années d'efforts de juristes rompus à toutes les spéculations intellectuelles pour arriver à dégager la notion de risque professionnel, il faudra alors imaginer le travail considérable exigé des agents d'assurances pour faire comprendre cette conception aux esprits profanes.

Mais dans cette mission ils furent aidés et souvent avec quelle ardeur, par les ouvrages et les journaux professionnels.

La lecture de la collection du *Moniteur des Assurances* nous montre la vigueur des controverses et l'ardeur de la lutte pour défendre l'assurance contre ses adversaires et pour imposer les solutions qui devaient permettre le progrès.

Chaque combinaison nouvelle a été précédée par des études de techniciens. Nous avons cité dans notre précédente section la conférence et les articles de M. Candiani pour une évolution scientifique de l'assurance contre l'incendie; l'article célèbre de M. Thomereau dans le *Moniteur* du 15 mars 1894 sur les assurances agricoles nous a permis d'étudier la complexité de cette catégorie d'assurances à l'époque où se préparait la loi sur la Mutualité agricole.

Les ouvrages de M. de Courcy ont contribué à la formation de la Corporation et à la défense des intérêts professionnels.

Nous ne pourrions donner une bibliographie complète de la littérature professionnelle à la fin du siècle dernier. Hamon, dans son *Histoire de l'Assurance*, a traité cette question en détail.

L'intérêt nous semble résider dans la recherche de l'influence de ces écrivains sur le dynamisme passé de la profession.

Les journaux professionnels sont à l'avant-garde de cette action. Ce furent le *Moniteur des Assurances* fondé par Reboul en 1868, l'*Argus* fondé en 1877, l'*Observateur*, la *Semaine* et beaucoup d'autres qui ont disparu après une existence éphémère.

Les brochures étaient très nombreuses. Les seuls ouvrages qui ont survécu à l'épreuve du temps sont le *Traité de Chaufon sur les Assurances* et l'*Histoire Générale de l'Assurance* de Hamon.

A cette époque les Economistes ne traitaient pas de l'assurance, ce n'est que dans les dernières années du siècle que Cauwès, dans *Cours d'Economie Politique*, a traité une étude d'ensemble sur cette question. Mais il fallait que la science des assurances eut atteint son plein épanouissement pour voir paraître les grands ouvrages classiques, ceux de Hémard et de Picard et Besson. La complexité et la variété de cette science se manifeste à un triple point de vue : économique, juridique et technique; il apparaît évident que pendant cette période de construction de la Corporation qui dura jusqu'au début de notre siècle, aucun auteur ne pouvait tenter une synthèse des diverses disciplines auxquelles peut être soumise l'Assurance.

Il est cependant utile de comparer les années qui ont suivi 1870 et celles qui ont suivi 1920 pour connaître la différence entre l'état statique et l'état dynamique.

Après 1870, de nombreux livres, des brochures, des journaux

participèrent au développement de la profession, la lutte est ardente, on se bat pour une doctrine, on recherche les voies scientifiques qui permettront l'extension de l'Assurance, par contre les ouvrages de valeur scientifique sont inexistants.

Après 1920 le calme est dans les esprits, de savants auteurs se sont penchés sur la science nouvelle et les ouvrages qui deviendront classiques vont s'édifier mais dans la masse des professionnels l'évolution s'arrête. L'assurance continue à se répandre mais sans lutte, en avançant dans les voies déjà tracées. La Corporation tend vers le service public, elle prend un visage administratif.

CHAPITRE V

LA CRITIQUE A L'ÉGARD DES COMPAGNIES

L'examen des raisons qui rendent impossible l'organisation d'une assurance service-annexe de la corporation et l'étude du dynamisme passé de l'Assurance, ne doivent pas nous faire méconnaître que la plupart des critiques adressées à l'assurance française, dans la période actuelle, sont fondées.

Il faut reconnaître que l'assurance corporative est apparue à certains comme le seul moyen de faire sortir l'assurance de sa torpeur. Si nous croyons que ce plan est impossible à réaliser, il n'en reste pas moins à trouver la solution. Pour effectuer cette recherche avec le maximum de chances de succès, il convient d'approfondir les critiques adressées à l'organisation qui existe.

La critique à l'égard des Compagnies est ancienne. Dès l'apparition des premières grandes sociétés, nous trouvons un adversaire plein d'ardeur en Mirabeau qui fit paraître en 1787 une brochure intitulée *La dénonciation de l'agiotage au Roi et à l'Assemblée des Notables*. Le succès fut retentissant.

Après avoir dénoncé au Roi l'agiotage qui aggrave les charges de l'Etat, « corrompt vos sujets, énerve votre puissance » ; après s'être indigné que la France puisse être destinée « à donner encore à l'Europe le spectacle ignominieux des scènes de corruption, de désordres, de rapacité qui ont irrévocablement flétri les dernières années du règne de Louis XIV », le Comte de Mirabeau s'attaqua aux sociétés

par actions en général et en particulier aux sociétés d'assurance.

Une Compagnie d'assurances a proposé ses actions et : « on a vu se renouveler l'histoire de la Compagnie Espagnole des Philippines dont les actions se vendaient à Paris avant que personne, soit à Paris soit ailleurs, en eut une seule à sa disposition. Celles de la Compagnie des Assurances contre l'incendie sont actuellement portées au triple de leur prix de création, tandis qu'il n'y a pas une seule assurance de consommée. Comment l'administration d'une Compagnie presque entièrement illusoire résisterait-elle à ce qui fera soutenir des prix extravagants à son profit.

« Aussi les expédients de celle-ci tiennent-ils déjà une place distinguée dans l'histoire de l'agiotage. Et par exemple cette compagnie cédant au prix de création une action au propriétaire qui fait assurer une certaine somme, la hausse extraordinaire des prix est cause que beaucoup d'assurances peuvent se faire pour plusieurs années sans qu'il en coûte rien à l'assuré, auquel même il peut rester un profit considérable.

« Eh bien; grâce à notre petite industrie, cette circonstance a fait naître un tripot selon les rites duquel Jean fait assurer à ses dépens la maison de Pierre, à condition que celui-ci lui laissera l'action promise par la Compagnie.

« Et voilà comment on a senti la nécessité de se faire assurer. Voilà comment on l'a prouvée ... Hâtez-vous, dit-on, aux uns, de vous faire assurer et vous aurez pour cinq cents livres des actions que vous vendrez quinze cents... Hâtez-vous, dit-on aux autres, d'acheter des actions de la Compagnie d'Assurances, car voyez-vous la foule qui vient se faire assurer. Telle est donc la logique de l'agiotage. »

Mirabeau fut écouté, les journaux du temps approuvèrent

son mémoire. Hamon cite une lettre dont l'auteur affirme que l'assurance n'est que spéculation et recherche de profit fondée sur le jeu.

L'erreur de ces adversaires des Compagnies fut de croire que l'assurance ne peut se dégager de la spéculation, comme l'erreur des partisans de l'assurance corporative est de vouloir confondre assistance et assurance.

Depuis l'époque lointaine où Mirabeau s'enflammait avec violence jusqu'à nos jours où pour être moins éclatante, la critique est tout aussi sévère, le reproche principal formulé contre l'institution des assurances concerne le caractère financier de l'opération.

Lès Entreprises d'assurances ont pour la plupart perdu leur caractère commercial pour présenter un caractère financier presque exclusif.

Nous verrons dans notre enquête que la véritable compétence professionnelle doit céder la première place à la compétence d'ailleurs indiscutable des financiers qui dirigent en fait l'Assurance en France depuis cent cinquante ans.

Nous étudierons successivement :

La prépondérance de l'élément financier.

L'extension de la profession hors de ses frontières.

La sélection des cadres.

L'état statique depuis quarante ans.

SECTION I. — La prépondérance de l'élément financier.

Pour apprécier cette prépondérance de l'élément financier dans l'Assurance en France, il faut se rappeler l'atmosphère qui entoura la naissance des premières grandes compagnies, l'individualisme le plus complet régnait en maître, l'industrie,

servie par l'initiative hardie de cette classe d' « entrepreneurs » que J.-B. Say a le premier décrit, appelait à elle la masse des capitaux. La révolution industrielle succédait à la révolution politique.

La recherche du profit devient l'élément moteur de toute l'économie. Ce profit n'est autre que la récompense de celui qui a risqué sa chance et qui a réussi. Pour se défendre contre le risque, le seul procédé technique possible est le fractionnement. La société anonyme en multipliant le nombre des intéressés limite pour chacun les possibilités de perte.

Les premiers industriels au sens économique du mot, les premiers producteurs, ceux que Saint-Simon désignera comme l'élite ou la classe supérieure, ceux sans lesquels la Nation deviendrait « un corps sans âme » ont tiré tout le parti possible de la société anonyme. Dès l'origine de l'époque capitaliste la Banque est devenue, suivant l'expression de Proudhon, « le véritable gouvernement de l'Economie ». La classe industrielle détient le pouvoir économique. L'exercice de ce pouvoir se fait par la banque. Les premiers assureurs sont tous des banquiers célèbres : Périer, Laffitte, Delessert, Rothschild, Hottinguer, Pillet-Will.

Les adversaires de la Corporation ont, certes, bien des arguments pour reprocher à ces fondateurs d'avoir fait de l'assurance, non pas tant pour garantir des risques mais pour se procurer de l'argent. M. Blanchoin (1) dans son ouvrage déjà cité ajoute : « On a bien remarqué que l'industrie a eu dès l'origine pour commensale et pour complice la banque. Mais il eut fallu reconnaître que la banque, à son tour, n'avait point tardé à instituer près d'elle son bailleur de fonds : la société d'assurances ».

(1) Blanchoin. *Op. cit.*, p. 92.

Cependant dès cette époque de capitalisme triomphant on constate la naissance de sociétés mutuelles créées par des propriétaires fonciers qui refusent de s'assurer aux organismes créés par les banques.

Nous avons vu dans le chapitre précédent que la création des grandes compagnies avait eu l'avantage considérable de faire évoluer rapidement l'assurance vers sa forme scientifique qui lui permettra de devenir une Corporation. Il convient en effet de reconnaître les qualités de ces banquiers fondateurs de compagnies. Ils étaient des hommes d'affaires dans le meilleur sens du mot. Ils aménagèrent leurs entreprises avec un esprit de décision et de réalisation, laissant prévoir l'expansion illimitée de leurs opérations. Les vieilles compagnies conservent pieusement le souvenir des grands administrateurs qui les ont dirigées vers le succès.

Ce désir du succès comme la recherche du profit ont naturellement porté les dirigeants vers la création d'une technique éprouvée et l'adoption de méthodes scientifiques.

Peu à peu des générations ont acquis une compétence qu'exigeait le développement des opérations. Il n'est pas paradoxal de soutenir que la Corporation n'a pu se former qu'à l'abri de ces organismes financiers qui exigeaient des sociétés d'assurances des résultats positifs.

La Corporation ne doit pas renier ses origines qui sont, avons-nous dit, l'Assistance et la Spéculation, mais une longue évolution lui a permis d'atteindre sa majorité. Nous croyons que le moment est venu pour elle de se dégager de toute influence extérieure.

L'hommage que nous rendons aux banquiers fondateurs de grandes compagnies d'assurances ne doit pas nous faire oublier tous les abus qui résultaient de cette origine.

Ces abus ont surtout commencé après 1870, c'est alors que

débute la période financière de l'Assurance. De grands établissements de crédit s'intéressent aux opérations d'assurances ou plus exactement aux actions des sociétés qui donnent lieu à des spéculations dangereuses.

En 1877 le Crédit Général Français émet les actions de la Foncière-Incendie tandis que la Société des Dépôts et comptes courants place celles de la Foncière-Vie. Ces sociétés étaient constituées avec un capital social considérable pour l'époque : quarante millions. Les anciennes sociétés suivirent l'entraînement et augmentèrent leur capital social. De nombreuses créations sont lancées qui ne sont pas exemptes de manœuvres. La concurrence devint plus vive et les tarifs furent abaissés sans tenir compte des possibilités techniques. La politique d'un grand nombre de sociétés devint une politique de dividendes. Le Directeur Général, dans la crainte de voir réduire les bénéfices, perdit son esprit d'initiative ; un désir de sécurité très humain lui fit perdre son caractère d'entrepreneur pour devenir un exploitant.

La question financière fut à l'origine de toutes les luttes contre l'Assurance. Les mutuelles professionnelles comme les mutuelles agricoles voulurent éviter de payer un tribut au capital social.

Les partisans de l'Etatisme voyaient dans l'annexion des compagnies d'assurance le moyen d'alimenter un budget dévorant. La plupart des projets de monopole d'Etat sont animés par l'esprit de gain ; si le gain disparaît, l'idée de monopole perd tout son intérêt.

Avec les années le caractère des sociétés d'assurances s'est affirmé et on ne peut nier la primauté du point de vue financier sur le point de vue commercial.

A l'étranger, aux Etats-Unis par exemple, le directeur chargé de la production est dans la hiérarchie d'une compa-

gnie d'assurance placé avant le directeur financier, en France c'est le directeur financier qui l'emporte.

Il apparaît à l'examen que la difficulté à résoudre concerne la gestion des réserves qui constituent une masse de capitaux impressionnante. La concentration et le maniement des grands capitaux donnent un pouvoir redoutable aux administrateurs d'une grande compagnie, d'autant plus qu'en fait ces grandes compagnies ont les mêmes administrateurs que quelques grandes banques et quelques grosses entreprises industrielles.

On a souvent fait remarquer que le haut personnel de la grande banque et de la grosse industrie est le même qui préside aux destinées des grandes compagnies d'assurances.

La Corporation, pour avoir une existence propre doit être composée de professionnels aussi bien dans les emplois inférieurs que dans les rangs les plus élevés. M. Albert Aymé Martin, dans son ouvrage *Nos grands financiers contre la nation*, s'est étonné du nombre de polytechniciens qu'on rencontre dans les conseils d'administration des grandes compagnies d'assurances :

« Les hommes de lois, écrit-il, plus que tous les autres, ont étudié l'assurance-incendie, l'assurance-vie, l'assurance-accidents. Il est des avocats, des avoués, des agrées, des magistrats qui se sont faits sur ce sujet des réputations méritées.

On connaît des professeurs de Facultés de Droit dont l'enseignement de ces matières a établi une doctrine certaine et indiscutée. Quelques-uns de ces hommes remarquables voient s'ouvrir devant eux les portes de l'Institut.

Par contre celles des Conseils d'administration leur sont obstinément fermées. Quand ils prennent leur retraite, les Compagnies se gardent de les appeler ; elles leur préfèrent un ancien élève de l'Ecole Polytechnique en vertu de cette mystique curieuse qui le fait considérer comme supérieur, sur

ces questions spéciales, à l'homme qui a passé sa vie à les approfondir. »

Cette remarque pose d'une façon éloquente la question des Conseils d'administration. Il est indéniable que les Polytechniciens ou les financiers sont toujours préférés aux praticiens formés à l'Ecole de Droit.

M. Blanchoin qui se range parmi les adversaires de la Corporation de l'Assurance y trouve des arguments pour affirmer que si la technique de l'Assurance est confiée à des gens qui se sont voués à la technique industrielle ou bancaire c'est que l'assurance ne possède pas une valeur propre mais une valeur subordonnée. « Ce qui importe, ajoute-t-il, c'est d'avoir, grâce à l'assurance collecteur de capitaux, des fonds qui permettent de créer des affaires ou d'acquérir le contrôle des affaires existantes ». Il cite l'exemple d'une compagnie qu'il prend au hasard, pour montrer que la plupart des administrateurs sortent de l'Ecole Polytechnique (1).

Or, il est faux d'affirmer que l'assurance n'a qu'une valeur subordonnée. Dans sa critique notre adversaire oublie que derrière le Conseil d'administration une foule de techniciens passent leur vie professionnelle à résoudre les problèmes complexes de la technique et de la science de l'Assurance. Il suffit de consulter les services d'une grande compagnie pour se persuader du caractère original de la Corporation.

Mais il n'en reste pas moins que la gestion du Conseil d'administration impose les solutions financières de préférence aux solutions techniques.

Nous pouvons constater que le dynamisme a disparu anéanti par des préoccupations extra-professionnelles. Le Directeur général qui est presque toujours un technicien, du

(1) Blanchoin. *Op. cit.*, p. 405.

moins pour les branches incendie et accidents, est lié par l'objectif du compte de Profits et Pertes.

Comment peut-on imaginer qu'il puisse prendre une initiative quand sa situation est sans cesse menacée par cette épée de Damoclès.

Rationnellement n'est-il pas plus sage pour lui de rechercher les assurances connues, pratiquées depuis longtemps, pour lesquelles la statistique est établie d'une façon sérieuse que de tenter des essais qui risquent d'être infructueux. Comment ne pourrait-il pas préférer l'assurance automobile ou incendie aux essais d'assurances maladies ou individuelles spéciales.

Les partisans de monopole d'Etat comme ceux de la mutualité professionnelle poussant leur argumentation en tirent la conclusion que l'émancipation de l'Economie nationale et la libération de l'Etat apparaissent comme les raisons les plus sérieuses de suppression des grandes compagnies d'assurances.

Ils soutiennent en effet que la possession de la masse de capitaux que constituent les réserves des compagnies donne au groupe des sociétés d'assurances la maîtrise absolue du marché des valeurs d'Etat et des titres industriels notamment en ce qui concerne les chemins de fer.

Nous pensons que l'autonomie que la Corporation a obtenu peu à peu en matière juridique et dont M. Sumien a tracé les grandes lignes dans son étude déjà citée (1) doit s'achever par une modification de la loi de 1867, quant à son application aux sociétés d'assurances. Nous étudierons dans notre dernier chapitre les propositions qui ont pu être faites à ce sujet comme celles concernant la gestion de ce fonds de capi-

(1) *Gazette du Palais*, 11 janvier 1942.

taux qui continue à dominer la profession au détriment des nécessités techniques et scientifiques.

La question financière est pour le Conseil d'administration d'une grande compagnie la plus importante à résoudre. Il apparaît souvent que la recherche des affaires ne présente plus qu'un intérêt limité. Certaines sociétés ont soutenu, sans paradoxe, qu'elles ne faisaient de l'assurance que pour permettre à leurs agents de vivre mais que le placement des réserves présentait pour elles un intérêt bien supérieur.

Comment, dans ces conditions, imaginer que la technique de l'assurance puisse se perfectionner.

Avec la crise économique de 1930, les compagnies ont senti la nécessité de rechercher un bénéfice technique. Les compagnies d'assurances sur la vie pour lesquelles seuls comptaient les bénéfices financiers se sont aperçues qu'elles ne faisaient plus de bénéfices que sur la mortalité, la modification des tarifs qui s'est réalisée en 1942 n'a été qu'une conséquence de cet état de fait. Les tables de mortalité n'ont pas été modifiées bien qu'elles ne soient plus exactes mais le taux de capitalisation a été ramené de 4,25 o/o à 3,50 o/o.

C'est évidemment dans cette branche que la solution est la plus délicate; c'est aussi en assurance-vie que l'emprise des financiers était la plus absolue, non seulement le Conseil d'administration mais les Directeurs eux-mêmes ignoraient le plus souvent toutes les difficultés de la technique. Comment ne pas citer l'exemple de ce Directeur d'une des plus grandes sociétés qui venant d'être nommé, s'étonnait d'avoir attendu l'âge de quarante-huit ans pour entendre parler d'assurances sur la vie.

Malgré la part d'exagération destinée à stimuler le zèle des producteurs en leur indiquant combien il restait à faire comme prospection, il faut convenir que cet aveu ne man-

quait pas de cynisme, quand il est prononcé par celui qui dirige les techniciens anonymes sur lesquels repose le fonctionnement de l'entreprise.

L'explication d'une telle situation est simple, pour obtenir un meilleur rendement du placement des réserves, le Conseil d'administration des sociétés d'assurances-vie, lorsqu'il doit nommer un directeur général porte son choix presque exclusivement sur un banquier.

Le système de la capitalisation des réserves a été l'écueil le plus sérieux rencontré par les Assurances Sociales dans leur première application après les lois de 1928 et de 1930. Toutes les lois qui ont suivi ont voulu faire intervenir le Législateur dans le placement des réserves. Elles ont toutes échoué et il a fallu se résigner à adopter le système de la répartition qui est beaucoup moins délicat.

En assurance et surtout en assurance sur la vie, il y a une impossibilité technique à abandonner le système de capitalisation puisque le risque doit être compensé non seulement dans l'espace mais aussi dans le temps. Mais il est cependant possible de rechercher des procédés dont l'application simplifierait la question des placements et laisserait toute initiative aux techniciens pour maintenir le dynamisme de la Corporation. Nous examinerons les projets en ce sens dans notre dernier chapitre.

Quand ces mesures pourront être appliquées sans que la sécurité des assurés soit compromise, nous obtiendrons une double libération de la profession. Libération du joug des financiers qui n'auront plus une voie prépondérante dans l'administration de l'entreprise d'assurances, et également libération de la menace continuelle qui pèse depuis cent cinquante ans sur l'assurance et qui n'est que l'effet d'une convoitise de l'Etat sur les richesses accumulées dans les caisses des gran-

des compagnies pour constituer la contre-partie des engagements pris à l'égard des assurés.

Il convient pour terminer d'attirer l'attention sur le double caractère financier des compagnies d'assurances ; elles ont d'une part à rémunérer le capital social, d'autre part à gérer la caisse commune des assurés. L'avantage des grandes mutuelles serait de ne connaître que l'une de ces deux obligations : celle qui est inhérente aux opérations d'assurances, alors que la première, celle qui concerne le capital social, pourrait aisément disparaître, en supprimant ce capital social.

Comme le disait déjà Chaufton : « La forme juridique adoptée par les compagnies par actions ne doit pas faire illusion à ce sujet malgré leurs réclames. Les ressources particulières de l'assureur ne sont qu'une garantie éventuelle qui passe après les primes et les réserves, lesquelles constituent le fonds de la caisse commune ».

SECTION II. — L'extension de la profession hors de ses frontières.

L'examen dans notre section précédente du rôle néfaste de la prépondérance financière nous oblige à étudier les frontières de l'Assurance et de la Banque.

L'une des premières nécessités du régime corporatif est de bien tracer les frontières de chaque corporation et d'éviter l'annexion de services qui ne font qu'alourdir la marche de la profession et risquent même de modifier son caractère original.

Nous avons vu qu'historiquement l'assurance sur la vie avait beaucoup souffert de l'existence des tontines. A l'origine le public n'arrivait pas à faire la différence entre les deux

conventions. Ce n'est qu'après le développement des grandes compagnies que la séparation s'est faite de plus en plus nette, bien que pendant tout le cours du siècle dernier les tontines aient continué à obtenir de grands succès.

De même que les tontines autrefois, la capitalisation nuit au développement de l'assurance sur la vie et tend à faire prévaloir le caractère financier de l'Assurance. Ce caractère nuisible a été apprécié en ces termes par le Ministère du Travail dans une réponse à une question écrite de M. Gounin député :

« Les Sociétés de capitalisation n'existent guère qu'en France, en Grèce et en Chine. La Belgique, l'Espagne, l'Italie et la Suisse les ont proscrites par des lois formelles. En Allemagne, en Angleterre et aux Etats-Unis où elles n'ont pas cherché à s'implanter, elles ne sont pas exclues par des lois particulières, mais c'est l'avis de spécialistes de la question qu'elles se heurteraient aux lois générales de l'Etat ».

M. Hémard (1) classe les contrats de capitalisation dans les opérations voisines de l'assurance. Il estime que les entreprises pratiquant ce système sont des : « parasites de l'assurance », et qu'il faut regretter qu'elles aient souvent détourné de celle-ci.

La validité des contrats de capitalisation a été longtemps discutée, les adversaires se basant sur la loi de 1836 interdisant les loteries. Ce fut la loi de 1907 qui donna un caractère légal à ces opérations et réglementa l'organisation des entreprises de capitalisation.

On a voulu soutenir qu'il fallait rattacher les opérations de capitalisation aux assurances. M. César Ancey (2) l'affirme en

(1) Hémard. *Op. cit.*, p. 545.

(2) César Ancey. *Op. cit.*, p. 120.

montrant que l'entreprise prend à sa charge un risque, celui de la variation du taux de capitalisation prévu pour la formation du capital convenu. Actuellement le Comité d'Organisation des Assurances est qualifié pour l'organisation des sociétés de capitalisation.

Cependant, avec la majorité de la doctrine, nous soutenons que le contrat de capitalisation n'est pas une opération d'assurance. Il existe des différences fondamentales entre les deux espèces de contrat.

L'argument qui consiste à montrer que la capitalisation n'est pas autre chose qu'une assurance-mixte dans laquelle une loi d'amortissement a été substituée à la loi de mortalité ne résiste pas à l'examen. Nous ne trouvons en aucune façon un risque garanti, il n'y a pas de sinistre qui puisse entraîner le versement d'une indemnité.

La technique assez simple de la capitalisation ne fait pas appel au calcul des probabilités ni à la loi des grands nombres.

La statistique n'est d'aucune utilité, les résultats, pour lesquels il ne peut y avoir aucun écart sont prévus à l'avance par l'adoption d'un tableau arbitraire d'amortissement qui n'a rien de commun avec une table de mortalité.

Suivant l'expression de M. Hémard (1) : « Le contrat de capitalisation n'est ni une illusion d'assurance, ni une caricature de l'assurance, il n'est pas un contrat d'assurance ».

On a soutenu également que le contact de capitalisation était utile parce qu'il pourrait mener à l'assurance populaire. Il nous apparaît que précisément le contrat de capitalisation a un rôle néfaste en ce qu'il détourne la clientèle des assurances populaires. Le développement considérable des assurances

(1) Hémard. *Op. cit.*, p. 601.

populaires dans les pays étrangers bénéficie certainement de l'absence de cette concurrence nuisible.

Les opérations des sociétés de capitalisation font disparaître l'esprit de prévoyance et au point de vue moral elles apparaissent très inférieures aux opérations d'assurance car nul ne peut ignorer que la production considérable des affaires capitalisation est basée en grande partie sur l'attrait du tirage. Au lieu du sacrifice de prévoyance c'est l'esprit de jeu, l'engouement pour la loterie qui entraînent la masse des clients vers ces opérations.

La propagande et les prospectus ne cherchent d'ailleurs pas à cacher cette tare, puisqu'ils sont au contraire composés uniquement des résultats obtenus dans les précédents tirages. Les journaux, dans leurs pages de publicité, ne montrent également comme références que ces résultats d'une loterie répétée tous les mois.

Nous ne citerons pas les scandales qui se sont produits en grand nombre, entraînant dans des faillites retentissantes la perte d'une masse importante de la petite épargne.

Les sociétés les plus sérieuses, nous dit M. Hémard, dont l'impartialité ne saurait être suspectée, ne sont pas à l'abri de tout reproche. La plupart des grandes sociétés qui se sont fondées avec un capital social peu important ont distribué à leurs actionnaires des dividendes qu'on peut juger excessif en l'absence de tout risque pour le minime capital engagé (1).

Au point de vue moral comme au point de vue technique il semble acquis que le contrat de capitalisation n'a rien de commun avec le contrat d'assurance. La corporation de l'Assurance, en prenant conscience d'elle-même, doit se limiter et exclure toutes les combinaisons qui ne se rattachent pas strictement à son objet.

(1) Hémard. *Op. cit.*, t. II, p. 606.

L'Assurance-Crédit.

Il en est de même de l'assurance-crédit : après quelques années d'expériences malheureuses la plupart des sociétés d'assurance-crédit et même les branches annexes des grandes compagnies qui avaient pour objet cette opération ont disparu. Il paraît douteux qu'on puisse renouveler en France un essai aussi malheureux dans les mêmes conditions. Nous pensons qu'il n'aurait jamais eu de raisons d'exister si les banques françaises avaient eu une politique de crédit plus audacieuse qui permettent de soutenir les efforts des industriels et des commerçants. Les exemples des pays étrangers tels que les Etats-Unis et l'Allemagne sont significatifs, car dans ces pays l'assurance-crédit est pratiquée avec succès mais le rôle important en matière de crédit appartient aux banques.

Il convient pour la corporation de l'assurance comme pour toutes les autres corporations d'être très prudente sur la délimitation des frontières avec les autres corporations.

Au point de vue technique le risque est bien réel mais il est difficile sinon impossible à saisir par les méthodes de la statistique, d'autre part la loi de la mutualité ne peut pas s'appliquer. La sélection des risques, très influencée par le facteur humain, doit entraîner le refus d'un grand nombre d'affaires.

Cette assurance suppose une connaissance complète des opérations de banque. Pour ne pas retrouver les erreurs passées il est nécessaire de bien définir le domaine de l'assurance en cette matière. Il doit se limiter à la garantie de l'insolvabilité, les banques conservant leur rôle de distributeur du crédit. Des essais récents qui ont obtenu un succès plein d'intérêt doivent montrer sa voie à la Corporation.

SECTION III. — La sélection des cadres.

L'examen impartial des critiques adressées à l'Assurance française ne nous permet pas de négliger l'importante question de la sélection des cadres.

Le problème qui se pose est un des plus anciens, sa gravité n'a pas échappé aux autorités chargées du contrôle de l'assurance privée. Il est impossible de nier que la Corporation a toujours souffert d'un recrutement très défectueux. Il existe une tendance traditionnelle à considérer que les individus ayant échoué dans les professions les plus diverses conservent une aptitude à réussir dans l'assurance. Le recrutement n'étant limité par aucune épreuve, la profession a été pendant de nombreuses années encombrée par des individualités qui ne présentaient aucune qualité pour devenir des professionnels.

D'autre part on a reproché au système de sélection, habituellement pratiqué, le découragement qu'il entraîne pour ceux qui doivent constituer les cadres de la corporation.

Dans la plupart des compagnies l'avancement se fait au bénéfice de l'ancienneté. Le résultat est tel qu'après un certain temps la plupart des individualités de valeur s'éliminent d'elles-mêmes, préférant exercer une activité qui doit être féconde dans une profession plus sensible aux valeurs humaines.

Il ne reste souvent que ceux dont la patience peut s'expliquer par le manque d'esprit d'initiative.

Le recrutement s'opère souvent dans les Grandes Ecoles, les stagiaires, pendant plusieurs années s'efforcent d'attirer l'attention de leurs chefs par leur activité mais peu à peu découragés devant l'indifférence générale, les meilleurs quit-

tent la profession, attirés par des horizons plus encourageants.

Il suffit de suivre pendant plusieurs années l'organisation intérieure d'une grande compagnie pour constater que le renouvellement si fréquent du personnel subalterne ne se fait pas au bénéfice de la compétence.

La responsabilité de cet état de fait n'incombe pas entièrement aux directions des compagnies mais souvent au personnel des cadres de maîtrise qui, par un aveuglement égoïste, recherche dans l'élimination des forts, une plus grande sécurité pour une existence médiocre.

La direction est rarement tenue au courant des qualités du personnel, le contrôle en l'absence de toute épreuve est très délicat.

Il n'est pas exagéré de penser que le manque de dynamisme qui est l'une des principales accusations contre la corporation de l'Assurance est en partie causé par l'absence d'une élite suffisamment nombreuse et douée d'un esprit d'initiative qui permettrait d'orienter la profession vers une évolution nécessaire.

Nous examinerons dans notre dernier chapitre les essais qui ont été tentés récemment pour une amélioration de l'instruction professionnelle des cadres et pour une sélection qui donne dans les pays étrangers les meilleurs résultats.

SECTION IV. — L'état statique de l'Assurance en France depuis quarante ans.

On a coutume de dire que le marché de l'Assurance en France manque de dynamisme. Il existe une stagnation dans

les affaires, une économie de circuit s'est, au cours des années, implantée.

L'examen de l'Assurance en France, au point de vue économique, donne, depuis quarante ans, une apparence d'état stationnaire. Il semble que sans modification demain répètera aujourd'hui comme hier.

Les années passant, le marché s'est stabilisé, le montant des primes s'augmente d'une progression lente. L'esprit d'initiative est peu développé. Comme nous l'avons vu dans notre première section, les compagnies d'assurances se comportent plus en sociétés financières qu'en sociétés d'assurances et cependant elles sont des sociétés commerciales pratiquant une industrie qui exige pour se développer un dynamisme puissant.

Nous avons examiné la cause principale de cet état statique qui réside dans le fait que la Corporation est dirigée par des non-professionnels, le Conseil d'Administration étant un organisme financier pour lequel le résultat du bilan est plus significatif de la marche de la société que le caractère dynamique de l'entreprise.

Nous avons vu que le Directeur Général, lié par les exigences du compte de profits et pertes, est entraîné avec force dans les sentiers déjà tracés par d'autres générations, le résultat n'étant scientifiquement prévisible que pour les opérations connues, étudiées par des statistiques nombreuses.

Cette cause n'est pas l'unique source du manque de dynamisme. M. Fourastié estime que l'esprit statique de l'assurance française est également le résultat d'une déficience de la concurrence (1). Il emploie le mot déficience pour expli-

(1) Fourastié. Cours donné le 11 juillet 1940 à l'École des Arts et Métiers.

quer qu'il n'y a pas défaut de concurrence mais au contraire excès de concurrence et que cet excès a les effets les plus nuisibles et les résultats les plus stériles.

Il résume son opinion dans cette phrase : « La concurrence joue uniquement ou presque dans un sens défavorable ».

Il faut, croyons-nous, en cette matière nous reporter aux lois générales de l'Economie. Dans son ouvrage sur la *Théorie de l'Evolution Economique*, M. J. Schumpeter nous décrit (1) d'une façon saisissante le circuit économique.

En période statique, l'agent économique agit selon des données et utilise des procédés fournis par l'expérience. Il n'y a pas de place pour des entrepreneurs mais seulement pour des exploitants.

Les processus successifs de production forment un circuit qui représente l'équilibre. La concurrence anéantit le bénéfice net. Dans l'état stationnaire parfait, l'économie nationale devrait travailler sans gain. Si les circonstances restent constantes, nous aurons toujours les mêmes biens avec les mêmes méthodes de production.

Cette théorie nous donne une idée générale de l'état statique de l'Assurance en France depuis quarante ans. Le dynamisme des fondateurs de la Corporation, au siècle dernier, devait normalement entraîner une imitation. Le profit de ces premiers entrepreneurs devait attirer vers la nouvelle industrie de nouveaux exploitants, mais suivant l'évolution naturelle, le profit finit par disparaître et le processus de développement tend vers l'équilibre.

Si l'on admet la définition de Schumpeter le profit est par essence le résultat de l'exécution de nouvelles combinaisons.

(1) J. Schumpeter. *Théorie de l'Evolution Economique*.

Or, en assurance, le profit doit disparaître puisque les nouvelles combinaisons ne se manifestent plus.

On dit que la concurrence a joué dans le mauvais sens, mais nous pensons qu'elle a joué dans son sens naturel qui est un sens défavorable. Dans notre profession comme dans toutes les industries, elle a joué dans le sens d'une concurrence de tarifs. Les assureurs, pour se partager une demande devenue constante, ont dû abaisser les primes au préjudice des exigences techniques. Certaines branches, par exemple l'assurance automobile, ont connu de grandes difficultés : alors, qu'en économie politique, la limite au delà de laquelle le prix ne peut plus baisser est constituée par le coût de production ; en assurance ce coût de production est constitué par le prix du risque techniquement calculé que les méthodes statistiques augmentent du chargement représentant les frais généraux.

Or il n'y a pas eu de tarif minimum, chaque assureur s'efforçant d'augmenter sa clientèle en prenant une prime inférieure à celle demandée par son concurrent.

La concurrence poussée à l'extrême limite doit amener la disparition progressive des entreprises les plus faibles pour atteindre progressivement les plus fortes mais dans la Corporation de l'Assurance, l'Etat ne pouvait se désintéresser du sort des victimes de l'élimination brutale résultant de la concurrence. Une évolution normale du Contrôle nous a amené progressivement à une politique de tarifs minima résultant d'accords qui, depuis le décret-loi du 14 juin 1938, peuvent être homologués et rendus obligatoires pour toutes les sociétés. Tout récemment, en matière d'assurance-incendie des risques industriels, une décision officielle a fixé un tarif minimum supprimant le rôle naturel et brutal de la concurrence.

Il n'est pas tout à fait exact d'attribuer à la concurrence les maux qui résultent d'un état statique. Il est théoriquement et pratiquement établi que la concurrence ne peut, en aucun cas entraîner directement l'évolution du circuit économique.

Le dynamisme ne peut résulter que de l'exécution de nouvelles combinaisons ; il s'agit alors de l'initiative du chef d'industrie qui veut se soustraire à la concurrence pour diriger son activité vers une méthode qui lui procurera un profit.

Les économistes ont appelé ce chef d'industrie « l'entrepreneur ». Depuis J.-B. Say jusqu'à Schumpeter en passant par Saint-Simon, les ouvrages économiques n'ont pas manqué de nous décrire l'apparition de l'entrepreneur, l'importance de cette fonction particulière qui exige une aptitude qui se rencontre rarement. Il lui faut briser la coutume, lutter contre la réaction du milieu social.

Ce manque de dynamisme, qui caractérise la période contemporaine de l'Assurance en France, n'est donc pas dû à la concurrence, il est le résultat d'un manque d'initiative généralisé dans toutes les entreprises. La Corporation a manqué depuis quarante ans d' « entrepreneurs » au sens économique du mot.

Nous pourrions chercher les causes de cette disparition. Nous pensons les avoir examinées dans nos précédentes sections en montrant combien la sélection des cadres était défectueuse et comment la Corporation de l'Assurance était en fait dirigée par des membres d'une autre profession : celle des Banques.

Nous trouverons le résultat de toutes ces causes dans la description de l'état statique.

Ce fut tout d'abord cette concurrence au rabais que, dès 1901, un journal professionnel, le *Moniteur des Assurances*, dénonçait en rappelant qu'elle devait avoir pour résultat de

compromettre l'avenir et même l'existence des sociétés d'assurances; la conséquence immédiate devant être de déconsidérer dans une mesure plus ou moins grande, l'industrie des assurances en général, et l'auteur proposait comme remède à cet état de choses l'organisation de la profession (1).

Avec les années le mal s'est aggravé, nous avons vu des solutions paradoxales : un refus d'assurer dans certaines compagnies des risques qui paraissent supportables à d'autres sociétés. Pour éclairer d'un exemple cette affirmation, nous citerons la garantie des accidents du travail dans les entreprises de battage mécanique; actuellement un grand nombre de sociétés refusent purement et simplement de délivrer couverture de ce risque alors que d'autres tout aussi puissantes acceptent de donner cette garantie pour une prime très modique (2).

Quand un nouveau risque apparaît par suite d'une modification de la législation ou pour une autre raison, le marché de l'Assurance paraît complètement désemparé devant cette innovation : l'exemple récent de la garantie des maires dans l'exercice de leur fonction dont les communes sont responsables en est le témoignage le plus frappant : la plupart des communes ont reçu des offres de plusieurs compagnies dont le tarif pour un risque strictement égal n'avait aucun point de comparaison : certaine compagnie réputée offrait une garantie pour 150 francs alors qu'une société concurrente non moins solvable exigeait une prime de 1.300 francs pour la même assurance.

Il faut aussi voir une persistance de cet état statique dans le maintien d'un tarif incendie élaboré depuis de nombreuses années.

(1) *Moniteur des Assurances*, février 1901, p. 49.

(2) Assurances Générales et Urbaine et Seine.

Comme l'évolution économique ne s'est pas arrêtée depuis cette époque, l'Assemblée plénière des Compagnies d'Assurance contre l'incendie a tout d'abord décidé en 1919 une majoration uniforme de 10 0/0 sur la prime nette et a porté cette majoration en février 1938 à 25 0/0. N'eût-il pas été plus rationnel à ces deux époques de reviser les tarifs grâce à une méthode scientifique et de corriger les taux de prime qui ne donnaient pas satisfaction plutôt que d'admettre une solution de facilité qui n'a pas manqué de produire un mécontentement dans la masse des assurés et d'élever des doutes sur la nécessité d'une technique prête à l'évolution.

Nous n'ignorons pas que la refonte générale du tarif incendie constitue un travail très important, mais la Corporation qui veut vivre doit admettre l'évolution; il ne s'agit pas pour ses dirigeants de la freiner mais au contraire de la servir et même de la devancer par une initiative indispensable.

Cette révision eut permis de vérifier les allégations de certaines corporations qui affirment être lésées dans l'application des tarifs actuels. Les défenseurs de la mutualité agricole ont coutume d'affirmer que les tarifs des compagnies sont établis plutôt d'après la facilité de réaliser des affaires que d'après la gravité des risques (1). « La moyenne des sinistres, disent-ils, est supérieure à 80 0/0 pour les risques industriels et les magasins d'où une perte énorme que les compagnies essaient de compenser avec les bénéfices des risques simples et agricoles. En 25 ans, la seule industrie cotonnière a causé 50 millions de perte aux compagnies, au lieu de rectifier les tarifs et de les baser sur les statistiques on prend des millions sur les bons risques ».

Il paraît probable que, pour les besoins d'une cause diffi-

(1) Blanchoin. *Op. cit.*, p. 135.

cile à défendre, ces affirmations sont manifestement exagérées, mais il serait préférable de reviser périodiquement les tarifs comme l'exige la technique de l'Assurance et de mettre fin d'une façon certaine à des critiques dont nous ne pouvons pas dire qu'elles sont complètement injustifiées.

En assurance-vie, nous devons faire une constatation analogue. Comme nous l'avons vu dans notre précédent chapitre tous les efforts des techniciens à l'époque dynamique de l'assurance se sont orientés vers l'établissement d'une table de mortalité déduite de l'expérience et dont l'exactitude soit sévèrement établie, nous avons vu que les actuaires des principales compagnies suivant l'exemple de M. de Kertanguy avaient contribué à préparer pour l'Exposition Universelle de 1889 une statistique qui leur avait valu les félicitations unanimes. Depuis ces tables n'ont jamais été revisées officiellement et cependant chacun sait qu'avec l'évolution elles ont perdu leur exactitude. La mortalité est devenue plus faible, aussi voyons-nous les compagnies faire des bénéfices avec les assurances en cas de décès et obtenir des résultats défectueux avec les assurances en cas de vie.

La révision des tables R. F. et A. F. s'impose depuis longtemps et cependant aucun commencement d'exécution n'est à signaler.

Nous citerons comme autre exemple de manque de dynamisme la réaction des sociétés françaises quand les sociétés anglaises se sont retirées du marché, par suite de la guerre, en 1940.

Il était bien établi que les assureurs anglais faisaient de nombreuses affaires en France et que les chiffres de primes encaissées étaient très élevés. Il semblait que le circuit économique de l'assurance française pouvait évoluer sous la pression de cet afflux de risques nouveaux. Or il n'en fut rien, car

un grand nombre de risques assurés par les sociétés anglaises n'était pas assuré par les compagnies françaises. La plupart des clients ont disparu (1) « car ils avaient des risques que les sociétés françaises n'avaient pas l'habitude d'assurer ».

Tous les risques spéciaux qui étaient l'apanage du marché anglais se sont évaporés. Depuis de nombreuses années l'assurance française a pris l'habitude de laisser aux sociétés étrangères les risques nouveaux : garantie tous risques des bijoux — individuelle esthétique — vol des bestiaux — risques aggravés en assurance sur la vie — tous risques films. Quand la tarification pratiquée par ces assureurs paraissait satisfaisante, il suffisait d'imiter l'exemple des concurrents.

Nous pensons cependant que l'exemple le plus significatif du manque de dynamisme concerne l'assurance-maladie. Nous nous bornerons à une comparaison entre les deux grandes lois d'assurances sociales qui ont modifié la législation française : celle de 1898 sur les accidents du travail et celle de 1928 sur les assurances sociales proprement dites.

En 1898, grâce à un esprit d'initiative que nous avons étudié dans un chapitre précédent, les compagnies d'assurances avaient organisé les assurances contre les accidents du travail. Une statistique existait : celle des assurances collectives pratiquées depuis plus de trente ans avant le vote de la loi.

Malgré tous les projets d'étatisation de l'assurance contre les accidents du travail, le législateur par reconnaissance, par esprit pratique ou pour toute autre raison a finalement décidé de laisser le champ libre à l'initiative privée pour la garantie du risque professionnel qu'il venait de reconnaître.

On aurait pu penser qu'en 1918, après la guerre, et pendant une période qui s'annonçait prospère, les assureurs,

(1) Fourastié. *Op. cit.*

renouvelant une initiative qui les avait si bien servi au siècle dernier, allaient commencer à pratiquer l'assurance-maladie comme complément de l'assurance contre les accidents du travail.

Il paraît probable qu'en 1928, si l'industrie des assurances avait occupé une place importante dans la garantie du nouveau risque, il eût été difficile de l'éliminer complètement.

Le législateur, plutôt que de légiférer dans l'inconnu, se serait borné à rendre légale une institution créée par l'initiative privée.

Il n'est pas douteux que par l'exécution de cette nouvelle combinaison le circuit eut été brisé et l'évolution économique de la Corporation aurait entraîné dans son processus le développement de toutes les initiatives.

Dans son exposé, à la réunion plénière du Comité d'Organisation de l'Assurance, le 31 juillet 1941, M. Guérard, Président, a montré que l'un des devoirs essentiels de la Corporation est de remplir toutes ses fonctions en satisfaisant tous les besoins qui ressortissent à sa spécialité : « Tout ce qui est assurable doit être assuré ».

Cette formule est le résumé d'un grand nombre de critiques que nous avons examinées. Le manque de réaction de l'assurance française devant les risques nouveaux comme son indifférence en face des risques spéciaux, qu'elle abandonne aux assureurs étrangers, prouvent que ce devoir n'a pas été compris du plus grand nombre.

Pour terminer l'examen des critiques adressées à la Corporation, il paraît juste de mentionner l'argument souvent invoqué par les compagnies françaises. Le Contrôle des Assurances en France fait preuve d'une intransigeance et d'un manque de souplesse qui interdisent tout esprit d'initiative aux plus audacieux.

Cet argument n'est pas méconnu par la Direction des Assurances au Ministère des Finances. Il semble, en effet, que nous soyons enfermés dans un cercle vicieux : le Contrôle, ainsi que nous avons cru le comprendre au cours de notre enquête, intervient parce que 90 o/o des assureurs pratiquent la profession sans intelligence et risquent de conduire leur entreprise à la faillite mais alors 10 o/o des assureurs, peut-être animés de dynamisme, sont liés et ne peuvent agir.

Il en résulte une impression décevante ; la profession menace de perdre toute souplesse ; les tarifs fixés par l'Etat tendent à devenir immuables, les conditions générales adoptées une fois pour toutes ne peuvent plus être modifiées. La Corporation court le risque de s'endormir dans l'immobilité définitive de la mort.

CHAPITRE VI

LA QUESTION TECHNIQUE

Nous avons vu dans l'étude du dossier de l'adversaire que, seules, les difficultés de la technique avaient permis à l'assurance de survivre à la conception de la mutuelle professionnelle.

L'assurance, après une longue évolution est devenue une science complexe. Comme la physique ou la chimie elle a ses lois, elle a aussi ses savants. La littérature professionnelle de l'assurance est importante. La Doctrine est représentée par d'éminentes personnalités.

L'assurance possède des principes de technique qu'une longue expérience a révélés et perfectionnés. Nous étudierons dans différentes sections :

Les lois qui régissent l'assurance.

Les principes techniques.

La sélection des risques.

La compétence professionnelle.

SECTION I. — Les lois qui régissent l'assurance.

Historiquement, c'est en assurance sur la vie que la première application des prévisions mathématiques a permis l'établissement d'une science de l'assurance.

La plupart des événements qui se produisent ont des causes qui ne nous sont pas complètement connues. Il importe en

assurance de connaître la probabilité de retour d'un événement. Le calcul des probabilités est la base fondamentale des assurances.

Dans les événements qui sont dus au hasard la probabilité est mathématique. La probabilité peut s'exprimer par une fraction qui a pour numérateur le nombre de chances favorables et pour dénominateur le nombre de chances possibles ; ainsi pour reprendre un exemple classique : dans une urne qui contient 1.000 boules dont une blanche et 999 rouges, la probabilité d'extraction d'une boule rouge est égale à 0,999.

Il est à remarquer que la probabilité est toujours une fraction inférieure à l'unité.

La somme de la probabilité favorable et de la probabilité certaine est égale à l'unité.

La théorie qui résulte de ces explications peut se formuler ainsi :

« La probabilité d'un événement attendu est égale au nombre de cas favorables à cet événement divisé par le nombre de cas possibles ».

Les lois du hasard sont des formules énonçant des faits qui se reproduisent avec une certaine régularité.

Les bases scientifiques de l'étude des événements dus au hasard ont été dégagées par Pascal. Un incident amena cette découverte. Une nuit qu'il y avait fête chez le Cardinal Mazarin, de jeunes gentilshommes s'étant disputés relativement à la répartition des pièces d'or restées sur la table de jeu, on ne tira pas l'épée comme c'était l'habitude mais un des joueurs, le Chevalier de Méré, fut envoyé vers l'auteur des *Pensées* pour le prier de résoudre la question.

A la fin du XVII^e siècle, l'étude des lois du hasard était reprise, elle se perfectionna sans cesse au cours des siècles qui suivirent,

Le hasard n'est plus l'inconnu auquel la fatalité nous engage à nous soumettre. On étudie le hasard et on arrive à le traiter avec une certitude relative.

Laplace écrivait en 1812 (1) : « Nous attribuons les phénomènes qui nous paraissent arriver et se succéder sans aucun ordre à des causes variables et cachées, dont l'action a été désignée par le mot hasard, mot qui n'est au fond que l'expression de notre ignorance ».

Pour observer les phénomènes dus au hasard, il faut qu'ils présentent un certain caractère de constance qui nous permettra de dégager des lois.

Pour déterminer ces lois, il faut réunir un grand nombre de faits. Pratiquement, nous fait observer M. César Ancey (2), « on établit la probabilité d'un événement déterminé d'après la survenance plus ou moins régulière d'événements analogues déjà observés ».

Dans un grand nombre d'événements observés il existe des causes régulières, qui, à la longue, doivent l'emporter sur les causes irrégulières. Il faut d'ailleurs ajouter que ces causes ne sont pas obligatoirement fixes, elles peuvent être variables mais le résultat observé est fixe. Il existe une probabilité déterminée.

L'étude des événements qui se répètent en grand nombre est faite par la Statistique. La probabilité obtenue par les résultats de cette étude est la probabilité statistique.

La statistique est à la base de l'assurance puisqu'elle seule permet la recherche des probabilités. Il ne nous appartient pas

(1) Laplace. *Théorie analytique des probabilités*.

(2) C. Ancey. *L'assurance*, p. 78.

(3) C. Hémard, t. I, p. 125 qui rappelle l'expression de Joseph Bertrand, « Le hasard corrige le hasard ».

de faire l'étude de tous les procédés utilisés par la statistique pour le calcul des probabilités.

Il est toutefois utile de préciser que la probabilité réelle n'est pas donnée par un point abstrait que l'on appelle moyenne mais par un intervalle entre deux points équidistants de la moyenne. En assurance la recherche de cette moyenne permet d'établir la prime pure mais la théorie des écarts montre la nécessité des réserves comme complément de la réserve mathématique.

L'étude du théorème de Bernouilli montre que plus les épreuves sont nombreuses, plus les écarts sont faibles⁽¹⁾; plus le nombre des observations est grand, plus on se rapproche de la certitude, c'est ce qu'on a appelé : la Loi des Grands Nombres. Son application exige une division aussi considérable que possible des risques.

Pour que le calcul des probabilités soit plus exact il est nécessaire d'opérer sur des faits homogènes; il est donc indispensable pour l'assureur de classer les risques pour pouvoir chercher des moyennes par groupe.

La technique de l'assurance « repose essentiellement sur l'existence d'une mutualité, c'est-à-dire un groupement des risques dont la répartition et la compensation se feront suivant les lois de la statistique » (2). Chaufton écrivait en 1874 : « l'assurance est la compensation des effets du hasard par la mutualité organisée suivant les lois de la statistique ».

La compensation des risques doit s'opérer par la mutualité : mutualité dans l'espace, car, par le jeu de la réassurance la compensation devient internationale mais aussi mutualité dans le temps, sans celle-ci il n'est pas d'assurance possible.

(1) Exemple donné par Bernouilli et devenu classique (Ars coniectandi).

(2) Picard et Besson. Chap. I, p. 106.

Il ne peut être question alors que d'une assistance entre les membres d'un groupement. Les mutuelles qui prétendent garantir dans les villages la mortalité du bétail ne sont en réalité que des organismes d'assistance, de secours mutuel. En effet, la plupart n'encaissent pas de prime et répartissent chaque année les pertes.

Mais ce procédé empirique ne tient pas compte du fait que le calcul des probabilités doit se faire sur plusieurs années. Comme il n'existe pas de réserve, quand les sinistres deviennent nombreux la petite mutuelle disparaît.

L'objet de l'industrie de l'assurance est de rechercher par la pratique de la statistique et le calcul des probabilités, la possibilité de répartir un risque entre un grand nombre de personnes et de compenser les pertes de quelques-uns par la perception de la prime calculée techniquement sur l'ensemble.

Le principe de la mutualité est essentiel, on le trouve aussi bien dans les sociétés mutuelles que dans les compagnies à primes fixes, elle est constituée par une association d'individus qui s'unissent pour supporter les événements malheureux qui peuvent survenir à l'un d'eux. Le rôle de l'assureur suivant la formule de MM. Picard et Besson est d'être « le gérant de la mutualité qu'il a constitué (1) ».

Si l'on considère une opération isolée entre deux parties l'assureur et l'assuré, il est impossible de comprendre l'assurance ; en effet, il semble qu'il s'agit d'un simple déplacement de risque. L'assureur prend pour lui les effets du hasard, il n'y aurait pas assurance mais jeu. L'assurance ne commence qu'avec la division des risques, elle n'existe que quand le hasard est éliminé pour l'assureur comme pour l'assuré, il n'y a pas déplacement de risque mais sécurité pour les deux

(1) Picard et Besson. *Op. cit.*, chap. II, p. 111.

parties. Le risque n'est pas déplacé mais dilué, « pulvérisé ».

L'assureur comme gérant de la mutualité doit calculer la prime qui doit être le prix exact du risque. Il le fera, avons-nous dit, par la statistique. Une bonne statistique doit être aussi large que possible. Dans les branches les plus perfectionnées, les statistiques résultent d'observations très anciennes. En assurance sur la vie, le principe de l'opération repose sur l'établissement des tables de mortalité.

Nous emprunterons au professeur Hémard la définition : « une table de mortalité est un tableau indiquant pour chaque âge la probabilité du décès au cours d'une année. Il faut pour l'établir supposer une loi de la mortalité ».

Il est à remarquer que le calcul des probabilités ne vaut que pour une période considérée, aussi les résultats ne sont-ils pas immuables et il est indispensable de continuer l'observation des variations.

Le progrès pour la confection de ces tables est considérable. A l'origine après les travaux de Pascal et de Jean de Witt on connaissait les bases du calcul de la probabilité d'existence d'un homme à chaque âge mais les sources auxquelles on pouvait recourir pour établir ces appréciations concrètes étaient très incertaines.

Il fallut utiliser les statistiques de la population fournies seulement par les registres de l'Etat Civil ou par des recensements officiels mais en général ces bases étaient très insuffisantes.

C'est à partir du développement de l'assurance sur la vie que l'on se mit à étudier scientifiquement les influences diverses qui peuvent faire varier le nombre des décès. D'autre part toutes les anciennes tables établissaient des prévisions de mortalité générale, les primes qui en résultent sont beaucoup trop élevées ; les compagnies préférèrent en effet recourir

à une sélection médicale avant l'établissement du contrat et obtiennent ainsi des résultats très améliorés.

Il importait donc d'établir une table tenant compte des observations résultant de la pratique de l'assurance sur la vie. Dès 1860 trois compagnies : Les Assurances Générales, l'Union et la Nationale, réunissant leurs observations, établirent une table d'expérience. En 1876 le comité comprenant les trois mêmes compagnies auxquelles s'étaient jointes le Phénix, la Caisse Paternelle et l'Urbaine décidait d'établir une table pour son usage.

Le travail fut terminé en 1894, il aboutit à la composition de deux tables : la table des Rentiers Français (table R. F.) et la table des assurés français (table A. F.). Cette œuvre d'une grande valeur, constituée avec une méthode rigoureuse, fut aussitôt adoptée. L'application de ces tables ainsi que l'observation de l'évolution postérieure sont suivies par les actuaires.

Dans tous les pays, notamment en Allemagne, en Angleterre, aux Etats-Unis, des tables de mortalité ont été dressées, des sociétés d'actuaires ont été constituées. Sous leur influence, les statistiques utilisées par les sociétés d'assurance-vie se perfectionnent sans cesse.

Après l'assurance sur la vie, c'est en assurance contre les accidents de travail que les statistiques sont étudiées avec le plus de soin. Dans certains pays comme en Allemagne où la loi sur les accidents du travail est plus ancienne qu'en France, les statistiques antérieures n'existaient pas.

En France, avant la loi de 1898, quelques compagnies s'efforçaient de tenir une statistique aussi complète que possible des risques couverts par les polices collectives ; depuis cette loi le Ministère du Travail recueille tous les renseignements nécessaires à l'établissement des statistiques. Chaque compa-

gnie tient également une statistique établie d'après les résultats de ses opérations.

En assurance-incendie, en assurance des automobiles et généralement dans toutes les branches, il existe des statistiques plus ou moins complètes.

Il est certain qu'avec la formation d'une corporation de l'assurance ne vivant plus que de ses résultats techniques, la composition de statistiques plus étudiées et plus complètes devra être l'un des buts les plus importants.

La complexité d'une question, qui après cent cinquante ans de pratique, n'a pas été mise au point d'une façon définitive nous laisse entrevoir quel serait le résultat pour des assurances confiées à un service annexe de chaque profession. Les résultats seraient encore plus divisés qu'actuellement et l'absence de techniciens professionnels ferait rapidement disparaître le caractère scientifique de l'Assurance.

SECTION II. — Les principes techniques.

Les statistiques étant correctement établies, il convient d'en faire une application pratique à la recherche des taux de primes pour déterminer d'une manière scientifique le prix du risque.

La prime pure doit être strictement nécessaire pour couvrir le montant du risque. A cette prime pure doit s'ajouter le chargement qui comprend les frais généraux et le bénéfice normal de l'entreprise.

Pour chaque genre de risque, prime et chargement doivent être calculés pour fixer un tarif. Il arrive cependant que certaines sociétés réduisent le chargement grâce à des procédés financiers tels que plus-value résultant du placement des

réserves. Elles font alors des bénéfices qui ne sont dus qu'à des causes très éloignées de la technique. De même certaines compagnies étrangères ont recherché la souscription d'un grand nombre d'affaires dans la concurrence au rabais, escomptant un bénéfice sur les opérations de change.

Il faut repousser tous les procédés de ce genre. Le seul bénéfice possible doit être un bénéfice technique résultant des opérations d'assurances.

La technique de l'évaluation des taux de primes se complique pour les risques progressifs, par exemple en assurance-vie où il est évident que le risque décès s'accroît avec le nombre d'années.

En principe la prime devrait être progressive mais les compagnies sont dans l'impossibilité de pratiquer ce système qui engendrerait une anti-sélection très dangereuse. On préfère appliquer une prime constante qui est une moyenne. Ce procédé, fait remarquer M. César Ancey, « se propose d'uniformiser le taux de la prime pour toutes les années successives de l'opération ». Les premières primes sont donc plus élevées que celles représentant le prix du risque. La différence entre ces primes et la prime réelle constitue la réserve mathématique. L'assuré a toujours des droits sur cette réserve.

Quand le risque est stationnaire, en assurance contre l'incendie ou en assurance accidents, la recherche des taux de prime est cependant très complexe.

Le calcul des probabilités se heurte à la multiplicité des causes de sinistres. La classification des risques a pour but d'obtenir les éléments d'appréciation les plus divers permettant d'isoler chaque risque pour corriger les statistiques.

Une évolution constante doit amener progressivement des

(1) C. Ancey. *Op. cit.*, p. 97.

variations de taux de prime. Certains risques deviennent insignifiants ; c'est ainsi qu'au milieu du siècle dernier les assurances-accidents ont débuté dans tous les pays par une garantie contre les accidents de chemin de fer. Dans certains pays comme l'Angleterre, le nombre des contrats souscrits au voyage ou à l'année était très important. En France cette assurance était aussi pratiquée avec succès. La circulation ferroviaire devenant beaucoup moins dangereuse avec les années, il n'existe plus de police spéciale pour couvrir un risque aussi insignifiant.

Par contre la garantie des accidents d'automobiles a suivi une évolution inverse. A l'origine le nombre de véhicules n'était pas très élevé et la vitesse en général plus réduite, peu à peu la circulation s'est intensifiée, les voitures sont devenues plus puissantes et plus rapides, le coût des indemnités s'est également accru. Il a fallu suivre ces modifications et prévoir des primes qui se sont élevées sans cesse pour tenir compte de l'aggravation du risque.

On a coutume de faire une distinction entre la prime et la cotisation, laissant celles-là aux compagnies à primes fixes et celles-ci aux sociétés mutuelles. Nous pensons que cette différence ne doit plus exister puisque l'une comme l'autre représente le prix du risque et que la plupart des Mutuelles ont donné un caractère de fixité aux cotisations — les rappels étant exclus des conditions générales.

D'autre part la pratique de la participation aux bénéfices tend à s'étendre rapidement aux compagnies à primes fixes. Depuis longtemps la participation qui correspond à la répartition des premières mutuelles est prévue dans les contrats d'assurance sur la vie mais plus récemment cette participation s'est étendue aux contrats d'assurance-accidents et notam-

ment accidents du travail et tout permet de supposer que le procédé s'appliquera à la plupart des risques.

Il est cependant de toute évidence que cette participation aux bénéfices ne doit pas constituer une illusion destinée à duper l'assuré.

On conçoit que le gérant d'une mutualité, comme l'est l'assureur, partage ses gains avec les assurés mais à condition que les primes restent fixées au niveau minimum.

SECTION III. — La sélection des risques.

Pour que le risque soit assurable, il faut une certaine dispersion qui puisse permettre la compensation des risques dans la mutualité. Il y a une impossibilité technique à assurer des risques trop généraux : certains cataclysmes tels que tremblements de terre, crises économiques, guerres, inondations.

Tout essai d'assurance doit aboutir dans ces matières à un échec, il n'y a aucune sélection possible. Les souscriptions d'assurance concerneraient les risques les plus dangereux.

Il faut de plus pour rendre possible le calcul de la prime une homogénéité des risques qui sont l'objet du calcul des probabilités. Il est nécessaire pour la statistique de grouper des risques semblables : accidents d'automobiles, vol de bijoux, mortalité des chevaux. Dans chaque espèce des sous-classifications sont nécessaires.

L'homogénéité de nature est nécessaire mais l'homogénéité d'objet ne l'est pas moins (1). C'est ainsi qu'en assurance-mortalité du bétail, il faut calculer séparément le taux pour les chevaux et les bovins de même en assurance contre l'incendie le taux des meubles et des immeubles.

(1) Picard et Besson. *Op. cit.*

Les risques doivent être aussi homogènes par leur valeur et leur durée.

L'assureur doit également envisager la fréquence des sinistres. Il faut que le sinistre, l'événement envisagé se produise régulièrement. Comme nous le font remarquer MM. Picard et Besson (1) : « Plus exactement l'assurance n'est techniquement possible que pour les événements qui, envisagés dans le temps et dans l'espace, se reproduisent avec une certaine régularité et une certaine constance ».

C'est ainsi que dans l'Ouest de la France certaines régions, depuis que les statistiques sur la grêle existent, n'ont jamais été victimes du fléau, l'assurance pour ce risque n'est pas possible dans ces départements.

Mais la fréquence ne suppose pas la périodicité régulière et mathématique, le risque doit se réaliser d'une façon imprévue.

L'assureur doit prendre des risques semblables à ceux définis par la statistique, le taux de prime qui est l'objet du calcul des probabilités ne pourrait plus s'appliquer ou donnerait de mauvais résultats si les risques étaient différents. L'assureur doit donc exercer un choix parmi les risques qui lui sont proposés.

Il faut que l'action de l'assureur puisse empêcher une anti-sélection de se produire, car naturellement les mauvais risques sont les plus faciles dans la recherche des affaires. Cette sélection peut se faire d'une façon naturelle comme en assurance sur la vie où la visite médicale a pour but de reconnaître si le sujet présente les mêmes qualités de santé que la moyenne observée par la statistique. Au cas où le risque se présente dans des conditions moins favorables, on déclare le risque

(1) Picard et Besson. *Op. cit.*, chap. II, p. 117.

aggravé et suivant les cas il y a lieu de percevoir une surprime ou même de rejeter complètement l'affaire.

Il ne faut pas cependant que cette sélection ait pour résultat de faire repousser un grand nombre de propositions. L'intérêt général exige que l'assurance ne paralyse pas les initiatives par une politique trop timide. D'autre part la sélection a un rôle social et moral quand elle fait craindre à l'assuré d'être l'objet d'une surprime ou même d'un refus d'assurance, elle favorise l'extension de la prévention, elle entraîne, par exemple, un industriel à surveiller, à tout instant, son risque pour empêcher les accidents du travail et éviter ainsi de payer une prime très élevée.

Les deux procédés connus de sélection des risques sont la déclaration de l'assuré et la vérification du risque.

La déclaration de l'assuré est contenue dans la proposition et rappelée dans les conditions particulières du contrat ; c'est sur cette base que le tarif est appliqué. L'importance de cette déclaration est soulignée par la loi de juillet 1930 sur le Contrat d'assurance. La section III traite des obligations de l'assureur et de l'assuré et l'article 15 § 2 précise que : « l'assuré est obligé de déclarer exactement, lors de la conclusion du contrat, toutes les circonstances connues de lui qui sont de nature à faire apprécier par l'assureur les risques qu'il prend à sa charge ».

Cette déclaration est le plus souvent faite par réponse à un questionnaire imprimé qui est remis par l'assureur.

Dans le cours du contrat l'assuré doit déclarer toutes les aggravations qui résultent de son propre fait ou dont il a connaissance. L'article 17 de cette même loi oblige l'assuré à faire cette déclaration par lettre recommandée. L'assureur peut alors proposer un nouveau taux de prime qui correspond au risque nouvellement défini. La déchéance ne peut être

opposée à l'assuré quand par suite de cas fortuit ou de force majeure il a été mis dans l'impossibilité de faire sa déclaration avec exactitude.

Le second procédé consiste à vérifier le risque, c'est le cas en assurance sur la vie où la vérification est faite par le médecin de la compagnie ; c'est aussi le cas en assurance-incendie ou accidents quand un inspecteur vérificateur est envoyé par la compagnie pour étudier le risque proposé.

La sélection se fait aussi d'une façon plus empirique quand le risque est en cours de garantie, par les services des compagnies qui portent le nom de service de surveillance du portefeuille. Ce sont alors les résultats qui sont comparés et au cas où un risque paraît mauvais, il est proposé une majoration de prime ou en cas de refus de la part de l'assuré il lui est notifié la résiliation de son contrat pour sinistre.

Comme nous l'avons remarqué précédemment la sélection ne doit pas aboutir à un refus d'assurer. Pour que la loi des grands nombres puisse se vérifier, il faut en effet que l'assureur possède dans son portefeuille un certain nombre de risques semblables ; prenons l'exemple d'une compagnie d'assurances contre l'incendie qui accepte difficilement la garantie des moulins à blé, sa position est critiquable : en effet, puisque la Direction accepte de garantir le risque dans certains cas, il est indispensable de garantir un grand nombre de moulins en appliquant la prime qui représente le prix du risque d'après la statistique. La sélection est indispensable pour écarter les moulins qui ne présentent pas de garantie de sécurité mais pour les autres une politique d'admission trop sévère aboutirait d'une façon certaine à de mauvais résultats, la loi des grands nombres étant faussée dans son application.

Nous signalerons enfin comme dernier procédé de sélection un moyen indirect, celui de la participation de l'assuré dans

les bénéfices. Certaines compagnies ayant pratiqué l'assurance-mortalité par groupement de cultivateurs ont obtenu des résultats excellents en stipulant dans les contrats qu'après une durée de quelques années un compte serait établi et une répartition serait faite entre les assurés si le solde était bénéficiaire déduction faite des sinistres, des frais généraux et de la marge normale de bénéfice. Dans d'autres catégories de la branche accidents, en automobile, en accidents du travail, la participation de l'assuré dans les bénéfices a donné les meilleurs résultats.

SECTION IV. — La Compétence Professionnelle.

Il nous est impossible d'examiner dans le cadre de cette enquête, tous les problèmes techniques qui concernent l'industrie de l'assurance. Les développements d'une étude technique de l'assurance peuvent être considérables. Il nous suffit cependant de savoir que la complexité de cette question est la seule véritable sauvegarde de la corporation contre les attaques de ces adversaires.

Les exemples sont nombreux pour nous montrer que l'assurance ne peut se faire en petit. Toutes les petites mutuelles, qui, dans le courant du siècle dernier, ont résisté victorieusement aux difficultés de l'existence se sont transformées en entreprises industrielles avec une organisation aussi parfaite que celle des grandes sociétés anonymes.

Le phénomène de concentration, si souvent étudié en Économie Politique, n'est pas négligeable dans les Assurances.

La nécessité de professionnels compétents est apparue dans tous les organismes après la période de tâtonnements du début. Les sociétés corporatives qui veulent faire de l'assu-

rance un service annexe de la corporation ont dû se plier à ses exigences, et comme nous l'avons vu dans notre chapitre III, la nécessité de faire de l'assurance et non de l'assistance a amené une transformation progressive de la Mutualité Agricole où les apôtres du début, pleins d'ardeur et de zèle ont été remplacés par des professionnels d'esprit plus froid mais aussi plus conscient des difficultés de la technique. Cette constatation nous fait découvrir tout le paradoxe de la position prise par les partisans de l'assurance corporative : pour réussir il leur est indispensable de faire appel aux professionnels compétents et de rejeter les services bénévoles mais ignorants des membres de la corporation. Concevrait-on une corporation qui voudrait posséder ses médecins, ses notaires, ses avocats et qui ferait appel pour créer ces services annexes au dévouement de quelques-uns de ses membres.

En Assurance, comme dans toutes les corporations, l'expérience et la technique ne peuvent pas se remplacer par le dévouement. Un échec plus ou moins rapide sanctionnerait toute transgression à ces exigences naturelles.

Nous pourrions citer dans notre profession elle-même les nombreux exemples des disparitions prématurées de toutes ces sociétés qui ont eu depuis plus de cent ans une existence aussi éphémère que coûteuse pour les usagers.

De 1819 à 1900, si l'on considère seulement la branche incendie qui est cependant la branche la plus stable, celle pour laquelle la statistique et l'expérience des autres peut servir de modèle, nous constatons que pour vingt compagnies à primes fixes qui continuent leurs opérations quatre-vingt-huit ont disparu.

Le nombre des mutuelles disparues en un siècle de 1819 à 1918 pour la même branche est tout aussi impressionnant. On en compte en effet cent cinquante-deux pour lesquelles

une liquidation anticipée est venue terminer une courte existence.

Pour éviter toute confusion sur ce caractère technique, il faut se rappeler que l'assurance suivant la définition du professeur Hémard est une opération réalisant la compensation des risques auxquels sont soumis les assurés, au moyen d'une mutualité établie par l'assureur d'après les lois numériques qui gouvernent le cours des choses.

L'objet de la technique est d'analyser les éléments de l'Assurance qui sont la compensation des effets du hasard, la mutualité, le calcul statistique.

Les assurés se garantissent eux-mêmes, mais si l'on en reste à cette formule indiscutablement exacte il semblerait que l'assurance peut se faire au sein de chaque corporation. Cependant le rôle de l'assureur « gérant de la mutualité des assurés » ne peut être supprimé. L'expérience montre que l'empirisme ne peut donner aucune sécurité. L'industrie de l'assurance exige une exploitation rationnelle et scientifique.

Nous concluons en nous référant à l'autorité de savants auteurs tels que Chaufton, Vivante, les professeurs Hémard et Maurice Picard : que la technique est la caractéristique de l'Assurance, qu'elle lui donne son caractère original et que sa complexité impose l'existence d'une corporation.

Si l'Assurance a pu se séparer d'une part de l'assistance, d'autre part du jeu c'est par son caractère scientifique. Toute atteinte à la compétence technique de l'assureur, gérant de la mutualité, entraînerait un retour vers le stade historiquement dépassé de l'assistance et du jeu.

CHAPITRE VII

ROLE SOCIAL ET INTÉRÊT GÉNÉRAL

Pour juger sans passion, et avec impartialité si l'existence d'une profession de l'Assurance est nécessaire à l'Economie d'une nation, nous avons précisé, dans notre introduction, quel est le critérium de notre décision. Nous avons étudié dans le précédent chapitre, l'importance de la question technique, mais en dernier ressort il s'agit de connaître l'intérêt du public. Le point de savoir quel est l'intérêt général et le rôle social de la profession doit dominer notre enquête. Les qualités morales d'une institution doivent constituer les garanties naturelles de son existence. Le Législateur, dans sa toute-puissance, devra toujours composer avec cette force morale.

Nous exposerons successivement la mission de l'Assurance dans la Prévention et plus particulièrement dans la prévention des Accidents du Travail, puis le rôle social joué par l'Assurance en France dans la question de la Responsabilité Civile et notamment dans le développement de la notion de risque, enfin nous étudierons comment l'assurance est créatrice de sécurité et à ce titre est indispensable à l'Economie d'une nation.

SECTION I. — La Prévention.

SOUS-SECTION A. PRÉVENTION INCENDIE

Le contrat d'assurance est un contrat d'indemnité. Son objet est généralement la réparation du préjudice subi par l'assuré, quand le risque contre lequel il est garanti par l'assu-

reur s'est réalisé et que le sinistre l'a frappé. Si les deux parties, en contractant, ont en vue la réparation, il ne s'ensuit pas que les deux mêmes parties se désintéressent de la prévention.

Dans les anciens traités d'Assurance, il était d'usage d'opposer l'assurance préventive et l'assurance réparatrice. L'évolution qui s'est produite avec le développement de l'Assurance, a rapproché les deux notions.

M. Guérard, Président du Comité d'Organisation, dans sa conférence du 17 novembre 1941, affirme que « l'idée moderne d'assurance est inséparable de l'étude de tous les moyens qui peuvent éviter les sinistres qu'elle couvre. C'est là sa grande force morale, car il est profondément injuste de dédommager d'un malheur qui aurait pu être évité. C'est par là qu'elle est économiquement créatrice, car même indemnisée, une destruction reste toujours une perte de substance ».

Avant d'aboutir à cette reconnaissance officielle de son rôle, la Prévention fut longtemps considérée comme la partie la moins importante de l'industrie de l'Assurance. Il serait cependant inexact de dire que la Prévention vient d'être découverte.

Ce fut à l'origine, contre l'incendie, que la prévention s'est développée. Avant que la réparation ne fut organisée, on songea à prévenir la naissance du fléau. Alors que Rome était à son premier âge les Triumvirs étaient chargés de combattre les incendies, plus tard sous Auguste, un magistrat le *Proefectus Vigilum* organise la lutte contre le feu « il doit veiller toute la nuit, faire faire des rondes avec des crocs et des pioches ».

Les cohortes sont les ancêtres directs des corps de pompiers. Le Digeste nous donne une nomenclature du matériel employé pour combattre les incendies.

Au Moyen-Age, l'association est à la base de toute action contre les fléaux qui peuvent atteindre les membres de la Cité.

Ces associations nommées Gildes formaient des sociétés de secours pour venir en aide aux sinistrés, elles s'organisaient d'une façon locale pour la lutte contre le feu. Dans son *Histoire de l'Assurance en France*, Hamon nous décrit la vieille coutume du guet : « Le guet et le Chevalier du guet font l'office des triumviri nocturni et des cohortes sous les ordres du Préfet des vigiles, qui, de la chute du jour jusqu'au matin doivent parcourir les divers quartiers de la ville et veiller aux incendies ».

La pratique du couvre-feu était une mesure de prudence pour éviter l'existence de foyers d'incendie dans des constructions qui comportaient une grande proportion de bois et qui devaient fournir un aliment incomparable pour l'extension du feu.

Philippe le Bel, nous dit encore Hamon, prescrivait, en 1308, à tous les marchands, dans l'intérêt de la sécurité publique, de fermer leur boutique le soir et d'y éteindre toute lumière quand les cloches de Notre-Dame ou de Saint-Merry avaient sonné l'Angélus.

Malgré toutes ces précautions, de grands incendies ont souvent ravagé les villes importantes, l'histoire locale mentionne les dégâts importants et le nombre imposant des victimes du feu.

A la fin du ^{xvii}e siècle en Angleterre, et au ^{xviii}e siècle en France, on commence à utiliser les pompes à incendie ; certains historiens soutiennent, d'après un témoignage de Pline, que les Romains les avaient déjà employées. Quoiqu'il en soit la création du corps des pompiers de la Ville de Paris remonte à la fin du ^{xvii}e siècle.

Depuis cette époque l'amélioration des moyens de prévention se poursuit sans interruption et l'organisation de compagnies de pompiers s'étend aux plus petites communes de

France. Elles constituent le premier élément efficace de prévention.

Quand l'organisation de la réparation se fit d'une manière scientifique par la création des Compagnies et des Mutuelles d'assurance la lutte préventive contre le fléau ne se ralentit pas, mais l'Etat qui jusqu'alors avait organisé, seul, cette lutte fut assisté avec énergie par la nouvelle industrie.

Pendant tout le cours du ^{xix}^e siècle, à la demande des Compagnies, de nombreux décrets furent pris pour enrayer le danger. Nous citerons toute la législation concernant les carbures liquides. Le transport des pétroles par bateaux, à la suite d'un incendie, dans le port de Bordeaux, en 1869, donna l'occasion à toute la presse professionnelle d'attirer l'attention sur ce sujet et d'exiger une réglementation sévère. Un projet de loi, relatif au transport par eau des marchandises dangereuses fut communiqué au Corps Législatif; dans sa séance du 24 janvier 1870, il était le résultat des démarches faites par les Compagnies d'Assurance et des études parues dans la presse professionnelle.

Le *Journal Officiel* des 19 et 20 avril 1870 s'exprime à ce sujet en ces termes : « Les Compagnies d'Assurances ont signalé les sinistres nombreux qui se produisaient par suite de l'accroissement considérable qu'a pris le commerce du pétrole et des autres huiles combustibles qui s'enflamment à une température de trente-cinq degrés; elles nous ont demandé, si, dans la loi que nous allions rendre, nous ne pourrions pas édicter quelques mesures comme il en a été pris en Angleterre, en Hollande et en Belgique concernant la conservation de ces matières à l'intérieur, dans les entrepôts et dans les magasins de gros, de demi-gros et de détail. Nous leur avons répondu que de telles mesures sortaient du cadre de notre loi, mais que nous les recommanderions à la

sollicitude du gouvernement, attendu l'insuffisance du décret du 18 avril 1866 qui régit jusqu'ici la matière ».

« Les Compagnies nous ont expliqué qu'elles étaient désintéressées dans leur démarche, puisqu'elles touchent des primes proportionnées à leurs risques, et que ce n'est que dans un intérêt général qu'elles avaient demandé à être entendues ». Le projet de loi fut adopté à l'unanimité par le Corps Législatif le 26 mars 1870, l'action des Compagnies dans l'intérêt général eut des résultats importants.

A la même époque, le Législateur édicte des mesures de précaution pour éviter les incendies de forêts qui ravageaient les régions boisées, et particulièrement les Landes, les Maures et l'Esterel ainsi que l'Algérie. Les études professionnelles ont contribué, pour une grande part, à cette législation de même qu'à celle concernant les précautions à prendre dans les bâtiments publics, notamment théâtres et bibliothèques ; les journaux de l'époque rédigés par des spécialistes de l'assurance, tels que le *Moniteur des Assurances*, se font l'écho de projets détaillés et de travaux de doctrine concernant la prévention.

La prévention en matière incendie, ne cessa de se développer, le Législateur promulguant des décrets et les Compagnies d'assurances contribuant à répandre dans le public la notion de sécurité. Les tarifs sont d'une éloquence incomparable à cet égard ; on y voit le résultat d'une expérience quotidienne. Les rapports de vérification des Agents ou des Inspecteurs, qui parviennent, journellement, dans les services des Compagnies ne manquent jamais de signaler, sur chaque risque, les causes de sinistres ainsi que les raisons d'amélioration. Peu à peu les assurés ont été encouragés dans leur lutte contre le fléau. On a vu les Compagnies, sous l'influence de la concurrence, appliquer des taux réduits pour construc-

tions incombustibles ou donner des bonifications pour installation d'extincteurs ou de moyens de protection tels que rideaux coupe-feu, installation électrique sous tubes d'acier ou installation de détecteurs automatiques.

Dans cette lutte les autorités locales ont également joué un rôle important. Les arrêtés municipaux fixent les règles à observer en matière de construction et édictent des mesures générales de précautions notamment à l'égard des fumeurs ou prescrivent le ramonage des cheminées. C'est en vertu de la loi du 5 avril 1884 sur l'Organisation Municipale qu'il appartient aux maires de prendre des arrêtés pour prévenir les incendies. Enfin la prévention incendie est en quelque sorte devenue obligatoire depuis la création par la loi du 13 avril 1898 modifiée par celle du 22 mars 1924 d'une taxe spéciale, dont le produit est destiné à l'entretien des Corps de pompiers.

Ce retour sur le passé nous montre que la prévention n'est pas du seul domaine des Compagnies d'assurance. Le rôle principal de celle-ci est évidemment de réparer ; leur mission est de permettre, quand le sinistre a frappé, de reconstruire, de reconstituer le patrimoine perdu ; elle est aussi de garantir à l'avance, de donner par le principe de la mutualité cette sécurité grâce à laquelle l'assurance, nous dit M. Joseph Hémard, est un facteur important d'accroissement de la production.

Mais entre la prévention et la réparation le rapport est étroit. En effet, la certitude de sécurité donnée par la garantie de l'assureur peut entraîner la négligence ou tout au moins un certain ralentissement de la vigilance de l'assuré. D'autre part les taux de prime représentent le prix, scientifiquement calculé, du risque ; il importe donc que ce risque ne devienne pas plus grave. Tout ce qui peut le réduire doit améliorer les

résultats techniques de l'industrie. L'assureur sera le premier à bénéficier de la moindre réalisation des risques qui résultera de la prévention.

Il est cependant indispensable de reconnaître que l'action des Compagnies ne peut être isolée, il lui faut l'appui des pouvoirs publics pour consacrer par des textes législatifs, les résultats de l'expérience.

On a coutume de diviser les moyens de défense en subjectifs et objectifs. Les premiers appartiennent à l'individu en tant que tel. Ils résultent des précautions journalières prises dans chaque foyer. Ils peuvent être développés par une propagande s'adressant directement à l'assuré, par une éducation de la clientèle. C'est ainsi qu'au Canada, en 1923, une semaine de prévention du feu a été organisée pour instruire les citoyens des moyens de prévenir et combattre les incendies.

Les moyens objectifs s'imposent à l'individu comme complètement des moyens subjectifs, ils sont obtenus par des applications de découvertes ou d'inventions que le progrès permet de répandre dans le public; ils concernent par exemple l'éclairage, le chauffage central, les constructions incombustibles, les appareils avertisseurs d'incendie. Les Compagnies ont un rôle important à jouer, les rapports constants qu'elles ont avec la clientèle leur permettent de développer la prévention des risques. Dans chaque nation des associations se sont formées pour la lutte contre le feu, qui ont pour but de coordonner sur le plan collectif les efforts des diverses sociétés. En Angleterre, c'est en 1897 qu'apparaît « The British Fire Prevention Committee »; aux Etats-Unis nous trouvons « The National Fire Protection Association ». En France, les initiatives des entreprises sont centralisées au Bureau Central de Prévention des Sociétés d'Assurances. Les Compagnies par leur tarification et leur classification des risques ont d'ailleurs

un moyen énergique d'influencer le public des assurés. La création récente d'un Bureau de vérification des risques devrait permettre une étude plus complète de la prévention faite dans chaque risque et une tarification plus adaptée à la gravité du danger, de même que le système de bonification pour appareils de protection en a permis la diffusion et la vulgarisation.

SOUS-SECTION B. PRÉVENTION ACCIDENTS ET VIE

Nous avons examiné, dans la précédente section, le rôle de la prévention dans l'assurance-incendie puisque c'est historiquement dans cette branche qu'elle s'est développée ; mais il est incontestable que pour tous les risques assurables, c'est-à-dire pour tous les risques où la réparation est possible par le principe de la mutualité, la prévention peut exister et doit même remplir un rôle indispensable.

En assurance-vie, la prévention est principalement du domaine moral, les services de contentieux des Compagnies ont, fort heureusement, abandonné les vieilles théories, qui étaient encore d'actualité vers 1870, et qui soutenaient que l'individu assuré devait tout faire pour éviter les actes qui pouvaient mettre sa vie en danger. C'est ainsi qu'il a été défendu qu'une Compagnie pouvait opposer une déchéance pour un décès survenu par congestion consécutive à un bain froid pris après un déjeuner copieux. Sur le plan physique, cependant, il est certain que le développement de l'hygiène, la pratique d'une éducation physique saine, la surveillance médicale de l'enfance, doivent contribuer à une plus grande longévité.

Il est évident que l'action de la Profession en ces matières est délicate. Toutefois, dans quelques pays étrangers, notam-

ment aux Etats-Unis, les Compagnies ont dirigé leurs efforts vers une surveillance médicale gratuite, qui s'exerce périodiquement auprès des assurés.

Il est ainsi possible de découvrir les germes de maladies, qui soignées dès l'origine, peuvent permettre les guérisons. Nous croyons qu'en France, rien n'a été fait dans ce domaine dont il est inutile de signaler l'importance.

En matière d'accidents, la prévention est depuis la seconde moitié du siècle dernier, à l'ordre du jour. En France, on a reproché aux Compagnies d'Assurances leur carence et leur abstention. Un récent discours officiel a tenu à préciser qu'en matière d'accidents du travail, le véritable rôle de l'assurance est surtout de préserver et qu'il a été méconnu. Cette accusation est grave, elle ne comporte pas de décision définitive, mais il est certain que la Profession doit réagir et s'il y a lieu, entreprendre les réformes nécessaires.

Pour voir la question, dans son ensemble, il nous faut, une fois de plus, examiner le passé et l'exemple de l'étranger.

Historiquement, en France, la prévention en matière d'accidents a débuté par l'organisation d'expositions, de congrès et de musées.

Dès 1867, à l'exposition universelle, pour servir la politique sociale du second Empire, et répondre à ses conceptions économiques, Frédéric Le Play organisa une exposition d'hygiène et de prévention contre les accidents. Depuis lors, chaque exposition universelle consacra un pavillon à l'hygiène et à la prévention.

Le public, en parcourant les salles d'exposition peut prendre connaissance des statistiques, lire des tableaux suggestifs ou emporter des dessins ou des photographies, dont le rôle consiste à attirer son attention sur les causes générales des accidents.

Mais c'est surtout à l'initiative privée que l'on doit les premiers efforts de prévention contre les accidents. En 1861, en Alsace, à l'occasion de l'assemblée générale de la Société Industrielle de Mulhouse, le problème de la prévention des accidents du travail fut abordé, en ces termes, par le Président M. Engel Dollfus : « Le fabricant, dit-il, doit à ses ouvriers, autre chose que le salaire... c'est surtout dans les élans du cœur, qu'il doit puiser sa règle de conduite, car en admettant les lois les plus parfaites, les responsabilités les mieux définies, les assurances contre les accidents aux primes les plus modiques, aux statuts les plus libéralement conçus, il n'en resterait pas moins, sur la brèche du progrès industriel, un certain nombre de victimes payant de leurs membres ou même de leur vie, un instant d'inexpérience, d'imprudence ou d'oubli. Rien de plus dangereux, de plus triste, que cette espèce de fatalisme, qui nous ferait envisager le chiffre des accidents de fabrique comme une prime à peu près immuable à payer au destin, ou comme une conséquence inévitable du travail industriel ».

Le développement du concept de risque professionnel a fait naître l'idée d'une responsabilité incombant au patron, à l'égard de ses ouvriers, en l'absence de toute faute. Dans les années qui suivirent, de nombreuses associations d'industriels se sont formées dans le but de prévenir les accidents du travail. Mais en 1898, le Législateur ayant consacré la théorie du risque professionnel et défini les obligations du patron envers ses ouvriers, en fixant le forfait dû au blessé, on put constater cet effet décevant, que le principe de la réparation faisait disparaître l'idée de prévention.

Ce nouvel état d'esprit se traduisit par un arrêt brusque des demandes d'adhésion aux associations techniques de pré-

vention des accidents (1). Il n'est pas douteux que les Compagnies d'assurances, qui avaient rempli, avec efficacité, leur rôle de réparation, ne surent pas comprendre tout l'intérêt qui s'attachait au développement de la prévention, ni lutter contre ce fatalisme dénoncé par le Président Dollfus. Nous pourrions citer l'exemple de cet entrepreneur de travaux publics qui, fort de sa grande expérience, nous affirmait, qu'il faut compter, en moyenne, un mort par cinquante mètres de tunnel à creuser.

Nous devons reconnaître, avec déception, que le résultat immédiat de la loi de 1898, fut une augmentation croissante des charges du risque professionnel, les primes s'élevant sans arrêt, par suite de l'importance grandissante des accidents du travail, en nombre et en gravité.

On fit surgir la simulation ou l'exagération de la gravité de la blessure. La fraude de certains ouvriers était souvent encouragée par la complicité de médecins peu scrupuleux qui pouvaient ainsi recruter à bon compte, une clientèle nombreuse. Le nombre des accidents du travail déclarés au Ministère pendant les trente premières années du siècle montre dans quelle proportion le danger s'est accru (2) :

En 1901	229.162
1907	359.747
1911	474.396
1922	682.830
1925	913.420
1927	1.749.272
1928	2.051.898

(1) Discours de M. Maigret, secrétaire général de l'Association des Industriels de France contre les accidents du travail, assemblée générale du 26 mars 1906.

(2) Statistique citée par M. Alison : *La Prévention des accidents du Travail*.

Cette augmentation a également d'autres causes, telles que l'extension du risque professionnel à toutes les entreprises, mais il n'en reste pas moins que la progression présente un caractère inquiétant; le volume des primes suit la même courbe ascendante. La nécessité d'une prévention énergique s'impose de plus en plus, le succès ne peut être obtenu que par les efforts conjugués de tous les intéressés : les patrons, les ouvriers, les compagnies d'assurances et enfin l'Etat.

Il ne nous appartient pas d'étudier les raisons pour lesquelles l'employeur doit prendre, et l'ouvrier observer, des mesures de prévention contre les accidents du travail. Dans son ouvrage sur la question M. Alison nous dit que celles-ci concernent la morale, la législation commerciale, la législation du travail, la législation pénale et l'économie générale.

L'intervention de l'Etat se manifeste par l'action des Inspecteurs du travail. Pratiquement, ceux-ci prennent connaissance de toutes les déclarations d'accidents enregistrées dans les mairies; dès qu'il leur apparaît à la lecture de ces documents que l'accident aurait pu être évité, ils se rendent à l'usine ou à l'atelier pour étudier les causes de la blessure. L'intervention de l'Etat est toujours très délicate, car il s'agit beaucoup plus d'une question psychologique : faire comprendre l'utilité de la prévention, que d'une obligation de faire de la prévention. Actuellement l'initiative de l'Etat tend à se développer sur le terrain des maladies professionnelles au sujet desquelles l'expérience est très récente et la loi des grands nombres difficile à établir puisque les données de la statistique sont très restreintes.

Le rôle de l'Etat est enfin très important dans la répression en condamnant les faits qui négligent la possibilité du sinistre.

L'action des Compagnies d'Assurances au regard de la prévention a été très critiquée en France. On a même soutenu

qu'il n'y avait pas d'action mais une indifférence plus ou moins complète suivant les Sociétés. On a proposé au Parlement Français, pour combattre cet état de négligence, d'instituer une nouvelle taxe dont le produit serait affecté à l'établissement d'un service de prévention contre les accidents.

L'auteur de ce projet semble méconnaître les efforts de certaines sociétés, dans le sens d'une prévention des accidents du travail. Le moyen principal dont elles disposent, réside dans l'application d'un taux de prime plus ou moins élevé, suivant la fréquence et l'importance des sinistres et même dans la possibilité de résilier le contrat pour sinistre; ce qui entraîne pour l'assuré, c'est-à-dire, en accidents du travail, pour l'employeur, une augmentation des charges résultant de l'assurance.

Il a fallu attendre l'année 1928, pour que le Comité Général des Compagnies d'Assurances décide la création d'un bureau de prévention qui porte le nom de « Bureau Central de Prévention des Accidents » auquel ont adhéré toutes les Compagnies faisant partie du Comité.

Ce bureau a pour mission d'étudier tous les moyens de prévenir les accidents. Il apparut, aussitôt, que l'action directe était très délicate dans un pays où rien n'avait été fait. Il a semblé préférable de s'adresser aux organismes privés qui existaient déjà à cette époque, et de les aider à se développer. Il y eut une collaboration avec divers groupements, par exemple l'Association des Industriels de France contre les Accidents du Travail, puis une création d'un service spécial au Bureau Véritas, pour la prévention des accidents du travail.

(1) Discours du D^r Gros à la Chambre des députés (séance du 26 novembre 1928. J. O. du 27 novembre).

Dans la plupart des cas, l'industriel put s'inscrire gratuitement au service de prévention.

La première difficulté, au départ, concerne la méthode à employer. Le Bureau Central a édité des ouvrages ou des plaquettes pour l'éducation du public. Des affiches ont été apposées dans les usines, dans les écoles — l'action a surtout été dirigée vers une propagande intensive auprès du public. En accidents du travail, le Bureau a procédé à des enquêtes dans un certain nombre d'industries ou sur certaines professions considérées comme particulièrement dangereuses. Il a publié le résultat de ces enquêtes dans des brochures en trois parties, au point de vue psychologique, psychotechnique et physiologique. — Ces brochures sont distribuées aux contre-maîtres et aux ingénieurs qui sont intéressés à la sécurité du travail.

Les Compagnies d'Assurances se préoccupent non seulement de la prévention et de la réparation mais aussi de la rééducation qui est le complément naturel de leur rôle social. Sans vouloir critiquer le libre choix du médecin par la victime, nous pouvons quelquefois regretter que l'influence de l'assureur ne soit pas suffisante pour conseiller au blessé de se faire examiner par un spécialiste avant la consolidation définitive; cette pratique rendrait plus fréquentes les interventions qui permettraient de réduire le degré d'infirmité.

La prévention des accidents du travail, bien que très peu développée, est beaucoup plus importante que la prévention des autres accidents : accidents de circulation, accidents survenant à l'école ou à la maison. La prévention, en ces matières, est à son début; elle a consisté dans la diffusion d'impri-més et dans une propagande par affiches ou par conférences, notamment dans les écoles. Tout récemment certaines Com-

pagnies ont édité des dépliant sur les dangers du gazogène et les précautions à prendre pour les usagers (1).

Chaque Compagnie a créé un service de prévention qui réunit toute la documentation nécessaire et possède parfois des ingénieurs spécialistes dans les visites d'usines et les organisations de comité de sécurité. Il est cependant de toute évidence que la notion de prévention n'a pas été suffisamment développée. C'est ainsi qu'en accidents de circulation, comme nous le faisait remarquer le Directeur Général d'une grande Compagnie, il serait possible de tirer profit de l'expérience de toutes les sociétés pour établir et publier une carte de France, indiquant tous les endroits dangereux pour les automobilistes. D'autre part le balisage des routes, au lieu d'être réservé aux constructeurs d'automobiles ou aux fabricants de pneus, devrait intéresser, en premier lieu, les sociétés d'assurances, qui ont le plus grand intérêt à éviter la répétition fréquente du même accident au même carrefour.

Nous devons enfin mentionner pour terminer l'étude de la prévention en France, la création en août 1939 du Comité Français d'Etudes « Prévention et Sécurité » destiné à coordonner les études faites en France pour la prévention en Incendie, Accidents du travail, Accidents de circulation, Vie humaine et développement de l'hygiène et des services médicaux sociaux. Ce comité n'a pas encore fonctionné, puisque son activité a été interrompue pendant la guerre. Il est à remarquer que le bureau de ce comité comprend un certain nombre de membres représentant les corporations intéressées par cette question.

Un certain nombre de pays étrangers ont devancé la

(1) Voir *Conseils Pratiques de sécurité pour les véhicules à gazogène*, édité par l'Urbaine et la Seine.

France dans la voie de la Prévention, en Belgique, en Angleterre, en Allemagne, la prévention a fait de grands progrès mais c'est aux Etats-Unis que les Sociétés d'assurances ont compris tout le bénéfice qu'elles pourraient retirer du développement de la prévention. Il est possible d'affirmer que c'est, en quelque sorte, la prévention qui a permis aux sociétés américaines de sortir de la crise dans laquelle elles se sont débattues pendant de nombreuses années, et qui leur a donné au point de vue social, une confirmation éclatante de leur utilité pour l'intérêt général.

Le slogan « Safety First » a entraîné la réorganisation de l'industrie des Assurances. Les Compagnies ont compris que leur devoir social se confond avec leur intérêt personnel. Mais il a fallu, pour arriver à ce résultat, une longue et laborieuse évolution dont l'exemple doit nous servir d'expérience.

Il n'y a pas, en réalité, une seule expérience qui serait le résultat de l'organisation de l'Assurance aux Etats-Unis, mais quarante-huit expériences fournies par l'étude de l'évolution dans chacun des quarante-huit Etats. On sait que chaque Etat a une situation indépendante, un gouvernement, une législation qui lui sont propres et l'esprit d'individualisme farouche pousse chaque Etat à faire mieux et autrement que les autres.

Le départ de l'évolution qui a produit l'organisation actuelle peut être fixé à 1920, la première loi sur les accidents de travail aux Etats-Unis date de 1912. Les Compagnies existant à cette époque se désintéressèrent de l'assurance professionnelle, elles étaient absorbées dans une lutte de tarifs pour l'assurance automobile et responsabilité civile. Cette abstention provoqua la création d'un organisme d'Etat le « State Fund ». Quand les sociétés privées commencèrent cette nouvelle garantie, elles pratiquèrent aussitôt cette

« concurrence au rabais » qui devait amener inévitablement la fin de l'industrie privée des assurances.

La réaction fut lente, comme nous l'avons vu dans un précédent chapitre, mais le résultat obtenu est de qualité.

Nous avons vu que la seule possibilité de faire des bénéfices réside dans l'organisation de la prévention qui a désormais un rôle officiel.

Le taux d'Etat, qui est déterminé par le « Rating Bureau », dans l'Etat de New-York ou le « National Council » dans les autres Etats, prévoit que la part du fonds de prévention est de 2,50 o/o de la prime en accidents du travail. Le bénéfice prévu par l'application du taux d'Etat est très restreint, cependant les Compagnies dont le déficit s'accroissait jusqu'en 1935, obtiennent des résultats intéressants avec la nouvelle organisation, grâce à une prévention intelligente qui produit des effets remarquables. Elles peuvent réaliser un bénéfice du fait que le taux de prime est calculé sur la moyenne des cinq dernières années, alors que l'effet de la prévention se fait sentir dès la première année. M. Poisson, dans son *Etude sur l'Organisation de l'Assurance en Amérique*, nous donne la formule qui résume ce bénéfice :

« Considérons, nous dit-il, un risque qui a dû supporter le coût moyen de 200 sinistres par an, pendant trois ans, de 175 la quatrième année et de 150 la cinquième année, la prime de la cinquième année sera égale à celle nécessaire pour couvrir 185 sinistres, alors que l'assureur n'aura eu à payer que 150 :

$$\frac{(200 \times 3) + 175 + 150}{5} = 185 \text{ »}.$$

L'Economie sera donc correspondante à la prime nécessaire pour couvrir 35 sinistres. Elle constituera le bénéfice de l'assureur qui n'est pas le seul bénéficiaire de l'application

du taux d'Etat obligatoire puisque l'assuré a bénéficié d'une diminution de taux et que l'ouvrier n'a pas perdu d'heures de travail à la suite d'accident; enfin l'Economie nationale a l'avantage d'une diminution de prix de revient.

Grâce à cette prévention, en quelque sorte obligatoire, le nombre d'accidents diminue tous les ans, dans des proportions considérables. Prenons l'exemple d'une entreprise importante, la Western's English style Biscuits Passic de New-Jersey assurée par la North America Insurance Co. La prévention a été organisée par un ingénieur de cette société, le nombre d'ouvriers est de 500, les primes en deux ans ont été modifiées de la façon suivante :

	1936	1938
Boulangers	1.807	1.446 par \$ 100 de salaires
Employés de bureau .	94	76
Chauffeurs	2.249	1.642
Vendeurs	492	387

En quatre ans, les primes ont diminué de 36 o/o ; le risque qui est tarifé spécialement payait en 1934 environ 21 o/o de plus que le taux courant et en 1938, 15 o/o de moins que ce même taux.

Nous citerons encore un exemple, celui de la Compagnie américaine des chemins de fer de Boston « Boston Elevated Railway » qui recevait en 1928 la médaille Anthony N Brady Memorial pour le record de sécurité suivant : Pendant l'année 1928, les convois de cette société parcouraient cinquante-deux millions de milles et transportaient six cent quatre millions de passagers sans causer la mort d'un seul enfant. Le nombre d'accidents graves fut réduit de 269 à 176 en 1929. Les Compagnies d'assurances réduisaient le taux des primes de 73 o/o à 45 o/o.

La prévention est développée par la propagande, elle est plutôt d'origine psychologique que technique. Elle se fait par affiches dans les ateliers, par imprimés qui sont distribués aux ouvriers et même par des réunions au cours desquelles l'ingénieur de la compagnie d'assurances fait une conférence sur la prévention.

Les ouvriers ont compris tout le bienfait de cette organisation et leurs efforts se sont joints à ceux de la Direction et de la Société d'assurances.

La prévention technique n'a pas été négligée, différents systèmes de sécurité ont été étudiés (notamment sur les pétrins mécaniques).

Aux Etats-Unis, alors que de 1933 à 1936 les Stock Companies ont perdu plus de 180.000.000 \$ avec les assurances ouvrières, à partir de 1936, grâce à la prévention, elles ont commencé à faire des bénéfices : 0,06 o/o en 1936, 6,5 o/o en 1937.

L'un des résultats les plus appréciables de la prévention, pour les compagnies d'assurances, a été la possibilité de concurrencer l'organisme d'Etat ou State Insurance Fund créé dans l'Etat de New-York lors de l'application de la Loi sur les Workmen's Compensation.

Cet organisme, quoique exonéré de taxes, voit la clientèle lui échapper rapidement, parce qu'il ne fait presque pas de prévention et que le résultat pour l'assuré est le maintien d'un taux de prime élevé.

La plupart des Compagnies d'assurances ont un service de prévention qui s'attache au développement des deux formes de prévention : la prévention morale et la prévention mécanique.

La prévention doit être faite sur une grande échelle et entraîne des frais importants. Quelques grandes compagnies

peuvent, seules, organiser un tel service, mais les petites compagnies n'hésitent pas à payer un abonnement aux grandes sociétés pour bénéficier de leurs études de prévention et confier à leur service spécial l'organisation de la prévention chez leurs assurés.

Pour la prévention mécanique, le service de prévention recherche, après chaque sinistre, la façon de l'éviter. Les expériences sont classées par Compagnies. La prévention morale est la partie la plus importante, dans l'action des Compagnies d'assurances ; l'effet psychologique des affiches est très étudié. On a remarqué que les affiches tristes qui dramatisent l'accident ont un effet déplorable. Au contraire les sujets comiques ou présentant une image qui frappe agréablement la vue, attirent le regard et donnent le résultat cherché.

D'autre part, une affiche pour être efficace ne doit pas être exposée plus de vingt-quatre heures et plus d'une fois tous les six mois.

Mais c'est surtout la collaboration des intéressés qui est recherchée par des conférences faites par l'ingénieur de la Compagnie d'assurances. Dans l'œuvre de prévention contre les accidents, un homme doit jouer un rôle de premier plan : c'est le contremaître. Sa coopération est indispensable pour que les résultats deviennent intéressants.

Le contremaître connaît le travail, pour avoir été lui-même ouvrier, il a l'expérience technique et l'aptitude à commander qui ont fait de lui, le chef de l'ouvrier.

C'est lui qui peut, seul, donner à l'ouvrier, l'habitude de la sécurité et veiller à ce que les précautions recommandées soient observées.

Les études faites aux Etats-Unis et au Canada permettent d'estimer que 85 o/o des accidents du travail, dans l'industrie, ne sont pas imputables à une défectuosité de la machine mais

à des négligences ou à des faits inhérents à la nature humaine.

Le seul moyen d'éviter ces accidents ou tout au moins de les réduire doit être recherché dans l'éducation de la sécurité ; c'est pourquoi l'image est d'une grande efficacité, la pensée se développe au moyen d'images, la prévention doit se présenter à l'esprit de l'ouvrier par les images qui lui sont fournies.

L'ingénieur de la Compagnie d'assurances doit organiser dans chaque usine qu'il visite un comité de sécurité composé d'ouvriers, il doit rester en relation avec chaque comité et encourager la prévention par des concours qui créent l'émulation. Il doit aussi s'occuper de l'organisation des premiers secours sur le lieu même du travail, un premier traitement insuffisant peut en effet avoir de graves conséquences.

Enfin le Service de prévention des Compagnies d'assurances doit avoir la mission d'établir des statistiques qui permettront la recherche scientifique des causes de l'accident. Les compagnies ont l'expérience de la statistique qui leur a permis de créer une industrie en sauvegardant les intérêts de l'assuré et de l'assureur, elles doivent de même rechercher les données qui établissent les probabilités d'accidents.

Il est indispensable pour connaître avec précision les causes du sinistre que le rapport qui est à la base de la statistique soit fait avec soin aussitôt après l'accident par le contremaître avec l'aide des témoins.

L'examen des statistiques obtenues et leur interprétation ne peut être fait que par des organismes qualifiés et absolument spécialisés. Il semble que pour chaque corporation l'entretien d'un tel service serait très coûteux et ne constituerait pas une occupation suffisante pour obtenir la qualité que doit donner un entraînement intensif.

Ce service de statistique ne peut être organisé que par l'Etat ou les Compagnies d'assurances. Il semble, en toute impartialité, être du domaine de la Corporation de l'Assurance puisque, entretenu par l'Etat, il ferait double emploi avec celui organisé par les compagnies pour la fixation des taux de primes.

La corporation de l'Assurance est de plus outillée pour ce rôle puisque pour chaque sinistre qui survient dans sa clientèle, la compagnie d'assurances reçoit un rapport détaillé de son agent. Il suffirait d'améliorer les indications portées sur les imprimés et de les faire contrôler par les agents généraux qui pourraient organiser des enquêtes et obtenir ainsi les meilleurs résultats.

Nous pensons que la prévention au point de vue social comme au point de vue national est un devoir. La charge que les accidents du travail, par exemple, font peser sur l'Economie d'une nation est d'un ordre de grandeur généralement inconnu.

En 1930, au dix-septième congrès de l'Association Internationale américaine des Bureaux officiels et des Commissions d'accidents tenu à Wilmington (Delaware), M. H. W. Heinrich de la Travellers Insurance Company exposa que d'après les statistiques recueillies, les accidents du travail coûteraient annuellement aux Etats-Unis plus de cinq milliards de dollars.

En France M. Ageron, dans sa conférence au Conservatoire des Arts et Métiers, le 22 janvier 1933, évaluait le nombre des victimes d'accidents du travail à près de neuf cents par heure de travail.

Seule la Corporation de l'Assurance peut jouer un rôle efficace dans la lutte contre le sinistre. Il est en effet établi par les statistiques que le facteur humain est la principale cause d'accidents, or les deux parties au contrat de travail :

l'employeur qui a la charge du risque professionnel et l'ouvrier qui peut en être la victime se rejettent généralement la responsabilité de ce qui s'est passé. M. Pierre Boulin, dans son ouvrage sur *l'Organisation de la Sécurité du Travail* (1), avec l'autorité qui s'attache à sa profession d'Inspecteur du travail nous décrit ainsi cet état d'esprit :

« Ah ! disent les employeurs : si les ouvriers étaient plus attentifs, s'ils ne pensaient pas à autre chose que leur travail, s'ils obéissaient aux consignes affichées ou verbales, il n'y aurait pas ou il y aurait moins d'accidents... ».

« Il y a des accidents, disent les ouvriers, parce que les patrons veulent de la production, parce que les appareils de protection font défaut ou bien parce qu'ils sont insuffisants ou mal conçus, parce que l'organisation du travail n'est pas réglée comme il conviendrait qu'elle le fût... » et M. Boulin ajoute que les raisons ainsi données ont un fond de vérité.

Il semble inévitable qu'une action vienne de l'extérieur qui créera l'émulation et entraînera par intérêt les deux parties dans la lutte commune contre l'accident.

Chaque corporation doit avoir besoin de l'Assurance dans cette lutte qui s'attaque non seulement aux causes d'accident mais aussi aux fraudes qui peuvent en résulter, telles que l'action néfaste de quelques médecins qui pratiquent l'escroquerie à l'accident de travail.

D'autre part la prévention ne doit pas être réservée aux grandes entreprises, elle doit également être organisée dans la moyenne et la petite industrie. On affirme en effet que dans ces deux dernières, le nombre des accidents est proportionnellement plus élevé que dans la grande industrie. Il est évident que dans un modeste atelier, il est impossible d'organiser

(1) Pierre Boulin. *Organisation de la sécurité du Travail*, p. 19.

un comité de sécurité. Il paraît normal que l'action vienne de l'extérieur et que l'assureur soit qualifié pour la mener à un bon résultat.

Les Compagnies d'assurances possèdent des moyens efficaces d'action grâce à l'application du taux de prime approprié au risque, elles peuvent ainsi obliger le patron à ne pas négliger la prévention. L'intervention patronale ou son indifférence est décisive, rien ne peut être entrepris sans l'assentiment de l'entrepreneur et rien ne peut être réussi sans qu'il se montre un propagandiste de la prévention.

Cette influence de la Corporation de l'Assurance a été reconstruite par des esprits désintéressés appartenant à d'autres professions. M. Pierre Boulin dans son ouvrage précédemment cité, rend cet hommage aux compagnies d'assurances américaines :

« Jamais, écrit-il, un mouvement Safety First, n'aurait acquis l'ampleur, le développement qu'on lui connaît aux Etats-Unis, sans l'appui moral et financier des compagnies d'assurances américaines. »

Une des raisons qui militent le plus en faveur du maintien de la Corporation indépendante de l'Assurance dans l'organisation de la prévention est celle de la concurrence entre industriels d'une même corporation.

Les apôtres de l'assurance corporative ignorent-ils cette raison morale qui a fait souvent échouer dans le passé les efforts de prévention organisée à l'échelle syndicale ? Quand les syndicats patronaux ont voulu entreprendre directement l'organisation de la sécurité dans les entreprises, ils se sont heurtés à la méfiance, à la crainte éprouvée par les industriels qu'en pénétrant chez eux les enquêteurs du syndicat, chargés de contrôler l'efficacité des précautions prises et de recueillir les statistiques, n'utilisent leur libre circulation

dans l'établissement pour entrevoir les secrets de fabrication et les communiquer à des concurrents.

L'ingénieur du Service de Prévention d'une Compagnie d'assurances présente à cet égard toute sécurité ; comme l'inspecteur du travail, son indépendance est garantie par le fait qu'il appartient à une autre corporation.

On pourrait objecter que l'organisation de la prévention devrait appartenir à l'Etat, par l'intermédiaire de ses inspecteurs du travail.

Mais il y a intérêt à laisser à ceux-ci une mission de contrôle et de répression qui ne s'accorde guère avec celle d'organiser un service.

D'ailleurs en comparant les deux systèmes nous donnerons la préférence à l'envoyé de la Compagnie d'assurances ; en effet, l'inspecteur du travail doit s'en tenir à un texte de réglementation rigide alors que l'agent de la Compagnie a plus d'aisance. D'autre part, le mobile de l'intérêt personnel donnera à ce dernier une récompense procurée par les économies réalisées par la réduction du nombre et de l'importance des accidents.

Enfin l'Etat ne pourra tolérer qu'un inspecteur devienne agent de placement d'un appareil de protection alors que ce fait paraît normal pour l'ingénieur d'une société d'assurances.

Nous avons envisagé la question des accidents du travail mais en matière de maladies professionnelles la prévention est aussi importante.

L'Etat a pris des mesures de répression, un certain nombre de décrets ont complété la loi du 25 octobre 1919 qui a reconnu officiellement le risque des maladies professionnelles dont la charge incombe à l'entrepreneur, même au cas où sa bonne foi serait reconnue.

Les Compagnies d'assurances ont garanti le risque des maladies professionnelles. La liste des intoxications d'origine professionnelle s'allonge sans cesse, on remarque actuellement que l'intoxication par le benzol ou benzolisme tend à occuper la première place en raison de l'extension croissante de l'usage industriel du benzol comme solvant. Un décret du 16 octobre 1939 organise la prévention dans les établissements dont le personnel est exposé à l'intoxication benzoïque.

Il prévoit notamment : la désignation d'un médecin à la charge de l'entreprise, des visites médicales du personnel exposé à cette intoxication, la tenue d'un registre spécial relatif au benzolisme ainsi que l'apposition d'affiches concernant cette maladie professionnelle.

Le chef d'entreprise est responsable de l'observation de ces mesures de prévention qui constituent pour lui une charge à laquelle il n'est pas préparé.

L'intervention de la Corporation de l'Assurance qui peut établir un service de prévention, groupant un certain nombre d'entreprises, permet une meilleure organisation de la prévention.

Il est possible d'obtenir le concours d'un médecin spécialiste, l'institution d'un laboratoire qui étudie les prises de sang.

Une Compagnie, l'Urbaine et la Seine a entrepris ce travail de prévention en délivrant des polices de responsabilité qui ne garantissent pas les maladies professionnelles mais dont le seul objet est de prendre à sa charge la prévention imposée par le décret précité. L'assuré se borne à faciliter par tous les moyens, les visites, examens et vérifications qu'exigent cette organisation. Cet exemple illustre d'une façon indiscutable notre thèse que le dynamisme des Compagnies d'assu-

rances peut permettre une évolution dont le but essentiel doit être la satisfaction de l'intérêt général.

Nous avons insisté tout particulièrement sur la prévention en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles pour répondre à notre préoccupation de savoir si l'assurance doit exister en tant que profession ou être confié aux autres corporations.

C'est en effet, en cette matière que des arguments plus subtiles que convaincants ont pu faire croire que le rôle de l'Assurance autonome était terminé.

L'antique distinction de la prévention et de la réparation n'est plus suffisante pour diviser la Corporation de l'Assurance dont la devise doit rester : Prévenir et Réparer.

SECTION II. — Le rôle social de l'assurance.

Au point de vue social, il est d'un intérêt primordial que la victime d'un accident soit dédommée.

En l'absence de tout contrat, cette victime ne peut invoquer que les articles du Code concernant la responsabilité civile, classés au titre des engagements sans convention.

Ces articles, au nombre de cinq, sont les articles 1382 à 1386.

Les deux obstacles à surmonter sont : la charge de la preuve qui, juridiquement, incombe au demandeur, et l'insolvabilité du défendeur qui peut réduire à néant le bénéfice résultant d'un jugement de responsabilité.

En présence de ces deux difficultés, les Tribunaux ont cherché par une action continue, qui trouve son origine dans un intérêt social élevé, à assurer aux victimes la réparation du dommage qu'elles ont subi.

Les deux moyens juridiques qui ont pu permettre la réalisation de ce but sont :

L'utilisation fréquente d'une présomption de faute, et la recherche d'une personne civilement responsable dont la solvabilité soit suffisante pour assurer l'indemnisation.

Au cours d'une évolution patiente, la jurisprudence a réussi à échafauder, notamment sur le paragraphe 1^{er} de l'article 1384 une théorie nouvelle que M. Lefèvre, dans son ouvrage sur la *Responsabilité Civile* (1), a pu qualifier de prétorienne. En effet le législateur est rarement intervenu et ses manifestations n'ont eu pour but que de consacrer par un texte les décisions d'une jurisprudence devenue constante.

Les difficultés que rencontrait l'ouvrier victime d'un accident du travail ont été résolues par le vote de la loi de 1898 créant le risque professionnel et par toutes les lois qui ont successivement étendu cette législation pour aboutir à la loi de 1938 qui en applique le principe et en accorde le bénéfice à toute personne blessée à l'occasion d'un travail effectué pour un employeur. Nous avons vu dans un précédent chapitre que l'indemnisation forfaitaire de l'ouvrier avait été rendue possible par la pratique de l'assurance collective qui, pendant 30 ans, avant la loi, avait préparé une voie scientifique à la notion doctrinale de risque professionnel.

Mais en ce qui concerne tous les autres accidents, la victime possède bien une action en dommages-intérêts. Cependant cette action n'est souvent qu'un moyen précaire puisqu'il faut que l'auteur du dommage soit connu et qu'il soit solvable. Quand deux parties que sépare un litige sont liées par un contrat celui-ci a pu prévoir des garanties qui rendent un recours efficace, mais dans les faits que le Code civil classe

(1) Lefèvre. *La Responsabilité Civile*, thèse, p. 10.

dans les engagements sans convention, le lésé risque de supporter un dommage sans indemnité.

Les Tribunaux, s'appuyant sur l'existence des contrats d'assurances et la diffusion de leurs garanties dans toutes les classes de la société, ont pu construire une théorie du risque se dégageant de la notion de faute.

La question s'est posée avec ampleur lors du développement de la circulation automobile. La victime d'un accident avait la possibilité d'invoquer les articles 1382 ou 1383 qui rendent l'individu responsable de son fait personnel.

Chacun est responsable du dommage qu'il a causé, celui par le fait duquel un dommage est causé à autrui est obligé de le réparer. Mais, outre le fait que cette réparation est liée à la solvabilité de l'auteur de l'accident, la question de la preuve était dans la plupart des cas, un obstacle suffisant pour que la victime, souvent sans aucune ressource, ne puisse obtenir réparation.

D'un point de vue social il est apparu rapidement qu'il était injuste de laisser l'automobiliste profiter de sa situation sans contre-partie. D'autant plus que par la possession d'une voiture, il donnait l'impression d'une certaine aisance et qu'en tout état de cause l'indemnité ne serait pas à sa charge mais à celle d'une Compagnie d'assurances.

Les Tribunaux se sont probablement laissé influencer par cette opinion répandue dans le public que le « riche doit payer » ainsi que l'a analysé M. Georges Ripert.

Il faut avouer que ces arguments sont juridiquement très discutables. Ils ont cependant activé l'orientation de la jurisprudence vers une aggravation de la responsabilité civile.

Le législateur a aidé cette évolution en fixant par ses décrets des règles précises et sévères pour réglementer la circulation, ses décrets, qu'on a coutume d'appeler « Code de la Route »

ont été à plusieurs reprises modifiés pour en rendre l'interprétation plus restrictive. La jurisprudence a pu estimer la charge de la preuve moins lourde puisque l'un des articles de cette législation impose l'obligation au conducteur de rester constamment maître de sa vitesse; le seul fait de ne pas avoir arrêté le véhicule, en temps utile, pourra être retenu comme faute.

Mais c'est surtout dans l'interprétation de l'article 1384 alinéa 1 que l'intervention de la jurisprudence est devenue célèbre : on est responsable du fait des choses que l'on a sous sa garde.

La présomption de faute édictée par l'article 1384 alinéa 1 *in fine*, à l'encontre de celui qui a sous sa garde la chose inanimée qui a causé un accident, ne peut être détruite que par la preuve d'un cas fortuit ou de force majeure ou d'une cause étrangère qui ne lui soit pas imputable.

Il ne suffit pas au gardien de prouver qu'il n'a commis aucune faute ni que la cause du dommage est demeurée inconnue (1).

Les tribunaux ont utilisé les derniers mots de cet alinéa 1 de l'article 1384 pour établir un principe général de responsabilité du fait des choses que l'on a sous sa garde. Les décisions rendues en application de ce texte sont en nombre croissant; certaines de ces décisions ont paru juridiquement très discutables. La plus sensationnelle a été certainement un arrêt de la Cour de cassation rendant responsable, le propriétaire de la voiture volée, de l'accident causé par son voleur. Il convient cependant de signaler, qu'une récente décision, dans un cas semblable, fait intervenir le fait personnel du propriétaire, c'est-à-dire l'article 1382.

(1) *Code civil Dalloz*, notes de jurisprudence.

La jurisprudence ne s'en est pas tenu à « cette découverte » du premier alinéa de l'article 1384, elle a élargi le domaine de la responsabilité du fait d'autrui par une extension de l'interprétation des mots « commettant » et « instituteur ».

La présomption de faute traditionnelle concernant le père de famille, les maîtres et les instituteurs donne à la victime une garantie permettant la réparation des dommages mais c'est surtout dans le caractère irréfragable de la responsabilité des maîtres et commettants que la jurisprudence a pu trouver la base du concept de « risque » opposé à celui de « faute ».

M. Lefèvre (1) nous dit qu'il faut rechercher dans les travaux préparatoires du Code la clef du problème et il cite cet argument : « N'est-ce pas le service dont le maître a profité qui a produit le mal qu'on le condamne à réparer ». On peut retrouver dans cette lointaine observation le germe de l'idée de risque.

La Doctrine, notamment MM. Savatier et Demogue font reposer sur l'idée de risque et non sur celle de faute la responsabilité des maîtres et commettants. La jurisprudence tient compte des deux notions pour aggraver le montant des dommages-intérêts quand le maître a commis une faute qui a aggravé le risque dont il peut tirer profit.

Cette « hypertrophie de la responsabilité civile », suivant la formule de M. H. Mazeaud, s'explique par cette création de la notion de risque qui affecte aussi bien la responsabilité du fait des choses que celle du fait d'autrui dans l'interprétation donnée par la jurisprudence à l'article 1384.

On peut penser que le législateur devra consacrer le risque social, comme il l'a fait pour le risque professionnel. Certains

(1) Lefèvre. *Op. cit.*, p. 35.

(2) Lefèvre. *Op. cit.*, p. 25.

pays étrangers, notamment l'Allemagne, ont envisagé cette extension.

Cette consécration permettrait la réparation du dommage tout au moins par l'évaluation d'un forfait dû à la victime. Elle préciserait les frontières des deux notions de faute et de risque. Elle aurait, il est vrai, comme corollaire l'assurance obligatoire dont le principe est très discuté.

Cette extension de l'idée de risque paraît le résultat normal de l'évolution sociale ; elle n'est cependant pas appréciée avec autant de faveur par l'ensemble de la Doctrine — c'est ainsi que M. Georges Ripert estime nécessaire qu'une société ait une règle de conduite, que tout individu réponde de ses fautes, et que sa responsabilité soit proportionnée à la gravité de sa faute. M. Lefèvre dans son ouvrage précité, résume ainsi cette thèse : « la tendance de l'idée de risque à supplanter celle de faute est préjudiciable au bon ordre de la société » et il ajoute « nous pensons que cette critique devrait plutôt être adressée au développement de l'assurance » (1).

Nous estimons, pour notre part, que le bon ordre de la société exige que les victimes soient indemnisées. Le législateur ou à son défaut la jurisprudence ne peuvent se désintéresser du sort de celui qui n'est pas coupable. Celui qui a supporté la souffrance est également atteint dans sa situation économique ; il ne faut pas que sous le prétexte excellent de faire supporter à l'auteur de l'accident les conséquences de sa faute, nous abandonnions la victime à son sort misérable.

Nous n'ignorons pas le reproche adressé à l'assurance, et notamment à la garantie illimitée, de supprimer le frein qui retiendrait l'individu dans les règles de la prudence. On a

(1) Lefèvre. *Op. cit.*, p. 62.

même proposé d'étendre la pratique de la franchise dans les contrats d'assurance. Il faut cependant considérer que cet usage se retourne contre la société car la victime court le risque de n'être jamais indemnisée du montant de cette franchise si le responsable est insolvable.

L'évolution de la jurisprudence qui part d'une idée, dont on retrouve le germe, ainsi que nous l'avons vu, dans les travaux préparatoires du Code civil, correspond à un besoin actuel de la société. La notion de risque répond à un idéal plus élevé de la société ; il n'est d'ailleurs pas question de supprimer l'idée de faute mais la responsabilité de la faute doit trouver son châtiment dans un perfectionnement de la responsabilité pénale. Il s'agit alors de la répression d'une activité dommageable.

Nous prendrons, à nouveau, l'exemple de l'automobiliste, puisque la question de la circulation doit entraîner tôt ou tard le législateur à se prononcer sur la question du risque social. Nous croyons qu'il est nécessaire de séparer de plus en plus nettement la réparation des dommages et le châtiment de la faute. L'automobiliste dont le sens moral sera suffisamment faible pour ne pas prendre les précautions nécessaires pour éviter de causer un préjudice à ses semblables sera retenu non plus par la crainte de voir sa voiture endommagée ou d'avoir une part des dommages à payer concurremment avec la compagnie d'assurances mais par la peur d'une répression pénale fortement organisée.

Au point de vue social, le résultat doit être essentiel puisque la question de fortune de l'automobiliste n'aura plus aucune importance ; quelle que soit celle-ci, la victime sera dédommagée et la faute sera punie.

L'idée de risque est inséparable de celle d'assurance, puisque celui qui est tenu pour responsable ne peut en présence

de présomptions irréfragables se décharger de cette responsabilité en prouvant qu'il n'a commis aucune faute.

Le développement de l'assurance et celui de la responsabilité civile devait être concordant. « Sans l'assurance, dit Savatier, on aurait fait du responsable une autre victime » (1).

Il est certain que sans l'assurance les Tribunaux n'auraient pas eu la même hardiesse pour construire sur l'article 1384 la théorie de la responsabilité du fait des choses que l'on a sous sa garde.

M. Maurice Picard, dans son « Rapport sur l'assurance privée et le progrès social », a montré toute l'importance sociale du rôle de l'Assurance : « On peut dire sans exagération, a-t-il déclaré, que l'évolution de la théorie de la responsabilité civile a été dominée par l'assurance et que, sans cette dernière, aucune des réformes ou des transformations qui se sont effectuées en vue de réaliser plus de justice sociale n'aurait pu être accomplie » (2).

Ce rôle social de notre Corporation ne peut être méconnu, son importance est un des facteurs qui exigent le maintien d'une corporation indépendante. Il est évident que l'assurance en devenant service annexe de la corporation devrait abandonner ces préoccupations d'un ordre élevé qui se rattache à l'intérêt général pour se consacrer aux besoins des intérêts particuliers de telle ou telle corporation.

Malgré les critiques qui ont pu être adressées à l'assurance au cours des quarante dernières années, critiques fondées sur l'état statique de la profession, que nous avons examiné dans un précédent chapitre, il faut reconnaître que sur la question

(1) Savatier. *Traité de la Responsabilité Civile en droit français*, t. I, n° 2, p. 2.

(2) Maurice Picard. Rapport sur l'assurance privée et le progrès social fait lors des journées de Droit civil à Lille les 8 et 10 juin 1939.

de responsabilité le dynamisme a conservé sa vigueur d'antan.

Ce dynamisme a entraîné l'évolution de la pensée économique et juridique. Ce rôle créateur doit constituer une des pièces essentielles du débat que nous étudions, il doit être un des éléments nécessaires pour la formation de notre jugement.

SECTION III. — L'assurance créatrice de sécurité.

La première forme de réparation a été l'assistance, comme nous l'avons vu dans notre premier chapitre, au Moyen-Age les confréries qui étaient en partie des sociétés de secours mutuel venaient en aide à ceux de leurs membres qui avaient été frappés par un fléau. Mais ce mode de réparation inspiré par une louable pensée de charité ou de solidarité sociale reste incertain. Il ne peut résulter d'un engagement contractuel et ne donne juridiquement aucune sécurité à l'homme qui reste sous la menace des événements.

L'esprit de prévoyance s'analyse en un désir de sécurité qui porte l'homme à rechercher les moyens d'éviter les conséquences d'un risque. Au point de vue économique l'assurance peut, seule, permettre à l'assuré de courir le risque et d'obtenir la sécurité.

Le résultat de l'assurance n'est pas de soustraire l'assuré aux risques qui continueront à le menacer, mais de lui permettre de ne plus supporter les effets du hasard. « La somme assurée, dit M. Hémard, en toute circonstance, sert de couverture à un mal économique qui menace l'assuré » (1).

L'assurance permet aux capitaux de prendre leur valeur réelle, car la menace de destruction qui pèse plus ou moins

(1) Hémard. *Op. cit.*, t. I.

sur eux est une cause de dépréciation. Un navire qui n'est pas assuré et qui se trouve en mer, perd une partie de sa valeur du fait qu'il ne peut être assuré avant son arrivée dans un port.

De même plus la menace est grande, plus la valeur d'un immeuble tend à diminuer. Nous pourrions citer l'exemple des maisons d'habitation qui se trouvent en temps de guerre, dans la zone des armées exposées à des bombardements aériens ou terrestres, la valeur, du fait de la psychologie de l'acheteur et de celle du vendeur, est dépréciée. Le risque est important et comme l'assureur ne peut donner sa garantie la valeur diminue.

L'assurance créatrice de sécurité est créatrice de production puisqu'elle accroît l'activité de l'assuré. Elle lui donne, au point de vue moral, une plus grande liberté d'esprit dans ses relations avec sa famille ou avec la société.

Libéré des menaces du hasard, l'homme peut devenir un entrepreneur, au sens économique du mot, c'est-à-dire abandonner les règles d'une exploitation conforme à l'état statique pour oser une entreprise pleine d'aléas mais qui, seule, peut lui procurer le profit. Les exemples des résultats obtenus par l'assurance sont en nombre trop important pour que nous puissions nous permettre de les commenter, nous citerons cependant l'organisation d'une fête en plein air, une fête d'aviation avec baptême de l'air par exemple; l'entrepreneur doit exposer des frais dont l'importance est considérable par rapport à sa fortune personnelle et cependant le résultat est sous la menace d'un changement de temps. Certaines compagnies françaises, telles que Le Nord, la Compagnie d'Assurances générales, lui permettent grâce à un contrat d'assurance spécial de préparer sans crainte cet effort de vulgarisation de l'aviation.

Comme l'a affirmé si justement M. Hémaré « l'assurance

bannit la crainte qui paralyse l'activité, elle apporte partout une plus grande stabilité, elle répand la confiance » (1).

Cette sécurité est aussi l'un des éléments indispensables au bon fonctionnement du crédit. Dès la création du Crédit Foncier de France en 1852, les Compagnies et les Mutuelles n'ont pas manqué de spécifier sur leurs prospectus qu'elles étaient agréées par cet organisme. C'est qu'en effet pour obtenir une hypothèque sur son immeuble le propriétaire est obligé de fournir sa police d'assurance contre l'incendie.

Le développement de l'assurance et la sécurité qui en résulte ont permis une extension du crédit hypothécaire, le gage du créancier peut disparaître sans qu'il soit lésé. La loi de 1930 sur le contrat d'assurance a consacré un texte à ce sujet. L'article 37 prévoit en effet ;

« Les indemnités dues par suite d'assurance contre l'incendie, contre la grêle, contre la mortalité du bétail ou contre les autres risques sont attribués, sans qu'il y ait besoin de délégation expresse, aux créanciers privilégiés ou hypothécaires suivant leur rang ».

Tous les contrats hypothécaires prévoient désormais l'obligation pour l'emprunteur de s'assurer.

De même en matière de vente à crédit, l'assurance a permis un développement qui a été créateur de production industrielle.

L'extension de la production automobile en France et dans tous les pays étrangers est liée à l'organisation de la vente à crédit. Des sociétés spéciales pour la diffusion de l'industrie automobile se sont créées, elles ne peuvent subsister, avec un gage aussi précaire, que grâce à l'obligation d'assurance qu'elles imposent à l'acheteur.

Nous citerons enfin une dernière application de la sécurité

(1) Hémard. *Op. cit.*, t. II, p. 655.

créée par l'assurance dans l'organisation de la législation sur l'acquisition des maisons d'habitation à bon marché.

C'est en Belgique que nous trouvons la première loi sur cette question. Cette loi date du 9 août 1889, elle autorise les assurances mixtes sur la vie pour garantir le remboursement des prêts consentis pour la construction ou l'achat d'une maison d'habitation.

En France plusieurs lois sont intervenues pour appliquer ce procédé du crédit personnel, notamment celle du 26 février 1921. En dehors de ces cas légaux concernant les habitations à bon marché, la police d'assurance sur la vie est fréquemment donnée en garantie, l'assuré par avenant désigne son créancier comme bénéficiaire en cas de décès. La sécurité du prêteur, qui, connaissant son débiteur lui fait confiance pour son activité économique, peut se trouver réduite à néant par la mort de celui-ci; le contrat d'assurance-vie lui rend cette sécurité.

Toutes ces fonctions économiques de l'Assurance sont d'une importance indiscutable pour la vie d'une nation. Le résultat est lié à une organisation saine de la Corporation car il est évident que la sécurité que donne l'assurance aux assurés ne peut exister qu'autant que l'industrie de l'Assurance est pratiquée scientifiquement et dans des conditions telles que la sécurité de l'assureur soit également certaine.

En France cette sécurité est l'objet du Contrôle de l'Etat. Cette intervention de l'Etat est légitime. Nous rappellerons le rapport précédant le décret-loi du 14 juin 1938 unifiant ce contrôle, qui présente en ces termes la corporation :

« L'industrie des assurances et de la capitalisation occupe une place importante dans l'économie générale du pays. Les sociétés privées qui exploitent ces branches d'activité détiennent, en effet, en représentation de leurs engagements, près

de vingt-cinq milliards de capitaux, elles encaissent chaque année plus de dix milliards de primes ou de cotisations ».

« Elles jouent donc un rôle primordial dans la formation, la conservation et l'utilisation de l'épargne publique » (1).

Il est donc du devoir de l'Etat de contrôler la régularité de ces opérations pour une entière sécurité des assurés.

Les résultats des sociétés françaises sont à cet égard réconfortants tout spécialement en assurance sur la vie. Cette branche si délicate n'a jamais connu les scandales qui ont illustré, si malheureusement, le marché de l'assurance-vie en Angleterre, dans la seconde moitié du siècle dernier.

Dans les autres branches, en assurance contre l'incendie et contre les accidents et plus particulièrement dans la seconde, l'intervention de l'Etat était nécessaire après les incidents qui ont mis fin aux opérations dangereuses de quelques petites sociétés.

Nous ne mentionnerons que pour mémoire les affaires de capitalisation dont la réputation eut à souffrir d'escroqueries retentissantes sanctionnées par des faillites désastreuses pour l'épargne.

Nous avons déjà étudié, dans un précédent chapitre, ce genre d'opérations qui nous semble plus proche du domaine des banques et que nous souhaitons voir séparer de la Corporation de l'Assurance.

Il est nécessaire pour conclure de reconnaître que par son action l'Assurance est créatrice de sécurité et que dans l'ensemble, l'Assurance française peut se prévaloir à juste titre de la confiance du public.

Les résultats de cent vingt-cinq ans d'efforts restent une garantie pour l'avenir.

(1) J. O. du 16 juin 1938.

CHAPITRE VIII

ORGANISATION DE LA CORPORATION

Une enquête impartiale nous oblige à examiner dans ce dernier chapitre les méthodes proposées pour rénover l'Assurance. Avant de prendre parti dans notre conclusion sur la solution que nous croyons pouvoir donner au problème que nous avons défini, nous ne devons pas perdre de vue qu'il n'existe plus que deux façons de résoudre la question : le choix entre la disparition de la profession ou son organisation comme corporation, il n'y a plus aucune place pour une solution moyenne.

Nous avons vu que par son utilité comme par sa technique, une Corporation de l'Assurance peut exister. Elle doit avoir un rôle économique qui est de répondre aux besoins de l'homme. Le besoin, en notre matière, naît, suivant l'expression du Professeur Hémard, du désir d'éviter les conséquences d'un risque, du désir de sécurité.

Nous avons examiné le rôle social et moral de la prévoyance que nous avons souvent opposé à l'assistance et à la spéculation.

L'étude de l'évolution nous a montré que le cadre préparant la formation de la Corporation a déjà manifesté son existence.

Nous avons fait remarquer que, même en l'absence d'une législation générale sur les corporations, le caractère de service public présenté par l'Assurance ainsi que sa vocation

à l'esprit de monopole doivent faciliter l'organisation de la profession.

Au stade préliminaire de l'organisation et pour éviter de rencontrer toutes les difficultés qui ont conduit les vieilles corporations de métiers à une disparition certaine, il convient de limiter strictement les frontières de l'Assurance. Le critérium devra être constitué par les caractères traditionnels de l'Assurance : un risque qui puisse être réparti suivant les principes de la mutualité sur un grand nombre.

La possibilité du sinistre couvert par la prime qui représente la compensation dans le temps et dans l'espace de tous les sinistres possibles.

L'établissement de statistiques d'une exactitude contrôlée par l'ensemble de la profession.

Le Groupement des organismes d'assurances s'est imposé depuis de longues années, et si la corporation n'existe pas dans le sens étroit du mot, le terrain a été préparé pour cette création.

La première manifestation d'une corporation d'assureurs doit être recherchée en Angleterre avec la création du Fire Office Committee en 1858.

Ce « bureau des offices d'incendies » organisa le développement de l'assurance-incendie. Il était chargé de la classification des risques et de l'établissement d'une tarification uniforme basée sur l'expérience des sociétés d'assurances pendant plusieurs années.

Il organisait d'autre part la prévention en faisant des expériences sur les procédés d'éclairage et de chauffage, sur les modes de construction. Il jouissait d'une autorité renforcée par l'application de sanctions.

En Allemagne, un groupement des compagnies d'assurances sur la vie fut fondé en 1869 pour défendre leurs intérêts,

pour établir une table de mortalité basée sur l'expérience allemande et pour fixer les modalités de la garantie du risque de guerre.

En France, la question d'un groupement s'est posée vers la même époque, mais il était impossible de se réunir pour l'examen des intérêts professionnels depuis la Loi Le Chapelier. En 1881, après une année désastreuse pour les assurances contre l'incendie, il apparut à beaucoup qu'une association de sociétés d'assureurs était indispensable. Les journaux professionnels, à la suite d'un appel de M. Hentsch, Administrateur de l'Union, firent campagne pour la constitution d'une chambre syndicale estimant qu'une entente entre directeurs de compagnies ne constituerait pas une coalition tombant sous le coup de l'article 419 du Code pénal.

Le *Moniteur des Assurances*, dans un numéro du 15 septembre 1881, résume ainsi la question :

« Il s'agit d'établir un tarif scientifique, le vrai tarif régulateur, c'est-à-dire étudier la multiple nature des risques, la statistique des sinistres et d'en faire ressortir une prime d'assurances qui soit la juste rançon du risque ».

Peu à peu les Compagnies françaises se sont syndiquées.

En assurance-incendie, un syndicat général a été fondé en 1882 puis un comité en 1895. De même dans chaque branche les sociétés se sont partagées entre plusieurs associations.

Le premier groupement important par le nombre de ses membres et la généralité de son objet fut l'Union Syndicale des Compagnies d'assurances à prime fondée en 1895 et composée de la plupart des syndicats et comités.

Les sociétés mutuelles se sont également groupées de même que les autres membres de la Corporation : les agents généraux, les courtiers et les employés d'assurances.

Mais tous ces groupements n'ont jamais eu d'action concer-

tée pour le bien commun. La Corporation aura une existence véritable lorsque tous les professionnels seront unis et représentés dans un organisme chargé de préciser et de défendre les intérêts professionnels.

SECTION I. — Nécessité d'un groupement de professionnels.

La technique et l'expérience nous enseignent qu'il faut un groupement de professionnels pour étudier la loi des grands nombres et pour en préparer l'application.

Nous avons vu que les progrès réalisés par l'établissement des tables de mortalité A. F. et R. F. à la fin du siècle dernier étaient dus à la mise en commun de l'expérience acquise par les plus anciennes compagnies. Les progrès constants de la technique exigent une plus grande concentration.

Dans les branches les plus anciennes, la concentration est réalisée en ce qui concerne la statistique puisqu'en assurance contre l'incendie, la tarification et la classification des risques appartiennent à l'Assemblée Plénière des Compagnies.

La suppression de la Corporation devrait entraîner fatalement la suppression de tous les organismes chargés de centraliser les statistiques pour calculer le prix du risque. Le service-annexe qui fonctionnerait dans chaque corporation arriverait rapidement à des méthodes empiriques. Le seul remède serait d'établir un système de répartition qui irait à l'encontre du principe des probabilités puisque nous avons vu que la mutualité devait s'étendre non seulement dans l'espace mais aussi dans le temps.

Si l'on veut conserver le caractère technique de l'Assurance,

(1) Voir *Moniteur*, année 1881, p. 332.

on ne peut échapper à la nécessité de créer un organisme professionnel chargé de gérer la mutualité. Il semblerait donc que la solution idéale est bien un monopole d'Etat ou tout au moins un organisme d'économie mixte comme nous en connaissons dans d'autres branches de l'activité économique tels que dans les chemins de fer.

Cependant ce système serait préjudiciable aux intérêts du public puisque celui-ci a coutume pour contracter une assurance de s'adresser aux agents généraux en province et aux courtiers à Paris, donnant aux uns et aux autres mandat de faire établir les polices dont ils ont besoin.

Il importe d'étudier avec soin la question de l'utilité et du maintien des agences. Le problème est déjà ancien ; on a reproché, depuis longtemps, à cette organisation de la profession d'entraîner des frais généraux importants et l'un des arguments favoris des partisans de l'assurance professionnelle est le bénéfice résultant de la suppression des agents et des courtiers.

En 1884, dans son ouvrage célèbre sur les Assurances, Chaufton prévoyait l'époque où il serait possible de supprimer les agents généraux (1) :

« Nous pensons, dit-il, qu'il viendra un moment où lorsque les enfants auront été initiés, dans les écoles, aux combinaisons de l'assurance, le rôle actif des agents ne sera plus utile. »

Soixante ans ont passé et les assurés comme les compagnies n'ont pas encore pu se passer des agents généraux ou des courtiers. Chaufton ajoutait, il est vrai :

« Les agents, tels qu'ils existent aujourd'hui, sont nécessaires pour marteler sans relâche les durs cerveaux de la petite bourgeoisie et du peuple pour y faire entrer la notion d'assurance. »

(1) Chaufton, t. I, p. 293.

N'est-il pas plus sage de penser qu'il ne faut pas incriminer « les durs cerveaux de la petite bourgeoisie et du peuple » puisque toutes les classes de la société ont continué à apprécier les services des assureurs professionnels. Il semble plus exact de reconnaître que Chaufton comme tous les détracteurs de l'organisation actuelle n'avait pas médité sur le principe si connu de la Division du Travail qu'Adam Smith mit en lumière dans son ouvrage sur la Richesse des Nations.

La Division du Travail est pour le « père » de l'Economie Politique la grande cause de la productivité. Un homme est bien plus apte à découvrir les méthodes les plus aisées et les plus rapides pour atteindre un but déterminé, quand toute l'attention de son esprit est dirigée vers ce but unique, que si elle est dissipée par une grande variété de buts. Ce principe si simple qui a permis à la civilisation de se développer constitue la justification éclatante de l'existence d'une profession autonome.

Il est certain que les combinaisons d'assurances sont si variées et si complexes que le public a besoin d'être conseillé et représenté pour l'établissement de ses contrats.

De plus la prévoyance ne s'impose pas à l'esprit de l'homme, les propagandistes qui parcourent villes et villages ont en France, comme dans tous les pays, entraîné le développement prodigieux de l'industrie de l'assurance.

L'organisation de la production faite par les compagnies constitue pour elles la base de leur succès. Elles devaient triompher à coup sûr puisque la rémunération à la commission ne les engageait qu'au cas où les affaires étaient réalisées. Si l'on compare cette méthode à celle des banques où un directeur d'agence est appointé par le siège social ; il est facile de juger toute la différence au bénéfice des compagnies d'assurances.

Ce système de rémunération est également à l'avantage de l'assuré qui peut obtenir avec certitude un dévouement complet de la part de celui auquel il donne mandat de le garantir.

Il apparaît d'autre part indispensable pour l'intérêt du public d'avoir des représentants en nombre suffisant et dans tous les centres pour éviter les complications administratives. Malgré tous les essais de suppression, l'expérience a montré que l'existence des agences correspondait à un besoin et les mutuelles agricoles elles-mêmes ont dû dans chaque siège de mutuelle locale avoir un secrétaire qui puisse s'efforcer de donner satisfaction aux exigences de la clientèle.

Il faut cependant reconnaître que si le principe a prouvé toute sa vitalité, son application est souvent très imparfaite. Nous nous heurtons sur ce point à une opposition d'intérêts entre les usagers et les compagnies.

Pour les assurés, l'agent général doit avant tout présenter les qualités de compétence technique qui seront une garantie des conseils reçus,

Pour les compagnies, si la compétence n'est pas à dédaigner, il est certain que la qualité recherchée par priorité est celle de producteur.

On s'explique, dès lors, tous les abus qui peuvent résulter de ce point de vue : nomination d'agents généraux sans aucune culture générale, sans aucune compétence particulière mais dont la qualité est évaluée d'après le nombre de contrats souscrits, division des agences en nombre imposant, pour avoir des représentants dans les plus petits cantons et récolter les affaires en plus grand nombre et enfin comme corollaire de ces deux constatations : nominations d'agents généraux ne vivant pas de cette profession mais exerçant les

métiers les plus divers et les plus éloignés de toute activité intellectuelle (1).

Il y a donc, pour le bien de la profession comme pour l'intérêt général, une nécessité impérieuse de réformer une situation qui ne peut plus convenir aux besoins actuels. Nous nous proposons à ce sujet d'examiner l'expérience de l'étranger.

Une première constatation s'impose : c'est que dans tous les pays, les agents généraux d'assurances continuent à exister. Nous prendrons en détail l'exemple des Etats-Unis parce que ce pays a connu une crise semblable à la nôtre.

Il y a une vingtaine d'années, les compagnies américaines pensaient qu'il était avantageux d'avoir le plus grand nombre d'agents de façon à bénéficier des affaires faites dans leur entourage. Le résultat était que la plupart des agents ne gagnaient pas suffisamment pour vivre et que peu à peu les individualités de valeur abandonnaient la profession laissant la place à ceux qui, ayant échoué partout, trouvait dans cette situation un dernier refuge. La réaction vint de cet excès.

Ne trouvant plus d'agents intéressants deux des plus grosses agences générales : l'agence Wood à Pittsburg et le Knight Agency's à New-York eurent l'idée d'avancer aux agents débutants qui semblaient les meilleurs, vingt-cinq dollars par semaine, à condition, nous dit M. Poisson dans son étude déjà citée (2), qu'ils s'astreignent à un travail d'entraînement étudié par elles.

Le résultat fut prodigieux. Depuis toutes les compagnies

(1) Nous avons connu une compagnie d'assurances-vie importante qui voulant créer une succursale dans une région n'avait pas hésité à nommer en quelques mois 21 agents généraux dans un arrondissement. Tous étaient d'honnêtes commerçants mais n'avaient aucune connaissance même rudimentaire des contrats d'assurance.

(2) Poisson, *op. cit.*, D., 7.

ont coutume d'offrir un salaire fixe aux débutants, aussi ont-elles de nombreuses demandes qui leur permettent de faire un choix judicieux. Au bout de quelques mois l'agent demande à travailler à la commission, mais pendant la première période l'instruction des agents a été poussée au maximum.

Il est à remarquer que cette instruction est une instruction de vente et non une instruction technique car pour être assureur il faut avoir une licence accordée par l'Etat à la suite d'un examen technique.

Prenant l'exemple de la branche vie, car en Amérique les agents sont spécialisés par branche, M. Poisson, nous décrit l'instruction des nouveaux agents en trois phases :

1^o Cours de cinq jours fait par un bon producteur tous les matins ; l'après-midi étant consacré à l'étude de la prospection, le soir l'élève fait des devoirs, à la fin de cette première période il y a un examen.

2^o L'élève, si son examen a été réussi, commence la prospection tout en suivant un cours, cette phase dure environ un mois.

3^o L'assureur suit un second cours qui dure plusieurs semaines le matin. L'après-midi est consacrée à la recherche des affaires, chaque visite et chaque conversation doivent faire l'objet d'un compte rendu le lendemain matin.

L'instruction des agents n'est jamais interrompue, elle est faite en commun, c'est-à-dire que chaque assureur formé prend l'habitude de discuter tous les matins ou au moins une fois par semaine, avec ses collègues des affaires vues la veille pour rechercher les difficultés rencontrées et signaler les arguments qu'il n'a pu réfuter.

Au cours de ces réunions sont étudiées des formules nouvelles et les arguments nouveaux provenant d'une autre agence. Le Directeur de la compagnie s'occupe personnelle-

ment de suivre la production ; chaque année, les meilleurs agents sont réunis par lui pour étudier le plan de campagne de la compagnie pour l'année suivante, il peut connaître ainsi tous les besoins de la clientèle, rechercher les solutions qui pourront s'adapter aux demandes et aux efforts des agents.

Tous travaillent en commun à mettre au point les combinaisons qui assureront le succès de l'entreprise. Cette collaboration de tous les éléments de la profession est à la base du dynamisme de l'assurance américaine.

Cet effort est soutenu par un effort parallèle de l'enseignement théorique. L'Université de Pensylvanie a organisé, dans soixante-dix écoles, des cours de préparation à l'assurance ; les cours durent quatre ans et les élèves qui les ont suivis deviendront des assureurs professionnels présentant les meilleures qualités pour améliorer la réputation de la Corporation.

En France il n'y a actuellement qu'une seule condition pour pouvoir rédiger et même signer les polices qui doivent protéger le patrimoine du chef de famille, c'est une condition de moralité prévue par la loi de février 1931.

Il suffit donc de présenter un extrait de casier judiciaire sans tache, et d'avoir quelques appuis pour obtenir le titre d'agent général.

Cette situation est l'objet de critiques générales aussi bien de la part des usagers que de celle des professionnels. Chaque syndicat d'agents généraux a rédigé ou adopté des projets qui ont pour but de contrôler le recrutement en imposant des garanties de compétence et de moralité que chaque corporation est en droit d'exiger de ses membres.

Il serait également souhaitable que les compagnies organisent l'instruction des professionnels au moyen de conférences ou d'exposés écrits qui auraient pour but de tenir chaque

agent au courant de l'évolution de la jurisprudence et de la législation.

Il convient aussi de préciser le rôle si complexe de l'agent général. Pendant de nombreuses années, par un besoin de classification qui est souvent la marque d'un esprit étroit, on a voulu faire de ceux-ci des mandataires des compagnies.

Or cette conception trop rigide a entraîné une opposition unanime qui a abouti à la loi de décembre 1927 atténuant les rigueurs de l'article 2003 du Code civil en rendant possible l'application des dommages-intérêts prévus à l'article 23 du livre I^{er} du Code du Travail.

Nous pensons qu'il ne faut pas s'en tenir à cette transaction et reconnaître le triple caractère juridique de l'agent général.

L'agent général est en effet, avant tout, mandataire des assurés pour lesquels il présente aux compagnie les propositions de contrat. Il est ensuite mandataire d'une ou plusieurs compagnies pour la gestion des contrats. Il est enfin commerçant pour l'organisation de son travail et l'exécution des contrats de travail passés avec ses employés.

Nous avons proposé la définition suivante :

L'agent général d'assurances est un professionnel indépendant dont le rôle principal est de rechercher les souscriptions de contrats d'assurances, et de conseiller ses clients.

Il a traité avec une ou plusieurs compagnies, pour une circonscription déterminée, s'engageant à lui ou à leur soumettre par priorité toutes les propositions d'assurances qu'il aura pu obtenir.

Il est de plus mandataire de cette ou de ces compagnies pour la gestion des contrats dans la même circonscription.

Il est en effet indispensable de souligner le caractère de mandataire des assurés qui au point de vue de l'intérêt général donne sa justification à l'existence des agences générales.

L'expérience comme les exigences de la division du travail impose le maintien à l'échelon régional ou local d'une concurrence entre agents d'assurances dont le but élevé est de satisfaire les besoins des usagers. Chaque individu, au stade actuel de la civilisation a son assureur, comme il a son notaire ou son médecin.

On pourrait donc soutenir, et les arguments paraissent assez forts, que cette concurrence au second degré devrait suffire à apporter un dynamisme indispensable et une émulation suffisante. On pourrait alors concevoir un organisme central qui aurait mission de recevoir les demandes d'assurances transmises par les agences générales et de leur donner satisfaction.

Cette institution de caractère privé ou érigé en service public serait assez semblable à un immense Lloyd qui accepterait et donnerait une tarification à tous les projets qui lui seraient soumis.

Il faudrait que le nombre des agences générales soit limité et que les titulaires remplissent les conditions de compétence qui seraient plus délicates que dans l'organisation actuelle puisque toutes les clauses et conditions seraient rédigées par l'agent général.

Ce projet qui apparaît *a priori* assez séduisant présente cependant l'inconvénient de tout monopole et de tout organisme unique. Il paraît inévitable que le résultat serait à la longue d'entraîner un état statique beaucoup plus définitif que celui que nous connaissons actuellement.

La puissance de cet organisme central, l'absence de toute concurrence lui donneraient toute liberté pour imposer des clauses et des tarifications aux agences générales qui tendraient à prendre un caractère immuable néfaste pour les besoins des usagers. Comme dans tous les plans qui peuvent être ébauchés en économie, comment pourrait-on briser le

circuit et décider l'exécution de nouvelles combinaisons qui sont à la base de tout dynamisme ?

Nous sommes obligé de conclure que le maintien des agences est indispensable aux besoins du public mais que la concurrence du second degré n'est pas suffisante, il faut aussi maintenir la concurrence du premier degré et conserver la variété des entreprises en nombre moins élevé mais suffisamment important pour développer l'émulation et l'esprit d'initiative nécessaire à la puissance et au perfectionnement de la Corporation.

SECTION II. — Projet d'Organisation Professionnel.

Depuis la création d'un Comité d'Organisation, l'étude des règles devant régir la corporation a pris un intérêt indiscutable. Après deux ans d'existence, ce Comité n'a révélé aucun projet officiel.

Nous sommes donc contraints de nous en tenir au projet officieux d'organisation professionnelle de l'assurance en matière économique.

Dans son ensemble ce projet respecte l'organisation existante, résultant du décret-loi de juin 1938.

Les seules innovations importantes concernent la création de groupements qui en réalité existent déjà mais qui auraient une existence officielle.

La Fédération Nationale des Sociétés d'Assurances, la Chambre Nationale des Agents Généraux d'Assurances, et la Chambre Nationale des Courtiers d'Assurances.

Mais dans toute corporation l'intérêt se concentre sur l'organisme chargé de diriger les destinées de la profession.

Dans la conjoncture présente, l'Etat semble devoir instituer

dans chaque corporation l'organisme directeur. Les oppositions d'intérêt paraissent nous incliner vers un corporatisme d'Etat plutôt que vers un corporatisme d'association.

Il n'en reste pas moins nécessaire pour faire œuvre utile et durable de respecter les lois naturelles qui président à la formation d'une corporation.

Or dans ce projet officieux, la direction de l'institution est confiée à une seule des parties en cause. En effet, le Comité National des Assurances appelé à diriger en fait et en droit la profession doit comprendre dix-huit membres dont quatre seulement n'appartiennent pas aux sociétés d'assurances ; de plus le Comité restreint qui en est l'organe exécutif ne comprend que deux directeurs de sociétés outre le représentant du gouvernement.

La collaboration de tous les intérêts en présence est donc faussée dès l'origine. Le résultat probable serait de maintenir cet état statique qui a conduit la profession aux difficultés que nous avons étudiées.

Pour remédier aux conséquences d'une crise qui n'est que l'aboutissement normal de l'évolution, pour briser le circuit et connaître un nouveau dynamisme, enfin pour avoir une corporation véritable qui maintienne la division du travail, base de toute civilisation, il convient de donner à chaque partie une représentation égale et une responsabilité de même nature dans la marche de la profession.

On a objecté que seuls les directeurs de sociétés pourraient avoir une vue d'ensemble et une connaissance de l'intérêt général leur permettant de diriger la profession.

Cette affirmation méconnaît la réalité. Il est indiscutable que les directeurs ont ou doivent avoir une connaissance exacte de l'intérêt des sociétés qu'ils dirigent mais ils ne peuvent avoir qu'une connaissance très imparfaite des besoins

du public et des possibilités d'évolution de l'industrie si l'on se place du côté de la demande et non du côté de l'offre.

La théorie marginaliste de la valeur dans sa forme moderne, aura eu le mérite de montrer que la valeur est d'origine subjective et que dans la fameuse loi de l'offre et de la demande, l'offre n'a que le rôle d'une limite alors que tout l'intérêt se concentre sur la demande.

Il apparaît, à l'analyse, que dans l'industrie de l'Assurance, si les directeurs de sociétés représentent l'offre, les agents et les courtiers représentent la demande. Toute initiative ne peut résulter que du concours des deux parties.

A la base de toute organisation de la profession il convient de poser comme postulat la nécessité de concevoir un comité dirigeant la Corporation composé à égalité de directeurs de sociétés et d'agents ou courtiers.

SECTION III. — La modification de la loi de 1867.

Nous bornerons notre étude de l'organisation future à l'analyse de trois propositions qui ont toutes pour but d'abandonner l'état stationnaire que nous avons atteint depuis quarante ans : elles concernent la modification de la loi de 1867 pour les sociétés d'assurances, l'institution d'un taux d'état ou tout au moins d'une tarification adaptée aux statistiques et orientée vers le perfectionnement de l'industrie en tenant compte de la mission sociale prépondérante qu'elle doit jouer dans une nation moderne et enfin le rôle du capital dans les entreprises d'assurances.

M. Sumien, dans son étude sur les sociétés d'assurances (1),

(1) *Gazette du Palais*, 11 janvier 1942.

nous montre le caractère autonome de la législation concernant la constitution et le fonctionnement des sociétés d'assurances.

Peu à peu des dérogations sont venues modifier le droit commun et cependant le principe reste le suivant : les sociétés commerciales d'assurances sont soumises à toutes les règles de la loi de 1867 et le décret du 30 décembre 1938 précise dans son article 2 :

« Les sociétés anonymes ou en commandite par actions régies par le décret-loi du 14 juin 1938 sont soumises aux dispositions du Code de Commerce et de la législation générale relative à ces catégories de sociétés, sous réserve des prescriptions du présent décret.

Nous ne pouvons nier, comme le fait remarquer M. Sumien, que ces prescriptions constituent en réalité une législation autonome et que la déclaration générale de l'article 2 n'est qu'une déclaration de principe. Mais cependant il existe toujours des sociétés anonymes qui ont pour objet la réalisation des opérations d'assurances et d'une façon générale ce sont ces sociétés anonymes qui possèdent le plus grand nombre de clients et garantissent le maximum de capitaux.

Nous avons vu dans la partie critique de notre exposé que le manque de dynamisme était imputable à l'absence de véritables professionnels à la tête des entreprises d'assurances, que le directeur n'avait pas d'autonomie étant soumis aux instructions des membres du conseil d'administration dont l'objet commercial est la rémunération du capital.

La solution recherchée pour donner son autonomie complète à la Corporation paraît consister dans la suppression du capital social. Personne ne peut ignorer que le capital social d'une société d'assurances n'a aucun caractère commun dans l'ordre des grandeurs avec le montant des engagements de

cette société garantis par les réserves mathématiques et les réserves ordinaires.

Nous avons vu dans notre partie historique que ce n'est pas l'existence d'un capital social qui a pu empêcher les sociétés fonctionnant mal de sombrer dans la faillite et d'entraîner la ruine d'un certain nombre d'assurés.

Si nous consultons la doctrine pour connaître l'utilité du capital social, nous constatons que deux auteurs écrivant sur notre sujet à quarante ans de distance sont d'accord pour déterminer les avantages du capital social.

Chaufton (1) nous dit : « dans les sociétés par actions, l'une des utilités du capital versé par les actionnaires est de servir à couvrir les frais d'organisation et il ajoute que l'existence d'un fonds de garantie étant indispensable dès le début des opérations, c'est le capital versé qui constitue ce fonds de garantie ».

Si nous consultons l'ouvrage du professeur Hémard nous voyons que l'avantage du capital social est ainsi résumé (2) : « il supprime les difficultés du début pour les sociétés d'assurances, il permet d'acquitter de suite les frais de constitution de la société, il constitue un fonds de garantie ».

Il paraît suffisamment établi que la nécessité du capital social ou du moins son rôle intéressant se limite aux premières années d'une société. Mais cet avantage est payé bien cher car les sociétés par actions, comme le constate Chaufton, « ne peuvent après se débarrasser de ce capital auquel elles doivent payer une rente perpétuelle lorsqu'il ne sert plus à rien ».

L'existence de ce capital social a de plus le désavantage de

(1) Chaufton. *Op. cit.*, t. I, p. 198.

(2) Hémard. *Op. cit.*, t. II, p. 22.

justifier l'intervention de banquiers et non de professionnels dans le conseil d'administration de la société d'assurances.

Enfin il favorise la spéculation puisque les valeurs d'assurances sont cotées en bourse et peuvent être l'objet de variations absolument injustifiées.

La plupart des critiques, que nous avons dû reconnaître fondées, trouvent leur origine dans l'existence du capital social. Nous les résumerons ainsi :

L'assurance ne peut se dégager de la spéculation, elle reste attachée aux influences de la Banque qui a présidé au développement de cette industrie et enfin le manque de dynamisme que nous avons dénoncé comme étant le résultat d'opérations dirigées par des non-professionnels alors que le directeur, véritable technicien, est lié dans tous ses mouvements par les entraves pesantes du compte de profits et pertes.

Pour que la Corporation puisse progresser et reprendre sa marche en avant, il faut qu'elle sache risquer. Pour qu'elle puisse risquer, il faut la libérer des dernières dispositions qui la rattachent à la loi de 1867.

Il faut, en résumé, que le législateur intervienne une nouvelle fois pour que la forme de société anonyme par actions ne puisse plus être applicable aux entreprises d'assurances.

La nouvelle société, à forme mutuelle, dirigée par un technicien aidé de l'expérience d'un Conseil de Surveillance constitué d'anciens professionnels ou de juristes réputés doit, malgré les difficultés et les risques, trouver la voie d'un dynamisme puissant.

Libérée de la tutelle des banquiers et des soucis d'une politique de dividende, l'entreprise moderne d'assurances doit évoluer vers une conception hardie de son rôle économique et social.

La seule objection que l'on pourrait faire serait d'empêcher

ou de rendre difficile la création de nouvelles entreprises. Mais les exigences actuelles qui imposent l'agrément du Comité d'Organisation ne rendent-elles pas difficiles la naissance d'une nouvelle société. De plus n'est-il pas préférable de perfectionner les entreprises qui existent actuellement avant de songer à la création de sociétés que l'encombrement du marché risque de rendre éphémères. D'autre part si la naissance d'une société à forme mutuelle est plus difficile que celle d'une société anonyme, il n'en reste pas moins évident que celle-ci est toujours possible.

Nous devons aussi examiner une objection souvent utilisée, celle qui a pour objet le fonds de garantie constitué par le capital social. Nous avons vu que Chaufon et Hémard, dans la définition du capital social et l'étude de son utilité, mentionnent ce rôle de garantie sans en exagérer l'importance.

Nous pensons en effet que cette garantie est bien légère en considération des engagements souscrits et du rapport entre les deux sommes.

L'histoire nous apprend en outre que l'existence de ce capital social n'a pu préserver les intérêts des assurés en cas de défaillance d'une société.

Il faut cependant tenir compte de cette volonté de donner une garantie supplémentaire aux assurés. Il nous semble que cette satisfaction aux désirs de la majorité de la clientèle doit être recherchée dans la création d'une Caisse Commune dont nous étudierons le fonctionnement dans notre dernière section.

La Caisse Commune qui absorberait la plus grande partie des réserves des compagnies d'assurances constituerait un « Fonds de Garantie » analogue à celui qui fonctionne déjà dans certaines corporations.

De même que la déconfiture d'un notaire engage l'ensemble

des membres d'une même Chambre, de même, en cas de déficit, la garantie commune de l'ensemble des sociétés d'assurances serait appelée à jouer pour la sécurité complète des assurés.

Les avantages de cette nouvelle formule apparaissent décisifs si l'on considère que cette garantie serait pratiquement illimitée puisqu'elle comprendrait l'ensemble de l'actif de toutes les sociétés et que pratiquement elle entraînerait une solidarité financière génératrice d'un perfectionnement technique.

Des exemples récents nous montrent, qu'en cas de difficultés dans une société importante, les autorités chargées du Contrôle n'hésitent pas, dans un but social évident et dans un intérêt professionnel élevé, à faire appel au concours de toute la corporation pour éviter une liquidation désastreuse.

Ce précédent constitue un exemple significatif de la solidarité de fait qui existe déjà entre les différentes sociétés.

La Caisse Commune, chargée de gérer la majorité des réserves des sociétés d'assurances, doit former le véritable patrimoine corporatif, elle représentera la garantie collective de tous les usagers.

Il faut considérer enfin la possibilité pratique d'une transformation si utile à la Corporation. La seule possibilité à envisager consiste à rembourser les actionnaires des sociétés anonymes d'assurances.

Cette libération pourrait s'effectuer par des procédés divers dont le plus séduisant consisterait à remplacer les actions par des obligations remboursables dans un délai assez court ou amortissables périodiquement.

L'examen complet du problème de l'Assurance comme l'étude détaillée de la Corporation exige au départ un intérêt professionnel commun : il ne peut être réalisé que par l'élimination de toute influence étrangère à la profession.

Nous concluons donc en affirmant que la première réforme dans l'ordre chronologique doit consister à transformer les sociétés anonymes en société à forme mutuelle.

SECTION IV. — Le taux d'Etat.

La seconde proposition destinée à rénover la profession et à lui rendre un esprit de dynamisme créateur est celle connue sous le nom : d'institution de taux d'Etat.

Nous étudierons deux projets, le premier étant une adaptation de la législation américaine, le second en est une variante avec cette réserve toutefois que l'intervention de l'Etat y est jugée néfaste et contraire à l'intérêt général.

L'expérience américaine a duré seize années pendant lesquelles neuf cents essais différents ont été faits dans les quarante-huit états. Depuis 1938, la plupart des Etats ayant adopté une formule semblable, on peut penser que l'évolution est terminée et que les preuves de succès sont suffisantes pour trouver un intérêt à une adaptation du système en vigueur.

Il nous paraît d'une bonne méthode d'examiner les procédés de tarification pour chaque branche :

En assurance contre les accidents du travail, le premier échelon est constitué par la Compensation Insurance Rating Board qui est un bureau de tarification ; il a un caractère obligatoire et doit exister dans chaque Etat et est sans concurrence. C'est en principe un organisme privé fonctionnant sous le contrôle de l'Etat, composé de cinq membres : deux représentants des « Stocks Cies », deux des « Mutual Cies » et un délégué de l'Etat.

Le rôle de ce bureau est de faire la statistique pour les industries de chaque Etat. Le taux est ensuite calculé sur la moyenne des cinq dernières années.

La statistique est établie pour chaque catégorie d'industrie pour l'ensemble des risques dont la prime ne dépasse pas cinq cents dollars et séparément pour chaque affaire dont la prime est supérieure à ce chiffre.

Les taux de prime résultant de ces statistiques sont obligatoires mais peuvent varier tous les ans. Il y a environ mille tarifications (1).

Le deuxième échelon est constitué par le National Council qui est un organisme officiel chargé de contrôler le travail des Rating Board, il forme également une sorte de tribunal pour régler les conflits qui peuvent s'élever entre les assurés et un « Rating » bureau à l'occasion d'une tarification jugée trop sévère. Le Comité directeur du National Council se compose de trois représentants des « Stocks » compagnies, trois des « Mutual » compagnies et un représentant de l'Etat.

Le troisième échelon est le « Department of Insurances », organisme d'Etat qui correspond au Contrôle des Assurances en France ; il approuve et rend légales les tarifications des Rating bureaux et les transmet au super-intendant de l'Etat qui rend un décret de tarifications qui n'admet plus aucune dérogation.

Pour la branche Automobile et Responsabilité civile, le système est analogue mais il n'y a que deux échelons et plus de tarifications individuelles.

Au premier échelon, nous trouvons deux bureaux : l'un pour les mutuelles, le « Mutual Casualty Insurances Rating Bureau, » l'autre pour les compagnies, « le National bureau of Casualty and Surety ». Chaque société envoie ses statistiques au bureau de sa catégorie, elles sont groupées pour obtenir le cours moyen et établir les tarifs basés sur la fré-

(1) Voir *Études de M. Poisson*.

quence et le coût des sinistres. Le taux de prime est calculé tous les deux ans et est basé sur l'expérience de deux années.

Le deuxième échelon est le « Department of Insurance » qui approuve comme pour les accidents du travail les tarifications des bureaux du premier échelon et les transmet au super-intendant pour le décret fixant la tarification.

Dans la branche incendie la tarification obligatoire est également fixée par décret.

Enfin en Assurances-vie, il existe, comme en France, un tarif minimum, mais en général les sociétés doivent majorer ce tarif pour offrir aux assurés des garanties plus complètes. Ces tarifications plus élevées doivent aussi recevoir l'agrément du contrôle.

Le résultat de toute cette organisation est que les compagnies ne font plus de perte technique sur leurs affaires et que d'autre part elles sont dans l'obligation de rechercher un bénéfice dans une politique de prévention qui permet d'améliorer les résultats déterminés par les statistiques.

C'est en s'inspirant de cet exemple que M. Poisson, dont nous avons à plusieurs reprises cité les Etudes sur l'Organisation américaine, a établi un projet dont il nous semble intéressant pour notre enquête de publier l'essentiel. Ce projet s'applique uniquement aux accidents du travail :

1° Afin de sauvegarder les intérêts tant des assureurs que des assurés et de leurs salariés, afin de réduire au minimum les dépenses occasionnées par la couverture du risque des accidents du travail, il est créé au sein du Ministère des Finances un bureau de tarification qui fonctionnera sous le contrôle du service de la Direction des assurances privées.

2° Ce bureau sera chargé d'établir les taux de primes de tous les risques d'accidents du travail de la Métropole.

3° A cet effet les organismes d'assurances souscripteurs des polices lui adresseront tous les ans avant le 1^{er} avril le relevé des salaires du personnel couvert par ses contrats, du 1^{er} janvier au 31 décembre inclus de l'année précédente.

Ces salaires seront classés par catégorie suivant la classification qui sera fixée par le bureau de tarification.

Les entreprises pour lesquelles le montant des primes dépassera annuellement la somme de vingt mille francs feront l'objet d'une déclaration spéciale pour chacune d'elles.

4° Les organismes d'assurances adresseront également pour le 1^{er} avril de chaque année le nombre de sinistres déclarés et le montant du cot ôde ces sinistres.

Ces déclarations, comme celles du montant des salaires, seront classées par catégorie suivant la classification qui sera fixée par le bureau de tarification.

Les entreprises pour lesquelles le montant des primes dépassera annuellement la somme de vingt mille francs feront l'objet d'une déclaration spéciale pour chacune d'elles.

Les sinistres non réglés ou dont le règlement n'aura pu encore être déterminé, seront évalués suivant les prescriptions énumérées dans l'article 3 de l'arrêté du 2 juillet 1936 et dans l'article 1^{er} de l'arrêté du 15 février 1940.

5° Le bureau de tarification calculera pour chaque catégorie et pour chaque risque à tarification individuelle le taux applicable à chacun de ces risques en faisant la recherche du pourcentage exact du montant des sinistres par rapport aux salaires déclarés pendant les cinq années précédentes.

6° Les taux applicables aux risques nouveaux seront toujours la première année ceux prévus pour les catégories.

Si au cours de la première année le risque nouveau fait apparaître des salaires représentant plus de 20.000 francs de prime, le bureau de tarification lui appliquera pour les années

à venir un taux moyen entre le taux le plus élevé appliqué à une même industrie et son taux propre.

La deuxième année ce taux sera établi à raison de $\frac{4}{5}$ du taux le plus élevé et de $\frac{1}{5}$ du taux propre du risque.

La troisième année ce taux sera établi à raison de $\frac{3}{5}$ du taux moyen et de $\frac{2}{5}$ du taux propre.

La quatrième année ce taux sera établi à raison de $\frac{2}{5}$ du moyen et de $\frac{3}{5}$ du taux propre.

La cinquième année $\frac{1}{5}$ du taux moyen et $\frac{4}{5}$ du taux propre et à partir de la sixième année le risque ayant cinq ans d'expérience paiera son taux propre.

7° Les taux donnés par le pourcentage exact du montant des sinistres par rapport aux salaires, seront majorés de 28 o/o pour couvrir les frais généraux des assureurs.

Ces frais seront ainsi répartis :

15 o/o de la prime brute pour rémunérer les agents créateurs de la police.

2 o/o pour les services d'inspection et de surveillance de l'assureur.

2,5 o/o pour le service de prévention de l'assureur.

7,5 o/o pour les services administratifs de l'assureur.

1 o/o pour le bureau de tarification.

8° Les taux obtenus seront fixés annuellement par décret du Ministre des Finances et seront obligatoirement applicables pour la période allant du 1^{er} janvier qui précédera sa promulgation au 31 décembre qui suivra.

Les organismes d'assurances seront tenus au réajustement des primes perçues du 1^{er} janvier à la date de la promulgation.

9° Le service du contrôle des assurances aura la mission de s'assurer que les sommes perçues par les organismes d'assu-

rances sont bien affectées aux différents postes prévus par la présente loi.

L'objet le plus intéressant de ce projet est de rendre à la profession sa raison d'exister, car il faut reconnaître que les écarts souvent considérables entre les primes demandées par plusieurs compagnies pour garantir un même risque sont une des principales causes de la réserve de l'opinion à leur égard. Aucun assuré ne peut admettre des variations qui peuvent aller du simple au double.

Si on nous objecte que la statistique donnée par une compagnie justifie le taux de prime qu'elle applique il n'en reste pas moins vrai que la valeur scientifique de l'assurance repose sur le calcul des probabilités et que ce calcul exige des moyennes établies sur le plus grand nombre de cas possibles.

Nous concevons bien que la moyenne est un point idéal obtenu en connaissant les deux points extrêmes, mais l'écart entre ces deux points doit être peu important.

Il paraît indispensable d'établir une tarification à l'échelle nationale reposant sur une compensation qui doit procurer la stabilité et la sécurité nécessaire aux opérations des compagnies.

Nous avons eu en France des essais de tarification commune : en assurance-incendie, la tarification établie par l'Assemblée Plénière. En assurance-accidents le consortium automobile ou le consortium autocars.

Mais on a pu reproché à ces expériences de procéder d'une manière toute empirique et de préparer l'avènement d'un « trust de l'assurance » qui, peu soucieux des procédés mathématiques, serait orienté vers la recherche d'un profit plus substantiel.

Nous avons vu dans la première section de ce chapitre que l'assurance exigeait un groupement de toutes les activités pour

avoir une vue d'ensemble des problèmes à résoudre pour gérer la mutualité qui lui est confiée.

L'objet de ce groupement doit être la recherche par la statistique du prix du risque permettant de compenser les sinistres.

C'est l'absence d'une institution de ce genre qui a pu laisser penser aux partisans de l'assurance professionnelle qu'il était possible de faire de l'assurance un service-annexe de la profession.

Sans statistiques précises, l'assurance disparaît, il ne reste plus que la spéculation ou le jeu si l'opération est pratiquée par les sociétés commerciales ou l'assistance si elle est confiée aux diverses corporations.

Mais avec la création de cet organisme central de statistique et l'établissement d'un taux de prime uniforme, conséquence directe de l'étude des statistiques obtenues il est évident que la tarification ne pourra être rendue obligatoire par la seule décision des compagnies groupées en consortium.

On arriverait en effet à une économie de monopole où le prix serait seulement fonction de l'offre, c'est alors que l'on peut admettre l'intervention de l'Etat suivant la formule américaine et le projet de M. Poisson que nous avons étudié précédemment. Le rôle de l'Etat serait de représenter les intérêts du public, de donner une contre-partie aux exigences de l'offre, celle des possibilités de la demande.

Mais l'unanimité n'est pas faite sur ce principe et de nombreux défenseurs de la Corporation se refusent à admettre la nécessité de l'intervention de l'Etat dans un domaine où il aurait tendance à abuser de son autorité pour faire valoir des considérations éloignées de toute technique et rattachées à un objectif financier. Parmi les contre-projets qui s'opposent à l'intervention de l'Etat, nous étudierons celui de

M. Truffaut qui nous semble s'adapter à l'orientation générale de l'économie dans la période contemporaine (1) :

Pour M. Truffaut la contre-partie équitable de l'intervention des compagnies dans l'élaboration des tarifs devrait être le fait des représentants des assurés. Dans l'organisation de l'Economie par corporation, les représentants des assurés seraient les organismes professionnels appelés à personifier les diverses catégories d'usagers intéressés par les tarifs à élaborer.

Cette méthode aurait l'avantage de constituer un contrôle indispensable mais dont la variété, en raison de la multiplicité des corporations appelées à discuter de risques différents, serait une garantie contre tout monopole d'Etat.

Elle aurait de plus le mérite de respecter la formation traditionnelle du prix en permettant à la demande de se présenter avec ses besoins, ses désirs et ses possibilités.

La corporation de l'assurance et celle représentant les assurés de la catégorie intéressée, réunies à intervalles réguliers, basant la discussion sur les statistiques, les bilans, et le résultat obtenu par la corporation, pourraient à l'aide des données pratiques de l'expérience acquise tenir compte de tous les intérêts en jeu, de l'évolution progressive des conditions économiques, des particularités locales ou régionales.

Le résultat serait d'aboutir pour un temps déterminé à l'établissement de tarifs et à la rédaction de conditions générales des contrats qui s'appliqueraient sous peine de sanctions graves à l'ensemble de la catégorie intéressée.

L'assuré pourrait ainsi obtenir la sécurité dont il a besoin et la garantie d'un juste prix à laquelle il a droit. Il lui reste-

(1) Exposé de M. Truffaut. Président du Syndicat d'agents généraux de Charente-Inférieure.

rait à s'adresser à l'agence locale ou au courtier de son choix pour obtenir les conseils qui lui permettront de faire une déclaration exacte pour définir son risque.

L'émulation qui s'établirait entre compagnies n'aurait plus pour objet que de donner le plus de satisfactions possibles à la clientèle.

On éviterait ainsi les deux dangers qui menacent l'intérêt général dans l'organisation actuelle : une concurrence au rabais dont l'acharnement rend toute sécurité aléatoire ou une entente trop étroite qui en supprimant la concurrence nous conduirait rapidement à l'établissement d'un monopole public ou privé.

Les deux projets que nous venons d'analyser en détail conservent leur valeur propre ; ils représentent deux systèmes différents qui doivent s'intégrer dans deux économies différentes.

Celui du « Taux d'Etat » apparaît comme le seul possible en période d'économie libérale.

Celui du « Taux spécial et privé » n'est applicable que dans une économie corporative où chaque catégorie d'assurés doit s'intégrer dans un organisme professionnel chargé de les représenter.

Suivant l'évolution de la conjoncture il faudra nécessairement choisir l'une des deux méthodes.

SECTION V. — La gestion des réserves.

Au terme de cette analyse de la corporation future, nous ne devons pas perdre de vue notre ligne de conduite : « maintenir la profession entre les mains des techniciens de l'Assurance, lui rendre son dynamisme et conserver sa raison

d'être en développant les bases scientifiques qui l'ont fait naître ».

Nous avons donc étudié la suppression du capital social et l'établissement d'une tarification rationnelle. Il reste une dernière question qui pourrait encore soumettre la profession à des influences étrangères : celle de la gestion des réserves.

Si la modification de la loi de 1867 et la suppression du capital social permettent d'éliminer les banquiers de leur situation dans la profession, il faut compléter la réforme par une modification de la gestion des réserves qui dans l'état actuel est d'une complexité telle qu'elle justifie l'intervention des financiers. Nous avons vu que dans la plupart des compagnies d'assurances-vie, non seulement le Conseil d'administration mais tout le personnel supérieur est constitué par des financiers.

Le législateur s'est préoccupé de la question du placement des réserves, il a pris des mesures pour éviter la spéculation mais il lui a été impossible de réglementer d'une manière trop rigide la gestion des capitaux.

La disparition du capital social permettra aux techniciens de prendre la direction de la Corporation. On peut craindre cependant que leur compétence ne soit pas suffisante en matière financière pour la gestion des réserves très importantes qui représentent les engagements des compagnies envers leurs assurés.

La solution paraît délicate à trouver pour sortir de cette impasse. Elle ne peut consister que dans une séparation très nette entre les deux techniques : d'une part l'Assurance, d'autre part la gestion financière des réserves.

Nous sommes donc obligés d'envisager un report automatique des réserves à un organisme central constituant un « Fonds Commun » en ne laissant à chaque compagnie qu'une

portion de réserves peu importante pour faire face aux règlements des sinistres en cours.

Ce Fonds Commun représenterait à la fois la garantie commune des assurés et le patrimoine de toute la profession. Cet organisme privé serait nécessairement composé de techniciens de l'assurance représentant la Corporation, de financiers chargés de la gestion et de représentants des usagers.

Chaque année les bilans de chaque société établis d'une façon uniforme présenteraient le déficit ou le bénéfice des opérations techniques. Les pertes seraient comblées par le Fonds Commun qui, en cas de récidive plusieurs années de suite, aurait qualité pour demander au Contrôle la dissolution de la société déficitaire et la répartition de ses contrats dans les autres compagnies.

Cette caisse centrale pourrait également avoir la charge de subvenir aux besoins des services généraux et communs de la profession tels que : Statistiques. Prévention générale. Œuvres sociales professionnelles. Enseignement théorique.

Elle serait sous le contrôle de l'Etat qui aurait la charge de surveiller la régularité des opérations financières.

Les modalités de son fonctionnement peuvent varier à l'infini. Ce qui importe, c'est d'obtenir enfin une corporation composée des seuls techniciens et de mettre un terme aux discussions vieilles de cent ans sur l'existence de la profession. Pour obtenir ce résultat il est nécessaire de supprimer toute cause d'intervention étrangère et tout appel à des compétences particulières qui risque d'entraîner la profession vers un avenir incertain.

L'analyse des difficultés dont souffre la Corporation nous conduit à la même conclusion que les adversaires de l'Assurance.

Les raisons sont différentes, mais elles sont d'un enseignement précieux. M. Blanchoin, dans son ouvrage que nous

avons souvent cité, propose également la constitution d'une caisse chargée de recueillir les fonds des compagnies d'assurances, les compagnies gardant la propriété de leurs réserves et immobilisations de toute nature mais ne jouissant en réalité que d'un droit de nue propriété, les pouvoirs de gestion ne leur appartenant pas.

Le but à atteindre pour M. Blanchoin se résume ainsi : « les compagnies d'assurances fournissent aux banques l'élément le plus stable de la masse de manœuvre dont celles-ci disposent et par suite contribuent pour une large part à leur attribuer le contrôle et souvent même la direction de l'économie nationale. Au surplus, ces mêmes compagnies, comptant parmi les gros fournisseurs du Trésor et parmi les plus importants souscripteurs d'emprunt, exercent sur l'État une pression permanente ».

« La solution cherchée devra donc viser à assurer l'indépendance de l'économie en même temps que des pouvoirs publics » (1).

Sans nous attacher à examiner le bien-fondé des critiques faites à l'organisation financière des sociétés commerciales d'assurances, nous retiendrons que le reproche ne s'adresse pas à la technique de l'Assurance mais à l'utilisation des réserves.

Il constitue un argument de plus pour rechercher l'indépendance de la Corporation.

Quand celle-ci ne sera plus composée que de professionnels ne s'occupant que de la technique de l'Assurance, les critiques fondées ou non devront disparaître.

La libération de la profession constituera une justification définitive de son existence.

(1) Blanchoin. *Op. cit.*, p. 432.

CONCLUSION

Au terme de notre enquête, il convient de formuler un jugement. La méthode expérimentale comme l'étude de l'histoire nous montrent que l'évolution est la loi de la vie pour l'Economie comme pour l'Individu.

Un organisme qui n'a pas d'aptitude à l'évolution est voué à une disparition plus ou moins certaine. La société qui est en perpétuelle transformation exige des institutions pleines de dynamisme. Si la Corporation veut vivre, il lui faut quitter le circuit économique dans lequel elle roule sans voir l'avenir et sans entendre l'appel des forces d'action.

L'assurance ne doit plus constituer un organisme désuet dont la raison d'être est d'avoir existé depuis plus de cent ans. La politique de défensive qui consiste à parer les coups doit être abandonnée. Il ne s'agit plus de réduire le champ d'activité pour jouir en paix d'une situation pleine d'avantages dont le domaine amoindrie pourrait durer encore quelques années. Le circuit interrompu, l'Assurance doit s'engager dans l'exécution de nouvelles combinaisons. Il lui faut entrer avec dynamisme dans la « lutte pour la vie ».

SECTION I. — La spéculation et l'assistance.

Nous avons vu que l'Assurance est née de l'assistance et de la spéculation. Une croissance lente et difficile lui a permis, par des méthodes empiriques, de se dégager de l'assistance à partir du ^{xv}e siècle jusqu'à la fin du ^{xviii}e siècle.

La séparation fut plus complète quand la Loi Le Chapelier eut introduit à titre définitif et comme base de la société : l'esprit individualiste.

La tutelle de la spéculation fut plus difficile à secouer, et, à l'époque actuelle, nous avons pu constater que cette séparation n'est pas encore très nette.

L'emprise de la banque sur les opérations d'assurances, la forme anonyme, sous le régime de la loi de 1867, des principales sociétés, permettent à la spéculation de conserver son rôle dirigeant.

Il ne faut pas nier que la spéculation dirigée par des financiers rompus à la pratique des affaires a permis à l'assurance d'acquérir sa pleine capacité en lui donnant un caractère scientifique et technique qui représente toute sa valeur. L'explication de ce phénomène paraît très naturelle puisque les grands banquiers, qui s'intéressaient à la corporation naissante, avaient l'habitude d'écarter de leur route tous les aléas et étaient accoutumés à rechercher toutes les combinaisons leur permettant de vaincre dans le domaine économique.

Il leur a fallu organiser l'assurance de telle façon que toute incertitude soit bannie et l'évidence nous oblige à constater que le succès a couronné leur œuvre.

Si nous pensons, comme les adversaires de l'Assurance sous sa forme actuelle, que l'époque est venue de laisser la spéculation aux organismes financiers, il ne s'ensuit pas que l'assurance doit faire un retour vers sa seconde origine : l'assistance.

Celle-ci a repris une partie de son importance depuis la loi de 1884 sur les syndicats. L'effort des partisans des mutuelles professionnelles n'est qu'une nouvelle forme d'un retour au passé.

Toute la difficulté du problème réside dans le fait que l'assurance-spéculation et l'assurance-assistance, c'est-à-dire

les deux premières formes non évoluées d'une science qui est devenue autonome, peuvent coexister sans entrer en lutte implacable.

Nous avons pu observer ce phénomène si curieux depuis cinquante ans. Les deux adversaires sont en principe d'accord pour la lutte contre le Monopole d'Etat, qui pourrait abolir les deux anciennes conceptions. Mais la lutte entre l'assistance et la spéculation paraît beaucoup plus apparente que réelle, elle se borne surtout à des difficultés de frontières.

C'est ainsi que les grandes compagnies commerciales ne réclament pas la suppression des mutuelles agricoles ou des syndicats de garantie ; elles exigent quelquefois bruyamment que le domaine de l'assurance professionnelle soit respectée, elles ajoutent une demande d'égalité fiscale et le cas échéant ne dédaignent pas de réassurer ces organismes d'assistance quand ils veulent se soumettre aux disciplines de la profession.

Une véritable Corporation ne peut admettre aucune solution moyenne ; elle ne peut vivre que dans la reconnaissance d'une autonomie de l'assurance dégagée définitivement de ses origines si encombrantes.

Il faut rejeter avec ardeur tout compromis avec la spéculation comme avec l'assistance.

La Corporation doit se souvenir que ces deux formes ont été primitivement nécessaires quand on était dans l'ignorance absolue des lois de la statistique.

Nous reprendrons l'essentiel de la définition de l'assurance-spéculation donnée par Chaufon : Lorsque dans une série d'opérations d'assurance, on demande aux assurés une cotisation inférieure ou supérieure à celle exigée par les lois de la statistique, il se produit un manque d'équilibre entre les sommes versées dans la caisse commune et les paiements que

cette caisse doit faire. Ce manque d'équilibre résulte de l'ignorance des lois de la statistique ou de la transgression de ces lois.

Chauffton ajoutait déjà en 1884 : « les sociétés anonymes qui pratiquent l'assurance se trouvent facilement entraînées à faire des assurances de spéculation. Ces sociétés ont été formées dans un esprit de gain ; il faut qu'elles donnent, sous peine de mort, un dividende à leurs actionnaires » (1).

Quant à l'assurance-assistance sa définition n'est-elle pas la possibilité d'aider la victime d'un sinistre par la constitution d'une caisse de secours entre un groupe d'individus d'une même profession ou d'une même localité. Cette caisse étant alimentée par des versements calculés d'une façon empirique doit en principe être gérée bénévolement par des individus dont le dévouement et la situation peuvent leur permettre d'agir pour le bien commun.

SECTION II. — La division du travail.

Mais en nous dégageant des contingences et des intérêts personnels il s'agit de former un jugement indépendant.

Il nous faut donc examiner s'il n'est pas possible de conserver l'état actuel qui doit aboutir à plus ou moins brève échéance à une disparition de la Corporation de l'Assurance et à un partage des fonctions entre la spéculation confiée aux banquiers et l'assistance, domaine de chacune des autres corporations.

La raison qui ferait agir le législateur ou même le groupe, la société, dans ce sens doit tirer sa valeur des règles formelles qui comprennent les motifs d'une telle décision.

(1) Chauffton. *Op. cit.*, t. I, p. 219.

Il faut donc se poser la question suivante cette action procède-t-elle d'une loi universelle ? Et si la loi universelle aboutit à la concentration de toutes les professions en une seule, pourquoi limiter cette action à la disparition de l'Assurance et ne pas provoquer les autres corporations à s'absorber progressivement pour ne plus avoir qu'un immense corps sans spécialisation. Soutenir une telle thèse serait défendre un paradoxe sans intérêt.

Ce serait méconnaître toute l'importance du fait économique actuel que constitue la Division du Travail.

La division du travail est défini par Adam Smith : une organisation économique consistant dans ce fait que le travail total à effectuer est réparti entre les coopérateurs de telle sorte que chacun accomplisse toujours un même genre de travail pour lequel il acquiert ainsi une habileté et une facilité particulières.

Dans son ouvrage célèbre sur la Division du Travail paru en 1893, Durkheim montre que des causes mécaniques ont formé la société.

A l'origine, les individus, les petits groupes tels que les clans, les tribus sont simplement juxtaposés, il y a solidarité mécanique ou solidarité par similitude. Le groupe s'est formé par les affinités du sang, l'attachement à un même sol, le culte des ancêtres, la communauté des habitudes.

« C'est seulement quand le groupe s'est formé sur ces bases que la coopération s'y organise ». Nous arrivons alors à une société évoluée où chaque individu, chaque groupe a sa fonction propre.

Dans une telle société la cohésion ne résulte plus d'une simple addition d'efforts homogènes et de résultats semblables mais d'une combinaison d'efforts hétérogènes et de résultats dissemblables.

Cette harmonieuse répartition des efforts produit une solidarité organique à laquelle on donne le nom de Division du Travail.

On pourrait soutenir, avec certains philosophes comme Spencer que la société a été formée par des individus qui ont passé volontairement de l'état d'indépendance parfaite à celui de dépendance mutuelle.

Mais comment expliquer une transformation aussi complète et comprendre les motifs qui ont permis d'abandonner les avantages de cette indépendance. Ce serait parce que l'individu n'est pas seul au monde mais qu'il est entouré de rivaux qui lui disputent ses moyens d'existence qu'il aurait cherché à établir entre ses semblables et lui des relations qui le serviront. La société n'est pas une réalité proprement dite, qui existe par soi-même, et en vertu de causes spécifiques et nécessaires, et qui, par conséquent, s'impose à l'homme avec sa nature propre, mais un arrangement pour développer la vie individuelle.

Sans prendre parti pour l'une ou l'autre des deux thèses en présence, il est utile d'adopter la conclusion générale des deux adversaires qui établit que la Division du Travail ne peut s'effectuer qu'entre les membres d'une société déjà constituée.

La concurrence qui oppose des individus isolés ne peut que les séparer davantage, ils se fuient pour conserver leur indépendance, or, comme le dit Durkheim, « la division du travail unit en même temps qu'elle oppose, elle fait converger les activités qu'elle différencie, elle rapproche ceux qu'elle sépare (1) ».

La cause principale de la division du travail est l'augmen-

(1) Durkheim. *Op. cit.*, p. 305.

tation du volume et de la densité de la population. Il est certain que la division du travail n'est pas la seule issue possible. La lutte pour la vie peut entraîner les individus « vers l'émigration, la colonisation, la résignation à une existence précaire et plus disputée, elle peut aussi avoir pour conséquence l'élimination totale des plus faibles par voie de suicide ou par élévation de la mortalité ». Mais la spécialisation est la seule solution qui peut permettre à l'individu de s'adapter sur place aux changements du milieu social.

Quand le nombre des individus entre lesquels des relations sociales sont établies, est considérable, ceux-ci doivent se spécialiser davantage, travailler avec plus d'ardeur, il en résulte une stimulation qui pousse l'homme à un plus haut degré de culture.

L'étude philosophique de la Division du Travail montre que le phénomène de la spécialisation est général et s'étend à l'infini, si des causes extérieures ne viennent pas contrarier l'évolution naturelle.

Dans une société primitive qui comprend des individus peu nombreux, l'isolement paraît théoriquement possible mais dans une société où le facteur numérique joue un rôle capital la spécialisation vers laquelle la société s'oriente naturellement s'impose aussi comme la solution la plus désirable.

La progression vers une spécialisation naturelle est lente et soumise aux effets du hasard. La pensée doit permettre d'abréger cette lenteur et d'éviter des essais souvent douloureux. L'expérience a un rôle utile dans la recherche des moyens capables d'accélérer la réalisation de rapports plus parfaits entre les individus.

Mais cette spécialisation ne doit pas nécessairement revêtir une forme rigide ; l'organe ne doit pas être figé dans son rôle. Les fonctions complexes qui permettent l'adaptation aux

milieux complexes doivent, en raison de cette complexité insupportable, être prêts à évoluer.

Le milieu social est un milieu changeant, c'est dans cette aptitude aux changements que se trouve le fondement de l'évolution des sociétés.

L'unanimité n'est pas complète sur les bienfaits de la division du travail, de nombreux philosophes parmi lesquels Auguste Comte ont pensé que la division du travail poussée trop loin doit aboutir à une décomposition.

Chaque organe vivant sa vie propre et très spécialisée s'isolerait du milieu, chacun vivant pour soi, l'oubli des autres doit risquer de détourner de l'œuvre commune.

La difficulté apparaît donc si l'on songe que la diversité des fonctions est utile et nécessaire mais que l'unité n'est pas moins indispensable.

Pour qu'il y ait solidarité organique, il ne faut pas que la division du travail éloigne chacun des organes dans sa sphère d'activité. Une certaine réglementation est nécessaire pour permettre l'harmonie des fonctions. Il faut que chaque fonction se tienne en rapport permanent avec les fonctions voisines, connaissent leurs modifications et étudient leurs besoins.

La division du travail ne peut pas se passer de réglementation, l'institution des corporations a précisément pour but d'établir cette réglementation et de donner à chaque fonction l'orientation qui doit lui permettre de s'adapter aux besoins des autres fonctions et d'obtenir une solidarité organique aussi parfaite que possible.

Au point de vue économique les effets de la division du travail sont connus ; elle augmente la force de production de chaque individu en perfectionnant son habileté technique ; elle est la condition de tout développement intellectuel et matériel.

Une étude sommaire de la division du travail nous montre qu'elle est le résultat d'une loi naturelle de la vie en société et que cette nécessité inéluctable se combine avec l'utilité qui pourrait la faire désirer.

Ces considérations font apparaître le fondement naturel de notre conclusion. Quand une Corporation répond à un besoin du public et aux exigences de la division du travail, toute action pour supprimer cette corporation est contraire aux lois économiques et à l'évolution normale des sociétés.

Dans l'organisation de la nation par corporations la fonction qui appartient à l'Assurance, impose le maintien de cette corporation.

SECTION III. — La question du monopole.

La lutte pour l'établissement d'une corporation véritable est ancienne.

Dans le courant du XIX^e siècle entre les partisans de l'assurance-spéculation et ceux de l'assurance-assistance, une troisième catégorie s'est élevée : celle des partisans du Monopole d'Etat.

La question du Monopole d'Etat pour les assurances a engendré des discussions passionnées et nous avons vu toute la vanité des considérations développées puisque d'une part elle n'a jamais pu entrer dans la voie des réalisations et que d'autre part elle est toujours restée comme une menace dont on s'est servi périodiquement.

Nous pensons que pour étudier, avec sérénité, cette question, il faut diviser les partisans en autant de fractions qu'il existe de conceptions différentes de l'étatisation de l'assurance.

Nous croyons pouvoir réduire ces fractions à trois unités :

Il faut convenir que la plus ancienne est constituée par ces rêveurs pleins d'utopie qui, comme Emile de Girardin, voudraient un Etat jouant le rôle de Providence, protégeant les faibles, les pauvres, les malheureux. Pour eux l'assurance paraît le seul moyen de prévenir ou de réparer toutes les calamités. Nous n'insisterons pas sur l'impossibilité technique et le caractère chimérique de cette assurance d'Etat. L'importance du rôle de ces partisans semble d'ailleurs très amoindrie.

Les défenseurs les plus bruyants du monopole sont ceux qui ont en vue la recherche de tous les expédients budgétaires plus ou moins fructueux.

L'opération qui aurait pour résultat l'étatisation de l'assurance leur semble particulièrement opportune, les avantages paraissent immédiats. Les immenses réserves des grandes compagnies seraient confiées à l'Etat. D'autre part les bénéfices de l'industrie constitueraient un aliment continu et substantiel du budget.

A la réflexion, il apparaît que l'opération ne se présente pas seulement avec des éléments favorables. Quelques complications importantes se présentent ; le rachat des compagnies et de leurs agences, les difficultés d'organiser un nouveau service public dont le rendement financier soit avantageux enfin la certitude que pendant les premières années les charges compenseraient entièrement les profits.

L'échec de toute tentative de ce genre paraît explicable si l'on considère que ces partisans de l'étatisation recherchent un bénéfice immédiat pour l'Etat et que la simple menace de l'établissement du monopole produit les mêmes effets, sans aucun aléa, sous forme de souscriptions importantes de la plupart des compagnies d'assurances aux emprunts nouveaux.

Il nous reste à étudier une troisième catégorie qui, seule, a une grande valeur ; celle des professionnels qui voient dans le Monopole d'Etat le seul moyen d'obtenir enfin une Corporation de l'Assurance et de détruire définitivement aussi bien la spéculation que l'assistance.

Ce projet apparaît très séduisant. Ne semble-t-il pas qu'il constitue la solution idéale pour supprimer ces luttes épuisantes, pour conserver aux professionnels véritables leur rôle dans le développement et l'orientation de la profession.

Débarassés de la tutelle des financiers et des philanthropes, les seuls techniciens pourraient consacrer tous leurs travaux à l'exercice de la profession. La statistique deviendrait enfin une réalité scientifique et chaque problème pourrait être traité dans sa généralité.

Nous ne pouvons cependant nous rallier à cette idée de monopole professionnel. L'expérience, en matière d'étatisation doit nous inciter à la prudence et il paraît dangereux de rechercher dans le monopole d'Etat la réalisation de la corporation.

Quelle serait l'utilité d'une émancipation du joug de la spéculation et de l'assistance si la profession doit tomber sous la tutelle dévorante de l'Etat.

Ne peut-on craindre que les raisons financières ou charitables qui font dévier l'assurance de sa technique ne soient remplacer désavantageusement par des raisons politiques dont la tyrannie serait aussi exigeante.

La réalisation de la Corporation dans le cadre général d'une organisation professionnelle paraît la seule solution pour les techniciens.

L'existence d'une corporation officielle aura pour conséquence la fin d'une lutte centenaire sur le principe du monopole d'Etat, la question sera définitivement résolue à égale

distance du libéralisme économique et de la domination de l'Etat.

SECTION IV. — L'évolution commencée.

L'exemple de l'étranger est d'un enseignement précieux ; il nous montre que la plupart des nations ont écarté le monopole et ont réussi cependant à établir une corporation plus ou moins officielle de l'Assurance, tout en évitant la création d'un système d'assurances corporatives.

En Allemagne où les corporations sont très puissantes, on pourrait penser que la tendance à se passer de l'assurance spécialisée allait prédominer. Il n'en a rien été. L'assurance privée a conservé et développé son dynamisme. Les initiatives de cette corporation lui ont permis de s'imposer comme une institution indispensable au bien public.

Aux Etats-Unis, nous avons vu que l'assurance privée avait pu sortir d'une crise très grave en s'organisant sur des bases économiques stables et avec l'appui de l'Etat.

La coexistence de l'assurance d'Etat et de l'assurance privée dans l'Etat de New-York nous montre que l'avantage reste à cette dernière. Grâce à un dynamisme plus grand les compagnies ont pu vaincre la concurrence du State Fund en assurance contre les accidents du travail.

L'initiative privée a permis le développement des institutions de prévention et le rôle social de l'Assurance s'est accru du fait des résultats enregistrés en cette matière.

L'organisation des différentes branches s'est fait d'une façon rationnelle. Le perfectionnement technique des professionnels a été l'objet de toute l'attention des compagnies pour donner une satisfaction plus complète aux besoins du public. Il en est

résultat également une spécialisation plus poussée puisqu'en général à tous les échelons de la profession les techniciens se sont partagés les diverses opérations. Nous avons vu que dans la majorité des cas, un agent représentant une branche d'assurance-vie ne s'occupe plus des assurances accidents ou incendie et inversement. Cette spécialisation correspond aux exigences de la division du travail que nous avons étudiées précédemment.

« Une fonction ne peut se spécialiser, a dit Durkheim, que si cette spécialisation correspond à quelques besoins de la société ».

La fonction de l'assureur, dans la vie actuelle des sociétés correspond à un besoin.

Le développement considérable de l'industrie de l'assurance, le fait que la question de l'existence de cette fonction a soulevé des débats passionnés ; les exigences de la technique que nous avons étudiées dans notre enquête, sont autant de preuves que cette spécialisation est nécessaire.

Mais comme nous l'avons vu, dans une section précédente, la division du travail ne doit pas aboutir à un isolement, en créant une solidarité organique elle doit rapprocher les différentes fonctions. Il convient que la corporation de l'Assurance réformée sur les bases que nous avons étudiées entre en relation avec toutes les autres corporations. Celles-ci devront comprendre qu'elles ont tout intérêt à s'adresser à un organisme spécialisé qui pourra lui donner une satisfaction immédiate et complète non seulement pour la réparation des sinistres mais aussi pour la prévention.

La corporation de l'Assurance qui couvre le risque ne peut se désintéresser de la prévention qui atténue le risque, elle doit avec le concours des autres corporations organiser la protection de l'individu et des patrimoines.

La division du travail doit aboutir à une harmonie de toutes les fonctions. Les rapports entre les diverses fonctions doivent être continus pour conserver toute efficacité. Il paraît indispensable de commencer, au stade actuel de l'organisation professionnelle, une étude générale sur les besoins et les désirs de chaque profession sur le chapitre de l'assurance.

Les Comités d'Organisation ne sont entrés que très timidement dans cette voie. Depuis deux ans l'hésitation s'est maintenue, les essais d'assurance-service annexe n'ont abouti à aucun plan d'ensemble mais la question de l'existence de la Corporation de l'Assurance n'a pas reçu sa solution définitive. Le *statu quo* antérieur a été conservé avec quelques modifications de détail.

Cette situation d'attente ne peut être maintenue, l'approbation du législateur qui a reconnu la corporation est certes le premier acte officiel, mais la crise ne peut connaître son dénouement que le jour où toutes les fonctions existant dans la société se seront prononcées sur l'existence de cette fonction voisine.

De même qu'en biologie quand les différentes fonctions d'un organisme ne coopèrent plus avec un organe, celui-ci, quoique rattaché au corps, devient un membre mort, de même dans une société évoluée, la décision de principe du législateur n'est plus suffisante pour maintenir une fonction, il faut que les fonctions voisines coopèrent avec elle.

Pour les professionnels qui doivent rechercher cette coopération, le seul moyen de l'obtenir est de perfectionner la corporation à laquelle ils appartiennent.

Nous avons vu que la réserve des autres corporations et les essais d'assurance service-annexe étaient en partie justifiés par les critiques adressées à l'institution de l'Assurance telle

qu'elle a fonctionné en France, dans les quarante dernières années.

La réforme indispensable, à laquelle nous sommes astreints doit avoir pour but de rendre à la Corporation le dynamisme qui lui permettra de créer et de retrouver les initiatives qui entraîneront l'adhésion des autres professions à la spécialisation de l'industrie de l'assurance.

Libérée de l'esprit de spéculation par la disparition des financiers à la suite de la suppression du capital social, la corporation doit retrouver dans son sein les individualités qui briseront le circuit économique et l'engageront dans la voie de l'évolution.

Depuis quarante ans la profession a manqué d'« entrepreneurs » au sens économique du mot ; c'est par la suppression de toutes les influences extérieures que la profession peut retrouver le chemin de l'évolution.

Le législateur ne saurait manqué d'apporter sa contribution à l'œuvre de formation de la corporation en décourageant les initiatives néfastes et en interdisant tous les essais infructueux d'assurance service-annexe. La suppression de toutes les mutuelles professionnelles doit constituer avec la suppression du capital social la base de la renaissance de la profession (1).

La critique ne doit pas nous faire négliger les efforts réels qui ont été faits depuis dix ans pour améliorer le niveau des professionnels. La création en 1928 d'une chaire d'assurances à la Faculté de Droit de Paris a permis au professeur Maurice Picard, qui en est le titulaire, d'orienter l'esprit des étudiants vers l'étude de la science de l'Assurance.

(1) Mémoire remis au Maréchal Pétain le 11 septembre 1941 par une délégation d'agents généraux d'assurances.

D'autre part la loi de juillet 1930, en donnant une base juridique au contrat d'assurances a entraîné un essor important de la jurisprudence.

Le résultat de ces importantes mesures a été de favoriser l'éclosion d'une fécondité doctrinale inconnue auparavant et qui semble préparer à la Corporation les cadres intellectuels qui lui ont manqué pendant le premier tiers du siècle.

Pour conclure nous reprendrons le problème objet de notre enquête : Dans l'organisation de la France par corporations l'Assurance a-t-elle sa place comme profession autonome.

Malgré toutes les critiques adressées à la pratique antérieure des assurances, la réponse doit être affirmative.

Les critiques ont eu l'intérêt de montrer que tous les reproches faits à l'assurance viennent de la persistance de deux formes surannées et primitives : la spéculation et l'assistance.

Les efforts du Législateur doivent se porter sur la possibilité de séparer définitivement la Corporation de l'Assurance de toute entreprise extérieure et d'éviter tout retour à un passé révolu.

Les cadres techniques des sociétés d'assurances doivent permettre à la Corporation de s'établir avec une grande rigueur dans la discipline qu'elle imposera à ses membres. La spécialisation exigée par la loi naturelle de la division du travail ne peut se réaliser que dans la suppression de tout élément étranger à la fonction sociale dévolue à l'Assurance.

Le perfectionnement professionnel doit être l'un des buts les plus élevés. A chaque échelon de la hiérarchie professionnelle, on doit retrouver les mêmes efforts pour fuir la routine, pour acquérir une connaissance plus profonde de la spécialisation technique choisie et un esprit d'initiative qui permettra un dynamisme créateur. Il faut ajouter la nécessité d'une culture générale dont le développement sera la garantie d'une solidarité indispensable avec les autres corporations.

VU :

Le Doyen,

GEORGES RIPERT.

VU :

Le Président,

MAURICE PICARD.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

GILBERT GIDEL.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GÉNÉRAUX

- HÉMARD. — *Théorie et pratique des assurances terrestres*, 2 vol.
PICARD et BESSON. — *Traité général des assurances terrestres en droit français*, 3 vol.

OUVRAGES HISTORIQUES

- HAMON. — *Histoire générale de l'assurance*.
CHAUFONT. — *Les assurances, études théoriques et pratiques*, 2 vol.

OUVRAGES D'ÉCONOMIE ET DE PHILOSOPHIE

- BAUDIN. — *Le corporatisme*.
DURKHEIM. — *Division du travail social*.
PIROU. — *Néo-libéralisme, néo-socialisme, néo-corporatisme*.
SCHUMPETER. — *Théorie de l'évolution économique*.

OUVRAGES TRAITANT D'UNE QUESTION SPÉCIALE

- ALIBON. — *La prévention des accidents du travail*.
BEDOUR. — *Manuel pratique des accidents du travail*.
BLANCHOIN. — *L'assurance mutuelle agricole. Essai sur l'assurance corporative*.
BOUÈSSÉE. — *Assurance des animaux de ferme*.
BOULIN. — *Organisation de la sécurité du travail. Prévention des accidents*.
CÉSAR-ANCEY. — *L'assurance. Sa technique, son mécanisme*.
FOURASTIÉ. — *Le nouveau régime juridique et technique de l'assurance en France*.
GABORY. — *Cours de sécurité industrielle*.
LEFÈVRE. — *La responsabilité civile du fait d'autrui et du fait des choses*.

ROUX (A.). — *Le contrat d'assurances. Commentaire de la loi du 13 juillet 1930.*

SACHET. — *Traité de la législation des accidents du travail*, 2 vol.

PUBLICATIONS. EXPOSÉS. CONFÉRENCES

ARGUS (I'). — *Journal international des assurances.*

CENTENAIRE DES COMPAGNIES D'ASSURANCES GÉNÉRALES INCENDIE ET VIE. —

Cent ans d'assurances et de sagesse financière.

FOURASTIÉ. — *Cours professé au Conservatoire National des Arts et Métiers le 11 juillet 1940.*

MONITEUR DES ASSURANCES. — *Collection complète de 1868 à 1910.*

PICARD (Maurice). — *Rapport sur l'assurance privée et le progrès social.*

Journées de Droit civil, Lille, 1939.

POISSON. — *Études sur l'assurance américaine.*

SUMIEN. — Voir *Gazette du Palais* du 11 janvier 1942.

TRUFFAUT. — *Mémoire remis au Maréchal Pétain sur la Corporation de l'assurance*, septembre 1941.

VALLÉE. — *Rapport sur la mutualité agricole*, mars 1942.

SECTION I. — Le dynamisme en assurance-accidents.....	98
SECTION II. — La création du risque professionnel.....	104
SECTION III. — Le dynamisme en assurance-vie	109
SECTION IV. — Le dynamisme en assurance-incendie.....	116
SECTION V. — L'effort de la littérature professionnelle au XIX ^e siècle	119

CHAPITRE V. — *La critique à l'égard des Compagnies.*

SECTION I. — La prépondérance de l'élément financier.....	126
SECTION II. — L'extension de la profession hors de ses frontières.....	135
SECTION III. — La sélection des cadres	140
SECTION IV. — L'état statique depuis quarante ans	141

CHAPITRE VI. — *La question technique.*

SECTION I. — Les lois qui régissent l'assurance.....	152
SECTION II. — Les principes techniques	159
SECTION III. — La sélection des risques.....	162
SECTION IV. — La compétence professionnelle.....	166

CHAPITRE VII. — *Rôle social et intérêt général.*

SECTION I. — La prévention	169
<i>Sous-section a).</i> — Prévention incendie.....	169
<i>Sous-section b).</i> — Prévention accidents et vie.....	176
SECTION II. — Le rôle social de l'assurance.....	195
SECTION III. — L'assurance créatrice de sécurité.....	203

CHAPITRE VIII. — *Organisation de la corporation.*

SECTION I. — Nécessité d'un groupement de professionnels.....	211
SECTION II. — Projet d'organisation professionnelle.....	220
SECTION III. — La modification de la loi de 1867.....	222
SECTION IV. — Le taux d'État	228
SECTION V. — La gestion des réserves	236

CONCLUSION

SECTION I. — La spéculation et l'assistance.....	240
SECTION II. — La division du travail.....	243
SECTION III. — La question du monopole.....	248
SECTION IV. — L'évolution commencée	251
BIBLIOGRAPHIE	257
TABLE DES MATIÈRES	259

